

12 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/12/qatargate-l-insouciance-ethique-du-parlement-europeen-a-encourage-une-culture-de-l-impunite_6154047_3232.html

Qatargate : « L'insouciance éthique du Parlement européen a encouragé une culture de l'impunité »

Le Parlement européen est « le maillon faible du système d'intégrité de l'Union européenne », estime le professeur d'HEC, Alberto Alemanno, qui propose, dans une tribune au « Monde », quatre pistes pour une refonte majeure du système d'éthique et de lobbying de l'Union.

Par [Alberto Alemanno \(Professeur en droit de l'Union européenne\)](#)

Publié aujourd'hui à 13h00

Quelle que soit son issue, le scandale de la « corruption » par le Qatar a exposé une vérité gênante, et déjà évidente pour la plupart des Européens : l'argent achète l'influence dans l'Union européenne (UE). Le présent scandale, dans lequel une députée européenne en fonction et un ancien député européen seraient accusés par la police belge d'avoir participé à des activités d'influence pour le compte du Qatar, n'est que le dernier d'une série d'incidents qui éclaboussent la capitale de l'UE.

Des cas de « portes tournantes » (*revolving doors*) ont sali d'anciens membres des institutions européennes avant le Qatargate. Ce fut notamment le cas de l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso, qui a rejoint la banque Goldman Sachs ; de l'ancienne commissaire Neelie Kroes, recrutée par Bank of America ; de députés européens comme Sharon Bowles, qui a rejoint le London Stock Exchange, et Holger Krahmer, parti chez Opel, ou d'autres fonctionnaires européens. Bien qu'aucun de ces épisodes ne se rapproche des allégations formulées aujourd'hui, ils ont, en leur temps, démontré l'incapacité du système actuel de surveillance éthique de l'UE à réduire les risques d'abus.

[Les dernières révélations démontrent un autre fait troublant](#) : le Parlement européen est le maillon faible du système d'intégrité de l'UE, du fait d'une application déficiente de règles déjà laxistes. Les membres du Parlement sont autorisés à avoir des emplois secondaires (un quart des 705 députés européens déclarent le faire), et ils ne sont responsables de leur conduite que devant leurs pairs. Etant donné la proportion d'eurodéputés qui profitent de cette complaisance, il n'est pas surprenant que même les rares enquêtes n'aboutissent à rien et laissent les manquements éthiques impunis. Par ailleurs, les eurodéputés ne sont pas tenus de déclarer toutes leurs réunions.

Effort de réforme

Les protections existantes pour les assistants parlementaires qui agiraient comme lanceurs d'alerte ne fonctionnent pas dans la pratique, car leur emploi dépend de la relation de confiance avec leur député européen.

L'insouciance éthique du Parlement européen a encouragé une culture de l'impunité qui ne nuit pas seulement à la confiance des citoyens de l'UE dans les institutions démocratiques, mais aussi aux intérêts de l'Union, car elle entraîne des comportements contraires à ses valeurs déclarées, dans une période de réalignement géopolitique sans précédent.

C'est pourquoi le Parlement européen doit transformer ce scandale d'intégrité en un véritable effort de réforme. Plutôt que de se limiter une fois de plus à fustiger le parti politique directement impliqué dans le scandale actuel, les dirigeants politiques de l'UE doivent immédiatement annoncer une refonte majeure du système d'éthique et de lobbying de l'Union.

Démontrer leur indépendance

Les quatre réformes suivantes marqueraient un bon début.

Premièrement, les institutions européennes devraient instaurer une autorité éthique commune et indépendante, dotée de ressources suffisantes, ainsi que de capacités d'enquête et de sanction. C'est ce que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis lors de son entrée en fonction, sans y avoir donné suite. La proposition du Parlement européen de renforcer la transparence et l'intégrité des institutions par la création d'un organisme européen indépendant, chargé des questions éthiques, a été sévèrement critiquée par le service juridique de la Commission, qui a adopté une position plutôt prudente mais largement infondée.

Deuxièmement, les règles en vigueur en matière de transparence, de conflits d'intérêts et de « portes tournantes » dans les institutions européennes (en particulier les codes de conduite des institutions) doivent être renforcées en imposant des obligations de déclaration à tous les membres du Parlement européen. Si le bureau du Parlement s'est longtemps opposé à de telles obligations au nom de la liberté du mandat électoral, les députés européens devraient désormais accepter de rendre compte de toutes leurs réunions, permettant ainsi de démontrer leur indépendance vis-à-vis d'intérêts particuliers.

Ressources supplémentaires

Troisièmement, le lobbying en provenance de pays étrangers – que ce soit par des ambassades ou des tiers – doit également être publié dans le registre de transparence de l'UE. A l'heure actuelle, les gouvernements sont exemptés des règles de transparence déjà insuffisantes de l'UE. De même, les réunions avec des représentants de pays tiers devraient être divulguées par toutes les institutions de l'UE, y compris par les députés européens.

Quatrièmement, les règles de publicité relatives au registre de transparence de l'UE doivent devenir contraignantes par l'adoption d'un acte législatif, par opposition au simple accord interinstitutionnel actuel. Le cadre français juridique contraignant pour l'activité de lobbying parlementaire confié à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique offre un modèle prometteur. Le registre de transparence doit aussi obtenir des ressources supplémentaires pour renforcer l'application de ces règles. Enfin, toutes les institutions européennes devraient s'engager clairement à accepter uniquement les réunions avec des lobbyistes enregistrés et à en publier chaque instance sur un site Web central lié au registre de transparence de l'UE.

Le scandale qui se déroule est lamentable. C'est précisément ce qui devrait motiver les dirigeants de l'EU à rectifier les choses. Enfin.

Alberto Alemanno est professeur titulaire de la chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne à HEC Paris

12 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/medias/eugenie-bastie-sauver-la-difference-des-sexes-20221212>

Eugénie Bastié: «Sauver la différence des sexes»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 11 minutes



«Je ne crois pas en une essence du “masculin” ou du “féminin”. Je parlerais plutôt de mystère sans cesse en voie d'élucidation». *Le Figaro*

EXCLUSIF - Le grand reporter au *Figaro*, Eugénie Bastié, était invitée à prononcer une communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, ce lundi 12 décembre. Contre les théoriciens de la déconstruction, elle défend l'infinie richesse qu'offre l'altérité des sexes.

Monsieur le Président,

M. ; le secrétaire perpétuel,

Mesdames et Messieurs les académiciens,

C'est par une citation de Chesterton que je voudrais ouvrir cette communication. Dans son recueil *Hérétiques*, il écrit que, demain, « *on allumera des feux pour attester que deux et deux font quatre. On tirera l'épée pour prouver que les feuilles sont vertes en été. (...) Nous combattons pour des prodiges visibles comme s'ils étaient invisibles.* »

À vous parler aujourd'hui de « sauver la différence des sexes », je me fais l'effet de tirer l'épée pour prouver que les feuilles sont vertes en été. Nous en sommes pourtant là. À l'heure de l'emoji « homme enceint », du dégenrage des barbecues, et du trans comme nouvelle figure iconique de la révolution planétaire, il semble qu'il faille en effet tirer sinon l'épée, du moins la plume, pour défendre, ce prodige visible comme s'il était invisible qu'est la différence des sexes.

Aux États-Unis, en Angleterre, et même dans notre pays, des hommes et des femmes sont chassés des universités, voient leurs conférences annulées, et parfois même, c'est arrivé, leurs livres brûlés, parce qu'ils ont osé affirmer qu'il n'existait que deux sexes et qu'on ne pouvait pas passer de l'un à l'autre comme on changerait de chemise. Je n'exagère pas.

À Moscou, Pékin, Bamako ou Delhi, dans la partie non occidentale du monde on pense certainement bien différemment. Depuis toujours, l'humanité cherche à construire à partir de ce donné biologique brut qu'est la différence des sexes. Nous sommes la première civilisation qui veut la déconstruire.

Pourquoi est-ce grave ? Pourquoi ai-je choisi d'aborder ce sujet avec vous aujourd'hui ? La première raison est épidermique. Il m'est insupportable de voir un mensonge aussi énorme – il n'y a pas deux sexes – prospérer dans le débat public. Il faut noter ce paradoxe de notre temps : alors même qu'on proclame le culte de la science, la chasse aux obscurantismes, la lutte contre les fausses nouvelles, on accepte comme un fait non susceptible de débat l'idée que le sexe serait une pure construction sociale.

La différence des sexes est, avec la maladie, le vieillissement et la mort, l'une des marques de notre finitude.

Eugénie Bastié

La seconde raison est plus profonde, presque métaphysique. La différence des sexes est, avec la maladie, le vieillissement et la mort, l'une des marques de notre finitude. En s'attaquant à cette frontière, les déconstructeurs révoquent l'inexpugnable part d'animalité de notre condition humaine. De plus, contrairement à la maladie, au vieillissement et la mort, limites aussi combattues par les modernes, la différence des sexes n'est pas une malédiction, une faiblesse, mais un tremplin et une richesse.

Les défenseurs de la déconstruction accusent de « panique morale » ceux qui osent dénoncer l'indifférenciation des sexes. Leur raisonnement emprunte à la logique du chaudron de Freud. A a emprunté à B un chaudron et lui rend avec un grand trou. Voici sa défense : « Premièrement je ne t'ai absolument pas emprunté de chaudron; deuxièmement le chaudron avait déjà un trou lorsque je l'ai reçu ; troisièmement je t'ai rendu le chaudron intact ». Premièrement, la différence des sexes n'existe pas, deuxièmement elle n'est pas du tout menacée, troisièmement ce n'est pas grave si elle est menacée, car sa destruction serait un bienfait pour l'humanité. Eh bien, laissez-moi répondre en trois parties à cet argumentaire : 1. La différence des sexes existe ; 2. Oui, elle est menacée ; 3. Il nous faut la défendre.

1. La différence des sexes existe

Je crois donc qu'il y a deux sexes. Prodige visible qu'il nous faut rappeler comme s'il était invisible. Frontière qui nous sépare depuis le ventre de nos mères, la différence des sexes est la première chose, l'identité la plus immédiate qui saute aux yeux lorsqu'on rencontre une personne, avant même son âge et sa couleur de peau (notons que personne d'ailleurs ne songe sérieusement à changer de race, et que malgré les progrès spectaculaires de la chirurgie esthétique, aucun vieillard ne se proclame encore enfant). Elle est une évidence phénoménologique qu'il est presque difficile de définir.

Qu'est-ce qu'un homme, qu'est-ce qu'une femme ? Je ne crois pas en une essence du « masculin » ou du « féminin ». Je parlerais plutôt de mystère sans cesse en voie d'élucidation. Je pourrais vous parler du regard que les hommes portent sur les femmes. Du tressaillement des mères dans la nuit quand leur enfant gémit. De l'instinct de protection des pères, de leur goût du risque. De l'attention au concret et du goût du détail des femmes, de l'abstraction et de l'attrait pour la géographie des hommes. De la pudeur des unes et de l'honneur des autres. Je pourrais vous faire mille portraits de la virilité, de la colère d'Achille à la persévérance de Santiago, le vieil homme d'Hemingway, en passant par le sarcasme de Rhett Butler. Et mille portraits de la féminité, du courage de Jeanne d'Arc à la sensualité de Colette en passant par l'effronterie de Scarlett O'Hara.

Je ne pourrais pas vous faire un éloge de l'éternel féminin, de qualités qui seraient immanquablement associées à mon sexe, n'en étant moi-même qu'un échantillon peu représentatif. Enfant, j'étais de ces filles qu'on appelle « garçons manqués », qui courent après des ballons et s'écorchent les genoux, qui n'aiment pas les robes ni les poupées. À cinq ans, je demandais un costume de prince à mes parents. Ils me l'offrirent sans aucune arrière-pensée, et je ne me suis jamais sentie entravée dans mon désir d'exister ni d'imiter. Si j'étais née dans une famille progressiste dans les années 2010, peut-être que mes parents m'auraient envoyé dans une clinique pour débiter une transition de genre. Aujourd'hui, je bénis le ciel d'être une femme, non pas seulement pour les innombrables avantages qu'elle offre à mon sexe le régime féministe sous lequel nous vivons, mais parce que j'ai découvert, outre l'amour

conjugal, la joie immense de la maternité, ce « *privilège exorbitant des femmes* » (Françoise Héritier).

« *Il y a deux sexes. C'est là une réalité dont l'histoire devra, désormais faire son quatrième principe, au-delà de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, si elle veut être en accord avec ses idéaux* », écrivait la féministe militante Antoinette Fouque en 1995. Elle avait raison, mais tort aussi. Car ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité n'existent dans la nature. La différence des sexes, si.

Nous vivons actuellement un phénomène étrange : la divergence radicale des sciences humaines et des sciences physiques. Et c'est particulièrement visible sur cette question de la différence sexuelle.

Alors que les sciences cognitives ne cessent de progresser et de prouver l'évidence d'une différence des sexes dès le plus jeune âge, les sciences humaines, et notamment la sociologie n'ont cessé de proclamer qu'il s'agit d'une simple construction sociale. Un exemple éloquent : la chercheuse en anthropologie Priscille Touraille a soutenu en 2005 une thèse, sous la direction de Françoise Héritier, voulant démontrer que la différence de taille entre hommes et femmes ne serait pas due à des causes biologiques, mais à une construction sociale, remontant au paléolithique. En résumé, les hommes auraient dès cette époque privée les femmes de viande, ce qui expliquerait qu'elles soient aujourd'hui plus petites que les hommes. Cette thèse du « *patriarcat du steak* », comme l'avait appelé le journaliste Peggy Sastre, est évidemment absurde. Le dimorphisme sexuel, qui se retrouve également chez les primates, s'explique par la sélection naturelle : les mâles les plus forts l'emportent dans la conquête des femelles, ce qui conduit à privilégier la lignée des mâles de grande taille.

La femme engendre dans son propre corps, l'homme engendre dans le corps d'autrui. De cette différence essentielle, vertigineuse, naît tout le reste.

Eugénie Bastié

Je pourrais énumérer comme cela des preuves scientifiques innombrables de la différence des sexes. Des études ont montré que dès la naissance, les enfants avaient des sensibilités différentes dans le choix de leurs activités. La plus importante étude jamais publiée sur le sujet[1] montrait que « *les préférences en matière de jouets liées au genre peuvent être considérées comme une constatation bien établie* », et ce « *dès l'âge de 9 mois* ». Ces préférences reposent sur des différences biologiques qui donnent aux garçons plus d'aptitude à la rotation mentale et d'intérêt pour l'espace tandis que les petites filles s'intéressent plus aux visages et ont une meilleure motricité fine. Les adeptes du genre confondent la cause et l'effet : ce n'est parce que les enfants sont soumis aux « stéréotypes de genre » qu'ils jouent à des jouets différents, mais parce qu'ils sont différents qu'ils se tournent *en moyenne* vers des activités différentes. D'autres études montrent, qu'en moyenne, le cerveau des filles arrive à maturité à l'adolescence deux ans avant celui des garçons.

Soulevons aussi le « paradoxe de l'égalité » : les différences entre les choix des deux sexes sont d'autant plus marquées que les pays sont développés et égalitaires ! Plus il y a d'égalité, plus les choix professionnels sont genrés ! Plus les femmes ont le choix, plus leurs carrières diffèrent de celle des hommes. En moyenne les femmes se tournent plus vers les métiers du soin, et les hommes plus vers l'objectal (ingénieurs). Cela se vérifie dans des pays aussi égalitaires que ceux du nord de l'Europe. En revanche, les mathématiciennes et, plus généralement, les femmes excellent dans « l'objectal », sont plus nombreuses dans les pays sous le joug d'un despotisme d'inspiration religieuse – l'iranienne Maryam Mirzakhani, première femme lauréate de la médaille Fields, en fut un cas d'école, relève encore la journaliste Peggy Sastre. De la même manière qu'il y avait davantage de femmes scientifiques dans les pays communistes qu'au sein du "monde libre".

Partout, le constructivisme social bute sur la différence biologique des sexes, fondement inexpugnable de la condition humaine. Non, tout n'est pas construit. Comme le dit la féministe libertaire américaine Camille Paglia : « *la froide vérité biologique est que les changements de sexe sont impossibles. Chaque cellule de nos corps, à l'exception des cellules sanguines, contient pour la vie le code de notre genre de naissance* ».

Essayons de cerner le cœur de cette différence sexuelle. Pour cela, il faut revenir à Aristote. La femme engendre dans son propre corps, l'homme engendre dans le corps d'autrui. De cette différence essentielle, vertigineuse, naît tout le reste. L'homme peut violer, la femme ne peut pas. Au long des dizaines de milliers d'années de l'évolution de notre espèce, les femmes ont choisi les hommes forts pour protéger leur progéniture, et pour se protéger des autres hommes. Cette sélection sexuelle a eu pour effet d'augmenter la force et l'agressivité des hommes. En moyenne, les hommes sont plus agressifs, prennent plus de risques, ont une libido plus élevée que celles des femmes.

Agressivité, risque, sexe : tels sont les trois champs où l'on observe des différences significatives de comportements entre hommes et femmes. Bien sûr, cela ne veut pas dire que certaines femmes ne prendront pas plus de risque ou n'auront pas plus d'appétit sexuel que les hommes. Mais en moyenne, c'est le cas. De même, il y a sans doute un rapport au temps différent des femmes, car leur corps se rappelle périodiquement à elles. D'où une attention peut être plus aiguë au concret. « *Ce n'est pas à l'éternité qu'elles aspirent, mais à la durée humaine* », écrit joliment Mona Ozouf dans *Les mots des femmes*.

Ces différences existent. Elles peuvent être soit magnifiées soit niées par la culture. Ainsi, des cultures valorisent la violence masculine, d'autres pas. Certaines inventent le voile pour masquer les femmes, d'autres la galanterie pour masquer le désir des hommes. Culture et biologie sont liées dans un entrelacs si ancien qu'il est difficile de le démêler.

Le contrôle de la procréation par les femmes, rendu possible dans les années 1960 par la contraception et l'avortement change tout. La pierre angulaire du patriarcat tombe. Il n'existe plus.

Eugénie Bastié

Mais venons-en à la différence essentielle, la maternité. Celle que les féministes ne veulent plus voir, car elles se font les syndicalistes d'un sujet, la femme, qu'elles vident de sa substance. *La femme engendre dans son propre corps, l'homme engendre dans le corps d'autrui*. De cette différence naissent toutes les autres. *Mater certa est*, la mère est toujours sûre, dit le droit romain. *Pater est semper incertus*, mais le père lui, ne l'est pas. *Pater is est quem nuptiæ demonstrant* Le père est celui que les noces démontrent. Le mariage fabrique des pères. La femme est reléguée au privé, où elle peut être surveillée pour que l'on soit sûr qu'elle ne soit pas fécondée par un autre.

Je me souviens d'un dialogue dans *Le Vicomte de Bragelonne*, que je cite de mémoire, où Dumas résume à merveille l'essence des pouvoirs inversés du masculin et du féminin. Marie-Thérèse d'Autriche se plaint à sa belle-mère, Anne d'Autriche, mère de Louis XIV, du fait que son mari n'arrête pas de la tromper avec d'autres femmes. Et la reine mère de rassurer ainsi sa bru : « *Ne vous inquiétez pas. Il a besoin de vous pour donner un prince au royaume, vous n'avez pas besoin de lui pour lui en donner* ».

Le nœud de ce qu'on appelle « patriarcat » est là. Ce n'est pas un complot malveillant orchestré par les hommes, mais une alliance, un pacte né des contraintes imposées par la biologie. Il fait songer à celui qui, sous l'ancien Régime, liait les trois états. Nous modernes, avons tant de préjugés contre le préjugé que nous oublions bien souvent que la tradition n'est qu'une solution imaginée à un moment de l'histoire suffisamment efficace pour avoir traversé les siècles. Les femmes sont reléguées au privé, mais en échange, les hommes versent leur sang. Que ce pacte fondateur soit devenu à un moment déséquilibré, voire franchement injuste, qu'il ait conduit par son injustice à une révolution, c'est autre chose.

Parlons de cette révolution. Elle a été progressive. Mais le moment décisif, est, il me semble, le contrôle de la procréation par les femmes, rendu possible dans les années 1960 par la contraception et l'avortement. Cela change tout. La pierre angulaire du patriarcat tombe. Il n'existe plus. D'où sans doute, l'attachement presque religieux qui entoure le droit à l'avortement dans nos démocraties. Il est au patriarcat ce que la souveraineté populaire fut à la monarchie : le point de bascule dans un nouveau régime. L'hégémonie masculine était universelle, elle ne l'est plus aujourd'hui en Occident. L'Ancien régime de la domination a été renversé. Mais ce qui est curieux, c'est que près de cinquante ans après

la révolution, le discours progressiste dominant consiste à affirmer quelle n'a jamais eu lieu, et que tout reste à faire. C'est d'ailleurs à cela qu'on reconnaît une idéologie : à son vœu de perpétuelle table rase.

2. Pourquoi la différence des sexes est-elle aujourd'hui menacée ?

Il y a eu trois vagues féministes. La première était politique : elle consistait à octroyer aux femmes les droits conquis pour les hommes par la révolution puis la République (droit de vote, égalité d'accès aux charges, indépendance économique). La deuxième a été celle d'un basculement anthropologique : ce fut la révolution sexuelle des années 1960-70. La troisième est purement idéologique. Cette théorie révolutionnaire porte un nom, que ses thuriféraires n'aiment curieusement pas que l'on nomme : théorie du genre.

L'indifférenciation des sexes, ultime avatar de la tabula rasa, fait rage. Du mot « mademoiselle » supprimé des formulaires administratifs aux jouets pour enfants en passant par les cours de danse à Sciences Po, où il ne faut plus dire « homme-femme » mais « leader-follower », partout l'asymétrie des sexes est impitoyablement déconstruite comme un stigmate de domination.

Laissez-moi vous parler de John Money. Les partisans du genre n'aiment pas trop qu'on évoque ce cas douloureux. C'est pourtant par lui que tout commence. En 1955, il invente la notion de *gender*. Il travaille alors sur les enfants hermaphrodites, auxquels il attribue arbitrairement un sexe, d'abord « culturellement », puis chirurgicalement. Le pauvre David en fit les frais : son pénis avait été mutilé par une circoncision ratée. Le Dr Money ordonna alors à ses parents qu'on l'éduque comme une fillette, rebaptisé Brenda. Mais à la puberté, quand vient le temps de l'opération chirurgicale censée donner à l'enfant le vagin conforme à sa nouvelle identité, Brenda se rebiffe, et prend le nom de Bruce, en même temps qu'il (elle ?) tente de retrouver son identité masculine. « Troublé » dans son genre David-Brenda-Bruce finira par se suicider en 2002.

Le Trans, devenu la figure tutélaire de la nouvelle révolution du genre, comme l'ouvrier l'était à la révolution marxiste n'est que l'aboutissement ultime de l'individu.

Eugénie Bastié

Apparue dans le domaine psychiatrique, la notion de genre a été récupérée par les féministes dans les sciences sociales. La féministe britannique Anne Oakley fut la première à théoriser en 1972 la distinction entre sexe biologique et genre (culturel). Son livre débutait cependant par cette phrase : « Chacun sait que les hommes et les femmes sont différents ». Une évidence que la troisième vague féministe s'empresserait de réduire en éclats. Ainsi, Judith Butler, papesse américaine du genre travaillant sur les minorités sexuelles aux États-Unis, décide de déplacer le terrain de lutte sur le sexe lui-même, conçu comme une construction culturelle. Ce qu'elle remet en question, c'est la légitimité « *prétendue naturelle de la bi-catégorisation des sexes* ». Le véritable objectif de Butler est de déplacer le combat féministe de la lutte pour l'égalité réelle vers la destruction des normes hétérosexuelles.

Dans une logique toute postmoderne, qui n'admet aucune définition universelle de la vie bonne, Butler n'a plus pour seul objectif que de rendre les vies plus « vivables », c'est-à-dire sans normes, car les normes définies, dictées par le plus grand nombre, empêchent certaines minorités de s'épanouir. Il s'agit d'en finir avec la polarisation universelle du genre humain en deux sexes, jugée artificielle, arbitraire et stigmatisante, au profit, d'une « *transidentité* » floue (*queer*), ou au contraire d'étiquettes très précises et relatives non au sexe, mais à l'« *orientation sexuelle* » (*gay, lesbienne, bi*, etc.). Les deux pouvant, bien sûr, se combiner. « *Do you have a vagina ?* » à cette question, Monique Wittig, lesbienne radicale française inspiratrice de Butler, répondit simplement : « *non* ». Cet idéalisme forcené (Butler a fait sa thèse sur Hegel, maître indépassable de l'idéalisme allemand) qui rompt avec le réalisme biologique, est aussi – un relativisme. En effet, si tout est culture, tout est langage, il n'existe aucune norme extérieure à la subjectivité de la personne. Le réel doit s'effacer devant sa volonté. Ou plutôt : le réel est ce qu'en décidera sa volonté.

Pic de la Mirandole écrivait déjà en 1487 le paradigme des temps nouveaux : « *Je ne t'ai donné ni place déterminée, ni visage propre, ni don particulier, ô Adam, afin que ta place, ton visage et*

tes dons, tu les veuilles ». La théorie du genre n'est que la radicalisation ultime du présupposé moderne de l'indétermination. L'existence précède l'essence. « *Je me rêvais l'absolu fondement de moi-même et ma propre apothéose* », écrit Simone de Beauvoir dans *Mémoires d'une jeune fille rangée*. « *On ne naît pas femme, on le devient* », dit-elle dans *Le Deuxième Sexe*. Pourquoi le devenir ?, ajoute Butler. Si le genre est construit, alors il est possible de le défaire, et de refuser cette identité « assignée ». Du dévoilement de la construction, on passe à l'impératif de la Déconstruction. Dès lors, le supermarché des identités est ouvert, où Adam peut choisir son visage, ses dons, mais aussi son sexe, son orientation sexuelle, dans des combinaisons aussi infinies que le menu d'un fast-food. Ni nature, ni culture, tout est affaire de volonté.

Androgyne, transsexuel, bigenre, hermaphrodite, mâle ou femelle : sur Facebook, je peux cliquer sur plus de 56 identités sexuelles pour me définir.

En ce sens, le Trans, devenu la figure tutélaire de la nouvelle révolution du genre, comme l'ouvrier l'était à la révolution marxiste n'est que l'aboutissement ultime de l'individu. C'est tout le sens de la notion de « performativité du genre » inventé par Judith Butler. Les identités sexuées ne sont que des jeux de théâtres, des inventions du sujet. Il faut substituer aux rôles culturels normés imposés par la société des jeux individuels. Chacun doit inventer sa partition.

Le paradoxe est, qu'à mesure que se déconstruit la binarité de la différence des sexes, se multiplient dès lors les étiquettes. LGBTIQ+. Que la revendication de liberté se transforme en l'exercice d'une surveillance généralisée des opinions déviantes. On en a vu des exemples récents avec la perturbation, voire l'annulation des conférences de Mesdames Agacinski, Elliachef et Heinich, toutes trois accusées d'être homophobes ou transphobes. Partout, la culture de l'annulation (cancel culture) se déploie avec férocité contre ceux qui critiquent la théorie du genre.

L'ultime ironie est que l'affranchissement du biopouvoir de l'État, jadis prôné par exemple par un Michel Foucault se transforme en une demande de reconnaissance de la part de l'état. Ainsi Judith Butler a-t-elle obtenu un « *certificat en tant que personne du genre non binaire en Californie* ». Ce qui était autrefois revendiqué comme une forme de marge devient la revendication d'une nouvelle norme. Adieu Proust, Gide, Genet, la transgression existentielle et littéraire laisse place désormais au militantisme subventionné, encouragé par les grandes multinationales et encouragé par les autorités officielles.

C'est que la « fabrique du queer » possède elle aussi sa dimension totalitaire. Car « qui veut faire l'ange, fait la bête » : les garçons ne se mettent pas spontanément à jouer aux poupées ni les filles à devenir pompiers. Il faut détruire. Il faut inculquer, à coup d'ABCD et de propagande, la déconstruction. L'originalité de la théorie du genre est bien là: passer de l'historicité de la différence des sexes, à sa caducité. Passer du « c'est construit » au « il faut déconstruire ». Passer de la mise en évidence de rapports sociaux codifiés à leur atomisation planifiée.

La théorie du genre prend ainsi le relais des grandes utopies du XXe siècle. Le marxisme est mort, le grand soir collectif est ajourné, il s'agit de faire sa révolution individuelle, d'écrire son histoire. Non plus changer la vie, mais changer sa vie.

Eugénie Bastié

Dans une tribune publiée dans *Le Monde* en février 2014, les partisans du genre conspuaient « *l'ignorance et l'anti-intellectualisme qui dénoncent la science au nom du bon sens* ». Pourtant, nous l'avons montré dans la première partie, ce sont les études de genre qui sont très largement anti-scientifiques, puisqu'elles récusent la biologie. Dans son essai *La loi du genre*, le philosophe Drieu Godefridi a une intuition juste : il confronte la « théorie du genre » au critère de scientificité de Karl Popper. Pour Karl Popper, ce qui distingue une théorie scientifique d'une théorie métaphysique (ou d'une idéologie) c'est sa possibilité d'être réfutée, ou falsifiée. Une théorie infalsifiable, c'est-à-dire non-scientifique, est une théorie qui résiste à la démonstration du contraire, et inclut cette réfutation comme faisant partie de la théorie. Exemple: si vous critiquez le marxisme, c'est que vous êtes un bourgeois. Si vous critiquez la psychanalyse, c'est que vous êtes névrosé. Si vous

critiquez la théorie du genre, c'est bien la preuve que le monde est bien dirigé par la « caste hétérosexuelle » cherchant à maintenir son pouvoir par tous les moyens. Logique implacable et orwellienne, qui nie toute possibilité d'une critique en la renvoyant en ricanant aux fantasmes du « djendeur ». Car c'est là l'une des spécificités de la théorie du genre : ses tenants prétendent qu'elle n'existe pas. La dissociation du sexe et du genre ne relève à leurs yeux que de l'observation du réel. La théorie du genre prend ainsi le relais des grandes utopies du XX^e siècle. Le marxisme est mort, le grand soir collectif est ajourné, il s'agit de faire sa révolution individuelle, d'écrire son histoire. Non plus changer la vie, mais changer sa vie. Ce discours est très efficace, car contrairement à la lutte des classes, il peut trouver un écho dans chacun des individus.

En 1987, le sociologue Jean Baudrillard l'écrivait déjà : « *Nous sommes tous des transsexuels* ». Il soulignait que l'essence même du sujet postmoderne était de n'avoir pas d'essence, de vivre éparpillé entre des identités à la carte. Le libéralisme intégral promu par la mondialisation trouve dans ces conditions un débouché naturel dans cette théorie du genre qui invite chacun à devenir sa propre marque, à inventer son propre récit de soi. C'est pourquoi, d'ailleurs, les grandes multinationales en ont fait leur credo. Multiplier les assignations identitaires, c'est développer autant de parts de marché.

3. Pourquoi faut-il sauver la différence des sexes ?

À vous parler depuis quelques instants de la différence des sexes, alors que tonnent hors de cette assemblée les tambours de la guerre, que se multiplient les crises en tous genres, et qu'on constate l'affaissement de toutes les autorités, je me fais l'effet d'être de ces théologiens dont on disait qu'ils discutaient à Constantinople du sexe des anges pendant que les Turcs étaient à leurs portes. Pourtant je l'ai dit, ce sujet me paraît essentiel. Pourquoi est-ce grave ?

Après avoir établi les forces en présence, et montré que oui, une offensive est bien à l'œuvre pour « déconstruire » la différence des sexes, il faut maintenant montrer en quoi cette offensive est dangereuse. À quoi bon sauver la différence des sexes ? En quoi celle-ci est-elle précieuse ? Et puis, si elle est naturelle, si elle est un fait intangible de la condition humaine, que d'aucuns s'évertuent à nier, elle se défendra bien toute seule par sa seule existence, non ?

Eh bien non. Car si de fait le donné brut de la différence des sexes sera toujours là, sa mise en forme culturelle, et même civilisationnelle, peut disparaître, et l'humanité irait au-devant de graves ennuis. J'en évoquerais trois : le mal-être féminin, le malaise masculin et la guerre des sexes.

Le mal-être féminin, d'abord. Nous vivons un temps paradoxal. Au moment même où les femmes semblent avoir atteint un point d'émancipation sans retour en arrière possible, où la possibilité leur est donnée d'accomplir les mêmes carrières que les hommes, qu'elles accèdent à toutes les plus hautes fonctions, qu'elles siègent au sein de votre académie, et que le sexisme devient résiduel, la revendication féministe se radicalise. Pourquoi ?

On pourrait y voir le paradoxe de Tocqueville. « *Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent* », écrit-il dans *L'Ancien régime et la Révolution*. Les femmes étant à peu près devenues égales aux hommes (les différences résiduelles de salaire étant essentiellement dues à la maternité), les inégalités qui subsistent, dont celle, majeure, du viol, sont jugées proprement insupportables. Pour René Girard, l'ordre social est fondé sur la différence, et c'est lorsque l'indifférenciation est trop forte que surgit la violence (l'exemple en est donné par les jumeaux des grands mythes, Romus et Romulus, Abel et Caïn). On peut se demander dans quelle mesure l'indifférenciation organisée entre les sexes, leur androgynisation, ne produit pas une nouvelle forme de violence, en exaltant entre eux la rivalité mimétique.

Le nouveau pouvoir des femmes a un prix. Tout leur devient possible. Elles peuvent tout choisir. Elles ont élargi leur spectre, elles sont devenues des hommes comme les autres, tout en gardant leurs prérogatives féminines et elles en conçoivent un certain vertige.

Une autre hypothèse intéressante est celle développée par Emmanuel Todd dans *Où en sont-elles ?* Selon l'anthropologue, le malaise des femmes s'explique moins par des résidus de domination masculine que par l'accession des femmes à tous les problèmes des hommes, et notamment à l'anomie au sens durkheimien: dans une société mobile, les gens ne savent plus quoi attendre de la vie, s'ensuit un mal-être social. Les femmes accèdent aux pathologies psychosociales jusque-là réservées aux hommes: ressentiment de classe, désarroi, anxiété sur leur destin personnel, etc.

Le nouveau pouvoir des femmes a un prix. Tout leur devient possible. Elles peuvent tout choisir. Elles ont élargi leur spectre, elles sont devenues des hommes comme les autres, tout en gardant leurs prérogatives féminines et elles en conçoivent un certain vertige. Elles cumulent les rôles, celui de mère attentive à l'épanouissement de leur progéniture (soumises à la pression de faire des « enfants parfaits » qui est devenue insoutenable) et celui de success-women capable de gravir un à un les échelons du pouvoir. Ce que les féministes appellent « charge mentale », et que j'appellerais plutôt le « souci du concret » propre aux femmes, leur incombe. On leur demande d'être aussi disponibles que les hommes au travail. Or l'économie fait l'économie du corps des femmes. Elle leur demande d'être les plus actives au moment même où elles sont le plus fécondes. S'ensuivent d'inévitables frustrations. Celle de sacrifier leurs enfants à leurs carrières ou leurs carrières à leurs enfants. « *Ceux qui laissent leurs enfants les ralentir sont les perdants de la course à la réussite* », écrit Christopher Lasch. Ou Chesterton encore : « *Le féminisme pense que les femmes sont libres lorsqu'elles servent leurs employeurs mais esclaves lorsqu'elles aident leurs maris.* »

Mais chez les hommes, c'est pire. Les femmes cumulent les rôles. Les hommes ont perdu leur rôle sans en gagner un nouveau. Comme le résumait Marcel Gauchet, « *La masculinité est passée d'un système d'évidences à une mise en doute systématique* ».

« *Jamais le féminin n'a été aussi en danger* », écrivais-je en 2016 dans mon livre *Adieu Mademoiselle*. Je crois qu'aujourd'hui j'écrirais « *jamais le masculin n'a été aussi en danger* ». Je crois que l'entreprise d'arasement de la différence sexuelle pèse plus lourdement sur les hommes que pour les femmes, parce que la virilité est davantage construite que la féminité. En effet, le corps des femmes se rappelle à elles, que ce soit à travers les règles, les neuf mois de grossesse ou l'horloge biologique qui les obligent à penser à la maternité. Leurs corps s'inscrivent dans le temps. Quoi qu'on fasse pour les déconstruire, ils demeurent, tout comme l'appel sourd et puissant, universel, à la maternité. Simone de Beauvoir le savait quand elle déclarait à une revue américaine : « *Aucune femme ne devrait être autorisée à rester chez elle pour élever ses enfants. La société devrait être totalement différente. Les femmes ne devraient pas avoir ce choix, précisément parce que si ce choix existe, trop de femmes vont le faire* ». Elle était bien là la digne héritière de Jean-Jacques Rousseau : « *on les forcera d'être libres* ».

Pour les hommes c'est différent. La virilité est en partie une construction sociale. Elle le devient d'autant plus dans un monde où la force, marque essentielle de la différence biologique des sexes pour les hommes, a perdu de son utilité. Au temps des robots, la force des hommes n'a plus d'importance.

« *On en reparlera quand il faudra porter quelque chose de lourd* » : la réponse d'OSS 117 à l'espionne israélienne qui fait valoir l'égalité des sexes est désormais de l'ordre du comique. Que reste-t-il alors ? La culture. Mais elle est arasée par la révolution féministe.

La virilité est plus construite que la féminité. Cela se voit autour du vêtement masculin par exemple. N'a-t-il pas extraordinairement varié au cours du temps? Messieurs, vous portiez des talons, des bagues et des robes il y a encore quelques siècles. Le vêtement féminin, lui a peu évolué en comparaison, la robe restant une constante depuis l'antiquité. Aujourd'hui, à l'exception des occasions exceptionnelles où vous revêtez l'habit vert, vous êtes tous en austères costumes cravate, comme si d'ailleurs, la fantaisie vous était désormais refusée au profit d'une sévère virilité à mesure même que la différence des sexes s'estompait.

L'entrée dans l'âge adulte pour les femmes se fait par le corps. Elles sont réglées, et leurs mères, leurs tantes et leurs grands-mères leur transmettent le secret attaché à cette transformation mystérieuse. « Tu es une femme, ma fille » : chaque femme peut dater ce jour. Pour les hommes, c'est plus complexe. Toutes les sociétés ont inventé des rites de passage initiatiques à l'âge adulte. En Éthiopie, l'adolescent saute quatre fois par-dessus un bœuf castré. Les Inuits partaient chasser dans le grand nord seuls avec leurs pères. Les juifs ont leur Bar Mitzvah. Il y a peu encore en Occident, nous avions le service militaire. Et aujourd'hui, qu'avons-nous ? Plus rien. Les jeunes hommes sont livrés à eux-mêmes, figés dans une éternelle adolescence, n'ayant même pas l'aiguillon de devenir père car ils ne sont pressés par aucun devoir de transmission, aucune horloge biologique. Si Instagram n'existait pas, invitant les jeunes filles à presser leurs amis de les épouser pour faire de beaux clichés à diffuser, le mariage aurait probablement disparu de nos contrées.

Quel modèle s'offre aux jeunes garçons d'aujourd'hui ? Les films Walt Disney ne leur présentent plus que des modèles auxquelles les jeunes filles doivent s'identifier, des guerrières ou des princesses refusant le Prince charmant. Ils sont en retard à l'école (un an en moyenne dans les pays de l'OCDE), sont devenus minoritaires à l'université, majoritaires chez les chômeurs, déclassés sur le marché du travail, addicts à la pornographie. Dans son essai *Of Boys and Men* l'auteur américain Richard Reeves établit le constat implacable du déclin masculin aux États-Unis : à l'école, au travail, dans leurs familles, les hommes n'ont plus de place dans la société du XXI^e siècle.

Le risque est d'ailleurs, qu'à mesure que la virilité est déconstruite dans nos mœurs, elle renaisse dans l'adoption d'autres mœurs, ou bien dans un *backlash* masculiniste potentiellement violent.

Eugénie Bastié

Ils appartiennent à un sexe qui n'a plus de raison d'être. La « *valence différentielle des sexes* » (Françoise Héritier) a été inversée. Désormais tout ce qui est associé au féminin est positif, tout ce qui est associé au masculin, négatif. On ne peut plus faire de généralité sur les femmes, sauf pour les louer, on ne peut plus faire de généralités sur les hommes sauf pour les blâmer. *L'empowerment* féminin d'un côté, la masculinité toxique, de l'autre.

Pourtant la virilité, si elle n'est plus organisée, polie, civilisée par la culture, ressurgira toujours. C'est la virilité de la pornographie, de la culture des banlieues, des youtubeurs culturistes, du rose et du bleu des supermarchés pour enfants. D'un certain modèle islamique qui propose l'image traditionnelle d'une femme soumise et d'un homme à la virilité conquérante. Dans *Soumission*, Michel Houellebecq fait de la question de la virilité la clé de la conversion à l'islam des Occidentaux, qui peuvent par là avoir accès aux femmes. Le risque est d'ailleurs, qu'à mesure que la virilité est déconstruite dans nos mœurs, elle renaisse dans l'adoption d'autres mœurs, ou bien dans un *backlash* masculiniste potentiellement violent. Cette culture masculiniste violente se développe déjà de façon inquiétante sur les réseaux sociaux.

Je vous ai parlé de l'homme, je vous ai parlé de la femme. Mais je ne vous ai pas parlé de ce qui est peut-être le plus important : le lien qui unit l'homme à la femme. Ce lien qui a pu être parfois, souvent, un lien de sujétion, mais qui a été, toute l'histoire du monde en témoignage, et la littérature en particulier, aussi le plus incandescent des liens d'amour. Ce qui était depuis toujours une communauté de destin devient aujourd'hui une guerre de tranchées. Camaraderie d'un côté, sororité de l'autre. Deux communautés s'affrontent désormais comme si le sort de l'une dépendait de l'amointrissement de l'autre. « *Ni vous sans moi, ni moi sans vous* », chantait Marie de France dans son lai du chevrefeuille.

Mais désormais c'est la prophétie de Musset qui se réalise :

*La Femme aura Gomorrhe et l'Homme aura Sodome,
Et, se jetant, de loin, un regard irrité,
Les deux sexes mourront chacun de son côté.*

Or ce qu'elle annonce, c'est un monde d'où seraient absentes les histoires d'Héloïse et Abélard, de Roméo et Juliette, de Titus et Bérénice, de Pelléas et Mélisande, d'Edmond et Mercedès, de Charles et Odette. Mesure-t-on ce qu'au nom de la déconstruction, on nous invite à sacrifier ?

C'est l'amour et c'est la famille.

Dans *Le Deuxième Sexe*, Beauvoir établit un parallèle entre la soumission des femmes et la domination des Noirs d'Amérique. Les femmes, comme les Noirs, à la lire, voient leurs horizons limités du fait seul d'être né du mauvais côté de la barrière. Se faisant, elle fait des femmes, nonobstant leurs conditions sociales hétérogènes, un peuple unique, ayant à subir le même fardeau. Or contrairement aux Noirs, ou à la classe ouvrière, les femmes ne forment pas une communauté d'intérêts, elles sont jetées dans des familles. En semant la graine de la division, non pas entre les communautés, non pas entre les classes, mais entre le père et la mère, le fils et la fille, l'époux et l'épouse, Beauvoir s'attaque au noyau de la condition humaine, la famille, devenu le champ de bataille de la guerre des sexes.

La différence des sexes existe. On peut la nier, elle ressurgira, sous une forme brutale, abâtardie, caricaturale. Ou encore, elle survivra par le kitsch, ce que Kundera appelait la « *dictature du cœur* ». Quand il n'est pas le champ de bataille d'une guerre des sexes, le rapport homme-femme est le théâtre d'un kitsch amoureux, symbiose d'accumulation, de médiocrité et de faux romantisme sans originalité, véhiculé par les séries américaines. Il semble que le couple occidental n'ait dès lors le choix qu'entre la standardisation des sentiments, produit par la culture publicitaire ou le militantisme sexuel. La mièvrerie ou la méfiance, voilà ce qui menace le doux commerce entre les sexes.

Face à cet « *esprit de géométrie* », aux « *vues lentes, dures et inflexibles* » (songeons à la tyrannie quotidienne qu'imposent les innombrables précautions langagières dictées par l'esprit du temps féministe, de l'effroyable écriture inclusive aux « *celles et ceux* » devenu iconique), il nous faut réinvestir ce que Pascal appelait « *l'esprit de finesse* ». Contrairement à l'esprit de géométrie qui prétend objectiver le monde à travers des chiffres, l'esprit de finesse comprend que le préjugé n'est pas forcément un outil de pouvoir, mais aussi une boussole établie par les générations qui nous précèdent pour que nous n'ayons pas tout à réinventer. L'esprit de finesse est critique envers la tradition, mais suffisamment habile pour comprendre qu'on ne peut vivre sans modèles ni codes sociaux. L'esprit de finesse a ses principes « dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde ». Ces principes, dit Pascal « on les voit à peine, on les sent plutôt qu'on ne les voit, on a des peines infinies à les faire sentir à ceux qui ne les sentent pas d'eux-mêmes. »

L'amour et l'infinie richesse qu'offre l'altérité des sexes sont des choses qui ne se prouvent pas, qui se construisent difficilement. C'est un trésor, déposé dans ce Burke appelait « *la banque générale et au capital constitué des nations et des siècles* ». L'arrogance occidentale de la déconstruction est, elle, facile. Elle nous laissera le goût amer des chefs-d'œuvre balayés par l'orgueil.

[1] Étude *Archives of Sexual Behaviour* en 2021 intitulée « *L'ampleur des intérêts des jouets liés au sexe des enfants est restée stable au cours de cinquante ans de recherche* ».

12 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-transition-climatique-exige-de-sacrifier-du-pouvoir-d-achat-20221102>

La transition climatique exige de sacrifier du pouvoir d'achat

Par [Anne de Guigné](#)

Publié le 02/11/2022 à 16:55, mis à jour le 02/11/2022 à 18:29



Une marche «contre la vie chère et l'inaction climatique», à Paris, le 16 octobre 2022. *JULIEN DE ROSA/AFP*

ANALYSE - Les marches «contre la vie chère et l'inaction climatique» poursuivent des objectifs antagonistes.

La saison annuelle des mouvements sociaux est bien lancée. Grèves dans les raffineries, marches «contre la vie chère et l'inaction climatique», journées de mobilisation en tout genre... Les revendications avancées dans les cortèges ressemblent à s'y méprendre au programme de la Nupes. Y sont évoqués: la retraite à 60 ans, l'augmentation des salaires, l'allocation autonomie de 1100 euros pour les jeunes, le blocage des prix, la taxation des superprofits, la bifurcation écologique...

Jean-Luc Mélenchon a eu raison de lier ainsi la lutte pour la planète et celle pour le pouvoir d'achat, cela lui permet de rassembler largement les électeurs de gauche et de donner raison à certains économistes libéraux. Dans son dernier ouvrage, consacré aux physiocrates, Jean-Marc Daniel regrette que «*les mouvements écologistes ayant pignon sur rue reprennent en général quasiment à l'identique les critiques du capitalisme et de l'économie de marché, qui constituaient le fondement des idées marxistes et nourrissaient l'action des divers partis se réclamant du socialisme*».

Politiquement, la convergence des luttes est cohérente. Économiquement, beaucoup moins. «*L'action climatique va coûter cher. Tant qu'on n'est pas prêts à accepter cela, on n'avancera pas, sauf dans les manifs...*», a ainsi réagi Christian Gollier, le directeur de la Toulouse School of Economics et l'un des auteurs des quatrième et cinquième rapports du Giec. La sobriété ne peut pas tout. Pour réussir la transition en investissant dans les technologies opérantes, les ménages doivent accepter de payer un prix élevé au bénéfice des générations suivantes. Dans ses cours au Collège de France, l'économiste, auteur du *Climat après la fin du mois* s'interrogeait ainsi: «*Jusqu'où faut-il sacrifier le pouvoir d'achat des générations présentes pour affronter nos responsabilités envers les générations futures?*» Pour introduire un peu de rationalité dans ce débat impossible, et sortir des idéologies, ce grand défenseur de la taxe carbone recommandait de chiffrer précisément les coûts et bénéfices de chaque action participant à la transition: réfection d'un immeuble, achat d'un véhicule électrique, installation d'une éolienne, construction en bois, décarbonation de l'acier...

50 milliards par an

Las, le débat sur la manière dont l'effort sera réparti est pour l'instant difficile à mener en raison de l'absence complète de consensus sur le rythme et la consistance des changements à venir. D'autant que la décision de l'État de subventionner massivement les hydrocarbures via le bouclier tarifaire ou la remise à la pompe, afin de protéger les ménages de l'envolée des factures énergétiques, a un peu plus brouillé le message global.

Contrairement à ce que l'idée de planification écologique, venue du programme de LFI, puis reprise dans l'entre-deux-tours par Emmanuel Macron, laissait entendre, l'État ne pourra pas régler seul la facture de cette transition, estimée à 50 milliards d'euros par an par Christian Gollier.

Le think-tank de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, The Shift Project, a planché sur la contribution de l'industrie à une neutralité carbone globale. Elle passera par trois leviers: le progrès continu (efficacité énergétique, changement des combustibles des fours, recyclage mécanique, etc.), les ruptures technologiques (recours à l'hydrogène produit par électrolyse, recyclage chimique...) et la sobriété. Dans une étude pour le Medef, l'institut Rexecode avançait de son côté que la décarbonation de l'économie nécessiterait d'investir entre 2,1 et 2,9 points de produit intérieur brut (PIB) en 2030, soit de 58 à 80 milliards d'euros. La facture atteindrait alors 31 à 43 milliards d'euros par an pour les entreprises et entre 27 et 37 milliards d'euros par an pour les particuliers - soit environ 1000 euros par an, par ménage. Un effort impossible pour de nombreux Français.

Sur le papier, le pouvoir public dispose de deux leviers pour encadrer cette douloureuse transition: la réglementation ou l'incitation par les prix, via la taxe carbone, peu populaire, mais qui a le mérite de réaligner i

ntérêt particulier et intérêt général. Le gouvernement devrait clarifier sa stratégie dans une batterie de textes l'année prochaine. Une toute première loi de programmation de l'énergie et du climat (LPEC), qui doit être adoptée d'ici à juillet 2023, tracera, secteur par secteur, les étapes à suivre pour s'aligner avec l'objectif européen de réduction des émissions de CO₂ et atteindre la neutralité carbone en 2050. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) seront ensuite actualisées avant l'été 2024.

12 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/sciences-po-paris-ignore-ce-qu'est-la-nature-du-tango-et-son-histoire-20221212>

«Sciences Po Paris ignore ce qu'est la nature du tango et son histoire»

Par Luis Alberto Quiroga

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 1 heure



«Le tango est une danse qui exemplifie le rapport de séduction entre l'homme et la femme.» *misterbike / stock.adobe.com*

FIGAROVOX/HUMEUR - Le musicien et danseur de tango Luis Alberto Quiroga revient sur la polémique autour du départ d'une professeure de danse de Sciences Po Paris. En voulant passer le tango au filtre du politiquement correct, l'école nie l'essence même de cet art, explique-t-il.

Luis Alberto Quiroga est musicien et danseur de tango.

La nouvelle du départ de Valérie P, professeur de danse de l'école Sciences Po Paris, au motif qu'elle persiste à vouloir enseigner à ses élèves le rôle et la chorégraphie propres aux hommes ou aux femmes, et non aux «leaders» et aux «followers» plonge le musicien de tango que je suis dans un état de rare perplexité. Me vient à l'esprit le merveilleux tango d'Astor Piazzolla, *Tristeza de un doble A*, (*Tristesse d'un double A*), écrit en hommage à son instrument dont les deux A qui font référence aux constructeurs de bandonéons allemands Alfred-Arnold. Mais au regard de ce qui s'est passé à Sciences Po Paris, ces deux A seraient «affligeant» et «accablant». Affligeant et accablant, en effet, de tout vouloir passer à la loupe du politiquement correct, surtout en ce qui concerne l'art. On pourrait dire beaucoup des choses sur les origines du tango. Il est né dans les faubourgs de Buenos Aires à la fin du XIXe siècle, où les ouvriers immigrés italiens, africains, cubains et antillais dansaient entre hommes au moment de leurs pauses. Mais ils ne dansaient pas, ils pratiquaient, car c'est le soir, dans les bordels, qu'ils dansaient avec les femmes. Une danse qui a apporté au bal populaire une nouvelle dimension très charnelle, celle d'un contact physique étroit, mais aussi d'une complicité émotionnelle qui s'exprime à travers le corps. Et cette danse, considérée comme vulgaire et immorale à ses débuts, est devenue un grand art après avoir traversé l'Atlantique et avoir été acceptée par la haute société parisienne. Voilà ce qu'est le tango : une danse qui exemplifie le rapport de séduction entre l'homme et la femme. Oui, une danse hétérosexuelle. Que cela plaise ou non, l'essence du tango est là ; dans ces rôles bien déterminés de l'homme qui essaie de séduire la femme et de la femme qui se laisse séduire et conduire. Et je dis bien qu'elle se laisse conduire, car sans cette volonté féminine de permettre librement à l'homme de la conduire, l'homme ne pourrait rien faire. Vouloir nier cela, c'est nier la nature du tango et son histoire.

Réviser tout ce qui ne nous plaît pas dans notre patrimoine historique et culturel, au nom de ces idées « éveillées » est une dérive idéologique nocive, et la preuve d'une grande pauvreté intellectuelle

Luis Alberto Quiroga

Bien évidemment, deux hommes, deux femmes, peuvent danser ensemble. Il n'y a pas à débattre là-dessus, le problème n'est pas là. Le problème se pose lorsqu'au nom de cette idéologie égalitaire, on prétend faire table rase, en niant un héritage artistique et en voulant changer sa nature. Réviser tout ce qui ne nous plaît pas dans notre patrimoine historique et culturel, au nom de ces idées «éveillées» est une dérive idéologique nocive, et la preuve d'une grande pauvreté intellectuelle. Va-t-on aussi chanter les paroles de ces danses, souvent dramatiques, contant des amours contrariées et déchirantes, en écriture inclusive ?

Cette histoire de leader-follower me fait penser à la scène de *Certains l'aiment chaud*, où de Joe E Brown est en train de danser le tango avec celle qu'il pense être la femme de sa vie, qui n'est autre que Jack Lemmon travesti en femme, et qu'il lui dit : «*Daphne, you're leading again*» («*Daphné, tu es encore en train de guider !*»). Une scène hilarante qui ironise sur la nature humaine et les rôles respectifs de l'homme et de la femme. Je me sens las de toutes ces polémiques et débats. J'ai envie de baisser les bras et de me réfugier dans les belles choses que la vie continue à nous offrir. J'abandonne ma plume pour partir en hâte au cinéma voir encore une fois *Un homme et une femme*. Oups...

12 décembre (Le Figaro)

https://www.lefigaro.fr/vox/societe/sciences-po-fille-garcon-femme-homme-leader-follower-n-ayons-pas-peur-dansons-20221212?utm_source=app&utm_medium=sms&utm_campaign=fr.playsoft.lefigarov3

Sciences Po: «Fille, garçon, femme, homme, leader, follower... n'ayons pas peur, dansons !»

Par **Zhang Zhang**

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 1 heure



«Dans l'enseignement de la danse de salon traditionnelle, les archétypes de genre représentent des rôles techniquement spécifiés». *Adobe Stock*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Une enseignante, qui travaillait depuis huit ans à Sciences Po, est accusée de discrimination de la part d'étudiants pour avoir refusé d'employer les termes «leader» et «follower» dans le cadre de son cours de danse, leur préférant ceux «d'homme» et de «femme». La violoniste Zhang Zhang dénonce cette police du langage.

Violoniste renommée, Zhang Zhang est membre de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo. Également entrepreneur social, elle a fondé et dirige une association caritative, ZhangomusiQ, qui organise des concerts dont les recettes sont intégralement reversées à des oeuvres. Née en Chine pendant la Révolution culturelle maoïste, Zhang Zhang a émigré en Thaïlande à l'âge de 10 ans, puis au Canada. Elle a poursuivi sa formation musicale aux États-Unis puis en Suisse.

À l'aube du nouveau millénaire, alors que les innovations ont apporté aux êtres humains des réalités dont nous ne pouvions que rêver il y a encore quelques décennies, comme observer le lever du soleil sur Mars, un autre type de changement se produit au nom du Progrès, que beaucoup d'entre nous n'imaginaient pas possible. **Qui aurait pu croire qu'en France, pays des lumières, une de ses grandes institutions réprimanderait et censurerait une employée pour avoir refusé de se plier à l'idéologie absurde et discriminatoire qui condamne et punit avec zèle les opinions, les traditions, et les pratiques qui n'entrent pas dans l'espace de plus en plus étroit considéré comme «acceptable» par **une minorité juvénile, parfois hystérique et tyrannique ?****

Qui aurait cru que désigner une femme par le terme «femme» et un homme par le terme «homme» dans le contexte de l'enseignement de **la danse de salon traditionnelle - où les archétypes du genre représentent des rôles techniquement spécifiés** - pourrait entraîner une chasse de sorcière allant jusqu'à la perte d'emploi ?

Domage pour ces révolutionnaires de ne pas être nés au bon endroit au bon moment. La Chine des années 1960 aurait pu être un terrain idéal pour leur imitation des gardes rouges,

puisque l'un des changements radicaux pendant la révolution culturelle était l'interdiction des titres de la courtoisie traditionnels.

Monsieur, Madame, Mademoiselle, Maître, Professeur, Docteur... tous annulés d'un coup pour être remplacés par le terme égalitaire et neutre de genre : camarade.

Adresser un homme «Monsieur» ou à une femme «Madame», comme le veut la tradition, enracinée dans la civilisation millénaire confucéenne, **était considéré comme un signe d'attachement aux maux du féodalisme**. Ceux qui ne parvenaient pas à adopter le nouveau système étaient dénoncés et persécutés comme des ennemis évidents du peuple, réactionnaires-capitalistes-impérialistes-bourgeoisie-anti-révolutionnaires, saboteurs de la grande révolution et traîtres au progrès de la nation et de la civilisation chinoise ! Les personnes âgées ou qui éprouvaient des difficultés à s'adapter rapidement à ces changements étaient réprimandées, parfois battues sauvagement par les gardes rouges les plus zélés. Un lapsus s'adressant à une jeune femme en l'appelant «demoiselle» pouvait facilement se terminer par une gifle de ladite camarade, surtout si elle était particulièrement progressiste. Toute une époque !

Avant que la professeure de danse de Sciences Po ne démissionne, sa hiérarchie a exigé qu'elle adapte son vocabulaire en se référant aux danseurs de ses cours uniquement en tant que « leader » et « suiveur », pour « *ne pas offenser les sensibilités de certains étudiants* ».

Zhang Zhang

Avant que la professeure de danse de Sciences Po ne démissionne, sa hiérarchie a exigé qu'elle adapte son vocabulaire en se référant aux danseurs de ses cours uniquement en tant que «leader» et «suiveur», pour «*ne pas offenser les sensibilités de certains étudiants*». Si l'on ne se sent en sécurité que lorsque l'on a réduit toutes les caractéristiques humaines à un minimum, sans contrastes, sans individualité, sans genres, quel est l'intérêt de participer à une danse de salon ? Autant se couvrir de la tête aux pieds d'une tenue unificatrice et créer une équipe de marche synchronisée. C'est connu comme combines: les stormtroopers de Star Wars, désignés que par des lettres et les numéros: FN-2199, FN-2187... interchangeables, identiques, neutres, et anonymes.

Cette affaire n'est pas la seule controverse autour de la danse ces derniers jours. Il y a quelques semaines, le célèbre chorégraphe **John Neumeier a vu sa collaboration avec le Royal Danish Ballet**, un partenariat fécond depuis six décennies, prendre fin abruptement. À la suite des dénonciations de quelques danseurs, qui ont jugé raciste une séquence spécifique de l'un de ses ballets - une séquence en hommage à la danse de chasse traditionnelle africaine où Othello rêve de sa jeunesse guerrière.

Ce qui est absurde et tragique dans cette affaire, c'est que **le directeur de la Royal Danish Ballet ne pense pas que la chorégraphie en question soit effectivement raciste. Mais admet qu'il ne peut pas programmer un ballet que certains de ses danseurs trouvent offensant**. Privant ainsi toute une compagnie de jeunes danseurs de l'opportunité de travailler avec ce chorégraphe de renommée mondiale.

Au nom d'une prétendue justice en faveur des personnes trop facilement offensées, la discrimination devient généralisée et s'impose au collectif.

Ces jeunes offensés sont exactement ce qu'ils prétendent combattre: des bigots discriminatoires.

Zhang Zhang

L'exclusion de professeur de danse de Sciences Po Paris, comme celle du chorégraphe John Neumeier à Copenhague, ne donnent pas raison à leurs accusateurs. **Au contraire, cela démontre qu'ils sont exactement ce qu'ils prétendent combattre: des bigots discriminatoires.**

Le rôle principal de toute pédagogie sérieuse est de préparer les élèves aux réalités de la vie. Rappelons ces vérités fondamentales : il est possible, voire probable, qu'en allant dans le monde, vous rencontriez des personnes qui ne partagent pas vos opinions. Ce qui ne nécessite pas obligatoirement le déclenchement de drames et d'hostilités ; **Dans une démocratie, la même liberté de pensée et d'expression qui est votre droit est également celle des autres, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec vous.** Négliger de transmettre ces valeurs aux jeunes est irresponsable de la part des institutions éducatives.

Le débat est sain, essayer de détruire ceux qui sont différents ne l'est pas.

La véritable maturité, c'est aussi la capacité à tolérer la différence. La possibilité de vivre harmonieusement dans une société où des idées différentes peuvent coexister est un privilège. **L'universalisme est l'un des plus beaux signes de liberté et de la démocratie.**

Fille, garçon, femme, homme, *leader, follower*... n'ayons pas peur, dansons !

12 décembre (FAZ)

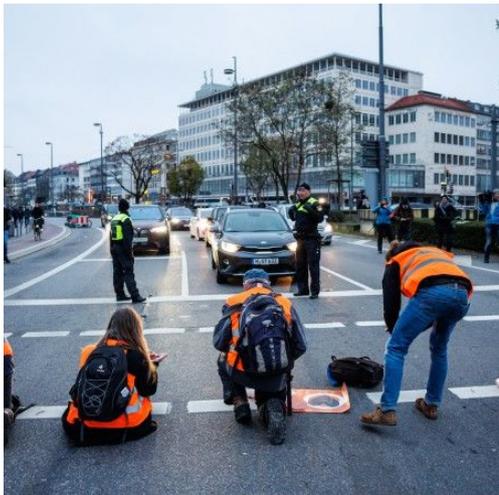
<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/hanks-welt/proteste-von-letzte-generation-die-klimaschuetzer-machen-es-falsch-18522216.html?premium>

HANKS WELT:

Die Klimakleber machen es falsch

VON [RAINER HANK](#)

-AKTUALISIERT AM 12.12.2022-15:19



Aktivisten der Klimaschutz-Initiative „Letzte Generation“ kleben sich am Stachus mit ihren Händen auf die Straße. Bild: dpa

Wo Umweltministerin Lemke irrt: **Die Erderwärmung ist kein Grund für zivilen Widerstand. Ziviler Ungehorsam ist nur in einem Unrechtsstaat legitim.**

Die Klimaaktivisten der „Letzten Generation“ veranstalten radikale Proteste, mit denen sie die Dringlichkeit von Maßnahmen gegen die Erderwärmung verdeutlichen wollen. Das sind Blockaden, bei denen sich Aktivisten an Straßen festkleben, oder Attacken mit Lebensmitteln auf Gemälde in Museen. **Bundesumweltministerin Steffi Lemke sagt, sie halte diese Aktionen für „absolut legitim“. Frau Lemke irrt.**

Die Aktivisten berufen sich auf ein Recht zum zivilen Ungehorsam. Darunter versteht man Protestaktionen, die sehenden Auges gegen Gesetze verstoßen. Die Aktivisten berufen sich auf legitime Ziele. **Legitimität soll den Verstoß gegen die Legalität rechtfertigen.**

Es geht mir hier nicht um die vielfach diskutierte Frage, ob der Protest vom hehren Transformationsziel ablenkt und den Blick stattdessen auf Probleme der Verkehrs- oder Museumsbehinderung fokussiert. **Ich bestreite vielmehr, dass die Aktivisten sich zu Recht auf die Tradition des zivilen Widerstands berufen können.**

Der Staat muss zumindest in Teilen ein Unrechtsstaat sein

„Zivil“ am „zivilen Ungehorsam“ ist nicht, dass es bei den Formen des Protestes zivilisiert zugeht, sondern, entsprechend dem englischen Wort „civil“, dass es **eine „bürgerliche“ Gehorsamsverweigerung den gewählten Repräsentanten** gegenüber ist. Entstanden ist die Widerstandspraxis – zugleich auch ihre Theorie – in der Mitte des 19. Jahrhunderts als Protest gegen die amerikanische Sklavenhaltergesellschaft. **Der Dichter Henry David Thoreau (1817 bis 1862)** vertrat in seinem Traktat über den „Widerstand gegen eine bürgerliche Regierung“ von 1849 die

Auffassung, es sei vom Gewissen geboten, einem Staat, der Sklaverei erlaube, die Steuern vorzuenthalten. Hier zeigt sich schon der Unterschied zur heutigen Empörungsfolklore. Gefolgschaftsverweigerung einem demokratisch verfassten Staat gegenüber hat ihren Ursprung nicht in der kollektiven Gesinnungsbewegung, sondern in der Gewissensentscheidung des Einzelnen. **Sie nimmt in Kauf, für die Folgen dieser Entscheidung in Haftung oder eben in Haft genommen zu werden.**

Dies ist der Unterschied zwischen den heutigen Freunden des zivilen Ungehorsams und der Tradition, derer sie sich bemächtigen: **Illoyalität muss glaubhaft machen, dass der Staat, dem die Gefolgschaft verweigert wird, zumindest in Teilen ein Unrechtsstaat ist.** Das liegt auf der Hand, wenn es um Sklaverei geht, die nach Urteil von Recht und Vernunft den Menschenrechten und der Menschenwürde widerspricht.

Das Urteil „Unrechtsstaat“ mag womöglich weniger eindeutig ausfallen, wenn es um den Krieg der Amerikaner in Vietnam geht, dessen Legitimität allerdings fraglos auf wackligen Beinen stand. Kein Wunder, dass ziviler Ungehorsam bis heute mit der pazifistisch begründeten Verweigerung des Kriegsdienstes mit der Waffe in Verbindung gebracht wird. **In einer solchen Situation der „Fast-Gerechtigkeit“ hält der Philosoph John Rawls es für erlaubt, den Gesetzen eines Staates nicht zu gehorchen, somit illoyal zu sein.** Ein liberaler Staat zeigt seine Liberalität gerade darin, dass er die Widerständler gewähren lässt, obwohl er das Recht hätte, das Treiben zu beenden und auf sein Gewaltmonopol zu pochen. Dass er es nicht tut, schwächt ihn nicht, sondern verleiht ihm Stärke.

Von Lübke lernen

Diejenigen, die zivilen Ungehorsam üben, müssen eine klare Begrenzung ihrer Aktionen auf offenkundig ungerechte Strukturen in Staat und Gesellschaft beachten. Zwar darf auch in einer Demokratie die Mehrheit die Minderheit nicht terrorisieren. **Und natürlich gibt es aus guten Gründen das Recht zu demonstrieren: das in der Verfassung garantierte Recht der Versammlungsfreiheit. Der Bürger ist keineswegs ein williger Untertan der Obrigkeit. Das bedeutet aber gerade nicht, dass eine Minderheit einen Gesetzesbruch mit übergeordneten Zielen legitimieren und der demokratisch zur Macht gekommenen Mehrheit eines Rechtsstaates nach Gutdünken die Treue verweigern darf.**

Es scheint mir evident, dass die Bedingungen zum zivilen Widerstand, auf welche die **Letzte Generation** sich berufen will, nicht gegeben sind. Die Regierungen der demokratischen Staaten haben den Klimawandel nicht zu verantworten, während frühere Regierungen sehr wohl für die Sklaverei oder den Vietnamkrieg verantwortlich waren. Das ist keine Nebensächlichkeitsfrage. Der Klimawandel, so bedrohlich er ist, ist eine hochriskante Nebenfolge des technischen Fortschritts, keine böse Tat von Staaten oder Firmen. Und die Staaten versuchen – wie unzureichend auch immer – seit dem **Kyotoprotokoll von 1997** dem Klimawandel zu Leibe zu rücken. Dieses politische Handeln lässt sich als **halbherzig** kritisieren. **Aber es lässt sich beim besten Willen nicht als Handeln eines Unrechtsregimes qualifizieren und als Berechtigung verwenden, dagegen mit zivilem Widerstand vorzugehen.** Zumal ein Land allein wenig ausrichten kann, solange es nicht gelingt, einen Klub der Willigen zu gründen.

Vollends wirt wird es, wenn die Jung-Aktivistin Jana Mestmäcker in einem Gespräch mit dem Alt-Aktivisten Daniel Cohn-Bendit in der „Zeit“ zu Protokoll gibt, **die Letzte Generation werde ihre Aktionen einstellen, sobald es in Deutschland ein Tempolimit von 100 Kilometern in der Stunde und ein dauerhaftes 9-Euro-Ticket gebe.** Donnerwetter. Da hatten wir Größeres erwartet. Reformen in diesem kleinen Karo gehören ins Parlament; die Erderwärmung wird dadurch ohnehin nicht gelindert.

Der Philosoph Hermann Lübke **hat 1984 in zwei Vorträgen über den „politischen Moralismus“ vor dem Triumph der Gesinnung über die Urteilskraft gewarnt.** Die schmale Schrift, Anfang 2019 neu aufgelegt, wirkt beim Lesen überraschend frisch. Lübke nimmt sich den prominenten Satz

Immanuel Kants vor, das Gewissen könne nicht irren, und sucht ihn gegen seine ideologisch-willkürliche Inbesitznahme zu retten. Die Berufung auf das Gewissen ist der Angelpunkt des zivilen Widerstands. **Es ist die Priorisierung des individuellen Handlungsgebots gegen die Pflichten von Sitte, Sittlichkeit, Moral oder Recht.** Gerade **in der christlichen Theologie**, die gerne als dogmatisch kritisiert wird, genießt das Gewissen **einen hohen Stellenwert.**

Wäre mit dem Pochen auf das Gewissen jedoch die subjektive Beliebigkeit jedweder abweichenden Gesinnung gerechtfertigt, alles und jedes, was mir nicht passt, als Ausdruck des Gewissens zu deklarieren, **wäre es am Ende nicht mehr als die Heiligung der Willkür.** Das Gewissen ist indes das Gegenteil von spontaner Einfallswillkür der reinen Innerlichkeit. **Es ist, so Lübbe, eine Art der vergegenwärtigenden Erinnerung an die tradierten Überzeugungen von Recht und Moral.** Das nimmt ihm den heroisch subjektivistischen Habitus des dezisionistischen „Hier sitze ich, ich kann nicht anders“.

12 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/mais-pour-quelles-raisons-le-gonflement-de-la-dette-publique-francaise-n-inquiete-pas-les-milieus-d-affaires-economie-entreprises-bercy-gouvernement-france-endettement-agence-de-notation-moody-s-jean-marc-sylvestre>

ATLANTICO BUSINESS

Mais pour quelles raisons le gonflement de la dette publique française n'inquiète pas les

[Jean-Marc Sylvestre](#)

Mais pour quelles raisons le gonflement de la dette publique française n'inquiète pas les milieux d'affaires ?
avec [Jean-Marc Sylvestre](#)

La France va continuer de s'endetter, au niveau de son administration et de ses entreprises publiques, dans des proportions qui ne semblent pas stresser les marchés monétaires, pas même les agences de notation qui sont pourtant d'ordinaire très sévères.

Alors que l'endettement de la dette publique touche les 120% du PIB et que rien sur les tableaux de bord de la maison France n'indique une tendance au fléchissement qui pourrait réduire cette menace, les marchés monétaires et financiers n'éprouvent aucune inquiétude. Alors que depuis six mois, le gouvernement multiplie les soutiens à l'économie qui ne sont pas, pour la quasi-totalité, financés, les marchés ne bougent pas d'un iota, eux qui d'ordinaire, traduisent l'évaluation du risque pris par un emprunteur.

Parce que, objectivement : la situation de la maison France n'est pas glorieuse. Le projet de budget reste accroché à une prévision de croissance probable en 2023 de 1% (Contre plus de 3 % en 2022). Ce qui ne va pas permettre de réduire le déficit (aux alentours de 5,5 %). Bercy renonce à réduire drastiquement les dépenses de fonctionnement (rémunérations et nombre de fonctionnaires). Bercy maintient les objectifs d'augmentation des moyens sur la santé, l'éducation et la sécurité, la justice, la défense et ajoute de nouvelles aides aux victimes de l'inflation. L'objectif de Bercy et de Matignon est d'éviter des accidents sur le terrain social, c'est-à-dire des mouvements de colère type gilets jaunes, qui viendraient déséquilibrer la société et aggraver la difficulté de gouverner, qui sont réelles depuis les dernières élections puisque le gouvernement, n'a plus de majorité absolue. **Il est obligé de faire avec des majorités relatives et l'usage du 49,3... ce qui ne permet pas d'amortir la colère sous-jacente.**

Du côté de la Banque de France, on reste calé sur les prévisions du budget en laissant entendre que compte tenu de la situation internationale, on aura du mal à rester au niveau de 1%.

Curieusement, le président qui reproche à son administration et aux médias d'être trop pessimistes, a très récemment reconnu que selon lui, la performance de croissance en 2023 sera très faible, aux alentours de 0,6%. Ce qui est franchement médiocre.

Tout cela signifie que la France va continuer de vivre à crédit en 2023 et va continuer de s'endetter. C'est d'autant plus inquiétant que le service de la dette représente plus de 90 milliards d'euros par an.

Globalement, l'administration française a donc besoin de trouver 400 milliards d'euros par ans. Ça représente 7000 euros par seconde, 25 000 euros par ménage français, soit près de 120% de la richesse créée dans l'année, à condition que la machine continue de fonctionner.

Ces chiffres qui devraient effrayer n'importe quel acteur économique normalement constitué, permettent à certains responsables politiques de crier en annonçant un État proche de la faillite.... Ces chiffres, en réalité, sont accueillis avec beaucoup de calme et même d'indifférence par les marchés.

L'agence de notation S&P Ratings par exemple a annoncé le maintien de la note de la dette française, mais elle n'exclut pas de l'abaisser dans les prochains mois. En cause, un ralentissement de l'économie dans l'Hexagone et la dégradation des finances publiques liée aux aides versées aux ménages et aux entreprises pour compenser l'inflation, et notamment la hausse des prix de l'énergie.

De son côté, l'agence Moody's a maintenu sa note d'émission à long terme en monnaie locale et étrangère du gouvernement français à Aa2. « Les perspectives restent stables », indique Moody's vendredi dernier.

Tout va bien, madame la Marquise et tout se passe comme si la France avait les moyens d'amortir l'alourdissement de la dette. Les taux d'intérêt augmentent dans le sillage de la banque centrale, mais ces taux ne sont pas encore considérés comme porteurs de risque. Donc la France trouve chaque semaine tout l'argent dont elle a besoin sur le marché à un taux raisonnable très proche de celui auquel les Allemands, considérés comme exemplaires, empruntent de leur côté.

Pour les marchés, la France ne comporte pas de risque particulier. **Et curieusement, beaucoup d'hommes politiques d'opposition au Macronisme semblent le regretter.**

Les agences de notation, qui servent de vigies aux prêteurs, ont bien remarqué que les prévisions de déficit s'étaient aggravées. Elles ont noté que nous allons au-devant de difficultés si, par exemple le monde occidental entrait en récession ou si le président français ne respectait pas son calendrier de réformes structurelles prévues. Mais pour l'instant, « ça fonctionne... » disent les acteurs du marché monétaire.

En fait, les deux agences les plus écoutées, S&P et Moody's, surveillent l'état d'évolution des performances économiques dans le pays mais scrutent aussi l'état d'avancement des réformes structurelles, des gains de productivité, de l'assainissement budgétaire résolu et la croissance économique plus forte que prévu.

Les deux agences rapportent que les marchés ne se font aucune illusion sur la capacité du président Macron à réduire rapidement son endettement public, mais elles considèrent que les réformes lancées sur les retraites et sur la transition énergétique, la restauration du parc

nucléaire également, sont des éléments positifs qui permettent de supporter un endettement important sur le long terme. Les actions de réforme sur le système français, ajoutées au maintien d'une garantie de l'Union européenne et notamment de la mutualisation assumée par la France et par l'Allemagne, autorisent des endettements qui dépassent les normes de l'orthodoxie.

12 décembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/12/09/world/europe/russia-ukraine-nato-stoltenberg.html>

NATO's secretary general warns that a 'full blown war' with Russia is 'a real possibility.'

"If things go wrong, they can go horribly wrong," Jens Stoltenberg said in an interview published on Friday.



Jens Stoltenberg, NATO's secretary general, speaking in Oslo on Thursday. Credit... Pool photo by Terje Bendiksby

By [Anushka Patil](#)

Dec. 9, 2022

NATO's secretary general warned on Friday that Russia's war in Ukraine could expand into a wider war with the Atlantic alliance.

The official, Jens Stoltenberg, repeatedly cautioned in news media interviews this week against underestimating the situation in Ukraine and emphasized the wider threat President Vladimir V. Putin of Russia could pose to Europe.

"If things go wrong, they can go horribly wrong," Mr. Stoltenberg said in an interview released on Friday with the Norwegian journalist [Anne Lindmo](#), in which he added that there was **"no doubt" a full-blown war against NATO was a "real possibility."**

"I understand everyone who is tired of supporting Ukraine. I understand everyone who thinks that food prices and the electricity bills are far too high," he said. "But we have to pay a much higher price if our freedom and peace are threatened through Putin winning in Ukraine."

Mr. Stoltenberg's comments came two days after he said that Russia was intentionally stalling the war in order to prepare a renewed onslaught against Ukrainian forces next year.

"What we see now is that Russia is actually attempting to have some kind of 'freeze' of this war, at least for a short period of time, so they can regroup, repair, recover, and then try to launch a bigger offensive next spring," he told [The Financial Times](#) on Wednesday.

The NATO chief emphasized the importance of continued military support for Ukraine, saying that Russia had shown no sign of willingness to engage in peace talks that would respect Ukraine's sovereignty. But he declined to answer when pressed on whether NATO's member nations should agree to provide more advanced, long-range offensive weaponry — something NATO allies, including the United States, have avoided to keep from inviting a direct confrontation with Russia.

The U.S. State Department reiterated after drone strikes hit Russian military bases this week **that it was neither enabling nor encouraging Ukraine to strike beyond its borders.**

The Pentagon has continued providing other forms of security assistance to Kyiv, and on Friday announced **a new aid package valued at up to \$275 million that includes additional HIMARS ammunition, air defense equipment and approximately 150 generators for Ukraine's worsening winter.**

12 décembre (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/germany-is-short-of-workers-but-its-migrants-are-struggling-to-find-jobs-11670844930?mod=hp_lead_pos12

Germany Is Short of Workers, but Its Migrants Are Struggling to Find Jobs

A magnet for asylum seekers, the country isn't attracting enough qualified newcomers and is struggling to train the new arrivals



A temporary refugee shelter at the former Tegel airport in Berlin, where some Ukrainians are fleeing to escape Russian attacks on their country.

PHOTO: MARKUS SCHREIBER/ASSOCIATED PRESS

By [Tom Fairless](#)

Dec. 12, 2022 6:35 am ET

KASSEL, Germany—In 2016, as Middle Eastern refugees fled to Germany in their hundreds of thousands, Ingo Neupert decided to help.

A professor of social work, he started a training program in western Germany for 25 young refugees to become nurses and medical assistants.

Only three of them graduated from the 4½ year program, Mr. Neupert said. In a second, shorter program, about one-third of the candidates reached the end. The project is now on hold, according to Essen University Hospital, western Germany, where it took place.

Germany faces a paradox: After years of record immigration that has seen the equivalent of the population of a large city arrive in the country every year, one in six people in Germany was now born overseas, compared with one in seven in the U.S.

But unlike the U.S., Germany is failing to find work for the newcomers despite a worsening labor shortage that is stifling economic growth. Europe's largest economy will in addition need to fill about seven million jobs by 2035 as older workers retire, economists estimate.

Experts have long pointed to immigration as the solution, saying Germany needs some 400,000 skilled immigrants each year.

So far, the current mix of immigrants isn't filling the gap. Official data show that only about a third of the roughly 800,000 working-age Syrians and Afghans in Germany have a taxpaying job, compared with two thirds of Germans, even though most arrived over five years ago. Unemployment among foreigners is about 12%, and under 5% for Germans. In the U.S., foreigners are more likely to have jobs than locals.

The main problem: Many refugees are poorly suited for jobs in Germany's highly skilled labor market and Germany hasn't been very good at training them.



A job fair for refugees from Ukraine in Dresden, Germany, in May. Experts say refugees and labor migrants are now competing for the same infrastructure.

PHOTO: SEBASTIAN KAHNERT/ASSOCIATED PRESS

To change that, Berlin is planning to introduce a points-based immigration system modeled on Australia's or Canada's next year, hoping to woo better-qualified foreigners, but migration experts are skeptical. Even if it succeeds, Germany will likely continue to receive large numbers of asylum seekers it can't employ, who will fill the ranks of welfare recipients or boost crime statistics, where they are already overrepresented.

"Refugees and labor migrants will be competing for the same infrastructure," said Thomas Liebig, a migration expert at the Organization for Economic Cooperation and Development, a Paris-based economic think tank.

Labor migrants currently only make up one in 10 new arrivals to Germany, compared with one in three to Canada. An earlier European program to draw skilled foreigners, known as the Blue Card, attracted about 70,000 workers to Germany in total over the past decade.

Now refugee numbers are soaring again after a lull during the pandemic, driven by the war in Ukraine and growing emigration from the Middle East, Africa and Afghanistan. In the first half

of the year, more than one million people moved to Germany—considerably more than in 2015, when then-Chancellor Angela Merkel welcomed Syrian refugees.

At the job center in Kassel, a town in central Germany, Wolf-Detlef Zeising says he has had a hectic year preparing hundreds of Ukrainian refugees to enter Germany's labor market. He has deployed 20 Ukrainian interpreters over the summer. His staff say they are advising 60% more people a day than in normal times.

Even so, Mr. Zeising said he doesn't expect many of the newcomers to get jobs in Germany before 2024, because of delays in finding and then attending language and integration courses.

Meanwhile half of German businesses say they are cutting back their operations or relocating abroad because they can't find enough workers. Germany's unemployment rate, at 5.5%, is close to full employment.

Share of population with at least a high-school diploma or equivalent. Source: Federal Statistics Agency. Note: Ukrainian data relates to pre-war population.

Germans Afghans Syrians Ukrainians 0% 100 25 50 75

"The reality is, it is refugees or nothing," said Anke Dobbeck, who runs a heating and plumbing company in southwest Berlin. She recently hired a young Afghan after he completed a 3½ year apprenticeship with her company.

The integration process required "a lot of strength and support," she said. The man needed help with documents and accommodation. Another refugee signed an apprenticeship contract but didn't show up after the first day, Ms. Dobbeck said.

Employment rate in Germany by place of birth. Source: Federal Labor Agency. Note: Share of working age population with regular social-security paying jobs; Data from May.

Germans Afghans Syrians Ukrainians 0% 20 40 60 80

German railway operator Deutsche Bahn has hired some 26,000 new employees this year, partly to fill gaps in its workforce as older staff retire. The company has 900 recruiters and it is actively recruiting in more than 10 countries, said Kerstin Wagner, Deutsche Bahn's executive vice president for talent acquisition. Around 23% of new recruits this year were born outside Germany.

Even so, recruitment of refugees is modest. The company this year spoke to 3,200 potential recruits from Ukraine and hired 65, Ms. Wagner said. About 3.5% of the company's new recruits come from traditional refugee-sending countries including Syria, Ukraine, Afghanistan, Iraq, South Sudan, Venezuela and Myanmar.

Qualifications are the main problem. Only around one-third of Germany's Syrian migrants have graduated high school or technical school, compared with 70% of immigrants from Poland, according to the German statistics agency.

At the same time, job seekers face high hurdles in a rigid labor market that protects incumbents, requires lengthy traineeships and rarely recognizes foreign degrees, often forcing even specialists to retrain from scratch. Helge Scheele, an integration specialist at Kassel's job center, estimates that only 5% of his clients who fled the Middle East and Africa since 2015 managed to qualify as skilled workers in Germany.

Rami Alhamei, a 36-year-old lawyer from Damascus who lives in the east German city of Halle, has been looking for work since he arrived seven years ago, without success. He says he has sent around 500 applications, spent roughly 18 months in various language, integration and IT courses, and now speaks good German.

He said he can't work as a lawyer in Germany because he only has a Bachelor's degree, not a Master's. Two Syrian acquaintances completed the two-year Master's course that is necessary to work but still couldn't find a job, he said.

"I would like to integrate in Germany, but it is very difficult," he said

Despite those frustrations, two of his brothers recently joined him. "It's better here than in Syria, where there is still war," he said.

Johannes Hoppe, a psychologist in Halle, has been helping Mr. Alhamei for three months as part of a local voluntary project. He said he has helped two out of roughly half a dozen refugees to find work in recent years. One, a Syrian engineer, secured a three-year apprenticeship in southern Germany but dropped out after being told that his German wasn't good enough. A second found work in the labor agency, helping refugees to find jobs.

Another problem: The supply of workers from European Union countries such as Poland, who tend to be more qualified than refugees from the Middle East and Africa, has slowed sharply since the start of the pandemic, according to OECD data.

"As long as so many people come here for humanitarian reasons there is not much room for qualified work migration," said Udo Marin, managing director of the Association of Berlin Merchants and Industrialists, a trade group.

12 décembre (Süddeutsche Zeitung)

<https://www.sueddeutsche.de/reise/rohstoffe-lithium-e-autos-teuer-1.5704656>

Mobilität der Zukunft:

Teure Rohstoffe bremsen E-Autos

30. November 2022, 10:15 Uhr

Während immer neue Luxusstromer auf den Markt kommen, bleiben erschwingliche Batterieautos rar. Platz der Traum von der bezahlbaren Antriebswende?

Von [Joachim Becker](#)



Der VW ID Buzz rollt in Hannover vom Band - zu Preisen ab 64 581 Euro. Eine noch teurere Variante mit größerer Batterie und Allradantrieb ist in Vorbereitung.

(Foto: VW)

Von allem zu viel: Mehr als 200 PS, mehr als zwei Tonnen Gewicht und Preise von 40 000 Euro aufwärts. So haben sich wohl die wenigsten Menschen die Antriebswende vorgestellt. Wenn die staatliche Förderung im nächsten Jahr nahezu halbiert und 2024 ganz gestrichen wird, werden vollelektrische Familienautos deutlich teurer als vergleichbare Verbrenner-Modelle - zu teuer für viele Menschen.

Fast alle Autohersteller positionieren ihre E-Modelle am oberen Ende der Preispalette. Dabei hatte der damalige VW-Konzern-Chef Herbert Diess vor einem Jahr angekündigt: "Der Preis für die Mobilität wird mittelfristig fallen, weil wir zusätzliche Skaleneffekte nutzen und das E-Auto so billiger machen können als den Verbrenner." Doch selbst der Traum von der Preisparität zwischen konventionellen und alternativen Antrieben scheint mittlerweile illusorisch zu sein. Top-Manager aus dem VW-Konzern versprechen weiterhin, die E-Mobilität zu demokratisieren und der breiten Masse zugänglich zu machen. Doch die Realität sieht momentan anders aus.

Etwa 7500 Euro mehr müssen VW-Kunden für einen ID.3 im Vergleich zum billigsten Golf-Diesel bezahlen. Die Batteriepreise sind in den vergangenen zehn Jahren zwar um 80 Prozent gesunken, günstiger wurden die Stromer dadurch allerdings nicht: Die Effizienzgewinne in der Zellfertigung wurden durch Akkus mit immer größerer Kapazität kompensiert, um den Kunden die Reichweitenangst zu nehmen. Das vollelektrische Billigauto Dacia Spring Electric scheint die klimafreundliche Mobilität zwar zum Schnäppchenpreis anzubieten. Aber mit einem Radius von kaum 200 Kilometern, lahmen Ladezeiten und miserablen Crashtestergebnissen entspricht der Kleinwagen nicht mehr dem Stand der Technik. Für die meisten Autofahrer wäre dieser Fortschritt ein Rückschritt.

Woran die Antriebswende krankt, ist nicht die Einfallslosigkeit bei neuen Modellen, es sind die zahlreichen Baustellen rund um die spannungsführenden Bauteile im Auto. Von der Zellchemie über Hochvoltspeicher, schnelle Ladefunktionen und die E-Maschine bis zum hocheffizienten Gesamtfahrzeug: An allen Stellen wird noch entwickelt und geschraubt, während die Politik ehrgeizige Ziele vorgibt. Es ist, als würde man ein Flugzeug in der Luft umbauen - und wäre nicht ganz sicher, ob man alle dafür nötigen Teile an Bord hat. Was die eine Hälfte der Passagiere ohnehin kritisch sieht und was spätestens dann allgemeines

Magendrücken verursacht, wenn die Ticketpreise während des Flugs immer neu angepasst werden - nach oben.

VW baut Fabriken für Akkuzellen und Kathoden-Materialien - Neuland für einen Autohersteller

Einen Masterplan für die Antriebswende gibt es nicht, auch wenn das Wort immer wieder gebraucht wird. "Achtung, zur E-Mobilität gehört mehr, als nur ein Auto zu machen!", warnt deshalb Frank Weber. Der BMW-Entwicklungsvorstand nennt vier kritische Erfolgsfaktoren: Neben dem Ausbau der Ladeinfrastruktur sei vor allem die Fertigung von Batteriezellen eine ganz neue Herausforderung für die Automobilwirtschaft. Dazu gehörten nicht nur bezahlbarer Grünstrom für die Zellfertigung in Europa, sondern auch eine Kreislaufwirtschaft für die Wiedergewinnung der Zellrohstoffe, entscheidend seien aber vor allem die Lieferketten für das Primärmaterial. "Diese vier Elemente gehen weit über ein Produkt, das wir kreieren, hinaus", sagt Weber und fügt hinzu: "Der Aufholbedarf beim Thema Batteriezelle ist gigantisch für das Industriesystem Deutschland." Und im Rest Europas sieht es kaum besser aus.

Die Fakten sind ernüchternd: Eine aktuelle Studie der Unternehmensberatung PWC zeigt, dass in Europa zwar ein Drittel aller E-Autos gebaut wird, aber nur zehn Prozent der globalen Batteriezellen entstehen und weniger als ein Prozent der globalen Zellmaterialien gefördert oder verarbeitet wird. Um die Lieferketten und damit auch die Batteriepreise in den Griff zu bekommen, will der Volkswagen-Konzern bis 2026 mehr als 50 Milliarden Euro in die E-Mobilität investieren. Eben nicht nur in die Entwicklung und Produktion neuer E-Fahrzeuge, sondern auch in sechs neue Batteriefabriken allein in Europa mit einer Produktionskapazität von jeweils 40 Gigawattstunden (GWh) pro Jahr. Kostenpunkt für die Gigafabrik Salzgitter in der ersten Ausbaustufe: rund zwei Milliarden Euro.

Selbst die circa zehn Milliarden Euro, die VW aus dem Börsengang von Porsche zufließen, tragen also nur einen kleinen Teil der projektierten Kosten. Benötigt wird das Geld für diverse Spezialgebiete, die komplettes Neuland für einen Autobauer darstellen. Zusammen mit dem Materialspezialisten Umicore investiert VW beispielsweise drei Milliarden Euro, um eine europäische Lieferkette für nachhaltige Batteriematerialien in industriellem Maßstab aufzubauen. Bis zum Ende des Jahrzehnts soll ein Fertigungsstandort voraussichtlich in Polen Batteriematerialien für 2,2 Millionen vollelektrische Fahrzeuge pro Jahr liefern. Aber wo werden die [Rohstoffe](#) dafür herkommen?

"Die Lithium-Preise liegen bei 65 000 US-Dollar, geplant waren 15 000"

Nach einer Berechnung der Deutschen Rohstoffagentur (DERA) könnte Europa seinen Lithiumbedarf im Jahr 2030 nur zu maximal einem Drittel selbst decken. Darin enthalten ist ein Recycling-Anteil von zunächst lediglich drei bis zehn Prozent des prognostizierten Bedarfs. "Europa wird zu einem Hotspot für die Zellfertigung und die E-Mobilität", heißt es in der DERA-Studie: Die Mobilitätswende werde aber die gesamte Rohstoff-Branche in den kommenden Jahren maßgeblich verändern. Speziell die Lithiumförderung müsse um ein Vielfaches ausgebaut werden, um den prognostizierten Bedarf decken zu können. Aktuell seien Batterien für zwei Drittel der Gesamtnachfrage nach [Lithium](#) verantwortlich. Bis zum Jahr 2030 werde der Anteil der E-Mobilität an der Lithiumnachfrage auf 90 Prozent steigen.

"Selbst wenn alle aktuell geplanten und im Bau befindlichen Projekte im Zeitplan umgesetzt werden und wir von einem mittleren Nachfragewachstum ausgehen, werden wir nicht genug Lithium haben, um die erwartete weltweite Nachfrage 2030 zu decken", erklärt Studienautor Michael Schmidt von der Deutschen Rohstoffagentur. Die DERA erwartet, dass das globale Angebot von 82 000 Tonnen Lithium im Jahr 2020 auf knapp 218 000 Tonnen im Jahr 2030 steigen wird. Der Bedarf wird je nach Szenario in acht Jahren aber voraussichtlich weit mehr als doppelt so hoch sein.

Was das bedeutet, lässt sich schon jetzt absehen: "Momentan liegen die Lithium-Preise bei 65 000 statt der 15 000 US-Dollar, die wir ursprünglich in der Planung hatten", warnt Frank Weber. "Wenn sich da nichts bewegt, sind Elektroautos unbezahlbar. Das muss uns allen klar sein."

Bisher sind alle Autohersteller von einer Handvoll asiatischer Zellhersteller abhängig, die auch die Rohstoff-Lieferketten aufgebaut haben und maßgeblich kontrollieren. Eine eigene Zellproduktion in Europa schien

lange nicht konkurrenzfähig zu sein. Denn die Energiespeicher sind ein Massenprodukt, das zu gut zwei Dritteln von den Rohstoffpreisen abhängig ist. Außerdem sind die Anlauftrisiken bei einer neuen Zellproduktion hoch: Kleinste Ungenauigkeiten in der Herstellung oder bei den verwendeten Rohstoffen machen die Akkus unbrauchbar - und zum potentiellen Sicherheitsrisiko.

Milliardenteure Rückrufe lassen die Dimensionen dieses Risikos erahnen. Hyundai musste Anfang 2021 die größte Rückholaktion in der Geschichte der E-Mobilität bekannt geben. 82 000 Fahrzeuge, vor allem das Modell Kona EV, wurde in Korea in die Werkstätten beordert. Im vergangenen Herbst musste General Motors 68 667 Chevrolet Bolt wegen Zellfehlern zurückrufen. Geringer wird die Gefahr mit unerfahrenem Personal in neu gebauten Fabriken sicher nicht. Ob und wie es gelingen kann, die Rohstoffkrise zu bewältigen und die E-Mobilität zu demokratisieren, ist unsicher. Viel Zeit bleibt angesichts der Klimaziele im Verkehrssektor jedenfalls nicht.

12 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/finance-and-economics/2022/12/11/how-the-west-fell-out-of-love-with-economic-growth>

First-world problems

How the West fell out of love with economic growth

A serious, slow-burning malaise



Dec 11th 2022

This year has been a good one for the West. The alliance has surprised observers with its united front against Russian aggression. As authoritarian China suffers one of its weakest periods of growth since Chairman Mao, the American economy roars along. A wave of populism across rich countries, which began in 2016 with Brexit and the election of Donald Trump, looks like it may have crested.

Yet away from the world's attention, rich democracies face a profound, slow-burning problem: weak economic growth. In the year before covid-19 advanced economies' gdp grew by less than 2%. High-frequency measures suggest that rich-world productivity, the ultimate source of improved living standards, is at best stagnant and may be declining. Official forecasts suggest that by 2027 per-person gdp growth in the median rich country will be less than 1.5% a year. Some places, such as Canada and Switzerland, will see numbers closer to zero.

Perhaps rich countries are destined for weak growth. Many have fast-ageing populations. Once labour markets are open to women, and university education democratised, an important source of growth is exhausted. Much low-hanging technological fruit, such as the flush toilet, cars and the internet, [has been plucked](#). This growth problem is surmountable, however. Policymakers could make it easier to trade across borders, giving globalisation a boost. They could reform planning to make it possible to build, reducing outrageous housing costs. They could welcome migrants to replace retiring workers. All of these reforms would raise the growth rate.

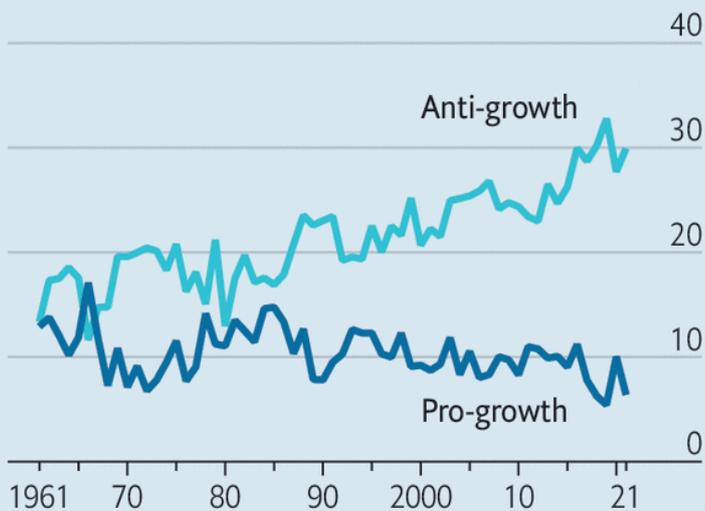
Growing pains

Unfortunately, economic growth has fallen out of fashion. According to our analysis of data from the Manifesto Project, which collects information on the manifestos of political parties over decades, those in the oecd, a group of mostly rich countries, are about half as focused on growth as they were in the 1980s (see chart 1). Modern politicians are less likely to extol the benefits of free markets than their predecessors, for instance. They are more likely to express anti-growth sentiments, such as positive mentions of government control over the economy.

The finer things in life

OECD countries, sentiment expressed in party manifestos, % of total phrases

1



Sources: Manifesto Project; *The Economist*

The Economist

When they do talk about growth, politicians do so in an unsophisticated manner. In 1994 a reference by Gordon Brown, Britain's shadow chancellor, to "post neo-classical endogenous growth theory" was mocked, but it at least indicated serious engagement with the issue. Politicians such as Lyndon Johnson, Margaret Thatcher and Ronald Reagan offered policies based on a coherent theory of the relationship between individual and state. *gdp*'s small coterie of modern champions, such as Mr Trump and Liz Truss, offer little more than reheated Reaganism.

Apathy towards growth is not merely rhetorical. Britain hints at a wider loss of zeal. In the 1970s the average budget contained tax reforms worth 2% of *gdp*. By the late 2010s policies made half as much impact. A paper published in 2020 by Alberto Alesina, a late economist at Harvard University, and colleagues at the *imf* and Georgetown University measured the significance of structural reforms (such as changes to regulations) over time. In the 1980s and 1990s politicians in advanced economies implemented a large number, making their economies sleeker. By the 2010s, however, they had lost their oomph: reforms practically ground to a halt.

Sitting on their laurels

Selected democracies*, average ease-of-doing business score, 100=easiest

2



Sources: World Bank; *The Economist*

*37 economies

The Economist

Our analysis of data from the World Bank suggests that progress has slowed still further in recent years, and may even have reversed (see chart 2). The American government introduced 12,000 new regulations in 2021, a rise on recent years. From 2010 to 2020 rich countries' tariff restrictions imposed on imports doubled. Britain voted for and implemented Brexit. Other countries have turned against immigration. In 2007 almost 6m people, on net, migrated to rich countries. In 2019 the number was down to just 4m.

Governments have also become less friendly to new construction, whether of housing or infrastructure. A paper by Knut Are Aastveit, Bruno Albuquerque and André Anundsen, three economists, finds that American housing "supply elasticities"—ie, the extent to which construction responds to higher demand—have fallen since the housing boom of the 2000s. This is likely to reflect tougher land-use policies and more powerful nimbys. Housing construction across the rich world is about two-thirds its level in that decade.

Politicians prefer splurging the proceeds of what growth exists. Governments are spending a lot more on welfare, such as pensions and, in particular, health care. In 1979 the bottom fifth of American earners received means-tested transfers worth less than a third of their pre-tax income, according to the Congressional Budget Office. By 2018 the figure was more than two-thirds. According to a report in 2019, health spending per person in the oecd will grow at an average annual rate of 3% and reach 10% of gdp by 2030, up from 9% in 2018.

Politics is increasingly an arms race with promises of more money for health care and social protection. "Thirty or 40 years ago it was taken for granted that the elderly were not good candidates for organ transplantation, dialysis or advanced surgical procedures," Daniel Callahan, an ethicist, has written. "That has changed." Greater wealth has enabled this. Yet politicians rarely ask whether an extra dollar on health care is the best use of cash. Britons in their 90s receive health and social care that costs the country about £15,000 (\$17,000) a year, about half Britain's gdp per person. Must budgets rise year after year to meet growing demand, even as the price of providing that care is also likely to increase? If yes, where is the limit?

People may see spending on health care and pensions as self-evidently good. But it comes with downsides. More people work in an area where productivity gains, and therefore improvements in overall living standards, are hard to induce. Perfectly fit older people drop out of work to receive a

pension. Funding this requires higher taxes or cuts elsewhere. Since the early 1980s government spending across the oecd on research and development, as a share of gdp, has fallen by about a third.

Much of the extra spending comes at times of crisis. Politicians are increasingly concerned with preventing bad things from happening to people or compensating them when they do. The enormous system of credit guarantees, eviction moratoriums and debt forgiveness introduced during the pandemic brought bankruptcies and defaults to a halt. This was radical, but also the thin end of the wedge.

In America, for instance, the federal government has assumed huge contingent liabilities. It guarantees an ever-larger quantity of people's bank deposits; it forgives student loans; it offers a wide variety of implicit and explicit backstops to everything from airports to highways. [We have previously estimated](#) that Uncle Sam is on the hook for liabilities worth more than six times America's gdp. This year European governments have fallen over themselves to offer financial support to households and firms during the continent's energy crisis. Even Germany, normally Europe's most disciplined spender, has allocated funding worth 7% of gdp for this purpose.

No one cheers when a firm goes bust or someone falls into poverty. But the bail-out state makes economies less adaptable, ultimately constraining growth by preventing resources shifting from unproductive to productive uses. Already there is evidence that fiscal help doled out during the pandemic has created more "zombie" firms—those which are going concerns, but which create little economic value. Governments' huge implicit liabilities also mean higher spending in times of trouble, which reinforces the trend towards higher taxation.

Grey power

Why has the West turned away from growth? One possible answer relates to ageing populations. People who are not working, or are near the end of their working lives, tend to be less interested in getting richer. They will support things which directly benefit them, such as health care, but oppose those that only produce benefits after they are gone, such as immigration or homebuilding. Their turnout at elections tends to be high, so their views carry weight.

Yet Western populations have been ageing for decades, including during the reformist 1980s and 1990s. Thus the change in the environment in which policy is made may play a role. Before social media and 24-hour rolling news it was easier to implement tough reforms. The losers from a policy—a business exposed to greater competition from abroad, say—often had little choice but to suffer in silence. In 1936 Franklin Roosevelt, speaking about opponents to his New Deal, felt able to "welcome" his opponents' hatred. Now the aggrieved have more ways to complain. As a result, policymakers have more incentive to limit the number of people who lose out, resulting in what Ben Ansell of Oxford University calls "countrywide decision by committee".

High levels of debt have also constrained policymakers' room for manoeuvre. Across the g7 group of rich, powerful countries, private debt has risen by the equivalent of 30 percentage points of gdp since 2000. Even small declines in cash flows could make servicing the debt harder. This means politicians quickly intervene when anything goes wrong. Their focus is keeping the show on the road—avoiding a repeat of the financial crisis of 2007-09—rather than accepting pain today as the price of a brighter future.

Quite what would push the West in a new direction is unclear. There is no sign of a shift just yet, beyond the misguided attempts of Mr Trump and Ms Truss. Would another financial crisis do the job? Will a change have to wait until the baby boomers are no longer around? Whatever the answer, until growth speeds up Western policymakers must hope their enemies continue to blunder. .

12 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/12/11/europe-wants-more-people-to-take-the-train>

Travel in Europe

Europe wants more people to take the train

In France this means better slow trains, not just more TGVs



Dec 11th 2022 | USSEL

At the end of a branch railway line that winds through wooded valleys in central France, a single carriage pulls into the little town of Ussel. The station has scarcely changed since it was built in 1880. Passengers still step over the rails to cross to the platform opposite. Clumps of grass and tall weeds sprout between the tracks.

To reach Ussel by railway from Paris, 480km (300 miles) away, there is no high-speed option. The journey can take nearly seven hours, with a change at Brive-la-Gaillarde. In the same amount of time, thanks to France's superb network of high-speed trains (tgv) elsewhere, it is possible to speed all the way from the capital to Marseille on the Mediterranean—and back.

Spain today has Europe's longest high-speed railway network. But France, which opened its first tgv line 41 years ago, has the oldest. To the French, the tgv is an emblem of national pride and technological prowess, as well as a way to mentally shrink distance. An executive will think nothing of travelling for a business lunch from Paris to Lyon, 460km away, thanks to a two-hour distance-crushing journey. Weekenders can tear through the countryside to Bordeaux, 580km from the capital. Each year over 100m people take the tgv in France.

Yet four decades of pouring money into the tgv has taught France another lesson, and not only about the vast cost of building and operating these lines (since 2018 the state has taken on a staggering €35bn, or \$37bn, of debt from the sncf, the state-owned national railway). It is that linking lucky hyper-connected cities to the capital has left big swathes of the country at the mercy of poorly maintained railways, harbouring a sense of abandon. The tgv network, says Aurélien Delpirou, at the Paris School of Urban Planning, has helped to create a "two-speed France": superfast non-stop trains for those who can afford them; second-rate, slower trains for the rest.



The Economist

On some secondary lines in areas without a tgv, the service is worse today than in the past. Two non-tgv lines running north-south through central France have been particularly neglected: one between Paris and Clermont-Ferrand, in the *massif central*, the other between Paris and Toulouse, which passes through Brive and Limoges. The railway carriages running on the latter are veritable museum pieces, designed in the 1970s. Today it takes half an hour longer to travel from Limoges to Paris than it did back then. “We are poorly connected, and everyone finds it frustrating,” says Marianne Debuire, at the Ussel town hall.

Mindful of this divide, the French government recently decided to switch track. As part of President Emmanuel Macron’s push to cut carbon emissions, it wants more people on the railways, and fewer behind the wheel. But it knows that such a strategy cannot be based only on fast trains. “The tgv is a source of pride, and for a lot of big cities has been a motor for economic development,” Clément Beaune, the transport minister, told *The Economist*: “But we have underinvested in certain other lines. For me that’s now a priority.” The government is putting €3bn into renovating these two non-tgv lines, and buying new trains. It has relaunched slow night trains on long-distance routes.

Remote places like Ussel, on the “plateau of a thousand cows”, could certainly do with a boost. Since 1982 the town has lost 20% of its population, mostly those of working age. Uncertainty hangs over the future of an aluminium foundry in the town. Ussel’s most upmarket hotel, the Grand Hotel, boasts two stars. In its grey-stone centre, amid narrow medieval alleys, lies a smart chocolate shop and a book store. But the *fromagerie* has closed, and “for rent” signs hang forlornly in boarded-up shop windows. When asked if things are always this quiet, the manager in one bar, decorated with a stuffed plastic Father Christmas suspended from the ceiling, replies: “Always at the end of the month.”

In many ways, this town of 9,000 people on a remote plateau is lucky to have its own station, served by five direct trains a day to Limoges, and four to Brive. The single-carriage train that goes back and forth is shiny, modern and comfortable. Yet Ussel also captures the challenge of getting people to swap the car for the railway. Most locals use the car. Fully 85% of households in Ussel own at least one, and four-fifths of journeys to work are by vehicle. The pattern is common. Countrywide, 74% of French use their car to get to work. “If we really want an environmental transformation, we need to double the share of passenger train travel by 2030,” says Mr Beaune. “But we have to be realistic, the car isn’t going to disappear.”

The divide between the connected France of high-speed trains and its remoter slow-train regions has political repercussions too. In 2018 the *gilets jaunes* (yellow jackets) uprising began as a protest by the car-dependent against a rise in the carbon tax on motor fuel. Those on squeezed budgets who use their cars daily felt snubbed by a governing class in Paris well served by public transport. At the final round of the presidential election in 2022, big cities linked by the tgv, such as Rennes (84%), Nantes (81%), Bordeaux (80%) or Lyon (80%), voted overwhelmingly for Mr Macron, who was re-elected with 59% of the national vote. Marine Le Pen, the nationalist-populist leader whom he defeated, secured 41% nationally—but 50% of the vote in rural parts of France.

The new focus on improving slower trains does not mean that France is turning its back on the tgv. Regional cities still lobby hard for them; local officials consider securing a high-speed link to be a badge of recognition for their town. The sncf plans to extend the tgv from Bordeaux to Toulouse by 2032, as well as between Montpellier and Perpignan, and Marseille and Nice. A cross-border link from Lyon to Turin, in Italy, is under construction. To encourage people to take the tgv, France in 2021 banned flights between cities that are under two and a half hours from each other by train.

Nor does France have illusions about how much passenger traffic it can realistically shift from the roads to the railways, not least given recurrent strikes. But Mr Macron knows better than many leaders how explosive the mood can be in areas where people feel neglected and disregarded. Better slow trains to such places may well prove more useful than more fast trains that bypass them altogether.

12 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/12/444981-notre-deficit-budgetaire-est-irreductible>

Notre déficit budgétaire est **irréductible**

Claude Sicard

Le déficit budgétaire est très préoccupante car la dette extérieure ne cesse de croître et a maintenant atteint des limites à ne pas dépasser.

Publié le 12 décembre 2022

Le budget de la France est en déficit depuis maintenant quarante ans.

Chaque année, l'État est dans l'impossibilité d'équilibrer ses comptes.

Cette situation est très préoccupante car la dette extérieure ne cesse de croître et a maintenant atteint des limites à ne pas dépasser.

Le premier déficit budgétaire est apparu en 1975 avec la relance Chirac. Et depuis, les comptes nationaux sont chaque année en déséquilibre. Le pays est donc incapable de respecter la règle de Maastricht qui voudrait que le déficit budgétaire des pays membres soit régulièrement inférieur à 3 % du PIB. Et depuis des années déjà, la dette extérieure française a franchi la barre des 60 % du PIB qui est la règle dans les pays de la zone euro.

En 2019, dernière année dite normale avant la crise liée au covid, le déficit s'est élevé à 72,8 milliards d'euros et la dette à 2380,1 milliards d'euros, soit 98,1 % du PIB.

Les ratios français sont donc tout à fait anormaux, bien plus élevés que la moyenne des pays de l'OCDE, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous (en pourcentage du PIB) :

Dépenses publiques

- France.... 52,1 %
- OCDE..... 35,2 %

Dépenses sociales

- France.... 31,9 %
- OCDE..... 27 %

Endettement

- France.... 114 %
- OCDE..... 27 %

D'où vient le problème français ?

Pour une analyse plus fine que celle consistant à établir une simple comparaison avec l'OCDE procédons à **une approche économétrique basée sur un échantillon d'une dizaine de pays européens se situant à des niveaux de richesse très différents les uns des autres.**

Nous examinerons d'un côté les dépenses sociales qui tiennent une place très importante dans les dépenses publiques et de l'autre les dépenses de fonctionnement.

Les dépenses sociales

Ramenons ces dépenses au nombre d'habitants afin de raisonner sur des données permettant de comparer les pays entre eux et de pouvoir fonder une corrélation valable avec les PIB/capita des pays, un indicateur qui est exprimé lui aussi par habitant.

Dépenses sociales par habitant et en dollar

- Bulgarie..... 1594
- Serbie..... 1911
- Roumanie..... 2197
- Grèce..... 5251
- Espagne..... 7310
- Italie..... 10 237
- France..... 13 900
- Pays-Bas..... 19 385
- Suède..... 17 090
- Danemark..... 21 687
- Suisse..... 23 456

Première remarque : les dépenses sociales des pays par habitant vont en croissant avec leur niveau de richesse. Le graphique ci-dessous montre ainsi comment les dépenses sociales se trouvent corrélées avec les PIB/capita des pays.

L'équation traduisant cette corrélation indique que **la norme pour les dépenses sociales en France devrait être de 12 164 dollars par habitant, soit un excès de 1736 dollars, c'est-à-dire 14,3% de dépenses en trop.**

Parmi les dépenses publiques, **les dépenses sociales** que nous venons d'examiner tiennent une place très importante : **environ 60 % pour la France.**

Les dépenses publiques de fonctionnement

Comment se situent les autres dépenses ? Que sont les dépenses de fonctionnement, d'investissement, et de coût de la dette ?

Par habitant et en dollar

- Bulgarie..... 2608
- Serbie..... 2206
- Roumanie..... 3453
- Grèce..... 7502
- Espagne..... 5269
- Italie..... 7586
- France..... 8766
- Pays-Bas..... 5757
- Suède..... 12 002

- Danemark..... 14 853
- Suisse..... 10 107

On constate que les dépenses de fonctionnement des pays augmentent avec leur niveau de développement économique.

Le graphique ci-après illustre la corrélation existant entre ces dépenses et les PIB per capita des différents pays.

L'équation de la droite qui exprime cette corrélation indique qu'en France les dépenses publiques autres que sociales devraient se situer à seulement 7625 dollars par personne, soit un excédent de 14,9% par rapport à cette norme. Là également, le pays se situe donc à un niveau de dépenses de fonctionnement en avance sur son niveau de richesse.

Les excès de dépenses en France

L'approche économétrique utilisée indique que les dépenses publiques françaises sont excessives, soit 14,3 % de trop pour les dépenses sociales et 14,9 % pour les dépenses de fonctionnement.

Dans le cas de l'année 2019, l'excès de dépenses est le suivant, en milliards d'euros :

Dépenses sociales..... 751,9
Excès 107,5

Dépenses autres..... 596,8
Excès 88,2

Total..... 1348,7
Excès 171,6

Pour l'année 2019, l'excédent de dépenses publiques s'est élevé à 195,7 milliards d'euros, soit au total 14,6 % de trop.

Cette année-là le déficit budgétaire s'est élevé à 72,8 milliards d'euros, en sorte que si les dépenses avaient été normales, l'excédent budgétaire aurait été de 98,8 milliards soit à + 4,0 % du PIB.

Dans le [Projet de loi de finances pour 2023 \(PLF\) présenté au conseil des ministres le 26 septembre dernier, le déficit prévu s'élèvera à 158,5 milliards d'euros pour atteindre 5 % du PIB.](#)

Avec 171,6 milliards de dépenses en moins l'excédent budgétaire serait de 13,1 milliards d'euros, ce qui serait parfait.

Le problème pour nos gouvernants est donc de ramener les dépenses publiques à un niveau normal, c'est-à-dire les baisser de 14,6 %.

Mais un tel effort apparaît tout à fait impossible. Emmanuel Macron a d'ailleurs indiqué à plusieurs reprises qu'il fallait renoncer à la règle des 3 %, « un débat d'un autre siècle » a-t-il dit

dans une interview donnée fin 2019 au magazine *The Economist*. Cette règle du pacte de stabilité a d'ailleurs été suspendue pendant la crise sanitaire et le ministre Clément Beaune a insisté pour qu'elle ne soit plus applicable car selon lui « on entre dans un monde nouveau, avec la transition écologique et les adaptations au numérique exigées par l'Union européenne ».

D'où vient le mal français ?

Comme énoncé plus haut, ramener les dépenses au nombre d'habitants fait ressortir que les dépenses publiques des pays augmentent à mesure que leur richesse augmente.

Dans le cas de la France, les dépenses sociales et de fonctionnement sont en avance sur le niveau de richesse. Elles se sont installées dans la sociologie des Français et sont politiquement impossibles à réduire. **Diminuer les dépenses sociales ne serait pas admis par la population et rogner sur les dépenses de fonctionnement ne serait pas compris.** La population veut davantage d'enseignants, de policiers, de juges, de gardiens de prison, d'infirmières, etc.

Avec la guerre en Ukraine on découvre qu'il va falloir renforcer les budgets militaires.

Dans la présentation de son rapport le 16 février dernier la Cour des comptes a souligné la nécessité de faire un « effort sans précédent en matière d'économies ». Pierre Moscovici a avancé le chiffre de 9 milliards d'euros par an, une goutte d'eau par rapport aux chiffres indiqués plus haut relatifs aux excès de dépenses publiques.

Au moins faudrait-il s'attaquer sérieusement aux fraudes sur les dépenses sociales que certains ont chiffré à quelques 30 à 40 milliards d'euros chaque année. Pour réduire les dépenses de fonctionnement, il faut supprimer les double emplois entre l'État et les collectivités territoriales.

Une révolution se produirait si on entreprenait de réduire les dépenses publiques sociales ou de fonctionnement.

La seule solution consiste donc à les bloquer, c'est-à-dire ne pas revenir en arrière mais ne plus les augmenter chaque année et s'activer pour augmenter le plus rapidement possible la richesse du pays **en reconstituant le secteur industriel qui a anormalement fondu depuis la fin des Trente glorieuses.** Il est en effet passé d'un effectif de 6,5 millions de personnes à la fin des années 1970 à 2,7 millions aujourd'hui. **Le secteur industriel français doit retrouver sa place dans le PIB, soit remonter à 17 % ou 18 % du PIB, alors qu'il ne concourt plus aujourd'hui que pour 10 % seulement à sa formation.**

Cela va demander beaucoup de temps, d'autant que les mesures prises par nos gouvernants sont très loin d'être à la hauteur de ce qu'il conviendrait de faire. Le plan « France 2030 » d'Emmanuel Macron est très insuffisant. **Le pays va donc continuer à s'endetter chaque année un peu plus et cela risque fort de le conduire à une situation à la grecque.**

12 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/cette-france-qui-ne-sait-plus-que-faire-d-eux-12-12-2022-2501353_3961.php

Cette France qui ne sait plus que faire d'« eux »

CHRONIQUE. Notre pays, historiquement terre d'accueil, est tiraillé sur la question migratoire. Comment sauver l'autre sans devoir sauver tous les autres ?

Par [Kamel Daoud](#)



L'immigration, une question qui divise la France.

Publié le 12/12/2022 à 10h00 - Modifié le 12/12/2022 à 10h01

« L'Autre, mais pas tous les autres. » Face à la question « Quelle solution contre l'immigration clandestine et ses conséquences sur nos vies ? », une [France](#) majoritaire hésite, s'interroge, tranche, mais ne convainc pas, s'accuse, s'indigne qu'on ne l'écoute pas, mais ne fait rien d'autre que s'entendre parler ; elle veut rester digne et humaine, mais se retrouve naïve et lâche.

On convoque alors, dans une concomitance qui n'aide en rien, les chiffres et les idéaux, les ancêtres et les besoins des enfants, la générosité et les statistiques de délinquance, le refus de voir la France s'effiloche face aux séparatismes et communautarismes et l'envie qu'elle reste une terre d'accueil, justement.

Car, quoi qu'en disent les extrémistes ou les neurasthéniques présumés qui leur font face depuis des décennies sur la question de l'immigration, il s'agit encore et encore de sauver à la fois une histoire française d'accueil, de pluralité, de revitalisation du soi propre par l'étranger ; il s'agit de répondre aux inquiétudes, à la colère et à la peur de ceux qui s'interrogent.

« Qui serons-nous si nous ne sommes plus la majorité ? Qu'est-ce que notre pays si nous en sommes dépossédés ? »

Partout l'altérité interroge la France. On y oppose racines et récolte, patrie et apatrides. Dans cette confrontation avec l'immigration, on n'oublie pas son histoire, ses valeurs : ici, sauver l'Autre, c'est s'exercer au renouveau de soi, porter sa part du monde, aller à la rencontre et se garder vivant, se préserver du repli néfaste pour le sentiment de grandeur.

Mais sauver « tous les autres » en les accueillant en masse, c'est se dissoudre, perdre ce que l'on possède, sa sécurité comme sa fortune, son souvenir distinct et partagé, sa mémoire collective et donc son territoire. Sauver l'Autre, c'est prolonger son humanité et parier dessus sans cesse, mais sauver tous les autres, c'est se croire responsable de toute l'humanité et finir par partager la catastrophe, pas la solution.

L'Autre peut être bon, humain, ami, voisin ou amour. Il est alors un visage que l'on connaît et reconnaît. Mais sauver tous les autres, à la fois, c'est une invasion, une mort de ce que l'Occident a le plus défendu : l'individu et son bien. Sauver tous les autres, c'est être submergé, subir et donc s'effacer.

Et c'est le paradoxe douloureux, investi d'émotions puissantes : comment rester humain en allant vers l'Autre si, entre soi-même et l'Autre, s'interposent, trop nombreux, tous les autres ? Comment préserver la sécurité sans le sécuritaire et son abus ?

Comment dénoncer les crimes, les délits, la délinquance de beaucoup de migrants, sans basculer dans la facilité qui réduit l'Autre à un chiffre, une abstraction, et donc participe à le déshumaniser ? Comment garder une estime de soi, de son pays et pourtant le défendre ? Quelqu'un me précisait que même Clovis, le roi fondateur, n'était pas français, qu'il ne parlait pas non plus cette langue qui naîtra à elle-même plus tard. L'Ailleurs est ce qui fit aussi cette nation.

La France, qui a inventé l'universalisme, est donc obligée de le réinventer, avec un certain malaise, mais aussi d'inventer son contraire : le droit au particularisme, au territoire et à la frontière. C'est-à-dire proclamer l'envie d'être le monde tout en témoignant du désir de ne pas le subir. Sauver et se sauver en même temps. Aider sans se perdre, aimer mais sans en mourir.

Du coup, la conscience du Français hésite, est précaire, tranche au cas par cas, mais ne sauve pas totalement ni ses certitudes ni ses inquiétudes. Et la France s'en retrouve à vivre cette précarité qui est celle du monde aujourd'hui : incarner ce monde et le fuir, le vivre et le refuser, le rechercher et rechercher encore une solution finale qui n'existe pas. Car toute solution finale est criminelle. Et parce qu'il est inquiet pour son avenir, menacé de débordement, insulté quand il s'y refuse ou rançonné au nom de coûteuses solidarités, ému par la tragédie des migrants mais en colère contre ceux qui les utilisent, les poussent à la mort là-bas ou à l'assistanat ici, ce pays est vivant, blessé, interrogé, solitaire et solidaire selon la formule.

Et si la France désespère tant aujourd'hui de trouver une réponse à la question des flux migratoires, c'est parce qu'elle s'y croit obligée par ses idéaux, trompée par eux et pourtant défendue par leur pérenne souvenir.

Il en va ainsi des pays vivants. Ils sont otages d'une humanité débordante mais aussi de l'humain qu'on ne peut récuser. La question du flux migratoire, au-delà de l'usage qu'on en fait pour crier soit au déclin soit au crime, taraude les Français. C'est une question économique, politique mais surtout morale : qui sommes-nous lorsqu'on refuse d'accueillir le monde, mais qui sommes-nous, qui serons-nous, si nous l'accueillons dans sa menace, sa grande misère et ses mortelles différences ?

12 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/12/11/le-qatar-reste-un-pays-religieusement-moins-rigide-que-l-arabie-saoudite_6153918_6038514.html

« Le Qatar reste un pays religieusement moins rigide que l'Arabie saoudite »

Comment comprendre l'islam du Qatar ? Quelle est son influence dans le monde ? Quelle est la place des autres religions dans le pays ? Alors que la Coupe du monde de football a mis en lumière la société qatarie, le journaliste Christian Chesnot en décrypte le contexte religieux.

Propos recueillis par [Cyprien Mycinski](#)

Publié hier à 09h00, mis à jour hier à 09h00

Le Qatar est un pays musulman. Parmi les différents courants de l'islam, lequel domine dans le pays ?

Les Qataris sont sunnites dans leur très grande majorité. **Le courant qui domine au Qatar est le wahhabisme, une école religieuse sunnite apparue en Arabie au XVIII^e siècle, qui se caractérise par un très grand rigorisme.** Historiquement, il est logique que le wahhabisme se soit imposé au Qatar. D'une part, le pays se situe dans le prolongement géographique de l'Arabie saoudite, elle-même wahhabite. D'autre part, le peuplement du pays est largement issu de la péninsule Arabique, ce qui est par exemple le cas de la dynastie Al Thani régnant sur le pays.

Cependant, le choix fait par le Qatar d'adopter ce courant religieux s'explique aussi par un certain opportunisme géopolitique. Le pays a en effet toujours été l'objet de convoitises, notamment de la part de ses voisins que sont Bahreïn ou les Emirats arabes unis. **En adoptant le wahhabisme au début du XX^e siècle, le pays s'est de facto choisi un protecteur puissant : la famille des Saoud qui dirige l'Arabie.** Cela relève donc pour partie d'une stratégie visant à préserver l'indépendance du pays.

Reste que, pour dresser un tableau complet de l'islam qatari, **il faut ajouter à cette première couche wahhabite une greffe qui a pris plus récemment : l'influence des Frères musulmans.**

Comment cette influence se traduit-elle ?

La confrérie des Frères musulmans est née dans les années 1920 en Egypte, c'est-à-dire fort loin du Qatar. Cependant, à partir des années 1950-1960, Nasser la pourchasse sans répit car elle promeut l'islam politique, tandis que lui défend le nationalisme arabe. De nombreux membres de la confrérie s'établissent alors dans le Golfe, notamment au Qatar. Beaucoup y deviennent professeurs dans les écoles ou les universités. Le [cheikh Al-Qaradawi](#), mort très récemment, est même devenu un téléprédicateur vedette d'Al-Jazira. **Tout cela a contribué à diffuser massivement un islam d'obédience frériste, lui aussi intransigeant, auprès de la population qatarie.**

Quel impact cet islam wahhabite et cette influence des Frères musulmans ont-ils sur les mœurs des Qataris ?

Le Qatar reste un pays religieusement et moralement moins rigide que l'Arabie saoudite. Les femmes y ont toujours eu le droit de conduire, de travailler et elles sont aujourd'hui majoritaires dans les universités. Il n'y a pas de police des mœurs dans le pays et la peine de mort y est très peu appliquée.

La coutume bédouine traditionnelle joue aussi un grand rôle...

Pour autant, le Qatar est assurément **une société très traditionnelle et patriarcale. Les femmes sont toutes voilées et portent généralement l'abaya, une grande robe très ample. L'homosexualité est criminalisée, la polygamie, bien qu'en recul, encore pratiquée, l'apostasie est rigoureusement interdite et la charia**

demeure la source principale du droit. Il ne faudrait pourtant pas expliquer les aspects les plus rétrogrades de la société qatarie uniquement par le wahhabisme ou l'influence des Frères musulmans.

La coutume bédouine traditionnelle, avec sa tutelle masculine, ses mariages entre cousins, ses alliances claniques, etc., joue aussi un grand rôle. Or cette culture bédouine est encore très puissante, tout simplement parce que cela ne fait qu'un demi-siècle que les Qataris ne vivent plus dans le désert...

Vous avez beaucoup séjourné au Qatar : avez-vous le sentiment que les normes religieuses et morales y sont respectées de la même manière chez soi et dans la rue ?

La distinction entre espace privé et espace public est essentielle au Qatar. Un certain comportement est exigé quand on se trouve sous le regard des autres, mais personne ne vient dire à quiconque ce qu'il doit faire quand il se trouve chez lui. **Il est par exemple évident que de nombreux Qataris boivent de l'alcool et que d'autres entretiennent des relations homosexuelles.**

Ce n'est un problème pour personne tant que cela reste caché. Il existe ainsi une forme de « consensus visuel » de la société. Il ne faut surtout pas aller à l'encontre de celui-ci, **mais, si on le respecte, on est finalement assez libre de faire ce que l'on veut.** Certains appellent cela de l'hypocrisie... **On peut aussi considérer que c'est un mode de régulation de la société.**

De nombreux immigrés vivent au Qatar. Le pays leur garantit-il la liberté religieuse ?

90 % des habitants du Qatar sont en effet des immigrés. Parmi eux, on compte de nombreux Pakistanais ou Bangladais qui sont musulmans et n'ont évidemment aucun problème pour pratiquer leur foi. **Les chrétiens, quant à eux, sont environ 400 000.** Il s'agit à la fois d'expatriés européens relativement aisés et de travailleurs immigrés très pauvres, souvent originaires des Philippines, d'Inde ou du Sri Lanka. **Au cours des dernières années, la situation religieuse des chrétiens du Qatar s'est nettement améliorée.**

Les chrétiens sont libres de vivre leur foi, mais avec discrétion

En 2008, pour donner des gages d'ouverture, l'émir actuel a en effet accepté **la construction, aux marges de Doha, d'un vaste complexe chrétien appelé Notre-Dame-du-Rosaire, ce qui serait impensable en Arabie saoudite.** **On y trouve plusieurs églises dans lesquelles des messes sont célébrées presque en permanence dans de très nombreuses langues.** Les chrétiens sont donc libres de vivre leur foi, mais ils doivent le faire avec discrétion : Notre-Dame-du-Rosaire se situe dans une lointaine périphérie de la ville, presque dans le désert, et les églises ne peuvent être surmontées d'une croix.

Les bouddhistes et les hindous, pour leur part, ne disposent pas de lieu de culte, mais sont tout à fait libres de se réunir dans des maisons privées. **Ce traitement moins favorable s'explique de différentes manières. Le bouddhisme et l'hindouisme ne comptent pas parmi les « religions du Livre » dans l'islam, ce qui peut justifier un statut différent du christianisme.** Surtout, les hindous et les bouddhistes n'ont pas bénéficié de relais auprès du pouvoir qatari pour défendre leur cause. Les chrétiens, eux, ont été appuyés par l'ancien ambassadeur de France dans le pays, Bertrand Besancenot, qui a plaidé pour l'ouverture d'un lieu de culte chrétien et l'a obtenu.

Le judaïsme a-t-il lui aussi sa place au Qatar ?

A la différence de Bahreïn, **il n'y a pas de synagogue au Qatar, car il n'y a pas de communauté juive dans le pays.** L'antisémitisme peut s'y exprimer dans les médias, et le cheikh Al-Qaradawi, proche de la famille régnante, n'a pas manqué de le faire.

Le Qatar ne promeut pas non plus un apaisement des relations avec Israël, qui n'est pas reconnu par Doha – alors que des bureaux du Hamas s'y trouvent. Pour autant, le Qatar accepte de nouer quelques échanges avec Israël, notamment sur les questions de sécurité, et il a donné son accord pour qu'une liaison aérienne temporaire soit ouverte entre Tel-Aviv et Doha pendant la Coupe du Monde.

Le pays dispose d'abondantes ressources financières. Les emploie-t-il pour promouvoir l'islam hors de ses frontières ?

La montée en puissance du Qatar concerne de nombreux domaines, dont la religion. **Les gigantesques revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures sont donc notamment mis au service de la promotion de l'islam dans le monde. En ce sens, le Qatar a une diplomatie religieuse qui se rapproche de celle de l'Arabie saoudite. Qatar Charity – sorte d'ONG financée par l'argent du pétrole et du gaz – abonde ainsi de nombreuses organisations musulmanes à travers la planète avec un clair objectif prosélyte.** Dans les années 2010, elle a participé à la construction d'innombrables mosquées et écoles coraniques en Afrique ou au Moyen-Orient. Ce sont d'ailleurs souvent **des structures proches des Frères musulmans qui sont ainsi appuyées financièrement. En Europe aussi, de nombreuses organisations musulmanes bénéficient de l'argent qatari. L'objectif est alors de maintenir l'identité religieuse de musulmans qui vivent au milieu d'un territoire aux mœurs jugées perverses.**

De nombreuses organisations musulmanes bénéficient de l'argent qatari...

En France, la mosquée de Mulhouse – l'une des plus grandes d'Europe – a ainsi bénéficié des subsides de Qatar Charity, de même que des associations comme l'Association des musulmans d'Alsace (AMAL), l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon, qui est un centre de formation des imams, ou encore le lycée privé musulman Averroès à Lille.

Ces financements en direction de la France ont cependant largement diminué au cours des dernières années. Les services de renseignement français ont commencé à remarquer ces très nombreux et toujours discrets versements venus du Qatar et s'en sont inquiétés. **L'Etat français a demandé au Qatar d'y mettre un terme, ce qui a été fait.**

La chaîne de télévision Al-Jazira est l'un des vecteurs du soft power qatari. Cette chaîne a-t-elle une dimension religieuse ?

Al-Jazira a toujours diffusé des programmes religieux. Le plus célèbre fut longtemps « **La Charia et la vie** », une émission qui était suivie par des dizaines de millions de musulmans dans le monde. A l'antenne, son présentateur, le cheikh Al-Qaradawi, se lança à plusieurs reprises **dans des diatribes violemment antisémites ou antichrétiennes, sans jamais être inquiété.**

Néanmoins, à côté de ces programmes religieux, le niveau journalistique de la chaîne a été longtemps assez élevé. **Massivement diffusée dans le monde arabe, Al-Jazira employait dans ses différents bureaux à travers la planète des journalistes de diverses origines et de toutes les religions pour produire une information de très bonne tenue.** A partir de sa fondation, en 1996, et pendant une quinzaine d'années, **Al-Jazira était une sorte de BBC en langue arabe.**

Les choses ont commencé à changer en 2011. D'une part, au moment des « printemps arabes », l'influence des Frères musulmans au Qatar a poussé la chaîne à soutenir les islamistes dans leur lutte contre les pouvoirs en place. En Syrie, la chaîne a même laissé l'antenne ouverte au Front Al-Nosra, c'est-à-dire à la branche locale d'Al-Qaïda. **Au même moment, Al-Jazira s'est débarrassé de plusieurs de ses chefs de bureau à l'étranger, notamment celui de Paris, parce qu'ils étaient de confession chrétienne.**

Cependant, cette stratégie n'a pas vraiment bénéficié à la chaîne qui est devenue beaucoup trop sulfureuse et a été nettement délaissée par les téléspectateurs arabophones. Le canal historique arabe a donc décliné et le groupe Al-Jazira s'est tourné vers d'autres horizons. Il est ainsi à l'origine de **AJ +, un petit média qui propose de courtes vidéos très adaptées aux réseaux sociaux. Ces capsules sont produites en arabe, mais aussi en anglais ou en français et, de manière un peu schizophrénique, sont largement consacrées à la défense des droits des minorités, y compris les LGBT.**

Surtout, Al-Jazira a créé BeIN Sports, une chaîne qui permet de faire oublier toutes les tensions liées à la religion. On retrouve ici un soft power qatari fondé sur le sport, ce qui nous ramène à la Coupe du monde !

Journaliste à France Inter, Christian Chesnot est l'un des meilleurs spécialistes français du [Qatar, pays au centre de toutes les attentions à l'occasion de la Coupe du monde de football 2022](#). Coauteur, avec Georges Malbrunot, de *Qatar Papers. Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe* (Lafon, 2019, 300 pages, 18,95 euros), il décrypte dans un entretien au *Monde* le contexte religieux de ce pays de 2,9 millions d'habitants, où l'islam est religion d'Etat.

12 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/12/crise-energetique-la-france-est-sur-le-point-de-disjoncter-non-par-manque-d-electricite-mais-par-defaut-de-bon-sens_6153981_3232.html

Crise énergétique : « La France est sur le point de disjoncter, non par manque d'électricité, mais par défaut de bon sens »

[Chronique](#)

Stéphane Lauer Editorialiste au « Monde »

Par une étrange alchimie de communication, la capacité à anticiper les coupures de courant s'est transformée en aveu d'inconséquence, tandis que la prudence s'est pervertie en alarmisme suspect, regrette dans sa chronique Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 04h00, mis à jour à 09h11 Temps de Lecture 3 min.

« *La France a peur* », lançait en février 1976 [Roger Gicquel](#) en ouverture du journal télévisé de TF1. La France de 2022, elle, a plutôt tendance à adorer se faire peur. En témoigne le débat sur la potentielle pénurie d'électricité cet hiver.

Il a suffi d'une communication ministérielle maladroite, d'une prise de parole intempestive d'Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution électrique, d'une mauvaise foi caractérisée et d'un opportunisme malsain de la part des oppositions et enfin **d'un pays à fleur de peau pour qu'un simple dispositif administratif destiné à anticiper d'éventuelles coupures aussi courtes que planifiées se transforme en scénario digne d'Armageddon. Alors que nous ne sommes pas encore à la mi-décembre, la France est déjà sur le point de disjoncter, non par manque d'électricité, mais par défaut de bon sens et de rationalité.**

Dès le printemps, le risque de tension sur le réseau électrique cet hiver était connu. **Une conjonction d'aléas de court terme et un manque de vision énergétique ont fragilisé notre production d'électricité, dont plus des deux tiers sont d'origine nucléaire. Sur les 56 réacteurs disponibles, seize sont toujours à l'arrêt.** Certains font l'objet d'une maintenance qui a pris du retard en raison des confinements dus à la crise pandémique, d'autres présentent des problèmes de corrosion qui nécessitent de longues réparations.

La situation est inconfortable, mais pas insurmontable. D'abord, la situation s'améliore : le nombre de réacteurs à l'arrêt a été divisé par deux depuis septembre. **Ensuite, la France importe de l'électricité produite par ses voisins. Cela coûte très cher** car la guerre en Ukraine a fait exploser les prix de l'énergie, mais le mécanisme d'un marché européen si souvent décrié a le mérite d'exister, quoi qu'en pensent ses contempteurs.

Distinguer le probable du possible

Pour le reste, notre approvisionnement doit miser sur les énergies alternatives, les caprices de la météo et la capacité des Français à maîtriser leur consommation. Concernant les premières, **le sous-investissement se paye cash.** La fluctuation des températures et l'adhésion des Français à la sobriété énergétique sont plus aléatoires et conduisent le réseau de transport d'électricité (RTE) à envisager en cas de pic de consommation des opérations de **délestage, c'est-à-dire de coupures temporaires et pilotées.**

Motif d'espoir dans cet océan de mauvaises nouvelles : les Français ont compris les enjeux. En novembre, ils ont [réduit de 10 % leur consommation d'électricité.](#)

Mais par une étrange alchimie de communication, la capacité à anticiper s'est transformée en aveu d'inconséquence, tandis que la prudence s'est pervertie en alarmisme suspect. **Dans une société qui s'est habituée à ce que la puissance publique prenne systématiquement en charge les aléas du quotidien,**

tout en faisant du principe de précaution la pierre angulaire de toute prise de décision, **une partie de l'opinion est aujourd'hui incapable de distinguer le probable du possible**, de faire le tri entre un scénario extrême et celui qui a 99 % de chances de se produire. Les mêmes qui reprochent au gouvernement de chercher à faire peur pour pallier ses errements auraient été les premiers à fustiger son manque d'anticipation si tous les cas de figure n'avaient pas été envisagés.

De toute évidence, la parole gouvernementale n'a pas réussi à résoudre cette quadrature du cercle. L'acmé de l'emballement méticuleusement entretenu par les chaînes d'information en continu a été atteint lorsqu'un porte-parole d'Enedis a laissé croire qu'en cas de coupure de courant, les personnes sous respirateur artificiel ne sont pas un public prioritaire, alors qu'ils font évidemment l'objet d'une prise en charge spécifique.

Un florilège d'outrances

La maladresse en dit long sur la **nervosité ambiante** à laquelle les oppositions ont cédé en se livrant à un florilège d'outrances, chacune agitant ses épouvantails favoris. Quand Eric Ciotti, alors pas encore président du parti Les Républicains (LR), n'hésite pas à comparer la France à l'Union soviétique, Marine Le Pen alerte sur la tiers-mondisation de l'Hexagone et Ségolène Royal s'indigne que « *la cinquième puissance mondiale* » en soit arrivée là. Cette façon de larmoyer sur le déclin national est une posture confortable qui évite à chacun d'assumer ses propres impensés sur la politique énergétique.

Pendant des années, pour une bonne partie de la gauche et des écologistes, l'urgence était de fermer les réacteurs qui nous font aujourd'hui défaut, pas de se préoccuper de l'allongement de leur durée d'exploitation. Se plaindre aujourd'hui de l'état du parc nucléaire revient à se prévaloir de sa propre turpitude.

A droite, les critiques des partisans du tout nucléaire sont tout aussi irrecevables. Il suffit d'écouter les arguments donquichottesques du Rassemblement national et d'une partie de LR consistant à **fustiger l'éolien**. Les pénuries actuelles sont aussi le résultat d'un manque criant d'investissements dans ce domaine. C'est surtout en soutenant de telles options énergétiques que la comparaison avec l'Union soviétique prend tout son sens.

Le ton pris par ce débat est à la fois dangereux, contreproductif et indigne. Dangereux, parce **qu'il alimente la propagande poutinienne** qui exploite toutes les dimensions de la crise énergétique, même quand celle-ci n'a rien à voir avec les sanctions contre la Russie.

Il est contreproductif parce que ce n'est pas la panique qui permettra de passer l'hiver. Les Français craignent d'être pris au dépourvu par des coupures inopinées de courant ? Comment se fait-il alors que **sur trente millions de ménages, moins de deux millions ont téléchargé l'application écoWatt, qui permet de connaître trois jours à l'avance les pics de tension et de se préparer à d'éventuelles coupures qui ne dureront pas plus de deux heures dans une journée ?** C'est là qu'intervient **l'indécence du catastrophisme ambiant** : **certaines Ukrainiens, eux, n'ont même pas deux heures d'électricité par jour. Le black-out, s'il survient, sera surtout moral.**

12 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/yuval-noah-harari-eine-verteidigung-des-historikers-18526711.html?premium>

YUVAL NOAH HARARI:

Warum wird er so gerne missverstanden?

VON SEBASTIAN ULLRICH

-AKTUALISIERT AM 12.12.2022-08:13



Der israelische Historiker Yuval Noah Harari ist nicht der kalte Prophet der Maschinenwelt, zu dem seine Kritiker ihn erklären. Eine Erwiderung.

Wenn Menschen miteinander kommunizieren, kann viel schief gehen. Manchmal kommt beim Gegenüber sogar genau das Gegenteil von dem an, was eigentlich gemeint ist. So ergeht es gerade dem israelischen Historiker Yuval Noah Harari. In seinem Buch „Homo Deus“ wirft er die Frage auf, wie die Welt von morgen aussehen könnte. Er will seinen Lesern mögliche Entwicklungen aufzeigen, damit sie von diesen nicht überrascht werden, sondern sie selbst mitgestalten können. Denn ansonsten wird die Sache womöglich in den Laboren der großen Tech-Konzerne entschieden, und wir wachen irgendwann in einer Dystopie auf, in einer menschenfeindlichen Welt, die keiner wollte, die uns aber bereits in einem eisernen Griff hält.

So warnt Harari etwa davor, auf die Glaubenssätze einer neuen „Datenreligion“ hereinzufallen, die Menschen für einen „obsoleten Algorithmus“ halte und drohe, „*Homo Sapiens* das anzutun, was *Homo Sapiens* allen anderen Tieren angetan hat“. Eine kritische Überprüfung des dataistischen Dogmas, das insbesondere im Silicon Valley im Vormarsch sei, ist daher laut Harari „nicht nur die größte wissenschaftliche Herausforderung des 21. Jahrhunderts, sondern auch das drängendste politische und ökonomische Projekt“. Gleichwohl sehen einige in Harari den „Hausprophet des Silicon Valley“ und einen Verfechter des Transhumanismus.

Auf besonders skurrile Weise findet sich dies bei den Anhängern der um das Davoser World Economic Forum kreisenden Verschwörungstheorie des „Great Reset“. Harari wird hier als Chefberater des WEF präsentiert, der den „globalistischen Eliten“ bei ihrem sinistren Plan hilft, sich der für überflüssig gehaltenen breiten Masse der Menschheit zu entledigen. Doch nicht nur Querfunker und Antisemiten verstehen Harari miss. Auch an solcher Abwege unverdächtigem Ort konnte man zuletzt die Behauptung lesen, er vertrete das, wovor er doch eigentlich warnt, nämlich im deutschen Hochfeuilleton.



Warnt vor einer Datenreligion: Yuval Noah Harari :Bild: picture alliance / MAXPPP

Die Süddeutsche Zeitung veröffentlichte am 12. November einen Artikel der Wirtschaftsinformatikerin Sarah Spiekermann, in dem sie die Ergebnisse des an ihrem Lehrstuhl in Form einer Master- und einer Bachelor-Arbeit durchgeführten „Harari-Projekts“ vorstellte. Der methodische Ansatz besteht offenbar darin, Aussagen zu bestimmten Themen aus ihrem größeren Zusammenhang zu reißen und sie von einem Computerprogramm nach quantitativen Kriterien auswerten zu lassen. Wenn man so vorgeht, übersieht man nur allzu leicht, wann Harari Positionen anderer beschreibt und wann er selbst spricht. Harari propagiere ein reduktionistisches Menschenbild, er beschreibe eine Verpflichtung, sich technisch zu optimieren und er stelle die von ihm beschriebene Entwicklung als unausweichlich dar, glauben die Forschenden so herausgefunden zu haben. „Was er uns präsentiert, ist nichts anderes als die platte transhumanistische Geschichte, an der genau die IT-Industrie reich wird, die ihn wohl zum Star gemacht hat.“

Harari sehe Menschen bloß als Algorithmen und weise sie als „obsolete Datenverarbeitungsmaschine“ aus. „Worin besteht denn bitte der Vorzug des Menschen gegenüber Hühnern?“ fragt er ganz sachlich.“ Das Zitat mit den Hühnern steht tatsächlich auf S. 585 von „Homo Deus“. Was bei dieser innovativen Analysemerhode jedoch verloren ging, sind die drei Worte „erklären die Dataisten“ im Satz zuvor.

Am 21. November sekundierte das Feuilleton der F.A.Z. Durch Hararis Schriften wehe ein „eisiger deterministischer Hauch“. Er werde wie ein Popstar gefeiert, „obwohl er seinen Zuhörern nur die traurige Botschaft überbringt, dass sie schlechte Algorithmen seien, die bald niemand mehr brauche“. Damit bediene er das Menschenbild, auf dem das Silicon Valley sein Geschäftsmodell aufbaue. „Alles, was sich nicht in Daten messen lässt, erklärt Harari zum historischen Irrtum.“ Er sei daher „der Autor einer technologischen Elite, die ihr aristokratisches Gesellschaftsbild auslebt“.

Unschärfe als Methode

Harari beschreibt, was die Propheten des Dataismus denken. Seine Kritiker machen ihn selbst zu einem und legen ihm das als eigene Position in den Mund, was er in kritischer Absicht referiert. Zugegeben: Harari ist nicht komplett unschuldig an diesen Missverständnissen, denn wenn er fremde Ideen referiert, schlüpft er in sie quasi hinein und präsentiert sie im Indikativ. Auch wenn er mögliche Szenarien entwickelt, lässt er der besseren Lesbarkeit wegen häufig den Konjunktiv weg. Mit dieser Unschärfe erhöht er zwar den Reiz der Lektüre, ebenso aber die Gefahr von Fehlinterpretationen. Doch wie es gemeint ist, daran lässt Harari keinen Zweifel, zum Beispiel in seiner Rede vor dem Deutschen Ethikrat 2018: „Der Privatsektor versucht natürlich, uns immer nur von den wunderbaren Möglichkeiten der digitalen Revolution zu erzählen, all diese wunderbaren Aussichten, die es gibt. Und dann ist es die Aufgabe von Historikern oder von Philosophen wie mir, eben auch die Gefahren zu unterstreichen, die dieser digitalen Revolution innewohnen.“

„Wir können Kinder nicht von der Wirklichkeit abschirmen.“ Als Harari diesen Satz sagt, sitzen wir am Esstisch in seinem Haus, etwa auf halber Strecke zwischen Jerusalem und Tel Aviv. Der Blick geht weit

über die Ebene bis zum Mittelmeer. Vor uns liegen Papierstapel. Es sind die Entwürfe für den ersten Band seines Kinderbuches. Und wir diskutieren ein Problem: Die Weltgeschichte ist voller Ereignisse, die von deutschen Prüfstellen als „FSK 18“ eingestuft würden. Wie gehen wir damit um?

Am Ende steht ein Kompromiss. Gewalt, Hunger, Ungerechtigkeiten: Das alles kommt vor, doch werden die Grausamkeiten nicht episch ausgewalzt. Düstere Scherze, die Harari liebt, unterbleiben. Aber die Welt, die in den Büchern beschrieben wird, bekommt keine rosa Zuckertürmchen aufgesetzt. Denn Harari geht es um radikale Realitätserkenntnis. Er zerreißt das Gewebe der Geschichten, die wir um uns spinnen. Und wenn man diese als das nimmt, was sie sind, dann wird die Welt in der Tat kalt. Es ist, als wenn man die Atmosphäre der Erde verlässt und das Blau des Himmels plötzlich dem dunklen Schwarz des Weltalls weicht. Unsere Geschichten können uns gegeneinander aufstacheln, sie führen zu Kriegen und zu Feindschaft. Sie geben uns aber auch Halt, Orientierung und Wärme. Auch die Menschenrechte sind so eine Geschichte.

Maximen seines politischen Denkens

Harari weiß, dass seine Theorie zu einem radikalen Relativismus führen kann. Hat die F.A.Z. also recht, wenn sie schreibt, dass für ihn „alles nur Einbildung“ sei? Tatsächlich ist Harari viel zu klug für eine solche Position, für die nichts real ist und die daher auch keinen Angelpunkt hätte, um eigene politische Werte und Positionen zu entwickeln. Und daher kennt er durchaus eine Wirklichkeit hinter den ganzen Geschichten, in die der Mensch seine Welt verpackt. Was Hararis politischem Denken Halt und Orientierung gibt, ist die Kategorie des Leidens. „Wie aber weiß man, ob eine Wesenheit real ist?“, heißt es in „Homo Deus“. „Ganz einfach, man fragt, ob sie leiden kann.“ Götter, Banken, Nationen – sie alle leiden nicht. Soldaten, Bauern oder Kühe, die man zum Schlachthof führt, schon. Menschen können unsägliches und sehr reales Leid verursachen, weil sie an irgendwelche Geschichten über Religionen oder Nationen glauben. Und genau deshalb, so Harari, „sollten wir darauf bedacht sein, zwischen Fiktion und Wirklichkeit zu unterscheiden“. Leiden zu reduzieren ist die Grundmaxime, die seinem politischen Denken die Orientierung gibt, den sein Relativismus diesem ansonsten entziehen würde.

Harari ist kein Guru oder Prophet einer kalten Maschinenwelt. Er will nicht, dass seine Leser dasselbe denken wie er. Er will sie zum Nachdenken über sich selbst anregen und ihnen dabei helfen, ein selbstbestimmtes Leben zu führen – und nicht eines, das von den Algorithmen der großen Internetkonzerne bestimmt wird, ohne dass sie dies bemerken. Er ist eine Stimme der Toleranz und der Kooperation, ein radikaler Aufklärer, ein Verfechter des „Erkenne dich selbst“. Er will eine Welt ohne Diskriminierungen, in der es keine Rolle spielt, wen man liebt, wo man herkommt und wie man aussieht. Kurz: eine Welt, in der so wenig gelitten wird wie irgend möglich, und zwar von allen Lebewesen.

„Die Welt, in der wir leben, hätte nicht so sein müssen, wie sie ist“, sagt Harari in einem Interview zu seinem Kinderbuch. „Erst wir Menschen haben sie so gemacht. Und deshalb können wir sie auch verändern.“ Dem „Harari-Projekt“ mag es gelingen, aus diesen Sätzen mit Hilfe aufwendiger Computeranalysen eine deterministische Weltsicht zu destillieren. Allen anderen dürfte Hararis Anliegen damit hinreichend klar geworden sein. Und wenn Fragen offen bleiben: Harari ist quicklebendig. Er ist kein toter Klassiker, den man mühsam auslegen muss. Wenn man unsicher ist, was er wirklich meint, kann man ihm schreiben und ihn um Aufklärung bitten. Dann wird er antworten, dass er kein Transhumanist ist, dass er an die Offenheit der Zukunft glaubt und dass er einen Großteil seiner Karriere darauf verwendet hat, vor genau den Entwicklungen zu warnen, die er angeblich propagiert.

Sebastian Ullrich betreut die Werke von Yuval Noah Harari als Lektor im Verlag C. H. Beck. In den vergangenen zwei Jahren hat er mit ihm an seinem mehrbändigen Kinderbuch gearbeitet.

12 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/fussball-wm-warum-vor-allem-die-araber-marokko-bejubeln-18526900.html?premium>

FUSSBALL-WM IN QATA:

Warum vor allem die Araber Marokko bejubeln

VON [CLAUDIA BRÖLL](#) UND [HANS-CHRISTIAN RÖSSLE](#)

-AKTUALISIERT AM 11.12.2022-21:13



Marokkos Torhüter Yassine Bounou mit Achraf Hakimi nach dem Sieg über Portugal Bild: AP

Marokkos Nationalteam überrascht bei der WM. Nicht nur in Afrika, vor allem in der arabischen Welt ist die Begeisterung groß. Über die Identität einer Nation.

Der 1:0-Sieg [Marokkos](#) über Portugal bei der Fußball-Weltmeisterschaft in Qatar ist historisch. Erstmals hat es eine afrikanische Fußball-Mannschaft in das Halbfinale einer Weltmeisterschaft geschafft. Das hat auf dem Kontinent nicht nur im Norden, sondern auch südlich der Sahara Begeisterung ausgelöst. Die Wüste ist zwar keine schwer zu überwindenden Barriere mehr. Trotzdem sehen viele Afrikaner im Süden den Norden als unbekanntes Territorium, dem sie eher das Attribut „arabisch“ als „afrikanisch“ verpassen.

Doch der Fußball hat an diesem Wochenende seine vielzitierte Wunderwirkung entfacht. Mit einem Mal waren alle „afrikanisch“ und stolz auf den Erfolg der marokkanischen Mannschaft, die zuvor der Rivale der Teams aus dem Süden – Senegal, Ghana und Kamerun – gewesen waren. Normalerweise sehen afrikanische Fans den Erfolg ihrer Fußball-Helden immer nur in fremden Vereinsmannschaften. Jetzt hat erstmals ein nationales Team Chancen, den WM-Pokal auf den Kontinent zu bringen. Da sind kulturelle oder sonstige Unterschiede egal. Die geografische Lage ist alles, was zählt.

Besonders groß war die Begeisterung in der näheren Umgebung. In Malis Hauptstadt Bamako feierten einige Menschen auf den Straßen, in Senegal jubelten Fans, dass es nach dem Ausscheiden der eigenen Mannschaft wenigstens ein anderes afrikanisches Team weiter geschafft hatte. Marokko investiert seit Jahren vor allem in Westafrika, dadurch bestehen engere Beziehungen als zum restlichen Kontinent. Auch im terrorgeplagten Somalia, wo sich ein großer Teil der Bevölkerung selbst als arabisch sieht, verfolgten viele gebannt das Spiel im Fernsehen und drückten den „arabischen und muslimischen Brüdern“ die Daumen.

Spiele gegen Spanien und Frankreich sind speziell

Auch anderswo gab es begeisterte Kommentare. Der Chef der Afrikanischen Entwicklungsbank, Akinwumi Adesina, schrieb auf Twitter: „So stolz auf Marokko. Los, Marokko, gewinn die WM für Afrika!“ In Kenia kommentierte der Oppositionsführer [Raila Odinga](#), ein leidenschaftlicher Fußballfan: „Einfach fantastisch! Die Atlas Lions von Marokko haben Geschichte geschrieben.“ Der Erfolg weckt vielerorts große Hoffnungen auch über diese WM hinaus.

In Kenia und Uganda berechneten Fans bereits die Chancen für die eigenen Nationalmannschaften, wenn das Teilnehmerfeld bei der WM 2026 erweitert wird. [Afrika](#) wird davon am meisten profitieren. Weiter südlich – in Südafrika – hingegen ebte das Marokko-Halbfinale-Fieber merklich ab. Die Sonntagszeitung „Sunday Times“ berichtete nur auf der Schlussseite des Sportteils über das Spiel. Dabei hatte Südafrika als erstes afrikanisches Land 2010 eine WM ausgetragen.

In der arabischen Welt werden die marokkanischen Siege derweil als arabische Triumphe gefeiert. Marokko ist mindestens so arabisch, wie afrikanisch. Der Staat gehört der Afrikanischen Union genauso an wie der Arabischen Liga. Aber Marokko, das Land im „äußersten Westen“ (maghrib al aqsa) war mit seiner arabisch-berberischen Stammesgesellschaft schon immer ein Ort zwischen beiden Welten. Als muslimisches Land steht es der arabisch-islamischen Welt deutlich näher. Die marokkanische Königsdynastie führt sich auf den Propheten Mohammed zurück. Mohamed VI. ist nicht nur weltliches Oberhaupt, sondern als „Anführer der Gläubigen“ auch religiöses Oberhaupt. Der malikitische Islam in Marokko ist konservativ und tolerant. Er lässt sich nicht mit dem strengen Wahhabismus in Saudi-Arabien vergleichen.

Für viele Afrikaner ist Marokko kein Traum-, sondern ein Transitland auf dem Weg nach Europa. Zehntausende haben mittlerweile ein Bleiberecht, weil sie nicht weiterkamen. Gleichzeitig greift die Polizei immer wieder hart gegen Migranten durch. Tausende, die in den vergangenen Jahren von den marokkanischen Küsten nach Europa aufbrachen, sind ertrunken.

Einige der WM-Partien sind für Marokko nun ganz besondere Spiele: Im Achtelfinale besiegte der marokkanische David schon den spanischen Goliath, im Halbfinale ist der Gegner Frankreich. Beide Staaten waren Protektormächte, bis Marokko 1956 unabhängig wurde. Aus der Westsahara zog sich Spanien erst 1975 zurück. Der Konflikt um das Wüstengebiet am Atlantik, das Marokko zum größten Teil für sich beansprucht, erschwert bis heute Marokkos Beziehungen zu vielen afrikanischen und europäischen Staaten.

12 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/frankreich-die-atomnation-steckt-in-der-stromkrise-18488259.html?premium>

FRANKREICH:

Der unfreiwillige Atomausstieg

VON [NIKLAS ZÁBOJL](#), PARIS

-AKTUALISIERT AM 09.12.2022-15:18



Frankreichs Reaktoren sollten längst wieder laufen. Daraus wird so schnell nichts. Das bereitet nicht nur den Franzosen Sorge, sondern ist auch für Deutschland ein Problem.

Luc Rémont, der neue Chef des französischen Stromkonzerns [Électricité de France](#) (EdF), ist passionierter Segler. In diesem Winter muss er zeigen, wie wetterfest er wirklich ist. Derzeit sind in Frankreich nur zwei Drittel der Kernkraftwerke am Netz. 37 von 56 Reaktoren laufen mit voller Leistung. Das liegt zum Teil daran, dass sich Wartungsarbeiten wegen der Corona-Pandemie verzögert haben. Hinzu kommen Reparaturen an Rohrleitungen des Notkühlsystems einzelner Anlagen, die länger dauern als geplant. Seinen im September vorgestellten Fahrplan zur Wiederinbetriebnahme der abgeschalteten Anlagen kann EdF nicht einhalten, so viel ist jetzt schon klar.

Der französische Stromnetzbetreiber RTE stuft die Versorgungslage deshalb besonders zum Jahreswechsel als kritisch ein. Mittlerweile geht er nur noch davon aus, dass Anfang Januar rund 40 Gigawatt Leistung aus den Atomkraftwerken zur Verfügung stehen werden. Der Chef des EdF-Konzerns wird seinen Kopf dafür hinhalten müssen, falls nicht einmal dieser Wert erreicht werden sollte.

40 Gigawatt Atomstromproduktion, das klingt für deutsche Ohren nach viel. In Frankreich ist es das nicht. In dem Land mit dem weltweit höchsten Anteil der Kernenergie am Strommix – rund 70 Prozent waren es in der Vergangenheit – entsprechen 40 Gigawatt nur rund zwei Dritteln der maximal verfügbaren Leistung. Normal sind im Januar 50 bis 60 Gigawatt, betont die CRE, das französische Pendant zur [Bundesnetzagentur](#). Ihre Chefin mahnte jüngst im Fernsehen, die Sparappelle ernst zu nehmen.

Tauschgeschäft Strom gegen Gas

Erst orange und dann rot sollen die Lämpchen auf der Onlineplattform „Ecowatt“ dann leuchten. Werde trotz Warnungen nicht weniger Strom verbraucht, drohten im Januar zwar keine Blackouts, sagte die Netzagenturchefin. Bei extremer Kälte könnten dann aber gezielte, von Ort zu Ort rotierende ein- bis zweistündige Stromabschaltungen nötig werden, in Fachkreisen etwas verharmlosend als Lastabwürfe bezeichnet. Weil jeder dritte Franzose mit Strom heizt, würde es dann also nicht nur dunkel, sondern auch noch kalt.

Die Lage in [Frankreich](#) hat auch für Deutschland Folgen. Über das europäische Stromnetz sind die beiden Länder eng miteinander verbunden. Seit Monaten wird viel Elektrizität von Deutschland nach Frankreich exportiert, den umgekehrten Weg geht der Strom nur noch selten. An manchen Tagen ist viel Wind- und Sonnenstrom darunter, an anderen inzwischen größtenteils Kohle und Erdgas. Längst ist die Kernkraftflaute deshalb zum Politikum in den Beziehungen beider Länder geworden. Die abermalige Laufzeitverlängerung für die übrig gebliebenen deutschen Kernkraftwerke bis April 2023 begründete die Bundesregierung im September nicht zuletzt mit der französischen Stromnot. Den Export zu unterbinden wäre politisch undenkbar, zumal die Nachbarn ihr Ferngasnetz an der Grenze zum Saarland umgerüstet haben und nun kleinere Mengen des in Deutschland dringend benötigten Brennstoffs von West nach Ost pumpen. Das Tauschgeschäft Strom gegen Gas soll ein zwischenstaatliches Solidaritätsabkommen besiegeln.

Warum der französische Kernkraftwerkspark ausgerechnet jetzt schwächelt, da Gas so knapp ist, darüber gehen die Meinungen auseinander. Die einen sagen: Es ist schlicht das Alter der Anlagen, das eine Häufung von technischen Problemen verursacht. In die Jahre gekommen sind sie tatsächlich. Die meisten [Reaktoren](#) gingen in den 1980ern ans Netz. Frankreich hatte als Antwort auf den Ölpreisschock massiv in diese neue Technik investiert, die unabhängig machen sollte von den Launen fremder Energielieferanten.

Politischer Zickzackkurs

Gegen die These des problembehafteten Alters spricht, dass einige Reaktoren in den USA ohne vergleichbare Probleme schon viel länger in Betrieb sind. Zudem sind die Risse in den französischen Rohrleitungen nicht an den besonders betagten Anlagen, sondern vor allem an Reaktoren der neuesten Baureihe aufgetreten, an den Standorten Civaux an der Loire und Chooz in den Ardennen. Erst vor knapp 20 Jahren gingen diese Reaktoren in Betrieb.

Während Atomkraftkritiker deshalb von einem weiteren Beleg für die generelle Unzuverlässigkeit dieser Form der Energieerzeugung sprechen, verweisen Befürworter der Technik darauf, dass nach dem Reaktorunglück in Fukushima auch in Frankreich Sicherheitsanforderungen verschärft wurden. Unbestritten ist, dass in die Kernenergie nicht mehr so kräftig investiert wurde wie ehemals, seit der frühere Präsident [François Hollande](#) sie zu einer Auslauftechnologie erklärte.

„Seit knapp zehn Jahren ist die Wartung mangelhaft“, bilanziert etwa Pierre Sellal, der früher im Verwaltungsrat von EdF saß. Hollande wollte, analog zu den Plänen in Deutschland, die erneuerbaren Energien ausbauen und die Reaktoren Schritt für Schritt vom Netz nehmen. Sein Nachfolger Emmanuel Macron hat zunächst genau das mit dem ältesten Kraftwerk in Fessenheim im Elsass getan, dann aber eine Kehrtwende vollzogen. Jetzt will er Laufzeiten verlängern und neue Reaktoren bauen.

Über den politischen Zickzackkurs der vergangenen Jahre beklagte sich im Sommer denn auch der damalige EdF-Chef Jean-Bernard Lévy, um die gegenwärtigen Probleme zu erklären. „Wir haben nicht genug ausgebildete Leute“, sagte er. Inzwischen ist er abberufen worden. Seinem Nachfolger, dem ambitionierten Hobbysegler, hat er nicht nur die Reparatur- und Wartungsarbeiten überlassen, an denen mittlerweile auch Spezialisten aus den USA beteiligt sind. Auch der seit 15 Jahren dauernde Reaktorneubau in Flamanville in der Normandie ist noch nicht fertig. Nächstes Jahr soll der Reaktor in Betrieb gehen. Im übernächsten Januar könnte er also Strom produzieren.

12 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/biden-und-die-eu-beim-geld-hoert-die-freundschaft-auf-18523854.html?premium>

DIE USA UND DIE

EU: Beim Geld hört die Freundschaft mit den Europäern auf

VON [HENDRIK KAFSACK](#) UND [WINAND VON PETERSDORFF](#)

-AKTUALISIERT AM 11.12.2022-16:58



Die gigantischen US-Subventionen stellen die Europäer vor eine schwierige Aufgabe. Wie lässt sich ein Handelskonflikt vermeiden, ohne die eigene industrielle Basis zu opfern?

Es hat etwas von enttäuschter Liebe. „In der aktuellen geopolitischen Lage und bei unseren gemeinsamen Klimaschutzzielen sollten wir doch Allianzen bilden ,statt Konflikte zu riskieren“, beschwor Handelskommissar Valdis Dombrovskis am Donnerstag im Europäischen Parlament. Auf dem Programm: das gigantische amerikanische Subventionspaket für grüne Technologien, der Inflation Reduction Act. Sicher, dass die USA die Hilfen daran knüpfen, dass die Vorprodukte von dort stammten und die Produkte in Amerika zusammengefügt würden, sei wohl gegen China gerichtet, schob Dombrovskis nach. Aber den Preis zahlt die [EU](#).

Sie muss zusehen, wie Unternehmen dem Geld folgen und ihre Investitionen in die [USA](#) verlagern, wo zu allem Überfluss auch noch die Energiekosten viel niedriger sind. Anfang der Woche, nach dem jüngsten Treffen des europäisch-amerikanischen Handels- und Technologierats (TTC) bei Washington, hat Dombrovskis den USA deshalb ein kleines Ultimatum gesetzt. Bis Ende des Jahres muss eine Lösung her.

Nicht, dass die USA Ultimaten interessieren würden. Ihre politische Führung ist beseelt. Ronald Klain, Präsident [Joe Bidens](#) Chefstrategie und Stabschef, feiert nahezu täglich auf Twitter: sinkende Preise für Benzin, für Gebrauchtautos oder Medizin, die Eröffnung neuer Mikrochip-Fabriken und ein kaum erwarteter Erfolg bei den Zwischenwahlen.

Bestätigung für Biden

Bidens Mannschaft fühlt sich bestätigt in der Neuausrichtung der Industriepolitik. 369 Milliarden Dollar investieren die Amerikaner mit dem Inflation Reduction Act oder kurz IRA in grüne Zukunftstechnologien. Mit 3,5 Billionen Dollar insgesamt will das Weiße Hause die industrielle Kapazität stärken. Der Großteil ist privates Kapital. Durch Steuergutschriften sollen Investitionen animiert werden.

Es ist eine Reaktion: darauf, dass die Deindustrialisierung Landstriche verarmen ließ und Ungleichheit förderte. Dass der Klimawandel bekämpft werden muss. Dass China technologisch, wirtschaftlich und militärisch in Schach gehalten werden muss. Dass die Globalisierung dann zu weit getrieben wurde,

wenn die Versorgung wichtiger Güter nicht gewährleistet ist. Also müssen junge Industrien gefördert und geschützt werden – mit einer Kombination aus Subventionen und Protektionismus.

Die Aufgabe ist enorm. „Wir sprechen über 950 Millionen Solarpaneele und 120.000 Windräder bis Ende dieser Dekade, Milliarden Geräte mit Mikroprozessoren, Millionen Elektrofahrzeuge, Tausende Meilen von Glasfaserkabel und Übertragungsleitungen“, sagt Brian Deese, Bidens Wirtschaftsberater. Angesichts der Größe der Aufgabe wirken Bedenken der transatlantischen Freunde über protektionistische Akzente kleinlich. „Die verstehen gar nicht, warum wir sie kritisieren, wir sollen uns freuen, dass sie endlich in den Klimaschutz investieren“, sagt die niederländische Europaabgeordnete Catharina Rinzema. Sie hat sich gerade in Washington mit demokratischen US-Abgeordneten getroffen.

„America First“ gilt immer noch

Solchen Aussagen schmerzen. Sie zeigen, wie wenig sich verändert hat, seit Biden ins [Weiße Haus](#) eingezogen ist. Kommt es hart auf hart, gilt für Biden wie Trump „America First“. Die Folgen für die EU sind bestenfalls ein Kollateralschaden – und das, obwohl die EU in ihren Förderprogrammen konsequent auf protektionistische Akzente verzichtet. Immer wieder wird das in Brüssel betont. Und sie haben sich in Europa doch so Mühe gegeben, die Beziehungen auf eine neue Basis zu stellen, Handelskonflikte entschärft und Foren wie den TTC geschaffen.

Nach dem Einmarsch Russlands in der Ukraine sah sich die EU fest an der Seite der USA. Die haben ja auch alles getan, die Europäer nach dem Wegfall der russischen Lieferungen mit verflüssigtem Gas (LNG) zu versorgen – wenn auch zu einem hohen Preis, einem zu hohen, sagen manche. Beim Geld hört die Freundschaft auf. Auch das schafft Spannungen. Und jetzt das, der IRA.

Um in den Genuss großzügiger Subventionen zu kommen, müssen Elektroautos in Amerika zusammengefügt werden, ihre [Batterien](#) mit Komponenten gebaut sein, die in Amerika oder bei Freihandelspartnern gefördert oder verarbeitet wurden. Die EU gehört nicht dazu. Auch für andere Felder gilt „Buy American“. Die USA fördern die heimische Produktion kritischer Materialien, die für Solarpaneele, Windräder und Batterien benötigt werden. Erneuerbare Energie wird direkt gefördert und zusätzlich, wenn für die Anlagen Stahl und Eisen aus heimischer Produktion verwendet werden. Zu den großen Subventionsprojekten gehört ferner der Aufbau einer Produktionsinfrastruktur für „grünen Wasserstoff“. 231 Milliarden Dollar des 369-Milliarden-Pakets verstoßen nach Berechnungen der EU-Kommission gegen die WTO-Regeln, da sie klar protektionistisch sind.

Der Geldregen wirkt

Noch ist unklar, wie gravierend die Folgen für die EU sein werden. „Es zeichnet sich aber ein immer deutlicheres Bild“, sagt EU-Wettbewerbskommissarin [Margrethe Vestager](#). Es gehe nicht mehr nur um „anekdotische Evidenz“. Viele Unternehmen hätten Interesse geäußert, angesichts der Subventionen in den USA zu investieren, betont Jason Bordoff, Fachmann für globale Energiepolitik an der Columbia-Universität. Einige hätten angedeutet, dass sie dafür Projekte in anderen Ländern sausen lassen. Der Geldregen wirkt.

Der schwedische Hersteller Northvolt hat den Bau einer Batteriefabrik in Heide in Schleswig-Holstein genauso auf Eis gelegt wie Tesla in Grünheide, weil der IRA lockt. Linde baut seine größte Elektrolyse-Anlage im Bundesstaat New York. Sie sei nur der erste mehrerer amerikanischer Anlagen, teilte der Konzern im September mit. Der Chef des Konzerns Fortescue Future Industries, Mark Hutchinson, warnt, dass es für Europa schwer werde, seine Wasserstoffziele zu erreichen, wenn es nicht mit dem US-Subventionspaket mithalten könne.

Die Europäer wollen zumindest eingeladen sein, wenn die Party Anfang Januar mit dem Inkrafttreten des IRA beginnt. Sie wollen einen Teil des Förderkuchens. Die protektionistischen Anreize müssten weg. Illusionen gibt sich dabei niemand hin. Dass Biden das Gesetz noch einmal aufschnürt, glaubt

niemand mehr. Dazu kam die Aufregung auch etwas zu spät. Der Kongress hat den IRA im September verabschiedet. Erst Wochen später hat man auf der anderen Seite gemerkt, was da dräut. Anfang November haben beide Seiten eine Arbeitsgruppe zur Bewältigung des Konflikts eingerichtet. Die sollte bis zum TTC am vergangenen Montag eine Lösung erarbeiten – und scheiterte.

Kein Interesse an offenem Konflikt

Dennoch gibt sich [Dombrovskis](#) plötzlich vorsichtig optimistisch, dass der große Krach vermieden werden kann. Das hat viel mit dem Washington-Besuch des französischen Präsidenten Emmanuel Macron zu tun. Biden sagte danach zu, auf die Sorgen der Europäer einzugehen. An einem offenen Konflikt haben auch die Amerikaner angesichts der aktuellen geopolitischen Lage kein Interesse.

Nur, was bedeutet das? Es geht vor allem darum, Interpretationsspielräume zu nutzen, die der IRA bei der Umsetzung hergibt. Das kann die flexible Auslegung der Vorgabe sein, dass Elektroautos in Amerika nur zusammengefügt werden müssen. Die Amerikaner könnten, überspitzt gesagt, hinnehmen, dass nur die letzten Schrauben dort angezogen werden. Oder die EU kommt doch noch in den Genuss der nur Freihandelspartnern vorbehaltenen Sonderbehandlung, etwa wenn die USA das TTC oder andere Kooperationsformate als „Handelsabkommen light“ einstufen.

Sicher ist nichts. Die Gespräche laufen auf Hochtouren. Am Freitag tagte die EU-US-Arbeitsgruppe wieder, am Montag soll das nächste Treffen folgen. Ideal wären erste Erfolge bis zum Gipfel der EU-Staats- und -Regierungschefs Ende kommender Woche.

„Das löst das eigentliche Problem nicht“

Wie stark das am Ende den Kollateralschaden des IRA für die EU mindert, ist offen. Zunächst geht es vor allem darum, eine gesichtswahrende Lösung für beide Seiten zu finden. Damit sich die EU nicht gezwungen sieht, den Partner USA nach dem Jahreswechsel vor die Welthandelsorganisation in Genf zu zerren. Selbst wenn die Europäer doch von den symbolträchtigen US-Subventionen für Elektroautos profitierten, ist damit nicht alles gut. „Das löst das eigentliche Problem nicht: dass Hunderte Milliarden an Subventionen in Schlüsselindustrien fließen, die in Amerika produzieren“, sagt EU-Binnenmarktkommissar Thierry Breton.

Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen hat deshalb am vergangenen Sonntag – nicht zufällig einen Tag vor dem TTC – skizziert, wie sie sich die Antwort der EU auf den IRA vorstellt. Sie will den Staaten großzügige Staatshilfen erlauben, um grüne Technologien bis zur Massenproduktion zu fördern. Selbst die Subventionen gegenüber stets skeptische dänische Liberale Vestager unterstützt sie – auch von der FDP aus Berlin kommen positive Töne. **Bei ihrer zweiten Idee sieht das anders aus. Von der Leyen will, dass die EU einen – schuldenfinanzierten – Souveränitätsfonds auflegt. Bundesfinanzminister Christian Lindner (FDP) sieht „nur die immer gleiche Lösung auf der Suche nach immer neuen Anlässen“. Dombrovskis warnt, ein Subventionswettbewerb sei teuer und ineffizient.**

Und das Kieler Institut für Weltwirtschaft rechnet vor, dass die US-Hilfen gar nicht so groß sind, wie es scheint. Schließlich fließt das Geld bis 2032. **Anderswo, nicht nur in Paris, stößt von der Leyen auf große Zustimmung. Dort sind ohnehin nicht so sehr der IRA und die protektionistischen Anreize das Problem, sondern dass die EU selbst nicht längst den gleichen Weg beschreitet. Das ist dann nicht mehr enttäuschte Liebe, sondern der Neid, dass der große Partner USA mal wieder etwas schneller war als die EU.**

12 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/societes/les-etats-unis-nouvel-eldorado-des-industriels-20221211>

Les États-Unis, nouvel eldorado des industriels

Par [Armelle Bohineust](#)

Publié hier à 22:04, mis à jour hier à 23:10



Les industriels américains, comme First Solar en Alabama, multiplient les investissements dans leur pays d'origine. *DANE RHYS/REUTERS*

DÉCRYPTAGE - Séduits par les aides publiques décidées par Joe Biden et par le faible coût de l'énergie, les investisseurs étrangers délaissent l'Europe.

Le fabricant suédois de batteries [Northvolt](#), les constructeurs automobiles [Volkswagen](#) et BMW, l'italien Enel et son usine de composants solaires, ou encore le japonais Panasonic, qui fournit des batteries à [Tesla](#)... Cette liste s'allonge de jour en jour. C'est celle de firmes du monde entier qui investissent aux États-Unis ou suspendent leurs dépenses en Europe avec pour objectif de délocaliser leurs projets. De leur côté, les industriels américains multiplient les investissements dans leur pays d'origine, tels First Solar en Alabama et la société minière Piedmont Lithium.

L'Inflation Reduction Act (IRA), un paquet législatif de 430 milliards de dollars (408 milliards d'euros) voté en août, prévoit des aides, des subventions et des crédits d'impôt. Objectif: décarboner l'économie américaine, accélérer la transition énergétique, stimuler l'investissement dans la filière automobile électrique et rapatrier les chaînes d'approvisionnement aux États-Unis. *«Ce plan consacre davantage de fonds aux énergies renouvelables, environ 250 milliards de dollars, qu'au secteur automobile»*, observe Elvire Fabry, chercheur en géopolitique du commerce à l'Institut Jacques Delors. Mais il inclut une subvention de 7500 dollars accordée aux ménages pour l'achat d'un véhicule électrique «made in USA». Résultat, cette stratégie pour créer une filière automobile électrique aussi américaine que possible, avec de fortes incitations à investir aux États-Unis plutôt qu'ailleurs, notamment dans la filière des véhicules électriques, alarme les Européens.

L'IRA menace d'autant plus la compétitivité des industries du Vieux Continent que celles-ci sont lourdement plombées par la crise énergétique. Avec des prix de l'énergie trois à quatre fois moins élevés qu'en Europe, les États-Unis sont plus attractifs que jamais.

«Le risque de délocalisation énergétique, ou plutôt de "grand déplacement industriel" au profit de zones attractives comme les États-Unis ou l'Asie, est actuellement le gros risque structurel» qui pèse sur l'Europe, résume Nicolas de Warren. Le président de l'Uniden représente 36 industriels pesant plus de 70 % de l'énergie industrielle consommée en France, dans l'agroalimentaire, l'automobile, la chimie, le ciment... Les *«factures de gaz et d'électricité vont être multipliées par quatre en moyenne»*, prévoit de son côté Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation

(1) et président de l'Union française des industries de la métallurgie (UIMM). En Italie, les factures énergétiques ont quintuplé, s'alarme de son côté la Confédération générale de l'industrie, la Confindustria.

Investissements suspendus en Europe

L'Amérique, qui profite d'un gaz de schiste très polluant mais beaucoup moins cher, fait donc figure d'eldorado. De là à redouter une nouvelle vague de désindustrialisation massive au profit des États-Unis? Certains le craignent. D'autant qu'à l'IRA s'ajoute le Chips Act. Promulgué également en août par le président américain, Joe Biden, il subventionne massivement l'industrie des microprocesseurs. Le taïwanais TSMC, qui avait déjà décidé de s'implanter en Arizona sous la présidence Trump, vient d'annoncer qu'il triplait, à 40 milliards de dollars, son investissement dans une usine américaine de semi-conducteurs.

Des entreprises très énergivores, européennes ou non, suspendent aussi leurs investissements dans l'UE pour se tourner vers Pékin. BASF va ainsi réduire de *«manière permanente»*, selon le chimiste allemand, la voilure en Europe. *«Ces transferts intéressent surtout des entreprises déjà présentes en Chine. L'attraction est moins forte que vers les États-Unis, en raison des incertitudes liées à ce pays»*, relativise Elvire Fabry.

L'attraction exercée par les États-Unis se renforçait déjà avant l'IRA et la crise énergétique. En 2021, Washington a dépassé Pékin pour devenir la première destination mondiale en termes d'investissements directs à l'étranger (IDE), avec un total de 4977 milliards de dollars, indique le FMI.

Bruxelles se mobilise

Mais l'IRA aura un effet multiplicateur conséquent, juge un rapport de Credit Suisse. *«Nous voyons les dépenses fédérales pour le climat dépasser 800 milliards de dollars US»*, soit le double du montant prévu. Si l'on y ajoute les investissements privés, les dépenses totales pourraient atteindre *«près de 1 700 milliards de dollars au cours des dix prochaines années»*. L'IRA amplifiant les avantages stratégiques que les États-Unis détiennent déjà (ressources naturelles, expertise technique...), l'énergie solaire et éolienne pourrait y devenir *«la moins chère au monde»*, ajoute la banque.

Le programme américain effraie les décideurs européens. Berlin a appelé en octobre à une *«réponse forte»* de l'Union européenne au gigantesque plan d'investissement américain en faveur des entreprises basées sur son sol. Il *«ne doit pas détruire les règles du jeu équitables entre nos deux économies»*, a affirmé le ministre de l'Économie Robert Habeck. La question était aussi au cœur de la visite d'État à Washington d'Emmanuel Macron fin novembre.

La Maison-Blanche nuance aujourd'hui, très légèrement, son discours. Les États-Unis sont ouverts à d'éventuels *«ajustements»* de leur plan climat massif pour rassurer des Européens qui craignent une fuite de leurs entreprises outre-Atlantique, a observé samedi sur la BBC britannique John Kerry, l'envoyé spécial des États-Unis sur le changement climatique. *«Je ne pense pas que l'IRA sera édulcoré»*, a-t-il toutefois reconnu. Il reprenait ainsi peu ou prou le discours de la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen. Celle-ci avait affirmé jeudi: *«L'objectif du Congrès était de s'assurer que nous ayons des chaînes d'approvisionnement sûres et d'essayer d'y inclure nos alliés. On va donc voir ce qui peut être fait.»*

À Bruxelles, la mobilisation s'accélère face au plan d'investissement massif des États-Unis. Il y a une semaine, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a appelé à *«simplifier»* les règles strictes encadrant les aides d'État dans l'UE et à muscler les financements au niveau européen, notamment au sein d'un *«fonds de souveraineté»*.

«La machine de la Commission a réagi assez vite. Mais il faut voir ce que cela donnera au niveau du Conseil. Et cela reste une fusée à plusieurs étages», souligne Elvire Fabry. La question du financement va se poser et ensuite, plus difficile encore à résoudre, l'adhésion à une réponse au «America First» qui prendrait la forme d'un «Acheter européen». *«C'est contraire à l'esprit de l'OMC et des règles de l'UE. Les Européens n'y renonceront donc pas facilement»,* pronostique la chercheuse de l'Institut Jacques Delors. D'autant plus qu'en janvier, c'est la Suède, un État très opposé aux scénarios de protectionnisme et de fermeture du marché européen, qui reprend la présidence du conseil de l'UE.

(1) Le groupe Dassault est propriétaire du «Figaro»

12 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/henri-guaino-petit-a-petit-notre-etat-s-effondre-20221211>

Henri Guaino: «Petit à petit, notre État s’effondre...»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 19:19, mis à jour hier à 19:24



Henri Guaino. *Fabien Clairefond*

GRAND ENTRETIEN - Là où beaucoup d’acteurs politiques et d’observateurs appellent à une réduction du rôle de l’État, l’ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy à l’Élysée plaide au contraire pour sa refondation.

Plus qu’une crise conjoncturelle, la crise de l’énergie s’inscrit dans un long processus d’effondrement de l’État, argumente l’ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy à l’Élysée, les probables coupures d’électricité cet hiver s’ajoutant, selon lui, à la décrépitude de nos services publics et à l’impuissance publique en matière de lutte contre l’insécurité et l’immigration illégale. Ces dysfonctionnements sont le fruit d’une idéologie managériale et comptable qui a paradoxalement abouti à la construction d’un monstre bureaucratique et le résultat d’une politique européenne favorisant l’ouverture de toutes les frontières aussi bien géographiques qu’économiques ou juridiques, analyse-t-il.

LE FIGARO. - Risques de coupures d’électricité, pénuries de carburant en octobre dernier, grèves dans les transports publics, hôpitaux au bord de l’implosion, insécurité permanente, multiplication des atteintes à la laïcité à l’école, zones de non-droit, les dysfonctionnements de l’État s’additionnent. **Qu’est-ce qui arrive à l’État?**

Henri GUAINO. - Où l’on voit que si trop d’État détruit la société, pas assez la met aussi en péril. L’énorme machine administrative qui continue à tourner ne sauve même plus les apparences: petit à petit notre État s’effondre, miné depuis des décennies par une idéologie anti-État aux effets dévastateurs. L’État, ce n’est pas «eux», c’est «nous». Et «nous», nous avons laissé faire les démolisseurs quand nous ne les avons pas encouragés. Nous avons fait de l’État le responsable de tous nos maux. Il en fallait bien un. **Mais après des décennies de «haro» sur l’État**, sur les fonctionnaires, sur les agents d’EDF, de la RATP, sur les cheminots, sur les enseignants, sur leurs statuts, leurs systèmes de retraite, **il ne faut pas être surpris aujourd’hui de commencer à en voir les effets et d’en payer le prix.** Il ne faut pas s’étonner qu’aujourd’hui, on ne trouve plus assez de candidats pour être enseignants, policiers, médecins hospitaliers, ni de personnels qualifiés pour la filière nucléaire, de conducteurs de train, de chauffeurs de bus, d’infirmières.

Les dysfonctionnements des services publics, les grèves à répétition et le sentiment des contribuables de ne pas en avoir pour leur argent n’ont-ils pas été quand même la principale cause de la dégradation de l’image de l’État dans l’opinion?

C'est le cas: quand l'État n'assure plus l'ordre, la sécurité, quand la violence s'installe à l'école et que le niveau scolaire s'effondre, quand l'hôpital ne fait plus face, quand la continuité des transports publics n'est plus assurée, quand les voyous ne vont plus en prison faute de places, quand les factures d'électricité explosent et que les prélèvements pèsent de plus en plus lourd, **l'État devient vite un bouc émissaire et les agents publics, impopulaires.** Mais ces dysfonctionnements, d'où viennent-ils, sinon de la valse ininterrompue des réorganisations irréfléchies, des regroupements, des délocalisations qui n'ont aucun sens - n'est-on pas allé jusqu'à imaginer un jour de délocaliser le Secrétariat général du gouvernement à Clermont-Ferrand? - qui l'ont désorganisé sous prétexte de le moderniser. **On ne dira jamais assez les dégâts faits par la mode du «management public» qui a cherché à appliquer les méthodes de l'entreprise privée à un monde dont la culture était très différente et où la vocation, la fierté de servir, souvent des motivations importantes.** Surtout que les beaux principes du management participatif et de l'organisation agile qui étaient mis en avant n'ont pas pesé lourd devant la politique du rabot à coups de coupes claires dans les effectifs, de gels de crédits et de coupes budgétaires sauvages. Pour économiser on a même songé à supprimer les sous-préfectures. Mais on a rajouté deux étages au millefeuille des collectivités territoriales.

On a voulu faire de l'État une entreprise?

Oui. Et comme on aurait pu s'y attendre, on n'a pas réussi à en faire une entreprise, mais on a réussi à en faire un monstre bureaucratique géré par le rationnement budgétaire, comme avec les ARS que les Français ont découvertes pendant la pandémie, et dont la mission principale est de fermer des lits, ou la bureaucratie qui gère l'hôpital sur des critères exclusivement comptables. Un monstre bureaucratique avec des agents démotivés, des fonctionnaires qui en vingt ans perdaient un quart du pouvoir d'achat de leur rémunération indiciaire, qui sert aussi à calculer leur retraite, et des enseignants dont la rémunération en début de carrière passait en quarante ans de 2,3 smics à 1,2 smic, avec des conditions de travail qui n'avaient fait qu'empirer, songeons à ce qu'elles sont devenues à l'école, à l'hôpital ou dans la police. Le plus fascinant est peut-être qu'en se rendant moins attirant aux talents et pour faire des économies, l'État qui s'était ainsi privé de beaucoup d'expertise dans son cœur de métier ait recours maintenant à des cabinets de conseil et des partenaires privés qui payent beaucoup plus chers les ingénieurs et les cadres formés à prix d'or dans les grandes écoles de l'État. Et il a fallu encore y ajouter la suppression du corps préfectoral et du corps diplomatique. L'idée de faire de l'État une entreprise était le pendant de l'idée que l'État n'était plus l'instrument d'un dessein collectif, mais un simple prestataire de services. C'était le fruit de l'idéologie de la dépolitisation qui devait aboutir à celle de l'État et même de la démocratie, à la mise en pilotage automatique de l'économie et de la société par la concurrence, les marchés, les régulateurs indépendants ou les juges. L'État allait cesser d'entraver la marche de la société et de l'économie et on allait faire la démocratie par le droit, c'est-à-dire par les juges, et non plus le droit par la démocratie. Les Trente Glorieuses s'étaient bâties sur la recherche d'un équilibre entre l'État et le marché. Dans la mondialisation heureuse et l'Europe de Maastricht et celle des régions, ce qui était recherché, c'était de mettre l'État hors jeu.

Mais les dépenses publiques et les prélèvements n'ont cessé pourtant de s'alourdir et la dette a explosé ...

Cela vient au moins en partie du fait que la mise en pilotage automatique de l'économie et de la société exige de tout codifier et de tout réglementer, ce qui a engendré une masse énorme de réglementations et de bureaucratie pour la produire et pour en contrôler l'application. **Mais ce sont surtout les dépenses sociales qui ont augmenté au point d'étouffer les finances publiques.** Le problème, c'est que l'on a tout fait comme si c'était le désordre dans les finances publiques qui mettait du désordre dans la société et l'économie, alors que c'est l'inverse. **L'ouverture en grand, sans précaution, des frontières économiques, juridiques, politiques, la mise en concurrence directe de nos salariés et de nos entreprises avec les pays à bas coûts de production et à monnaies sous-évaluées, notre désarmement face à tous les dumpings, économique, monétaire, social, environnemental, l'immigration incontrôlée, qui n'est pas étrangère à la faillite de notre État social, et une forme de darwinisme social qui ne dit pas son nom ont fait de plus en plus de victimes qu'il a fallu aider.** Et plus on a pris des décisions qui aggravaient le désordre économique et

social et le nombre des victimes, plus les dépenses sociales ont explosé. Davantage de dépenses et des recettes en moins ont imposé des charges supplémentaires à une classe moyenne qui souffrait déjà beaucoup. On comprend qu'elle ait fait de l'État social son bouc émissaire. Mais les tentatives de remise en ordre des finances publiques par les coupes sauvages dans les budgets ne remettront pas de l'ordre dans la société et l'économie, au contraire, elles y aggraveront le désordre comme c'est le cas depuis des décennies. C'est la remise en ordre de la société et de l'économie qui remettra de l'ordre dans les finances publiques. Et sans la reconstruction de l'État, cette remise en ordre n'est pas possible.

La chose peut-être la plus importante est de se souvenir qu'il n'y a pas d'État sans frontières : sans frontières, il n'y a pas d'espace délimité pour l'autorité, pour la solidarité, pour l'application de la loi, pour le monopole de la violence légitime, pour les politiques publiques, ni pour la démocratie

Henri Guaino

Dans le monde et l'Europe d'aujourd'hui et dans la situation où il se trouve, l'État peut-il encore agir?

On est en droit de penser qu'à long terme le monde et l'Europe vont beaucoup changer tellement l'échec de ce que nous avons construit depuis la fin de la guerre froide est patent. Mais en attendant, il nous faut comprendre ce qui ne va pas pour stopper cette espèce d'effondrement qui est train de se produire sous nos yeux et nous éviter l'une de ces grandes catastrophes d'où émergent souvent les nouveaux mondes. La chose peut-être la plus importante est de se souvenir qu'il n'y a pas d'État sans frontières: sans frontières, il n'y a pas d'espace délimité pour l'autorité, pour la solidarité, pour l'application de la loi, pour le monopole de la violence légitime, pour les politiques publiques, ni pour la démocratie ; et sans État, il n'y a pas non plus d'État de droit. Donc, sans frontières, tout cela ne peut subsister. État et frontières sont indissolublement liés. Ce n'est pas un hasard si les adversaires de l'un sont aussi ceux des autres. Il y en a de deux sortes: ceux qui rejettent l'État et les frontières parce qu'ils sont une entrave à la recherche du profit maximum et ceux qui les rejettent par haine de l'autorité ou par allergie à toute espèce de sentiment national. Les motifs sont différents, la logique est la même. Il y a ceux qui sont favorables à plus d'immigration pour des raisons économiques et ceux qui y sont favorables pour y diluer la nation. Donc, la question des frontières est centrale si l'on veut reconstruire l'État et si l'on considère qu'aucune société sans politique n'est viable parce qu'elle ne peut plus ni défendre ses intérêts, ni se protéger, ni exprimer une volonté collective face à tous les déterminismes et à toutes les fatalités, parce que sans politique elle ne peut plus écrire sa propre histoire.

Mais l'Europe?

Il n'y a pas d'autre issue que son échec ou sa transformation. Le principe de la libre circulation sans limite, qui amène autant de migrants jusqu'à Calais, n'est pas tenable. Celui de la concurrence et du libre-échange sans limite, non plus. C'est en faisant de la concurrence et du marché une véritable religion que la Commission européenne, et pas seulement les écologistes antinucléaires, a accompli le tour de force de faire sombrer l'extraordinaire réussite industrielle, économique et sociale qu'était EDF dans le naufrage que nous connaissons aujourd'hui et dont rien ne sera sauvé si nous n'en finissons pas rapidement avec le marché européen de l'électricité, une concurrence qui fait monter les prix au lieu de les faire baisser et oblige EDF à subventionner ses concurrents moins compétitifs pour qu'ils puissent lui faire concurrence. Ce qui avait fait dire à Marcel Boiteux, qui fut le principal artisan de la réussite d'EDF, que nous marchions sur la tête. Le temps est venu de corriger ce qui dans la construction européenne nous fait marcher sur la tête. À commencer par la subordination systématique des lois nationales aux lois européennes dont le domaine s'étend continûment, de sorte qu'il ne servira bientôt plus à rien d'aller voter. Cette situation est lourde de conséquences pour l'avenir de l'État et de la démocratie. Reste à l'aborder de front au lieu d'attendre la catastrophe démocratique qui nous pend au nez.

Quels seraient selon vous les grands principes d'une reconstruction de l'État, de son efficacité et de son autorité?

J'en vois quatre. Le premier: remonter la pente de l'impuissance publique qui est un reniement, qui n'est pas du tout une fatalité, car entre ce qui échappe naturellement au pouvoir de l'État, et ce que l'État peut faire avec une volonté de puissance sans limite, il y a, comme cela a toujours été le cas, la place pour une puissance publique qui remplit son rôle, qui n'est pas seulement celui des fonctions soi-disant régaliennes, mais qui est d'essayer de régler les problèmes que le marché ou la société n'arrivent pas spontanément à régler, et d'être l'instrument d'une volonté humaine dans l'histoire. Placer le curseur du volontarisme politique est le fondement d'un projet politique.

Le second: prendre acte que l'État, s'il doit être aussi rigoureux dans sa gestion, n'est pas une entreprise, ne se gère pas comme une entreprise, n'agit pas comme une entreprise, n'a pas les objectifs d'une entreprise. Et que la France n'est pas une start-up.

Le troisième: abandonner l'approche comptable qui a rendu l'État et la politique myopes et qui a abîmé si profondément notre système de santé. Elle exclut tout ce qui n'est pas comptabilisable et qui est pourtant si important pour un État. Elle impose comme seul horizon la fin de l'exercice budgétaire. Elle décourage l'investissement, qui est la clé de l'avenir. Elle gaspille l'argent public en repoussant dans le temps des dépenses inéluctables: nous n'avons pas fini de payer cher l'insuffisance d'entretien de nos infrastructures.

Le quatrième: préférer les politiques macroéconomiques à la politique des chèques, à laquelle les crises récentes ont donné une extension déraisonnable.

Mais il y a une condition à tout cela: que ceux qui gouvernent l'État et ceux qui le servent aient ce que l'on appelait jadis le sens de l'État, et qu'il soit admis qu'il y a une raison d'État même si chacun s'en fait sa propre idée et que cette raison d'État est une raison nationale.

11 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/crise-energetique-les-francais-n-ont-encore-quasiment-rien-vu-de-la-facture-20221211>

Crise énergétique: les Français n'ont (encore) quasiment rien vu de la facture

Par [Anne de Guigné](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



La hausse des prix énergétiques et la faiblesse de l'euro ont accru la différence entre les prix des exportations françaises et celui des importations. *Gautierbzh - stock.adobe.com*

DÉCRYPTAGE - Le coût global de l'explosion des prix du pétrole et du gaz est estimé pour le pays à 85 milliards par Bercy.

Dans le langage des économistes, le choc subi par l'Hexagone cette année se nomme une dégradation des termes de l'échange. C'est-à-dire que la hausse des prix énergétiques et la faiblesse de l'euro ont accru la différence entre les prix des exportations françaises et celui des importations. *«La France étant importatrice nette d'hydrocarbures, la hausse de leur prix relatif entraîne mécaniquement une perte du revenu réel du pays qui pourrait atteindre 85 milliards en 2022»*, détaille dans une note du Trésor à Bercy, l'économiste Guillaume Clavères.

Ce concept de dégradation des termes de l'échange fut inventé dans les années 1950 par le premier secrétaire général de la Cnuced, Raul Prebisch, et le Britannique Hans Singer. Leur thèse, soutenant que le prix des produits agricoles, vendus par les pays en développement, baisse inéluctablement face aux prix des biens manufacturés, avait pour ambition d'alerter contre l'accroissement des inégalités entre le Nord et le Sud. Ils n'avaient pas prévu qu'un jour on appliquerait leurs travaux à l'Europe.

L'explosion des prix des produits fossiles a changé la donne: concernant le pétrole, *«en retenant le cours du Brent pour le brut, augmenté d'une marge de raffinage, le prix en euros du pétrole importé aurait augmenté de 77% en moyenne annuelle entre 2019 et 2022»* en France, a calculé Guillaume Clavères. Cette hausse intègre un effet une dépréciation de l'euro évaluée à environ 6% en moyenne annuelle. L'envolée du coût d'approvisionnement en gaz peut de son côté être estimée autour de + 650% en moyenne entre 2019 et 2022, toujours pour l'Hexagone.

L'Espagne davantage touchée

Selon les calculs du Trésor, le choc subi par la France représente alors environ 3 points de produit intérieur brut (PIB) par rapport à 2019. Pour le gouverneur de la Banque de France, qui s'exprimait la semaine dernière à la Toulouse School of Economics sur le sujet, le choc *«est d'ampleur similaire*

en 1974 et en 2022, mais il existe des différences s'agissant de sa composition. En 2022, l'augmentation concerne non seulement les prix de l'énergie, mais également ceux de nombreux autres biens importés (matières premières non énergétiques, biens intermédiaires...)».

Lors de son discours, François Villeroy de Galhau a insisté sur l'hétérogénéité des situations au sein du monde occidental. Exportateur net d'énergies fossiles, les États-Unis ne subissent ainsi aucune dégradation des termes de l'échange.

Au sein de la zone euro, la France, exportateur net de services de transports et de blé, n'est pas la plus à plaindre. L'Espagne par exemple, «*qui dépend davantage des importations d'énergie et ne bénéficie pas de la hausse des prix des exportations de services de transport*», subit un choc encore plus fort.

Chaque pays se distingue encore dans sa manière de répartir la facture de la crise. **La France sur ce volet apparaît particulièrement protectrice des ménages. L'État a ainsi mis sur la table plus de 40 milliards d'euros en 2022 afin d'absorber les hausses de prix** (27 milliards de bouclier énergétique, 2,5 milliards de revalorisation anticipée des retraites et prestations, 1,8 milliard de chèques énergie exceptionnels...). **Résultat, la puissance publique va régler en 2022 plus de la moitié de la facture énergétique, soit 44 milliards d'euros. Les entreprises écopent de leur côté d'une douloureuse de 36 milliards, versus 50 milliards avant mesures d'aide, et les particuliers de 5 milliards.**

Cette facture très raisonnable - à comparer par exemple avec les 170 milliards de surépargne de la crise sanitaire - explique que le pouvoir d'achat des ménages résiste à la tempête de la crise énergétique. Selon la Banque de France, il devrait baisser modérément en 2022 comme 2023, tout en restant supérieur à son niveau préCovid. **La recette a toutefois ses limites. Les largesses de l'État étant financées par de l'endettement supplémentaire, leur règlement est renvoyé, une fois de plus, aux générations suivantes.**

11 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wissenschaft/uno-artenschutzkonferenz-ohne-insekten-gibt-es-kein-obst-ld.1716021>

INTERVIEW

«Mich ärgert die Sichtweise der urbanen Elite, die viel Ahnung von Adorno hat, aber von der Natur total entfremdet ist»

Ohne Insekten gibt es kein Obst, keinen Kakao und keinen Kaffee. Der Zoologe Matthias Glaubrecht erklärt, warum die Artenkrise auch Leute dringend interessieren sollte, die von Zoologie normalerweise gelangweilt sind.

Judith Blage

09.12.2022, 12.00 Uhr



Matthias Glaubrecht ist Buchautor und Professor für Biodiversität an der Universität Hamburg.

Sebastian Engels / UHH

Herr Glaubrecht, am Mittwoch hat in Montreal die Uno-Artenschutzkonferenz begonnen. Wie stark ist die Artenvielfalt tatsächlich bedroht?

Matthias Glaubrecht: Das Problem ist gigantisch. Der Weltbiodiversitätsrat warnt davor, dass wir in den nächsten Jahrzehnten eine Million Arten verlieren könnten. Damit ist alles gemeint: Säugetiere, Muscheln, Vögel, Insekten, Pflanzen. Das Tragische ist, dass wir das wahre Ausmass des Problems aber kaum wirklich bemessen können. Denn wir schätzen nur, dass es etwa 8 bis 9 Millionen Arten auf der Erde gibt. Nur 2 Millionen davon sind beschrieben, und nur 160 000 Arten werden überhaupt überwacht. Es ist eine Art stilles Sterben, von dem wir nicht wirklich eine Ahnung haben – dabei bedroht uns das akut.

Nun, tatsächlich ist es für die meisten Menschen emotional recht unerheblich, ob es zum Beispiel die 2007 in der Schweiz ausgestorbene Schmetterlingsart Moor-Wiesenvögelchen noch gibt oder nicht. Was könnte ihre Meinung ändern?

Es ist ein Missverständnis, dass der Verlust des Moor-Wiesenvögelchens nur verschrobene alte Männer betrifft, die in ihrer Freizeit Schmetterlinge auf Nadeln spiessen. Mich ärgert diese Sichtweise der urbanen, gebildeten Elite, die viel Ahnung von Adorno und Horkheimer hat, aber von der Natur total entfremdet ist. Die Menschheit ist konkret von der Biodiversitätskrise betroffen: Zum Beispiel ist den wenigsten bewusst, dass sehr viele Nahrungsmittel, die wir konsumieren, von Insekten bestäubt werden müssen. Ohne Insekten gibt es keine Mangos, keinen Kaffee, keine Äpfel und keine Birnen. Und Sie in der Schweiz hätten ohne Insekten ohnehin ein Problem: Es gibt exakt zwei Mückenarten, die Kakaopflanzen bestäuben. Und ohne Kakao keine

Schokolade. Müssten die Kakaopflanzen dieser Welt übrigens in Zukunft von Hand bestäubt werden, würde das 500 Milliarden US-Dollar kosten, sagt eine Schätzung.



Das Moor-Wiesenvögelchen gilt in der Schweiz als ausgestorben, seit ein Bauer 2007 aus Versehen die letzte Wiese, auf der es vorkam, zur falschen Jahreszeit mähte.

Imago

Auf welche Weise betrifft uns das Sterben der Tiere und Pflanzen noch?

Die Qualität der Böden könnte stark sinken. Jeder Kubikmeter Boden ist mit einer Vielzahl von Organismen bevölkert, die ihn mit Nährstoffen anreichern, befeuchten und auflockern. Ein Beispiel dafür ist der Regenwurm oder der Maulwurf. Weniger prominent sind Fadenwürmer, Ameisen, bestimmte Mikroorganismen, von denen wir bis heute viel zu wenig wissen. Sterben diese Arten weg, werden wir in der Landwirtschaft dem Boden weniger Nahrungsmittel abtrotzen können. Unsere Ernährungssicherheit ist also gefährdet. Wenn wir das Meer leerfischen, fehlt zusätzlich ein wichtiger Nahrungsbaustein. Wir sägen gerade den Ast ab, auf dem wir sitzen.

Aber werden denn solche Arten wie der Regenwurm definitiv betroffen sein? Noch ist er ja zahlreich zu finden.

Die Böden werden tatsächlich immer steriler, das ist nachgewiesen. Das Problem aber ist, dass wir nicht genau wissen, welche Art wie betroffen sein wird. Wir haben uns in der Vergangenheit beim Artenschutz viel zu sehr auf einzelne Arten konzentriert, zum Beispiel auf den Eisbären oder den Nebelparder, die sind schön flauschig und gefallen vielen Menschen, deshalb bekommen sie mehr Aufmerksamkeit. Inzwischen wissen wir aber, dass längst ganze Lebensräume gefährdet sind. Das betrifft ganze Systeme, wie ein Turm beim Jenga-Spiel. Zieht man einen Stein heraus, bricht der ganze Turm zusammen.

Haben Sie ein Beispiel?

Im vorigen Jahrhundert ist der Seeotter in Kanada weitgehend dem Pelztierhandel zum Opfer gefallen. Dann waren plötzlich auch die Kelpwälder verschwunden, das sind lange breite Algen in Küstennähe, die den Strand unter anderem vor der Brandung schützen. Was hatte der Otter mit den Algen zu tun? Nun, Seeotter fressen gerne Seeigel. Nun gab es ohne Otter massenweise

Seeigel, die die Kelpwälder wegfrassen. Wer weiss, wie viele Zusammenhänge es noch gibt, die wir noch gar nicht kennen? Wir können heute noch nicht abschätzen, ob uns vielleicht der Verlust einer bestimmten Art das Genick brechen wird.



Seeotter fressen gerne Seesterne und Seesterne gerne die grünen Kelpalgen. Fehlt einer in dieser Reihe, kommt das Gleichgewicht durcheinander.

Imago

In Ihrem neuen Buch «Die Rache des Pangolin» beschreiben Sie den Zusammenhang zwischen der Naturzerstörung und Pandemien.

Ja. Indem wir immer mehr Flächen auf der Erde mit unserer Landwirtschaft und Industrie vereinnahmen, nehmen wir vielen Arten die Lebensgrundlage. Eine Nebenwirkung ist, dass wir so gefährlichen Krankheitserregern viel näher kommen als früher. Ein Beispiel ist das Nipah-Virus, das eine Hirnhautentzündung auslöst. In Malaysia begann man 1998 eine intensive Schweinezucht in unmittelbarer Nähe des Regenwalds. Dort lebten auch Fruchtfledermäuse. Deren Kot gelangte in das Schweinefutter, das Nipah-Virus infizierte die Schweine und das Personal. Fast die Hälfte der Erkrankten starb. Durch den Verlust an Natur werden also auch neue Pandemien viel wahrscheinlicher.

Wenn wir die Klimakrise bekämpfen – werden dann auch weniger Tier- und Pflanzenarten verschwinden?

Nein, das ist ein häufiges Missverständnis. Es gibt zwar ein paar Überschneidungen zwischen den beiden Problemen, aber sie sind als getrennte Krisen zu sehen. Um einen Vergleich zu bemühen: Der Körper leidet nicht nur an einem Herzproblem, sondern an zwei grossen Organversagen: der Klima- und der Artenkrise.

Was wäre also zu tun, und was erhoffen Sie sich von der Artenschutzkonferenz in Montreal?

Wir dürfen uns nicht mehr nur auf den Erhalt einzelner Arten konzentrieren, sondern müssen ganze Lebensräume unter Schutz stellen. Das sogenannte 30-bis-30-Ziel, also 30 Prozent der Erdoberfläche bis 2030 unter Naturschutz zu stellen, sollte unbedingt dieses Jahr beschlossen werden. Nun bringt aber natürlich das beste Ziel nichts, wenn es nicht umgesetzt wird. Aber wenn

die Verabschiedung dieses Ziels in Montreal 2022 gelingt, würden wir das möglich machen, was 2015 in Paris für den Klimaschutz gelang: ein internationales Schutzabkommen zu erreichen.

An welchen Schrauben können wir noch drehen, um den Artenschwund zu stoppen?

Die Hauptursache für das Artensterben ist die Überbevölkerung. Im globalen Süden wird die Bevölkerung in den nächsten Jahrzehnten weiter stark anwachsen. Im globalen Norden geht die Anzahl der Menschen zwar zurück, aber der Flächenbedarf steigt, wir verbauen unsere Landschaft immer weiter. Es ist nicht leicht, aber an diesen zwei Problemen müssen wir unbedingt arbeiten. Wenn wir so weitermachen wie bisher, werden wir 8 Milliarden Menschen auch nicht am Leben halten können.

Sie möchten nicht den Fokus auf einzelne Arten lenken. Aber für Sie als Zoologe: Um welche Art tut es Ihnen persönlich besonders leid?

Ich habe sehr viel an Tylomelania-Schnecken in Indonesien geforscht. Sie leben im Süßwasser, und es gibt einen ganzen Strauss von Arten, der sich ähnlich wie bei den Darwin-Finken auffächert. Ähnlich wie diese sind sie ein Modellorganismus in der Biologie. Die Schnecken sind nicht besonders attraktiv, aber ich finde sie auf abseitige Weise interessant: Die Tylomelania-Art, die im Schlamm lebt, hat eine Raspelzunge, mit der sie ihr Futter wie mit einem Rechen zusammenklaubt. Jene Art, die auf Stein lebt, hat eine spatelartige Raspelzunge. Eine Art habe ich sogar nach meiner Frau benannt. Ich habe so viele Jahre an den Schnecken geforscht, sie waren fast eine Allerweltsart – und jetzt werden sie immer weniger. Das finde ich persönlich traurig.

11 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/erinnerungspolitik-historiker-kritisiert-scholz-und-steinmeier-ld.1715539>

INTERVIEW

«Deutschland erteilte anderen Ländern Lektionen»: Der Historiker Thomas Weber kritisiert die Selbstgerechtigkeit der deutschen Erinnerungskultur

Die Bundesrepublik hält sich viel darauf zugute, aus der Vergangenheit die richtigen Schlüsse gezogen zu haben. Dabei verkennen ihre Repräsentanten aber, Scholz und Steinmeier vorneweg, dass andere Staaten zu anderen Schlussfolgerungen gelangt sind.

Alexander Kissler, Berlin

11.12.2022, 05.30 Uhr



Thomas Weber lehrt Geschichte im schottischen Aberdeen. Judy Laing

Im Bundeskanzleramt verdichtet sich architektonisch die Macht der Regierung. Nun soll es erweitert werden und dabei auch ein Zeichen setzen, «dass wir den Faschismus und die Hitlerei furchtbar finden» – so sagt es Olaf Scholz. Hayoung Jeon / EPA

Herr Weber, die Erweiterung des Bundeskanzleramts steht aufgrund der hohen Kosten – über 750 Millionen Euro werden veranschlagt – in der Kritik. Der Hausherr, Kanzler Olaf Scholz, verteidigt die Baumassnahme auch mit dem Hinweis, [hier entstehe als «Band des Bundes» ein demokratisches Gegenstück zu «Hitlers geplanter grössenwahnsinniger faschistischer Prachtstrasse»](#). Handelt es sich da um gelungene oder um fehlgeleitete Erinnerungskultur?

In meinen Augen ist das eine sehr verquere, ja wirre Geschichtspolitik. **Soll es ein Zeichen der Demokratie sein, die nicht verwirklichten Pläne der Nazis unter neuen Vorzeichen zu realisieren?**

Sie beklagen in dem von Ihnen herausgegebenen Band «Als die Demokratie starb» die deutsche Neigung, **«enge und fehlerhafte Lehren aus der Vergangenheit zu ziehen»**. Das gigantische Kanzleramt fällt offenbar in diese Kategorie.

Die Rechtfertigungen zum Kanzleramt und zum «Band des Bundes» sind eher unbeholfen als tragisch. Doch zeigt sich auch in diesem Fall, wie leicht Geschichtspolitik zu gegenwärtigen Zwecken instrumentalisiert werden kann.

Welche falsche Lehre hat die deutsche Politik denn aus dem Nationalsozialismus und [dem Scheitern der Weimarer Demokratie](#) gezogen?

Die vergleichende Forschung zeigt, dass eine Vielzahl kleiner Parteien keineswegs dem Autoritarismus den Boden bereiten muss. Fragmentierung ist nicht notwendigerweise ein Problem. In den Niederlanden blieb die Demokratie stabil, obwohl es dort in der Zwischenkriegszeit fast dasselbe Wahlrecht wie in der Weimarer Republik gab, mit jeweils 10 bis 17 Parteien im Parlament. Dennoch wurde in Deutschland nach 1945 die Fünf-Prozent-Hürde eingeführt, um die Demokratie vor einem autoritären Abdriften zu schützen.

Gab es solche historischen Fehlschlüsse auch 1990, nach dem Fall des Eisernen Vorhangs?

Deutschland trat da, ohne es selbst zu merken, unangenehm präpotent auf und erteilte anderen europäischen Ländern Lektionen im Umgang mit der Vergangenheit.

Auf welchen Feldern geschah das?

Was das Verhältnis zu **Russland** anbelangt, **pfl egte Deutschland einseitig die Erzählung vom zum Frieden bereiten Nachbarn** und von der schwindenden Bedeutung des Militärischen. Osteuropäische Staaten hatten und haben einen anderen Blick, nicht zuletzt wegen der sowjetischen Besetzung ihres Territoriums. **Viele Deutsche erkannten nicht, dass ihre europäischen Nachbarn aus der nationalsozialistischen Vergangenheit oftmals andere Lehren zogen, wenn es um die Bewahrung des Friedens im 21. Jahrhundert ging.**

Ich kann mich nicht erinnern, dass in den 1990er Jahren ernsthaft gefordert worden wäre, die Bundeswehr abzuschaffen.

Das nicht, aber **in der Ostpolitik hing man der Illusion an, es ginge ganz ohne Hard Power, allein durch Verständigung und die Schaffung von gegenseitigen Abhängigkeiten. Solche falschen Schlüsse aus der deutschen Vergangenheit trugen nicht zur Souveränität bei.**

Sie nennen den **Nationalsozialismus eine illiberale Demokratie**. Ist das nicht eine **Verharmlosung?**

Nein. Der Nationalsozialismus war eine Diktatur, daran gibt es nichts zu deuteln. **Mich treibt jedoch die Frage um, warum er dennoch attraktiv erscheinen konnte.** Erst wenn wir uns dieser Frage nähern, zeigt sich, wie schnell demokratische in unfreie Gesellschaften umschwenken können. **Es nützt nichts, jeden Politiker, der uns nicht passt, aus der Hüfte heraus als Faschisten zu bezeichnen.** Damit ist nichts ausgesagt. **Wir müssen genauer hinsehen und verstehen, wieso der Nationalsozialismus vielen Menschen zunächst als demokratische Verheissung erschien.**

Sie schreiben, der Nationalsozialismus habe Freiheit versprochen und Gleichheit. Das sind zwei Leitkategorien, gegen die auch die heutige Bundesrepublik nichts einzuwenden hat.

Es gibt da tatsächlich eine Konvergenz, aber keine Identität der Versprechen: Freiheit, Gleichheit, Selbstbestimmung. Natürlich haben diese drei Prinzipien in einer liberalen und in einer illiberalen Gesellschaft diametral unterschiedliche Konsequenzen. Politische Systeme können jederzeit kippen. Es kommt immer darauf an, wie sich die Akteure selbst begreifen.

Welche Art Selbstbestimmung als lockendes Versprechen der liberalen wie der illiberalen Demokratie meinen Sie: **die Selbstbestimmung der Nation oder jene des Individuums?**

Ich meine beide Formen, aber in anderer Balance. **Die Balance von Individuum und Gemeinschaft ist stets das zentrale Kriterium für die politische Identität einer Gesellschaft.** Wir sehen es ebenso beim extremen Individualismus einer Ayn Rand oder eines Donald Trump – der schon deshalb kein Faschist sein kann – wie bei den kollektivistischen Ideologien des Nationalsozialismus oder Kommunismus oder in den liberalen Gesellschaften des Westens.

Der deutsche Bundespräsident ist davon überzeugt, **liberale Demokratien seien stärker als illiberale, weil sie «im Prozess der Problemlösung Freiheit und Vielfalt bewahren können».** Diktaturen fehle diese «Möglichkeit zur Selbstkorrektur». Hat Frank-Walter **Steinmeier** da recht?

Ich zögere mit einer Antwort und tendiere zu einem Ja, aber. Ja, diese Fähigkeit zur Selbstkorrektur macht starke liberale Demokratien aus, und sie ist es, die man bei den Vereinigten Staaten sträflich unterschätzt. **Die USA schaffen es immer wieder, die Dinge erst falsch zu tun, bevor sie sie richtig tun.**

Warum zögerten Sie dann?

Es gibt einen neuen Typ autoritärer Staaten, die ebenfalls bewusst versuchen, aus ihren Fehlern zu lernen. China fiel die letzten Jahre in diese Kategorie. Nicht nur der rigide Umgang mit der Covid-Pandemie lässt daran aber zweifeln. **Ausserdem bedeutet die Fähigkeit westlicher Demokratien zur Selbstkorrektur keinen Automatismus. Ganz konkret zweifle ich momentan an der Bereitschaft Deutschlands zur Selbstkorrektur.** Man beschwört gebetsmühlenartig seine Erinnerungskultur, zieht daraus aber nur sehr selektiv Konsequenzen.

Ist die von Olaf Scholz in Aussicht gestellte «**Zeitenwende**» nicht eine ganz praktische Konsequenz aus der neuen Weltlage?

Die realpolitische «**Zeitenwende**» besteht nicht in erster Linie darin, dass sich die Welt plötzlich verändert hätte, sondern **darin, dass der 24. Februar 2022 vielen Deutschen die Augen für Erkenntnisse öffnete, die Deutschlands Nachbarn schon seit längerer Zeit gegenwärtig waren.** Gerade bei dem ehemaligen Bundesausenminister **Steinmeier** warte ich noch darauf, dass er sich den eigenen Fehlern der Vergangenheit nicht nur theoretisch, sondern auch praktisch stellt und dass die Partei, der er entstammt, eine wirkliche Selbstkorrektur vornimmt. Auch wer sich mit besten Absichten mit der Geschichte auseinandersetzt, gelangt nicht automatisch zu den richtigen Schlussfolgerungen. Es gibt auch politische Führer, die sich der Geschichte mit minder guten Absichten zuwenden und daraus Legitimationsmaterial für ihre jeweilige Weltanschauung schöpfen.

Wladimir Putin und Adolf Hitler denken beide dezidiert geschichtlich. Die Beschäftigung mit Geschichte führt also nicht unbedingt zum richtigen Handeln. **Dies gilt auch für die Erinnerungspolitik der Gegenwart. Gut gemeint ist nicht gut getan.**

Gut gemeint dürften die Überlegungen der «Ampel» **zur erleichterten Einbürgerung in Deutschland und zur doppelten Staatsbürgerschaft sein. Ist es aber realistisch, zugewanderte Syrer, Iraker oder Afghanen auf die deutsche Erinnerungskultur zu verpflichten?** Um ein letztes Mal den Bundespräsidenten zu zitieren: Das «**Nie wieder!**» bleibe, so Steinmeier, «**unser gemeinsames Fundament, für hier Geborene und die, die dazukommen**».

Warum sollte das nicht klappen? Ich selbst bin, durch die Ehe mit meiner kanadischen Frau, auch «permanent resident of Canada». Nach dem Erfüllen sehr strenger Regeln wurde ich mit offenen Armen empfangen – und in der steten Erwartung, mich auf bestimmte kanadische Werte und auf den kanadischen Umgang mit der Vergangenheit einzulassen, etwa die Geschichte der Ureinwohner. Niemand stösst sich daran, dass die Kinder jeden Morgen in der Schule die kanadische Nationalhymne singen. Ein Syrer, der Teil eines neuen Gemeinwesens wird, sollte auch Teil einer neuen Verantwortungsgemeinschaft werden. Ihn könnte dann ebenso der Stolz erfüllen beim Blick auf Bauwerke der Vergangenheit wie die Scham beim Blick auf vergangene Verbrechen.

Vor welchen Herausforderungen steht die deutsche Erinnerungspolitik dann überhaupt?

Die Deutschen sollten ihren kurzsichtigen Blick auf die Vergangenheit überwinden und akzeptieren, dass andere Länder andere normative Schlussfolgerungen aus dem Vergangenen ziehen. **Der Ministerpräsident der Niederlande etwa, der studierte Historiker Mark Rutte, nannte den Krieg in der Ukraine schon im Sommer «auch unseren Krieg».** Er weiss um die traumatische Besetzung seiner Heimat durch die Deutschen. **In Deutschland hingegen herrschte lange die Überzeugung vor, aus dem Nationalsozialismus ergebe sich die Pflicht zur Nichteinmischung.** Die Deutschen sollten anerkennen, dass sie kein Monopol auf die normative Deutung der Vergangenheit haben.

kis. **Thomas Weber** stammt aus dem nordrhein-westfälischen Hagen und ist seit 2013 Professor für Geschichte und Internationale Politik an der University of Aberdeen. Ausserdem ist er Visiting Fellow an der Hoover Institution an der Stanford University. Sein 2016 erschienenes Buch «Wie Adolf Hitler zum Nazi wurde» machte ihn einem grösseren Publikum bekannt. Soeben legte er bei Herder als Herausgeber und Autor den Sammelband «Als die Demokratie starb: Die Machtergreifung der Nationalsozialisten – Geschichte und Gegenwart» vor. Gegenwärtig arbeitet er an mehreren Projekten zur politischen Radikalisierung in Umbruch- und Krisenzeiten und zum Friedensprozess in Bosnien.

11 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/die-tat-von-illerkirchberg-ueber-migration-reden-18522820.html?premium>

NACH TAT VON ILLERKIRCHBERG:

Wir müssen über Migration reden

EIN KOMMENTAR VON TIMO FRASCH, MÜNCHEN

-AKTUALISIERT AM 10.12.2022-21:09



„Yastayiz“ ist Türkisch und heißt „Wir trauern“. Lichter zur Erinnerung an das 14 Jahre alte Mädchen, das ein Flüchtling aus Eritrea in Illerkirchen bei Ulm getötet hat. Bild: dpa

In einer Kleinstadt bei Ulm hat ein Flüchtling aus Eritrea ein Mädchen getötet. Jetzt ist es wichtig, die alten Muster von Anschuldigung und Shitstorm aufzubrechen. Eine vernünftige Debatte ist möglich.

Am Montag hat ein aus Eritrea stammender Flüchtling ein junges Mädchen mit einem Messer so schwer verletzt, dass es starb. Warum er das tat, weiß man bisher nicht, wird man vielleicht nie wissen. Für die politische Debatte ist das leider einerlei. Sie läuft nach dem immer gleichen Schema ab: Politiker zeigen sich „zutiefst erschüttert“. Kreise, deren Geschäftsmodell der Rassismus ist, triumphieren, woraufhin die andere Seite mahnt, der Fall dürfe keinesfalls instrumentalisiert werden.

Es gibt kaum ein Thema, das so aufgeladen ist wie Flucht und Migration, keines, das so nonchalant gegen den vermeintlichen Gegner gewendet wird, von allen Seiten. Mariam Lau von der „Zeit“, eine Journalistin, die wirklich nicht der Ausländerfeindlichkeit verdächtig ist, musste das vor Jahren erleben, als sie die private Rettung von Bootsflüchtlingen problematisierte. Es hätte ein Befreiungsschlag sein können – und endete im Shitstorm.

Mit viel gutem Willen kann man auch der CSU attestieren, dass sie 2018 im Asylstreit mit der CDU versucht hat, die Probleme, die Merkel überspielte, anzugehen. Doch sie verrannte sich und packt heute das Thema nur mehr mit der Beißzange an, aus Angst vor Gegenmobilisierung. So jedoch gibt es kein Fortkommen. Man sieht das auch an der Debatte über die neuerlich hohen Flüchtlingszahlen. Die Innenminister verlangen, der Bund müsse mehr tun, um die Kommunen zu entlasten. Der Bund sagt, er tue ja schon viel. Man solle aber auch keine Probleme herbeireden und damit die Willkommenskultur gefährden.

Zuflucht und Heimat

Dabei wäre es wichtig, grundsätzlich über Flucht und Migration zu reden. Man würde dann vielleicht feststellen, dass in weiten Teilen der Bevölkerung vernünftiger und weniger kontrovers gedacht wird, als manche Politiker fürchten. **Anbei der Versuch, den bei Recherchereisen und Verwandtschaftsbesuchen gewonnenen Eindruck auf den Punkt zu bringen.**

1. Bevor Leute in Flüchtlingsheimen vor sich hin siechen, ist es besser, sie sofort arbeiten zu lassen, eventuell auch dazu zu verpflichten.

2. Leute, die integriert sind, sollen dableiben dürfen.

3. Leute, die keine Chance haben, zu bleiben, sollen erst gar nicht kommen.

4. Einwanderung kann ebenso bereichernd sein wie eine Belastung oder eine Gefahr.

5. Vielfalt ist schön. Vielfalt heißt aber auch, dass unterschiedliche Länder noch als solche erkennbar sind.

6. Es ist Zufall, in welchem Land man geboren wird, eine Ungerechtigkeit. Man sollte sie ausbalancieren, aber nicht glauben, sie dadurch heilen zu können, dass man das wichtige Ordnungsprinzip Staat vom Staatsvolk entkoppelt.

7. Es ist verständlich, dass Menschen dorthin wollen, wo sie bessere Chancen auf ein gutes Leben haben. Die Chancen sind allerdings geknüpft an eine Begrenzung der Zuwanderung.

8. Wer um sein Leben fürchten muss, soll Zuflucht finden.

9. Heimat ist wichtig. Migration sollte kein Selbstzweck sein.

Wer ohne Umschweife über derlei sprechen will, sollte selbst sauber sein. Da haben die deutsche wie die europäische Politik Nachholbedarf. Man kritisiert die Italiener, weil sie eine rechtsgerichtete Regierung wählen. Zugleich nimmt man es hin, dass die Rechtslage Italien mit den Flüchtlingen allein lässt. **Man redet von Freihandel und Fluchtursachenbekämpfung und betreibt selbst Agrarprotektionismus, der den Herkunftsländern schadet. Und weil man selbst zwar Legionen von Beratern, Anwälten und Coaches hat, aber zu wenig Pfleger, Ärzte oder Facharbeiter, wirbt man sie den Herkunftsländern ab. Aber bitte nur die guten.**

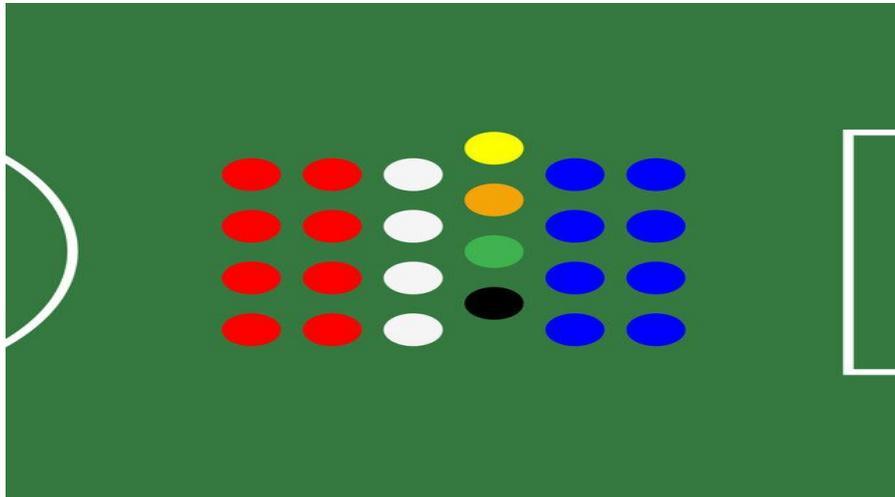
11 décembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/12/10/opinion/france-world-cup-racism-immigration.html>

SIDELINES

Another France Is Possible. Look at Its World Cup Team.

Dec. 10, 2022



CreditCredit...By No Ideas

By Laurent Dubois

Mr. Dubois is an academic who writes about football and politics.

I will never forget the joy and solidarity that followed France's 2018 World Cup victory. I watched in Paris, and when the game ended with a 4-2 win over Croatia, we all rushed into the streets, flares burning, jumping and hugging. Someone pulled out a sound system and started blaring the team's adopted anthem, "Magic in the Air," turning the plaza where I stood into a flag-festooned dance party. The celebrations continued into the next day as crowds converged on the Champs-Élysées to watch the team descend the avenue.

But for all the joy of that moment, we couldn't quite celebrate the way people had the last time France won the World Cup, in 1998. Then, there was a utopian hope that tournament victory by a team made up of the children of immigrants could help overcome racism in the country. By 2018, we knew better.

International football, as the writer [Clint Smith recently noted](#), invites us to imagine countries not so much as they are but as they might be. During the World Cup, players literally embody their nations. Their actions take on symbolic meaning because they reflect and refract their societies. The story of the French team in recent decades, and of the debates that have surrounded it, helps us understand the shifts that are remaking the country's national identity — and where limitations remain.

The 1998 team was celebrated for the histories it brought together — Caribbean, West African, Algerian, Armenian, all of them French, too. It felt like a new model for what France could be. Lilian Thuram, born in Guadeloupe, and Zinedine Zidane, a child of Algerian migrants who grew up in the housing projects of Marseille, scored winning goals. They became national icons.

The team's strength and unity served as a bold message to a country where citizenship has long been equated with cultural similarity and a society that generally eschews hyphenated identities. The victory was also a riposte to Jean-Marie Le Pen, the leader of the far-right National Front

party, who two years earlier attacked the team as being made up of “foreigners” and “fake Frenchmen.” Mr. Thuram in particular used his platform to become a prominent voice against racism and a critic of the government’s approaches to policing and immigration.

But as the glow from the ’98 win wore off, it became clear that a trophy in the hands of a multicultural team wasn’t going to change France’s racial dynamics, nationally or even in football. Karim Benzema, one of France’s star strikers, said in 2011: “When I score, I’m French, when I don’t, or when there’s a problem, I’m Arab.” The previous year, the leadership of the French Football Federation had discussed a plan to limit the number of players of African and North African descent being recruited at the youth level. When these conversations were [leaked](#) to the press, many were shocked to learn that the manager of the national team participated in them.

That manager was replaced in 2012 by Didier Deschamps, who had captained the 1998 team and became known for fostering unity within it. In 2018, he had put together a majority-Black roster, stocked with some of the most remarkable football talents on the planet. Alongside Paul Pogba, the team’s captain, whose parents emigrated from Guinea, played the young phenom Kylian Mbappé, whose mother is from Algeria and father is from Cameroon, and the brilliant midfielder N’Golo Kanté, whose parents came from Mali.

As the 2018 World Cup approached, the far right didn’t publicly attack the team. Doing so seemed like a potential political liability. That may be because for many French people, particularly those in younger generations, the multiculturalism long demonized by the right is now simply reality. The family stories of many of these players are increasingly part of the fabric of French life.

Celebrating at the presidential palace after the World Cup, Mr. Kanté [sat alongside his mother, who wore a veil](#), and greeted Mr. Pogba with a “salaam aleikum.” Given the Islamophobia in France, this moment was striking because of how natural it seemed. The players broadcast a sense of ease about being African, French and Muslim all at once.

These players embody what some scholars and activists now call “[Black France](#),” arguing that the nation needs to acknowledge the central place of Africa and the Caribbean in its history and future. As the French feminist writer and scholar Maboula Soumahoro put it in [a recent memoir](#), this is a simple demand for recognition: “I, *too*, am France.”

Perspectives on the World Cup

But there is still strong resistance. This year, Marine Le Pen, the heir to her father Jean-Marie’s far-right party, won more than 13 million votes in her bid for president. Demands for the acceptance of France’s racial diversity are consistently met with accusations from across the political spectrum that they threaten to divide and undermine the Republic. Even as they mutate, racism and the legacy of colonialism continue to shape French culture.

Surely, some of the same people who voted for Ms. Le Pen also cheered when France beat Australia, Denmark and Poland in Qatar and will be rooting for a victory when France faces England on Saturday. It is surprisingly easy, even for those who express explicitly racist views, to support Black athletes when it suits them. But the accumulated experience of supporting and celebrating the national team can nevertheless help bring about the “change in our collective imagination” that Mr. Thuram [advocates](#) in his writings and with the work of [his antiracism foundation](#). Through their successes, the nation’s athletes offer a positive vision of how diversity is a strength for the team, and by extension for France — in the process nourishing new ways of thinking about what the nation is and can be.

France entered this year’s World Cup missing several players from 2018, including Mr. Pogba, because of a string of injuries. But Mr. Mbappé has returned, alongside other veterans from 2018 and new players, including Moussa Dembélé, Aurélien Tchouaméni, Dayot Upamecano and Marcus Thuram, Lilian Thuram’s son.

In its first two games, France lit up the pitch with the kind of flowing, joyous play that has secured the team fans all over the world. Now it is headed into the quarterfinals, where it will face England. Mr. Mbappé has been its star and already scored five goals. As the newspaper Libération [put it](#), France is “sailing on his wings” as the team moves through the tournament as one of its favorites.

Back in France this year, the debate has been less about the team than about the tournament itself.

The mayors of many major French cities opted not to set up the usual public viewing areas to protest the corruption and human rights abuses associated with the tournament, and activists in some cities have gone as far as to use special remote controls to [turn off](#) televisions in bars showing the games. But if France’s form continues, it seems likely this initial reticence around the tournament will cede to the irresistible buzz and joy of a good run at the World Cup and a new round of enthusiasm for the team’s players. Of course, as Mr. Benzema might remind us, that can always change based on what happens next.

As I cheer for the French team, I am also rooting for a France that ultimately confronts and embraces all its complex histories, and sees them as a source of collective strength and possibility. [Speaking to his teammates](#) before the 2018 final, Mr. Pogba made clear that they, and by implication the communities they belong to, are all a constitutive part of the country’s future: “Tonight, I want us to become part of the memories of all the French people who are watching us. And of their kids, their grandkids, even their great-grandkids.”

Laurent Dubois ([@soccerpolitics](#)) is a professor at the University of Virginia and the author of “The Language of the Game: How to Understand Soccer.”

11 décembre (Oumma)

<https://oumma.com/haoues-seniguer-un-certain-recit-republicaniste-achoppe-sur-lislam-et-les-musulmans/>

Entretien avec Haouès Seniguer :

«Un certain récit républicaniste achoppe sur l’islam et les musulmans»

21 septembre 2022, 11 h 22 min [7commentaires](#)



Dans son dernier ouvrage édifiant «[La République autoritaire. Islam de France et illusion républicaine \(2015-2022\)](#)» – Ed. [Le Bord de l’eau](#) – le politiste [Haouès Seniguer](#), maître de conférences en science politique à [Sciences Po Lyon](#) et chercheur au laboratoire Triangle (UMR 5206, ENS-CNRS, Lyon), met en lumière les ambivalences de la gestion étatique du fait musulman et la propagation d’une forme d’idéologie du soupçon.

Ce fin connaisseur de l’islamisme marocain et des rapports entre islam et politique en France – auteur de « Les (Néo) Frères musulmans et Le nouvel esprit capitaliste. Entre rigorisme moral, cryptocapitalisme et anticapitaliste (2019) » – [livre une analyse passionnante sur ceux qui alimentent, exacerbent la suspicion autour de l’islam de France](#), ses responsables et certaines pratiques jugées douteuses, au regard d’une [certaine conception moralisatrice et autoritariste de la République et de la laïcité](#).

Haouès Seniguer a accepté de répondre aux questions d’Oumma.

Dans votre introduction générale, vous estimez que « notre pays n’est pas sous la coupe d’un régime autoritaire au sens plein du terme, ni même prisonnier d’un autoritarisme déguisé ou diffus ». Vous déplorez, cependant, que la scène politique française « n’en renvoie pas moins une image dégradée et à tout le moins inquiétante ». Quelles sont, selon vous, les principales causes de ce « délitement du débat politique »?

Dans cet ouvrage, [je m’efforce de raisonner par méthode, en évitant autant que possible toute forme de manichéisme, par définition excessif, stérile et contreproductif. Or, force est d’admettre que c’est le manichéisme qui domine largement les débats publics actuels où il faudrait, de ce point de vue, penser en noir et blanc, où il ne fait pas bon, décidément, de tenir des positions nuancées car vous courez d’être accusé d’un côté comme de l’autre.](#)

Par ailleurs, j’essaie de m’abstenir de toute espèce de [généralisation](#), par essence hâtive et caricaturale. [Je dis clairement qu’il y a des grands commis d’Etat, bienveillants, nuancés et bien disposés à l’égard des musulmans](#), notamment au niveau du Bureau central des cultes ou des préfetures.

Toutefois, cet autoritarisme, que [j’ai vu se déployer après les attentats islamistes radicaux de 2015](#), procède de pratiques politiques déterminées, d’abord conjoncturelles puis, de plus en plus, structurelles, à l’égard de contestataires en général et de certaines catégories de musulmans en particulier, [avec des formes de censures discursives à l’endroit de formes plus ou moins ostensibles d’expression de l’islamité](#).

J’en veux pour preuve les perquisitions administratives, les visites domiciliaires, etc., qui, souvent, n’ont d’ailleurs rien donné, cependant qu’elles ont privé de liberté certains, causé quelquefois des dégâts matériels,

et surtout suscité l'effroi de familles entières, par des violences symboliques en tous genres difficilement cicatrisables.

Ce n'est pas la République ou l'Etat en soi qui sont autoritaires, mais des discours et actions d'acteurs sociaux, décideurs ou non, qui agissent en leur sein ou en leur nom. J'observe et fais observer, à cet égard, que les usages et surtout mésusages du référentiel républicain deviennent le paravent de discours et pratiques aux relents discriminatoires ou, a minima, essentialistes.

J'entends donc ici par **autoritarisme** l'imposition de choix et d'orientations politiques, sécuritaires et légales qui engagent la collectivité, sans concertation large préalable, discernement et pondération, **avec l'ambition, tacite ou plus avouée, de discipliner les esprits et les corps, au nom par exemple d'un principe laïque attractif mais, dans les faits, revisité et complètement dévoyé.** Ce n'est par conséquent plus seulement « d'un délitement du débat politique » qu'il s'agit, mais d'une « **extrême droitisation de la vie politique** », qui contamine jusque et y compris des secteurs de la gauche, pour reprendre la thèse intéressante du politiste Philippe Corcuff.

Cette extrême droitisation progresse **sur fond de délitement des repères classiques distinguant historiquement la gauche de la droite.** J'ajouterai aussi, plus spécifiquement eu égard à mes propres analyses, **la réalité d'une extension d'une idéologie du soupçon vis-à-vis de celles et ceux qui sont jugés déviants, sans critères stables ou stabilisés adoptés par la puissance publique.** Et c'est d'autant plus problématique que **ça peut potentiellement affecter n'importe qui, dès lors que l'individu apparaît, à tort ou à raison, avoir quitté les rails de « la République » ou d'être un « faux » laïque.**

Vous évoquez **la « crise du récit républicain »** et soulignez combien la « **visibilité physique des musulmans dans les espaces publics stigmatise par réfraction tout l'impensé et les échecs d'un modèle universaliste brinquebalant** ». Pouvez-vous développer votre réflexion ?

En fait, l'hypothèse que je défends est la suivante : **la présence et la visibilité musulmanes dans les espaces publics mettent à l'épreuve, en en montrant les limites éclatantes du modèle républicain principiellement indifférent aux origines, aux différences ethno-religieuses, linguistiques, etc.** C'est un principe incontestablement désirable. **Toutefois, un certain récit républicain achoppe sur l'islam et les musulmans.**

C'est selon moi, très précisément, **un révélateur paroxystique du soubassement intolérant du jacobinisme** qui déraile lorsque l'altérité, quelle qu'elle soit, vient à s'exprimer ou à se manifester, ou que des subjectivités se font jour.

Je ne fais donc pas, en l'espèce, de l'islam et des musulmans une exception, mais plutôt **un symptôme aigu de cette quête d'unicité culturelle, d'unitarisme même, du corps social, lequel découle d'un certain récit républicain, lequel n'est par ailleurs pas à l'abri de contradictions majeures** : on dit, en effet, être indifférent aux origines et celles-ci, pourtant, ne cessent d'être exhumées d'une façon ou d'une autre, par le haut, pour être quelquefois brocardées.

Souvenez-vous du projet de déchéance de nationalité sous le quinquennat de François Hollande (2012-2017). Néanmoins, je fais une vraie différence entre la liberté, que je chéris, donnée à des individus de dire ce qu'ils sont, comment ils sont, d'être ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent dire à propos de ce qu'ils sont, dans le respect de l'intégrité morale et physique d'autrui, et les injonctions d'interlocuteurs mobilisant le référentiel républicain pour leur dire en quelque sorte de se taire, de se faire discrets, ou d'être comme ceci plutôt que comme cela, tout en continuant à essentialiser les appartenances et les identités telles qu'elles sont invoquées ou racontées par les premiers concernés.

Vous critiquez les effets contreproductifs de la stigmatisation du rigorisme musulman. Quels sont-ils exactement ?

J'évoque ces assignations proférées par une multiplicité d'acteurs ayant accès à la parole publique et jouissant d'une autorité : intellectuelle, morale, politique, administrative. **Lesquels jettent à la vindicte des**

individus ou associations qualifiés, sans aucune précaution et aucun sens de la nuance, de « salafistes », « d'islamistes », de « Frères musulmans », de « fréristes », etc.

Je vais être plus précis pour ne pas donner prise aux procès d'intention qui font, en ces temps troublés, facilement florès : **qu'il faille débattre du discours et de pratiques religieuses au plan culturel, philosophique, je n'y vois pas le moindre inconvénient.**

Je le fais, bien ou mal, comme d'autres le font, bien ou mal. **Ce que je trouve regrettable en revanche est cette façon, toute politique ou politicienne, de discréditer, d'agonir, d'insulter publiquement des personnes en raison de choix vestimentaires ou d'options existentielles que nous ne partageons pas nécessairement, alors même qu'elles ne violent pas la loi, du moins en l'état.**

Donnons un exemple concret : il se trouve des locuteurs qui affirment par exemple, sous des dehors tolérants, qu'il ne faut pas, ou qu'on ne peut pas, interdire le voile dans l'espace public, tout en continuant de marteler que le voile est le symbole de l'islamisme et de soumission de la femme, et peu importe ensuite les conséquences de telles paroles.

Vous posez également **la question de savoir si « islamisme, rigorisme, djihadisme sont des frères siamois »**. Diriez-vous que ces amalgames en « isme », qui galvaudent le sens des mots, sont caricaturaux ?

Oui, caricaturaux, et surtout aux antipodes des travaux en sciences sociales qui devraient être beaucoup mieux relayés et discutés dans les espaces publics de la parole. Un discours ambiant confond effectivement trois ordres de réalité : le rigorisme religieux, moral et comportemental, variable suivant les individus, dans l'espace et le temps, n'est pas systématiquement lié à un courant idéologique ou religieux précis.

Un exemple : vous pouvez être très attaché au halal, pour ce qui est de la viande, sans être un islamiste ou un salafiste forcené dans l'âme. Raccorder, linéairement et automatiquement, le halal à l'islamisme est une ineptie. En outre, vous pouvez être islamiste (je lui préfère l'expression néo-Frère), autrement dit conservateur sur le plan des mœurs, ou salafiste, c'est-à-dire encore plus conservateur, et respecter intégralement la laïcité, moins en tant que valeur que principe.

Par ailleurs, est-il **utile de rappeler que islamistes et salafistes légalistes dénoncent le terrorisme ou djihadisme, soit l'engagement violent au nom de l'islam, qu'ils lisent comme une déviance mortifère, une abomination des enseignements de l'islam ?**

Après cela, ils sont évidemment critiquables dans leurs rapports à l'altérité sous ses différentes manifestations, à l'intérieur ou l'extérieur des mondes de l'islam, **dans leurs conceptions des relations entre les hommes et les femmes, etc.**

Selon vous, les acteurs organisés de l'Islam de France, des plus conservateurs aux plus rigoristes, se retrouvent acculés par l'Etat, et « en viennent à approuver les stigmates qui affectent par extension tous les musulmans ». Pouvez-vous être plus précis ?

C'est un phénomène qui touche et a touché d'autres milieux, notamment homosexuels, dans des contextes de fragilité, comme le démontre bien le philosophe Didier Eribon dans son ouvrage, Une morale du minoritaire.

Qu'est-ce à dire ?

Dans un contexte sociopolitique de stigmatisation qui touche des groupes minoritaires, quels qu'ils soient, certains membres desdits groupes, en quelque sorte inquiets et marqués par la crainte d'être montrés individuellement ou collectivement du doigt, jetés publiquement en pâture, auront tendance à reprendre à leur compte le discours stigmatisant, essentialisant, d'un environnement par certains aspects hostile, en cultivant l'illusion d'échapper ainsi au stigmate qui affecte leur groupe d'appartenance.

Cela s'est clairement donné à voir au moment de l'adoption, fin 2020, de la Charte pour les principes de l'islam de France, initiée par l'Elysée d'abord, relayée ensuite par le ministère de l'Intérieur, et enfin approuvée et défendue par le Conseil français du culte musulman (CFCM). Les signataires se sont alors mis

à accuser l'autre ou les autres, notamment les non-signataires, de pratiquer « l'islam politique », d'être des « islamistes », etc.

Propos recueillis par la rédaction Oumma

Haouès Seniguer : [La République autoritaire. Islam de France et illusion républicaine \(2015-2022\), Ed. Le Bord de l'eau, 2022.](#)

11 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/bienvenue-dans-l-ere-queer-moins-de-la-moitie-des-etudiants-de-cambridge-se-declarent-desormais-heterosexuels-christian-flavigny>

PROGRESSISME

Bienvenue dans l'ère queer : moins de la moitié des étudiants de Cambridge se déclarent désormais hétérosexuels

avec [Christian Flavigny](#)

Pédopsychiatre et psychanalyste, membre de l'Institut Thomas More, Christian FLAVIGNY a été auditionné par les Commissions de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Comité d'éthique, du Conseil d'État, depuis ces deux dernières décennies. Il est notamment l'auteur de Le débat confisqué – PMA, GPA, bioéthique, genre, metoo, etc., Salvator, 2019



L'âge adulte est celui où s'engage la confrontation avec les deux données de l'humain : l'incomplétude et la finitude.

Atlantico : Moins de la moitié des étudiants de Cambridge se déclarent désormais hétérosexuels, selon une étude, comment l'expliquer ?

Christian Flavigny : Voyons d'abord ce que reflète cette enquête : une forme de désignation ; il y aurait "des hétérosexuels", "des homosexuels", comme on répertorierait des droitiers, des gauchers et des ambidextres, en une sorte de taxonomie de la vie sexuelle. Cela entérine un discours militant qui cantonne l'option de vie sexuelle à une sorte de fonctionnalité : « je suis comme cela », comme d'une disposition "de nature" qui se serait de toujours imposée à la personne concernée : **les militants des "minorités sexuelles" prétendent être « nés comme ça » afin de se déclarer victimes de discrimination depuis une catégorie qui serait dominante parce que numériquement majoritaire, "les hétérosexuels".**

Or l'option sexuelle est une **inclination** et non une "**orientation**" (terme dont usent les militants) ; ce qui fait ou non partager sa vie affective et sexuelle entre homme et femme, c'est la façon diverse de vivre l'altérité sexuelle et la rencontre intime de l'inconnu de l'autre sexe, bref l'incomplétude qui est l'enjeu humain de la sexualité.

Les sociétés anglosaxonnes, anglaise et américaine, ont brimé voire persécuté les minorités sexuelles, établissant une catégorisation qui résulte de leur approche normative et puritaine. Ce n'est pas le cas de la société française dont la conception universaliste a toujours accepté que chacun vive sa vie affective et sexuelle à son gré, sans

jamais en faire un critère d'acceptation sociale, donc sans jamais discriminer selon de tels critères.

L'enquête devrait donc étudier la faveur des enquêtés pour vivre leur vie affective et sexuelle : entre homme et femme, ou bien entre hommes ou bien entre femmes, ou bien les deux, ou bien aucune. Mais il serait justifié de questionner la visée d'une telle enquête et ses attendus implicites.

La même étude réalisée par Varsity, une publication de la célèbre ville universitaire britannique, montre qu'ils étaient encore 80% il y a 6 ans. Comment l'expliquer ?

La réponse convenue expliquera que c'est la preuve d'une acceptation de l'homosexualité qui aurait été déniée antérieurement, et qui serait l'effet du combat militant ; c'est une réponse superficielle, cantonnée à l'approche sociale. La compréhension psychologique a étudié de longue date la prégnance homosexuelle et en a donné une explication claire ; **on sait en particulier comment au moment de l'adolescence et du jeune âge adulte, il y a une certaine labilité dans le choix de partenaires de vie sexuelle et amoureuse, dans une démarche d'exploration** qui est celle de la découverte dialectique de l'autre en même temps que de soi-même.

Que l'effet déclaratif (« je suis ») accueille désormais plus aisément la sexualité de même sexe n'est pas la marque d'une plus grande tolérance, on pourrait même dire au contraire : c'est la preuve d'une lutte contre une intolérance. Or celle-ci est le propre des sociétés anglosaxonnes ; **faut-il rappeler qu'à l'heure où Oscar Wilde est emprisonné, des figures marquantes de la vie culturelle française sont connues pour privilégier la vie sexuelle de même sexe** ; et qu'alors **qu'Alan Turing** est condamné au traitement hormonal, avec l'issue tragique que l'on sait, **Charles Trenet est libéré de quelques jours d'emprisonnement sous les acclamations de la foule ? La tolérance qui est intrinsèque à la culture française est liée au fait qu'elle comprend la vie affective et sexuelle comme partage et découverte de l'altérité, et non comme un code de vie sociale régi par des normes de bienséance.**

L'évolution de ces chiffres ne traduit-elle pas, malgré tout, une évolution de la société qui devient de plus en plus ouverte et tolérante sur ces questions ? Poussant plus d'individus à s'assumer ?

L'exemple du "phénomène transgenre" est illustratif : est-il lié au fait que de plus en plus de jeunes oseraient déclarer ce qu'ils n'osaient pas avouer antérieurement, qu'ils se sentent appartenir à l'autre sexe que celui dévolu par leur anatomie ? **En rien. Il est lié au fait que les jeunes se saisissent des moyens que leur donne le discours adulte pour clamer leur malaise.** Or **ce malaise** de bien des jeunes pour s'approprier leur corps sexué et le vivre au profit de leur vie affective, bref pour en faire la base de la définition d'eux-mêmes, **est connu de longue date** ; **mais aujourd'hui la fortune faite à la thèse des militants américains, voulant que "la Nature se serait trompée, mettant une âme de fille dans un corps de garçon ou vice-versa", fait aux jeunes déclarer "se sentir dans le mauvais corps"**. Il faut entendre leur mal-être, mais ne pas rentrer dans cet effet déclaratif qui n'a pour effet voire pour fonction que de détourner de la vraie prise en compte du désarroi de fond qu'ils ressentent.

A quel point, dans cette enquête, le fait que ce soient des étudiants de Cambridge peut-il avoir un effet sur les données ?

L'effet est lié au fait que **ce sont des jeunes gens, entre adolescence et âge adulte** ; un âge où la rencontre avec l'autre sexe est encore en prospection. La rencontre avec l'autre sexe n'est simple pour personne : elle renvoie chacun à sa propre incomplétude, qui est au fondement de la relation humaine, qu'elle soit ou non vécue dans l'intimité sexuelle, ce qui est l'affaire de chacun. **L'âge adulte** est celui où s'engage la confrontation avec les deux données de l'humain : **l'incomplétude et la finitude** ; c'est du coup l'âge de possiblement se rendre parents l'un par l'autre, ce qui est l'enjeu crucial de la relation entre les sexes, donnée qui a été occultée par l'ouverture de l'Aide médicale à la Procréation (PMA) aux unions de même sexe mais n'en demeure pas moins fondatrice.

On sait que les chiffres des populations homosexuelles sont plutôt stables dans les données statistiques. Peut-on imaginer au regard de cette enquête qu'ils soient sous-estimés ?

Que veut dire "les populations homosexuelles" ? Cette formulation est au principe même d'un communautarisme contre lequel il faut s'insurger en se basant sur la manière française. Peut-on prendre la mesure du **paradoxe américain** qui réclame le "droit au **respect de la vie privée**" sans cesse invoqué dans les jugements, tout en ayant imposé la "**visibilisation**" de cette vie privée depuis **le honteux "coming out"** exigé dans la vie sociale, comme une sorte de "j'assume" ma différence ? **Cette différence, la culture française n'en a jamais fait un problème, du fait de sa compréhension de la vie sexuelle comme d'un partage et d'un vécu de la relation à l'autre, sans hiérarchisation de la manière, mais cantonnés à l'intimité.**

11 décembre (L'Express)

https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/andrew-roberts-hitler-etait-foncierement-paresseux_2184327.html

L'Express, no. 3727

IDÉES, jeudi 8 décembre 2022 1476 mots, p. 72

Andrew Roberts : « Hitler était foncièrement paresseux »

THOMAS MAHLER

L'historien anglais revient sur l'opposition entre Hitler et Churchill, et rappelle les avantages des démocraties, même en temps de guerre. PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER

TOUT LES DIFFÉRENCIAIT, de l'alcool à l'art de gérer les hommes. Dans Hitler et Churchill (Perrin), l'historien anglais Andrew Roberts revient sur l'opposition totale entre le Führer nazi et le « Vieux Lion » britannique, se penchant plus particulièrement sur leur leadership. En plein conflit ukrainien, les leçons de ce livre d'histoire restent plus que jamais d'actualité : selon ce biographe de Churchill, si les dictatures ont un net avantage quand il s'agit d'entrer en guerre, les démocraties s'avèrent in fine les meilleures pour les gagner...

Difficile, sur le plan personnel, de faire plus opposés que Hitler et Churchill. L'un ne buvait quasiment pas d'alcool et ne fumait pas. L'autre était un bon vivant amateur de cigares et de whisky...

Andrew Roberts Churchill adorait la nourriture et avait un appétit énorme. Il buvait beaucoup mais, chose extraordinaire, il était rarement ivre. Il avait des capacités pachydermiques. L'un de ses grands amis, le journaliste C. P. Snow, disait : « **Winston n'est pas un alcoolique, car aucun alcoolique ne peut boire autant.** » Pendant la Seconde Guerre mondiale, il lui arrivait de boire du whisky jusqu'à 3 heures du matin. Mais durant ces cinq ans où il a été Premier ministre en temps de guerre, je n'ai recensé que deux occasions où il a été saoul, alors qu'il faut imaginer à quel point sa fonction était stressante.

Hitler, lui, n'était pas complètement abstinent en matière d'alcool, parce que, de temps à autre, il « avalait de l'eau ou de la bière quand il avait la gorge sèche », selon sa déposition lors du procès de 1924, suite au putsch de la brasserie de Munich. Mais pendant la Seconde Guerre mondiale, il fit un jour remarquer qu'on ne pouvait pas faire grand-chose à court terme pour modifier les habitudes de la population en matière de nourriture et de boisson, mais qu'après la guerre il allait « s'occuper de la question ».

Quels chefs de guerre étaient-ils ?

Il est très intéressant d'observer comment le style de commandement respectif de Churchill et de Hitler a évolué au cours de la guerre : alors que le premier s'est de moins en moins impliqué dans la conduite militaire de celle-ci au jour le jour, le second s'est mis à vouloir gérer toujours davantage chaque opération.

Au départ, Hitler a su déléguer à ses généraux. Ce n'est pas lui qui a inventé le concept de guerre éclair ni conçu les plans des opérations pour envahir la France. Le crédit en revient à Erich von Manstein. Mais Hitler a compris que si cette tactique comportait de gros risques, elle offrait néanmoins un élément crucial : la surprise. Cependant, suite à plusieurs victoires, Hitler a fini par être convaincu qu'il était le plus grand chef de guerre de l'Histoire, en croyant à la propagande de Goebbels, qui le présentait comme tel. Après l'invasion de l'URSS en 1941, il s'est impliqué toujours plus dans le moindre détail des opérations militaires, qui auraient été bien meilleures si elles avaient été laissées aux commandants sur place. Tandis que la guerre s'enlisait à l'Est, il a ainsi de plus en plus joué le rôle d'un général de division et non celui d'un commandant en chef.

A l'inverse, Churchill a appris à déléguer. Au début de la Seconde Guerre mondiale, en tant que premier lord de l'Amirauté avec la responsabilité de l'ensemble des opérations navales, il a eu tendance à s'occuper de tout, jusqu'à spécifier la taille du drapeau flottant devant l'Amirauté. Mais ensuite, il a su prendre du recul, considérer les choses dans un contexte plus large et octroyer bien plus de liberté à ses généraux.

Vous soulignez aussi que Hitler a fait primer la loyauté de ses généraux sur la compétence...

Churchill n'a pas hésité à remplacer des généraux en cas d'échec. Alors que Hitler a toujours privilégié les positions politiques des militaires à leurs résultats. Il pouvait être très indulgent avec les nazis fanatiques ou ceux qui lui étaient fidèles. Göring est un bon exemple, lui qui a passé plus de temps en forêt à chasser que dans son ministère de l'Air. N'importe quel dirigeant aurait relevé de son commandement un tel spécialiste de l'échec en série. Göring est responsable de la déroute de la Luftwaffe à Dunkerque, qui a permis à la grande majorité des troupes alliées encerclées de s'échapper par la Manche. Il avait également promis que jamais un seul bombardier britannique n'atteindrait l'Allemagne. Mais pour Hitler, le fait que Göring soit membre du parti nazi depuis 1922 comptait plus que ses compétences. Il s'est d'ailleurs trompé sur sa fidélité, puisque, à la fin, Göring l'a trahi, tout comme Himmler.

Un autre exemple, hilarant, est celui de Bruno Gesche, chef de la garde personnelle de Hitler, qu'il avait lui aussi rejoint dès 1922. Gesche était un alcoolique notoire. En 1942, il était tellement ivre qu'il a menacé un de ses camarades officiers SS en pointant son pistolet sur lui. C'était la pire personne pour occuper un poste de garde du corps! Et pourtant, Hitler ne l'a renvoyé que quelques mois avant la fin de la guerre, car il était certain de sa loyauté.

Churchill était un « workaholic », alors que Hitler détestait lire les dossiers, dites-vous...

Hitler était foncièrement paresseux. Il croyait tellement en son génie qu'il pensait pouvoir se dispenser de la documentation. Il avait horreur des réunions et ne s'intéressait pas aux rapports dans leurs détails. C'est là encore l'opposé complet de Churchill, qui voulait avoir certains éléments pour pouvoir argumenter face au cabinet de guerre et aimait s'appuyer sur des données précises. On retrouve là une grande différence entre les démocraties et les régimes autoritaires. Un dictateur sait qu'il ne sera pas contredit par ses subordonnés, et n'a donc pas besoin de "faire ses devoirs". Alors que ce qui a permis à Churchill de ne pas commettre certaines erreurs militaires potentiellement désastreuses, c'est qu'il respectait ceux qui lui tenaient tête et ne mâchaient pas leurs mots. C'est pourquoi les démocraties sont bien plus efficaces en temps de guerre, car il y a un échange d'idées entre les ministres et les généraux.

Aujourd'hui, Churchill est accusé d'être un impérialiste et un raciste. Sa statue à Londres a même été vandalisée. Qu'en pensez-vous?

Churchill croyait en une hiérarchie des races. Il avait 8 ans à la mort de Darwin, à une époque où le racisme était considéré comme un fait scientifique. Il faut ainsi le voir comme un homme de son temps. Mais si Churchill faisait des blagues racistes, il n'a jamais souhaité du mal aux populations non blanches. Il s'est battu pour libérer le Soudan de l'esclavage et bien sûr contre les Boers, détestant leur façon de traiter les populations autochtones en Afrique du Sud. En un sens, ce qu'il a dit et ce qu'il a fait dans ce domaine ont été deux choses bien différentes.

Il est difficile de ne pas penser à la situation en Ukraine en lisant votre livre. Volodymyr Zelensky vous semble-t-il être une figure churchillienne?

Oui, totalement. Dans son discours prononcé en mars devant le Parlement britannique, Zelensky a directement évoqué Churchill, en déclarant : « Nous nous battons jusqu'au bout, en mer, dans les airs. Nous continuerons à nous battre pour notre terre, coûte que coûte, dans les forêts, dans les champs, sur les rives, dans les rues. » Zelensky s'est aussi montré churchillien en refusant de quitter Kiev, quand bien même il était menacé par des assassins russes. C'est même plus courageux que ce qu'a fait Churchill. Si ce dernier pouvait grimper sur le toit de l'Amirauté pour observer les combats aériens durant le Blitz, ce qui était déjà très brave, aucune troupe paramilitaire allemande ne circulait dans les rues de Londres. Face à la menace d'invasion allemande en 1940, Churchill a en tout cas fait savoir à ses ministres que « si la longue histoire de notre île [devait] enfin se terminer, qu'elle ne se termine que lorsque chacun de nous agonisera en gisant au sol dans son propre sang ». Tandis que la famille royale devait être évacuée pour poursuivre le combat au Canada, lui avait résolu d'en finir dans la capitale de son pays.

Et peut-on faire un parallèle entre Poutine et Hitler? Je n'aime pas les comparaisons avec Hitler. C'est une figure diabolique qui a une place à part dans l'Histoire. Aucun dictateur actuel n'extermine des millions de personnes dans des chambres à gaz. Comparer un dirigeant contemporain à Hitler, c'est forcément relativiser la Shoah. Cela dit, même si la guerre en Ukraine illustre toute l'incompétence et la brutalité du régime russe actuel, Poutine n'est pas encore arrivé au niveau de Hitler en ce qui concerne les erreurs militaires.

11 décembre (L'Express)

https://www.lexpress.fr/economie/lutte-contre-la-grande-pauvrete-ce-que-nous-devons-a-la-mondialisation-par-nicolas-bouzou_2184425.html

L'Express, no. 3727

Jeudi 8 décembre 2022 742 mots, p. 54

La mondialisation a permis de réduire drastiquement la grande pauvreté

NICOLAS BOUZOU

Une étude montre que, depuis 1950, le pourcentage de la population mondiale en situation de pauvreté extrême a été divisé par près de six.

Des économistes de la Banque mondiale viennent de publier une série statistique portant sur l'évolution de la grande pauvreté dans le monde entre 1950 et 2020. Cette publication est un bol d'oxygène tant nous sommes assaillis de toutes parts de mauvaises nouvelles et de mensonges. Rappelons que sont considérés en situation de grande pauvreté les individus qui vivent avec moins de 2,15 dollars par jour (ce chiffre est calculé en dollars constants, à pouvoir d'achat équivalent, aux prix de 2017). Evidemment, vu de nos pays riches, ce chiffre semble insignifiant.

Mais pour des milliards de personnes sur cette Terre, c'est le seuil qui permet de survivre, c'est-à-dire de manger et de se vêtir pour ne pas mourir de dénuement. La Banque mondiale collecte des données sur la grande pauvreté depuis les années 1980. Depuis, le nombre de pays répondant aux enquêtes a suffisamment augmenté pour que les estimations actuelles puissent être considérées comme robustes. Tout le travail récent de l'institution a consisté à « remonter dans le temps », bien avant les années 1980. Les résultats ravivent une histoire économique de l'après-guerre qu'il est bon de se remettre en mémoire tant les décroissants, les populistes et tous les pourfendeurs de la modernité oeuvrent à nous transformer, par leur discours, en zombies dépressifs.

Premier enseignement : c'est bien l'économie qui fait le social et non l'inverse. En 1950, 58,5 % de la population mondiale vivait en situation de pauvreté extrême. En 2019, ce chiffre était tombé à 8,4 % avant de remonter à plus de 9 % l'année suivante. Nous n'en avons pas conscience car l'amélioration du monde change nos repères. A partir du moment où la grande pauvreté perd son statut de normalité pour devenir exceptionnelle, elle n'en est que plus scandaleuse. Mais la réalité est que jamais le monde n'a compté aussi peu de personnes très pauvres. Les économistes de la Banque mondiale ajoutent un élément qu'on ne se lasse pas de rappeler en France, pays passionné par les dépenses publiques et les impôts : la croissance est le premier déterminant de la réduction de la pauvreté, loin devant la répartition des revenus. Ainsi, nos débats sur les milliardaires ou les dividendes sont un peu secondaires. Notre sujet devrait être avant tout d'augmenter le niveau de revenu global de notre pays.

Deuxième enseignement : le rythme de réduction de la pauvreté s'est accéléré à partir des années 1990. Il faut y voir l'effet de la fameuse « mondialisation libérale », dont je soulignais dans ces colonnes il y a quelques semaines que nous allions la regretter. On se souviendra avec tendresse et indulgence des Attac et autres altermondialistes qui nous expliquaient il y a trente ans que la mondialisation était l'outil oppressif des pays riches pour exploiter les pauvres. Difficile d'être davantage dans l'erreur.

Troisième enseignement : la réduction de la pauvreté n'est pas automatique. Les calculs de la Banque mondiale montrent que, par trois fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la pauvreté a remonté, heureusement temporairement. Ce fut le cas au milieu des années 1960 sous l'effet d'une grande sécheresse en Inde et de la guerre avec le Pakistan. Une autre séquence de remontée intervient au début et à la fin des années 1970, lors des deux chocs pétroliers. Le dernier épisode similaire est récent : c'est bien sûr en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

Ce recul historique nous donne des indications sur ce à quoi doivent veiller les institutions multilatérales et les pays pour tenter d'aller vers l'éradication de la grande pauvreté, à portée de main pour la jeune génération. Lutter contre le réchauffement climatique, pour éviter une multiplication des catastrophes naturelles et une chute des rendements agricoles. Préserver un cadre multilatéral, des COP aux G20, pour donner un maximum de chances à la coopération internationale et à la préservation de la paix, ou à sa restauration. Développer des sources d'énergie non

carbonées, qui vont du nucléaire au renouvelable en passant par l'hydroélectricité, et diminuer leur coût. Et puis lutter contre une démondialisation et un discours anticroissance, qui constituent des lubies de bourgeois occidentaux plus préoccupés de sauver leur idéologie anticapitaliste que de lutter contre les maux qui accablent les déshérités de notre monde.

11 décembre (L'Express)

https://www.lexpress.fr/politique/melenchon-faure-ils-s-aiment-un-peu-beaucoup-et-bientot-plus-du-tout_2184643.html

L'Express (site web)

Politique, lundi 5 décembre 2022 1426 mots

Mélenchon-Faure : ils s'aiment un peu, beaucoup et bientôt plus du tout?

Olivier Pérou

A eux deux, ils incarnent le couple fort de la Nupes. Mais tout pourrait s'effondrer au congrès du Parti socialiste de janvier.

Il fut un temps où, à gauche, la haine primait. C'était avant l'élection présidentielle de 2022. Les socialistes entre eux, les écologistes avec les socialistes, les Insoumis avec tous; et inversement aussi. Jean-Luc Mélenchon a toujours brillé en la matière, lui, ce vieux socialiste qui a claqué la porte de la maison rose en 2008 et n'a eu de cesse, depuis, de tancer ses camarades d'hier. "Des menteurs", "des hypocrites" à la tête "d'un astre mort", disait-il. Il ne connaissait pas la nouvelle génération, pas même Olivier Faure, premier secrétaire du PS depuis 2018, apparatchik de longue date, collaborateur de son Némésis social-démocrate François Hollande. Les éléphants d'aujourd'hui ne valaient pas mieux que leurs pères. De cela, Mélenchon en était convaincu... De l'eau a coulé sous les ponts. Un fleuve, même. Exit le fiel d'hier, l'époque, à gauche, est aux compliments, à la cohabitation heureuse sous le toit de la Nouvelle union populaire écologique et sociale. En sept mois d'existence, la Nupes a réveillé la gauche et un duo en mène la danse : celui des ennemis d'hier. "Le couple fort de la Nupes, c'est le couple LFI-PS", n'hésite pas à affirmer le député insoumis Alexis Corbière. N'en déplaise aux écologistes qui se voyaient prendre le leadership sur le PS avant la présidentielle. N'en déplaise aux communistes qui se pensaient libérés de Mélenchon.

Une amitié, à elle seule, illustre ce tandem d'ex-belligérants : celle entre Jean-Luc Mélenchon et Olivier Faure. Elle est née dans un "bouï-bouï" du boulevard Magenta, près de la gare de l'Est à Paris, le 26 avril. Les deux hommes ne se parlaient jamais dans les couloirs de l'Assemblée nationale depuis 2017. Il faudra l'intervention de Guillaume Lacroix, le patron du Parti radical de gauche, pour qu'ils s'assoient à la même table. Pendant près de quatre heures, ils se testent, s'accusent de trahisons passées, refont l'histoire du PS et tombent d'accord sur ce qu'il faut faire en vue des législatives. Dans les treize jours et treize nuits de négociations qui vont suivre, le socialiste bombarde Mélenchon d'appels et de messages sur l'application Telegram. Il veut que le nombre de circonscriptions allouées au PS soit revu à la hausse et que soient actées les divergences sur l'Europe et l'Otan, il estime qu'un accord de 600 mesures, "c'est trop", et qu'il suffirait de se mettre d'accord sur une vingtaine de mesures fortes et assez larges pour ne pas trop engager chacun. Il obtiendra presque gain de cause sur les circonscriptions et l'Europe, pas sur les 600 mesures de l'accord.

"Pourquoi Faure?", s'interroge aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon pour expliquer sa relation avec Olivier Faure. "Il est là, tout simplement. Il a vécu, il a des cicatrices. Je l'ai vu pris à la gorge. Il y a quelque chose en lui de fort. Il a fait la seule chose intelligente qu'il y avait à faire : survivre." Le dirigeant socialiste, lui, se frotte les mains. Il a sauvé les meubles. L'opération "Nupes" est plus que lucrative pour son parti qui vient de s'écraser sur le mur de la présidentielle avec 1,7 % pour sa candidate Anne Hidalgo. "Sans la Nupes, nous n'aurions eu aucun groupe et sans doute aucun député socialiste", martèle un fidèle du patron du PS. La politique n'est jamais une affaire de résurrection, toujours de réinventions, d'adaptations. L'heure est au clivage, populiste et contestataire. Olivier Faure embrasse cette stratégie en mettant le PS sous perfusion de La France insoumise.

Des jours meilleurs viendront peut-être. D'ici-là, Olivier Faure et la direction du PS y croient dur comme fer : le PS va déjà mieux depuis les législatives. Il suffirait de regarder le nombre de "retweets" dont bénéficient Faure, hier inconnu, et les 1000 (et un peu plus) nouveaux adhérents. Il y aurait même un retour

en grâce des socialistes dans l'opinion publique de gauche. "Un retour en grâce, ce n'est pas un retour de désir électoral", modère un cadre d'Europe écologie-Les Verts, proche de Yannick Jadot. Faure croit en sa bonne étoile. Il se permet même quelques libertés, critiquant Jean-Luc Mélenchon dans sa gestion de l'affaire Quatennens, dénonce ses "outrances" et une "provocation" quand l'Insoumis fait une analogie en octobre entre sa marche contre la vie chère et la Révolution. Lorsque l'Insoumis François Ruffin se revendique "social-démocrate" et dénonce la stratégie du bruit et de la fureur du chef Mélenchon, vieille antienne insoumise, Faure applaudit. "Mélenchon fait de la politique le matin en se rasant et le soir en se brossant les dents. Il essaiera d'être candidat jusqu'à la fin de sa vie, on le sait et personne n'est dupe. Cela n'empêche pas de faire le constat que l'effet "Mélenchon Premier ministre" a été efficace mais aussi limitatif", analyse-t-on dans l'entourage du chef socialiste.

Ce dernier veut faire attention : "Nous avons des désaccords avec Jean-Luc. Prenez la défense européenne, c'est une vraie divergence. Il est plus que sceptique, pas moi. Ce n'est pas pour autant que j'ai à forcer le trait en transformant mon partenaire en diable, en disant qu'il est prorusse, prochinois ou que sais-je, car ce n'est pas vrai." Poussé par ses proches, l'appétit d'Olivier Faure s'aiguise. Il ne s'interdit rien, pas même d'être candidat en 2027. Mais avant, il faudra départager les ambitions, la sienne, celle de Mélenchon, celles de François Ruffin, de Clémentine Autain aussi. Faudra-t-il une primaire de la Nupes? Et pourquoi pas? Faure ne s'y oppose pas mais préférera régler cette affaire autrement, à la manière d'un jury d'assises américain où l'on se récuserait l'un après l'autre jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un seul candidat.

"En retrait mais pas retraits", comme il aime à répéter, Jean-Luc Mélenchon n'ignore pas les nouvelles aspirations d'Olivier Faure. Elles le font sourire, non pas qu'il s'en moque mais elles l'arrangeraient presque tant on le pousse à adouber un héritier : hier Quatennens, aujourd'hui Ruffin ou Autain. Et demain? Manuel Bompard? Mathilde Panot? Alexis Corbière? Il ne le fera pas. Il n'a jamais vu Mitterrand le faire. Son successeur, s'il existe, devra naître de lui-même. Si c'est Olivier Faure plutôt qu'un Insoumis, ainsi soit-il. Si c'est lui-même, c'est mieux. Mais il prévient le socialiste que le PS n'est pas en état de reprendre le leadership de la gauche : "Il faut dix ans pour se remettre d'une destruction. Je sais de quoi je parle. Et encore, ça a été plus long pour le Vieux [NDLR : Mitterrand], entre 1965 et 1981."

L'Insoumis en chef va reprendre une vieille habitude, dont il s'était libéré en 2008 non sans un certain soulagement : suivre un congrès socialiste. En janvier se tiendra le 80e congrès de l'histoire du parti à la rose, et il a bien plus d'importance aux yeux de l'Insoumis que celui des écologistes qui vient de se terminer ou celui du Parti communiste qui se tiendra au printemps. "Du point de vue de la Nupes, le congrès du PS est décisif", dit Manuel Bompard, son lieutenant. Qui de Nicolas Mayer-Rossignol (derrière lequel se cache Anne Hidalgo), Hélène Geoffroy (derrière laquelle se cache François Hollande) ou Olivier Faure (derrière lequel se cache Jean-Luc Mélenchon) l'emportera? Les Insoumis ont leur préférence, à l'évidence. "Trois petits-bourgeois socialistes qui s'affrontent, ce n'est pas ça qui compte dans ce congrès. L'important, c'est que Faure y survive. Il doit tenir bon", expose Mélenchon qui ne s'inquiète pas outre mesure de la victoire de son nouvel ami. Et si Faure échoue à garder le PS? "C'est la fin de la Nupes", torpille un proche du premier secrétaire sans hésitation. Et le même d'assurer : "Moi, je quitte le PS et je rejoins La France insoumise. Je n'ai rien à faire avec l'amicale des anti-accords [NDLR : les opposants de Faure]. Nos adversaires veulent un truc qui n'existe plus : un rassemblement de la gauche sans le reste de la gauche. Ça a déjà existé, ça s'appelait le PS à 30 % et ce temps-là est révolu." Mélenchon, c'est l'assurance vie d'Olivier Faure.

11 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/afrique/450-millions-de-marocains-11-12-2022-2501280_3826.php

450 millions de Marocains !

LETTRE DU MAGHREB. Sa qualification en demi-finale de la Coupe du monde fait du royaume un porte-drapeau du monde arabe. Ils sont désormais 450 millions de Marocains !

Par [Benoît Delmas](#)



Des marées humaines sont descendues dans la rue au coup de sifflet final, du nord au sud du royaume, jusque dans les régions les plus reculées. © FADEL SENNA / AFP

Publié le 11/12/2022 à 11h00

Comme une furia. Un incendie de joie qui serpente à travers la Méditerranée, une célébration qui fait abstraction des décalages horaires, une internationale marocaine qui se lève, haut les cœurs, haut les corps, dans la foulée du but victorieux de Youssef En-Nesyri, 42^e minute. Un but alchimie qui fait du drapeau rouge frappé d'une étoile verte un trophée qu'on brandit dans les cités du Maghreb, les pays du Moyen-Orient, sur les Champs-Élysées. La liesse enfante dans toutes les capitales arabes. Elles célèbrent les nouveaux héros du ballon rond : le Maroc. Au firmament d'une Coupe du monde organisée au Qatar (pays arabe et musulman), diffusée par beIN Sports (chaîne qatarie), une équipe africaine, arabe et musulmane s'est hissée en demi-finale, parmi les nations reines de la discipline. De quoi en faire le héraut du sport le plus populaire au monde, le Zorro des pelouses, le conquistador d'un sport d'habitude réservé au Brésil, la France & co, l'emblème d'une unité arabe qui casse les divisions politiques. Les rues arabes sont unies dans les cafés surplombés d'écrans géants quand Alger et Tunis n'ont plus d'ambassadeurs avec le Maroc.

Les dividendes politiques du but d'En-Nasyri

Pendant que les rues s'embrasent de miniature de feux d'artifice, de charivaris sur le bitume, le téléphone royal chauffe. Sa Majesté reçoit les félicitations d'une bonne partie des dirigeants arabes, du Palestinien Mahmoud Abbas au prince de Jordanie Hassan Ibn Talal. Ils sont (presque) tous marocains ! Les dirigeants africains font de même. Quelques minutes après la victoire, le sélectionneur Walid Regragui est apparu, félicitant son équipe et son staff, mettant en avant l'Afrique, la fin d'une hérésie avec la présence du continent dans l'avant-dernier tableau. Le Maroc est le carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de la religion musulmane. Quand l'hymne national marocain a vibré dans le stade Al-Thamin, les joueurs l'ont entamé pendant que le public

demandait avec les mains l'assistance du Prophète. Logique au pays du « Commandeur des croyants », le roi.

Plaquer une grille de lecture strictement géopolitique sur un match gagné au football relèverait de l'excès. **Tout autant que la victoire de la France à la Coupe du monde 1998 n'a résolu ni le chômage, ni l'endettement de la nation, ni tempéré la montée des fractures identitaires – « la France black blanc beur » comme on l'éditorialisait – , la victoire du Maroc ne résoudra pas la grande pauvreté qui marque au fer rouge la société marocaine.** Certains économistes expliqueront que quelques milligrammes de croissance supplémentaire pourront venir d'une destination Maroc devenue emblématique dans le monde arabe. Si maillots et colifichets à l'effigie de l'équipe sont en rupture au Qatar, les dividendes de la victoire seront immatériels.

Le drapeau rouge et vert brandi comme un trophée

Le roi du Maroc pourra capitaliser sur cette victoire qui ne doit rien au hasard. Une politique maison a été mise en place pour placer le foot sur un piédestal. Le somptueux centre de formation n'a rien à envier à celui de Clairefontaine. Savoir-faire, faire-savoir, ce satané *soft power* à la marocaine, envié et décrié, qui va redoubler d'élan et d'efficacité. Le pays qui se veut le hub entre le Nord et le Sud, entre l'Europe et l'Afrique, mettant en place de multiples infrastructures (ports, banques, religion), ce pays gagne la bataille de l'image avec son équipe gourmande de victoires. **Quant aux images de débordements et de violences, elles ne seront pas venues de Casa où de Nador, mais plutôt de Bruxelles (ville où un habitant sur cinq est d'origine marocaine).** Le Maroc affrontera la France en demi-finale. Un sujet supplémentaire pour la conversation entre Mohammed VI et Emmanuel Macron. Le président français devrait effectuer une visite officielle à Rabat en janvier. Un sujet sportif au milieu de ressentiments ressassés aux sujets de Pegasus (le logiciel qui a espionné un des téléphones du président), des visas (diminution de moitié par la France depuis octobre 2021).

11 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/11/que-soit-tourne-en-derision-l-ideal-du-vivre-ensemble-donne-la-mesure-de-la-perde-des-reperes_6153904_3232.html

« Que soit tourné en dérision l'idéal du "vivre-ensemble" donne la mesure de la perte des repères »

Chronique

Philippe Bernard

Il est urgent de convoquer la réalité d'une France, certes déchirée et déstabilisée, mais résiliente après les chocs qu'elle encaisse (attentats, pandémie, crise énergétique), rappelle Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Publié le 11 décembre 2022 à 06h00 Temps de Lecture 3 min.

« **Le vivre-ensemble, c'est l'horreur.** » Dans la série des **pirouettes orwelliennes** auxquelles notre époque risque de succomber, en voilà une qui sonne un peu comme « la paix, c'est la guerre ». Sinistre, mortifère, elle prolifère pourtant chez des responsables politiques et des commentateurs de droite et d'extrême droite. Une belle expression, proche de cette « fraternité » incluse dans notre trinité républicaine, est en passe de devenir un repoussoir. **Un mot-valise** répété ironiquement pour signifier précisément son contraire : l'impossible cohabitation avec les personnes issues de l'immigration. « *Partout, le vivre-ensemble tourne au vinaigre* », « *le récit du vivre-ensemble diversitaire se fracture dans la réalité* », lit-on dans *Le Figaro*. Dès 2015, Marine Le Pen avait donné le ton dans un tweet : « *Le "vivre ensemble" c'est la tarte à la crème des partisans de la société multiculturelle.* »

Le fait que soit désormais tourné en dérision un idéal longtemps porté par toutes les composantes de l'échiquier politique républicain donne la mesure de la dégradation du climat et de la perte des repères. Saluant la victoire de la France dans le Mondial de football 1998, le gaulliste **Alain Peyrefitte** écrivait à la « une » du *Figaro* : « **La France est multiraciale, et elle le restera. C'est une évidence (...). Dans la nation France, on peut venir de partout, si l'on va ensemble quelque part.** » Un quart de siècle plus tard, la prophétie reste valable. **Kylian Mbappé**, dont le père est d'origine camerounaise et la mère d'origine algérienne, peut déclarer à *L'Obs* : « **Ça a toujours été clair : je suis né en France, mes parents sont français, j'ai grandi en France. Je suis français à 100 %. Pour moi, dire qu'on est noir, arabe, blanc, c'est mettre une barrière, et dans la nouvelle France, il n'y a pas de barrière, on est tous ensemble.** » La société multiple est devenue réalité, mais ses fractures n'ont jamais été aussi visibles.

Bien sûr, **les incantations répétées à un « vivre-ensemble » ou à une « mixité sociale »** mythifiés au moment même où les centres-villes se vident de leurs derniers habitants venus des classes populaires et où les banlieues concentrent de plus en plus les populations issues de l'immigration **ont pu transformer la promesse en un cache-misère lénifiant.**

Le choc vient de plus loin

L'archipélisation du pays décrite par le politologue Jérôme Fourquet et l'impact des attentats islamistes, l'instrumentalisation des débats sur l'immigration et la montée de l'individualisme en ligne et des rhétoriques identitaires, y compris à gauche, **ont conduit à de nouvelles sécessions.** Au point que les partisans du vivre-ensemble sont comparés, au mieux à des **idéalistes naïfs**, et au pire à des **idiots utiles de l'islamisme.**

En réalité, le choc vient de plus loin. Dans sa passionnante fresque de la « civilisation républicaine » de 1870 à nos jours, présentée comme une « histoire du vivre-ensemble », l'historien **Jean-François Sirinelli décrit « la lente érosion des valeurs de l'écosystème républicain »** depuis un demi-siècle sous les coups de la **désindustrialisation et de la mondialisation** (*Ce monde que nous avons perdu*, Tallandier, 2021). Du fait

du **décrochage des classes moyennes et de l'affaiblissement de l'école comme moyen de conquête de l'esprit de tolérance, le vivre-ensemble souffre, selon lui, du « syndrome de la banquise »** dont des éléments se détachent au risque de dériver. **A ces lézardes s'ajoute le « ferment de division » qu'est devenue l'immigration.**

Ce ferment, certains cherchent ouvertement à l'activer. En mode sournois avec la dénonciation répétée du vivre-ensemble comme un leurre absurde et vain. Ou en mode violent avec l'annonce d'une guerre civile imminente sinon déjà enclenchée. **Cette rhétorique du pire**, présentée avec une certaine délectation, traverse **l'effarant dialogue entre l'écrivain Michel Houellebecq et le philosophe Michel Onfray** que vient de publier la revue *Front populaire*. La France, « prête à la soumission » devant les hordes musulmanes, n'aurait qu'une « seule chance de survie » : la victoire du « suprémacisme », autrement dit l'affirmation de la supériorité de la civilisation chrétienne et « blanche ». La « bonne solution, (...) ce n'est pas que les musulmans s'assimilent (...) c'est qu'ils s'en aillent », professent ces intellectuels qui annoncent des « Bataclan à l'envers », des fusillades dirigées contre des musulmans par des « résistants ».

Vent mauvais

Face à ce type de **délire**, il est urgent de convoquer la réalité d'une France certes déchirée et déstabilisée mais résiliente après les multiples et terribles chocs – attentats, pandémie, crise énergétique – qu'elle encaisse. Un pays où l'islam et l'immigration, s'ils sont des sources d'inquiétude, sont loin d'être la première obsession, un pays dont **61 % des habitants estiment qu'une société multiculturelle est un atout et où le modèle social est perçu comme le principal fondement de l'identité française** (sondage Viavoice publié par *La Croix* en juillet).

S'il advenait que la gauche et tous les humanistes, rompant avec les tendances communautaires et victimisantes à l'œuvre, cherchent à contrarier le vent mauvais qui souffle et à opposer aux vociférations haineuses des images de la réalité et des perspectives de vivre-ensemble, ils pourraient s'inspirer du portrait sensible et revigorant que brosse de la France la réalisatrice [Alice Diop dans son film *Nous*, sorti en 2021.](#) Ses personnages, rencontrés le long du RER B, près de Paris, ont beau appartenir à des mondes différents, elle les relie en montrant à quel point les histoires des uns et des autres peuvent susciter l'émotion de tous et façonnent l'histoire du pays. « *Le Nous, c'est prendre le temps de regarder l'autre*, a-t-elle confié à [Paris Match.](#) *Ce n'est pas en excluant, c'est en additionnant que ça se fait.* » Un programme pour la « nouvelle France » de Mbappé.

11 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2022/12/11/la-france-buissonniere-un-paysan-millionnaire-au-secours-d-une-eglise-qui-s-effondre_6153908_4497916.html

Un paysan millionnaire au secours d'une église qui s'effondre

[Chronique](#)

Frédéric Potet

A la rencontre de la France ordinaire. Raymond a travaillé toute sa vie, vécu chichement, presque en autarcie. A 89 ans, l'ancien agriculteur a cassé sa tirelire bien remplie pour financer les travaux de réfection de « son » église, dans un village du Loiret.

Publié le 11 décembre 2022 à 06h00, mis à jour le 11 décembre 2022 à 06h00 Temps de Lecture 2 min.



L'église Saint-Loup-et-Saint-Roch de La Chapelle-sur-Aveyron (Loiret). FP

Raymond avait « *un paquet de pognon* » sur son compte en banque, et il ne savait pas quoi en faire. Quand Christian Chevallier, le maire de La Chapelle-sur-Aveyron (Loiret), est venu le voir à la maison de retraite pour lui parler de la dégradation avancée de l'église du village, le vieil homme n'a pas mis longtemps à se décider : « *Je te donne un million* », a-t-il lancé à son visiteur. Un million d'euros, comptant et non imposable.

Sur le coup, Christian Chevallier a eu du mal à y croire. Il ne fut pas le seul. En recevant leur convocation pour évoquer le sujet, les membres du conseil municipal ont demandé au maire s'il « [ne s'était] *pas trompé d'un ou deux zéros* ». Même stupéfaction à l'antenne locale du Trésor public, qui s'empressa de téléphoner à la secrétaire de mairie, courant novembre, pour vérifier qu'il n'y avait pas eu « *erreur* » en voyant arriver le pactole sur le compte de la petite commune (650 habitants).

Agé de 89 ans, Raymond n'est ni un vainqueur du Loto ni l'un de ces riches hobereaux ayant acheté forêt et château dans ce coin du Gâtinais. Ancien agriculteur, le retraité n'a rien, non plus, d'un catholique illuminé. Construite à la fin du XI^e siècle, l'église Saint-Loup-et-Saint-Roch est juste « son » clocher. C'est sous son toit qu'il a été baptisé et qu'il a fait sa première communion ; sous son toit, également, qu'ont été célébrées les obsèques de ses parents et celles de son frère aîné, Roger, mort en 2020.

Le « toit » en question est mal en point depuis longtemps. Les tenons et les mortaises s'affaissent, la charpente couine. Il y a quatre ans, un filet a dû être tendu au-dessus de la nef centrale afin de protéger les paroissiens des plaques de plâtre qui se détachent de la voûte. « *Tout va s'écrouler un jour*, redoute monsieur le maire. *Je n'ai pas envie que cela se fasse sous mon mandat.* » Il a fait faire un devis pour des travaux. Son montant (1,2 million d'euros) est bien trop élevé pour le budget annuel d'investissement de la commune (138 000 euros). « *Raymond est mon sauveur* », s'incline l' élu.

Une vie « quasiment en autarcie »

Un million d'euros d'économie, c'est beaucoup au regard d'une vie de paysan. Raymond a hérité à deux reprises : la première fois de ses parents, la deuxième fois de Roger. Célibataires sans enfants, les deux frères ont tenu la ferme familiale jusqu'à leur retraite, il y a vingt-cinq ans, avant de louer leurs terres (63 hectares) en fermage. Ils ont eu des animaux (vaches, moutons) et ont cultivé des céréales et des betteraves. Surtout, ils ont vécu chichement : « *Quasiment en autarcie, comme leurs parents les avaient habitués à vivre* », raconte Christian Chevallier. « *On ne dépensait que ce que nous étions obligés de dépenser : un peu de nourriture et du matériel, c'est tout* », se souvient Raymond en évoquant le seul « gros achat » consenti durant leur activité professionnelle : « *Une moissonneuse-batteuse. Une petite.* »



Raymond, 89 ans, dans sa chambre de l'Ehpad de Châtillon-Coligny (Loiret). FP

Située à 4 kilomètres du bourg, la ferme du lieu-dit le Chesnoy fonctionnait alors en vase clos. « *L'argent entrait chez eux et ne ressortait jamais, poursuit Christian Chevallier. Leur seul superflu était une télévision qu'ils allumaient à 20 heures pour regarder les informations et qu'ils éteignaient une demi-heure après.* » L'autosuffisance pour devise et le bas de laine comme étendard, Raymond et Roger se chauffaient avec leur bois et ne possédaient pas de congélateur, se satisfaisant des ressources de leur potager et de leur basse-cour. Le pain était acheté tous les trois jours. « *Le grand régal de Raymond a toujours été le pied de cochon.* »

Il y a deux ans, juste après le décès de Roger, la maladie de Parkinson s'est amplifiée chez Raymond. Christian Chevallier lui a alors « *trouvé une place* » à l'Ehpad d'une commune voisine, Châtillon-Coligny. Chaque mercredi, depuis, il vient lui apporter ses chemises repassées et de la mousse à raser : « *Je suis son seul visiteur.* » L'aïeul dit s'y sentir bien, mais n'a qu'une hâte : « *Voir les travaux à l'église commencer le plus tôt possible.* » Ce ne sera pas avant dix mois. Christian Chevallier lui a promis de l'emmener sur le chantier régulièrement.

11 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/la-francophonie-doit-sortir-du-piege-de-la-repentance-20221209>

«La Francophonie doit sortir du piège de la repentance»

Par [Gaël Nofri](#)

Publié le 09/12/2022 à 11:02, mis à jour le 09/12/2022 à 17:24



«Selon la chanteuse, française, d'origine camerounaise, la France n'assume pas assez son passé colonial et ne fait pas assez de place à la diversité.» *LUDOVIC MARIN / AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - La chanteuse Yseult a été choisie comme marraine du sommet de la Francophonie que la France accueillera en 2024. L'historien Gaël Nofri estime que ce choix relève d'une lecture manichéenne et identitaire de l'histoire, aux antipodes de l'universalisme originel de la Francophonie.

Gaël Nofri est historien, adjoint au maire de Nice et conseiller métropolitain Nice Côte d'Azur. Il a notamment écrit Une histoire des révolutions en France (éd. du Cerf, juin 2018). Il a créé et préside l'Association pour la Défense de la Nation (ADN).

Le choix, annoncé par le président de la République Emmanuel Macron, de la chanteuse Yseult comme marraine du sommet de la Francophonie qui aura lieu en France en 2024, illustre les difficultés d'approche et de **conception de la Francophonie par les autorités françaises**. Celles-ci, **embourbées dans la repentance et la détestation de soi**, ne parviennent pas, en effet, à envisager le défi de la Francophonie autrement qu'à travers le prisme de **cette véritable névrose des temps modernes**.

Car on peut, sans trop de risques, douter que **le choix de cette chanteuse** - quels que soient les talents que l'on veuille bien lui reconnaître - **ne procède pas de la consécration de son fabuleux répertoire francophone** composé notamment des titres «*Wine*», «*Bad Boy*», «*I Love You*», «*Summer Love*», «*Bye Bye Bye*» ou encore «*Hearth of Glass*»...

Si elle n'illustre pas particulièrement la création et la chanson francophone, **c'est donc pour une autre raison que Yseult a été choisie comme marraine**. Et quel autre motif pourrait-il donc y avoir que ses prises de position, ses engagements, c'est à dire ce qu'elle a choisi de représenter, et la conception de la Francophonie qu'elle développe à travers ses prises de paroles. C'est le principe et la raison d'être d'un symbole.

Or, c'est justement là que le bât blesse.

Car cette chanteuse, française, d'origine camerounaise, **a récemment fait le choix de quitter notre pays pour aller vivre en Belgique** arguant, selon elle, que «*la France n'assumait pas son passé colonial*» et ne «*faisait pas assez de place à sa diversité*».

La Francophonie était alors vécue comme un outil destiné au partage d'un universalisme, qui ancrerait ses racines dans ce que la France et sa culture avaient eu de meilleur à offrir au monde.

Gaël Nofri

Nous voici ainsi retombés dans les vieilles névroses des adeptes de **la repentance et de la dénonciation du «crime contre l'Humanité» qu'aurait été l'action de la France dans ses colonies. Une lecture de l'histoire manichéenne et anachronique, une relecture victimaire et identitaire** induite par ceux qui ne peuvent envisager notre rapport aux autres, au monde de la Francophonie, qu'à travers la question mémorielle en général, celle de l'esclavage en particulier.

Car cet événement, somme toute anodin, témoigne en réalité d'une lecture spécifique et dévoyée de la Francophonie. Certes, le président de la République, dans son discours du 3 décembre, n'a pas tort de signaler que **la Francophonie a d'abord été le fait de présidents africains et asiatiques et non d'un président français ; Boutros Boutros Ghali** lui-même ne disait pas autre chose lorsqu'il déclarait que **«la Francophonie est née d'un désir ressenti hors de France».**

Pour autant, et c'est là que les analyses divergent, **la Francophonie était alors vécue comme un outil destiné au partage d'un universalisme qui ancrerait ses racines dans ce que la France et sa culture avaient eu de meilleur à offrir au monde.** Elle laissait à chaque peuple la possibilité de se l'approprier et d'y enfanter sa voie propre, originale et spécifique.

Ainsi, lorsque Léopold Sédar Senghor écrit: *«C'est donc par la volonté de Charles de Gaulle que naquit non seulement l'idée et la volonté, mais surtout la possibilité de la Francophonie»*, il ne s'oppose pas à cette idée d'une Francophonie voulue hors de France mais témoigne, au contraire, que cette forme de communauté voulue, consentie et même recherchée s'inscrit sans doute aussi, quelque part, dans **ce que Charles de Gaulle appelait «Le pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde».**

Une France qui capitule c'est une Francophonie qui recule. Une France qui s'éteint dans le regard du monde, c'est une Francophonie qui se recroqueville et se fossilise.

Gaël Nofri

Ainsi, nos dirigeants actuels devraient méditer les propos du Général de Gaulle, qui rappelait que **«la France met à la disposition du monde une langue adaptée, par excellence, au caractère universel de la pensée. Notre langue et notre culture constituent un foyer capital de valeurs, de progrès, de contacts et c'est tout à la fois notre avantage et notre devoir de la pratiquer et de la répandre».** Ils devraient ainsi se méfier des effets de mode qui portent au dénigrement de notre pays et de son Histoire, à la négation de notre culture et de sa civilisation, à la remise en cause de notre mission et de sa pertinence.

Une France qui capitule c'est une Francophonie qui recule. Une France qui s'éteint dans le regard du monde c'est une Francophonie qui se recroqueville et se fossilise. Quand la repentance triomphe, c'est la Francophonie qui s'en trouve condamnée... Comment s'en étonner d'ailleurs ?

Qui pourrait soutenir ce qui ne serait que le fruit d'un passé colonial décrit comme violent, guerrier et spoliateur ? Qui serait prêt à poursuivre une œuvre prétendument née d'un *«crime contre l'Humanité»* ? Qui, finalement, pour encourager d'une main ce qu'il condamne de l'autre ?

Evidemment la Francophonie est toute autre ; elle est le fruit d'une Histoire, loin des lectures manichéennes, des anachronismes et des effets de mode qui portent au dénigrement, à la repentance et à la victimisation.

Car ceux-ci ne pourront faire oublier que cette Histoire est d'abord celle de la révélation chrétienne, celle de l'Humanisme triomphant, celle de la philosophie des Lumières, celle de l'abolition de

l'esclavage, celle d'une œuvre française sur les cinq continents qui, tout au long de notre aventure nationale, malgré les difficultés, les vicissitudes et les erreurs, chercha à concilier l'universalisme humaniste et l'aspiration à la liberté.

C'est de cet héritage dont la France est comptable, c'est lui que les **88 pays membres et les centaines de millions de locuteurs**, s'attendent à y trouver.

Boutros Boutros Ghali aimait à rappeler que «*la Francophonie sera subversive et imaginative ou ne serait pas*». Plus que jamais, cette phrase se vérifie. C'est par la fidélité aux principes et aux valeurs qui l'ont vu naître, par son opposition à la vague indigéniste et repentiste que les anglo-saxons nomment «*wokistes*», que la Francophonie trouvera les moyens et les raisons d'un sursaut.

11 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/hopitaux-c-est-la-crise-de-l-ensemble-du-systeme-de-sante-francais-estime-arnaud-robinet-20221203>

Hôpitaux : «C'est la crise de l'ensemble du système de santé français», estime Arnaud Robinet

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié le 03/12/2022 à 10:40, mis à jour le 03/12/2022 à 10:42



Arnaud Robinet est le président de la Fédération hospitalière de France. Il est également maire de Reims (Horizon). *FRANCOIS NASCIMBENI / AFP*

Face à la triple épidémie de Covid, grippe et bronchiolite, l'hôpital public doit une nouvelle fois réagir «dans l'urgence», a déploré le président de la Fédération hospitalière de France ce samedi sur France Inter.

«Attention, la crise que nous connaissons n'est pas seulement hospitalière», a affirmé Arnaud Robinet, le président de la Fédération hospitalière de France (FHF) et maire de Reims (Horizons) sur *France Inter* ce samedi 3 décembre. C'est une crise «de l'ensemble du système de santé français», qui préexiste aux tensions générées par le Covid-19 et, plus récemment, l'épidémie de grippe et de bronchiolite.

«*Ce qui fait la richesse du système de santé français, ce sont ses deux piliers : le public et le privé*, a-t-il ajouté, *et c'est ensemble, que nous devons tenir*». Invitant ainsi au partenariat public-privé, le maire de Reims rappelle le rôle primordial joué par l'hôpital public durant l'épidémie de Covid. «*L'hôpital c'est 85% de l'hospitalisation Covid, alors que normalement c'est à peu près 60% de l'activité*». Il a ainsi évoqué une «*dette sanitaire*» massive qui est le fruit de très nombreuses déprogrammations de soins médicaux ces derniers mois : «*3,2 millions de séjours de déficit*», déplore-t-il.

«C'est peanuts»

Face à l'alerte de triple épidémie (Covid, grippe, bronchiolite) lancée par Santé Publique France, la situation de l'hôpital continue d'inquiéter. Sur la question de la réintégration des soignants non-vaccinés, le président de la FHF répond par la négative. En plus d'être une question d'«*éthique*» et de «*santé publique*», leur réintégration représenterait une aide dérisoire face à l'ampleur du déficit de personnels hospitaliers. «*L'hôpital, c'est 1,2 million d'agents et on parle de 4000 personnes*» qui ne sont pas vaccinés. «*Ce n'est pas ça qui va résoudre le problème de ressources humaines*». **Arnaud Robinet rappelle les chiffres : on compte 8% de postes vacants chez les infirmières, 2,5% chez les aides-soignants et 30% chez les médecins sur les postes de titulaires. La vraie question est celle de l'«attractivité du métier» de médecin, insiste le président de FHF.**

«Nous ne pouvons plus aujourd'hui réagir face à l'urgence de manière systématique», insiste-t-il en demandant d'établir un plan pluriannuel.

10 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-andre-taguieff-derriere-le-grand-remplacement-l-inquietude-legitime-face-a-l-immigration-incontrollee-20221209>

Pierre-André Taguieff: «Derrière le “Grand Remplacement”, l’inquiétude légitime face à l’immigration incontrôlée»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié le 09/12/2022 à 06:01, mis à jour le 09/12/2022 à 12:57



Pierre-André Taguieff. BALTEL/SIPA

GRAND ENTRETIEN - Dans deux essais complémentaires, qui viennent de paraître, l'historien et philosophe dresse la généalogie des concepts de «Grand Remplacement» et de «déconstruction». Deux notions, selon lui, contestables et qui se nourrissent en partie l'une de l'autre.

LE FIGARO MAGAZINE. - Dans votre livre, *Le Grand Remplacement ou la politique du mythe*, vous faites **la généalogie de ce concept**. Pourquoi relève-t-il, selon vous, du mythe politique?

Pierre-André TAGUIEFF. - Lorsqu'on explore **les origines lointaines du récit catastrophiste du «Grand Remplacement»**, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, on découvre qu'il ne part pas d'observations ou d'enquêtes mais de **fantasmes divers**, mis en forme littéraire ou historico-philosophique par des auteurs tels que, en France, **Arthur de Gobineau, Jules Soury, Georges Vacher de Lapouge, Édouard Drumont ou Maurice Barrès, suivis par Georges Mauco, Lucien Pemjean, René Martial ou Louis-Ferdinand Céline**. Chez ces auteurs, le «péril noir» (ou «brun») et le «péril jaune» s'entrecroisent souvent avec le «péril juif». Mais les mêmes sombres perspectives se rencontrent notamment chez des auteurs anglo-saxons, tels que **les Américains Madison Grant ou Lothrop Stoddard**, ainsi que chez des auteurs allemands du courant «Völkisch». Tous sont travaillés **par la hantise du métissage, annonce d'une disparition de la population de souche, vouée, selon eux, à être remplacée par de «douteux mélanges ethnoraciaux»**. C'est donc la peur de la fin d'un monde, par les effets croisés d'une **immigration-invasion ou d'un métissage** censé produire un **irréversible déclin de la civilisation occidentale** et des nations s'y rattachant, qui est **le moteur passionnel de leurs prophéties de malheur**.

L'objet de ma critique, c'est **le processus de mythologisation**, qui consiste à interpréter d'une façon biaisée un certain nombre de réalités sociopolitiques de manière à les transformer en illustrations de schémas idéologiques **fonctionnant comme des croyances dogmatiques et des modes de**

diabolisation. Le résultat en est la fabrication, à partir de faits mal interprétés, de figures inquiétantes ou de menaces effrayantes. La mythologisation se marque à **l'emploi de majuscules** pour désigner ce qui fait peur et doit donc être absolument rejeté: **le «Grand Remplacement», le «Grand Déclassement», le «Grand Endoctrinement»,** etc. **Au lieu d'inciter à analyser le réel dans sa complexité, ces formules conjuratoires empêchent de le connaître.** Elles prennent place dans **une démonologie dont le seul usage politique est d'ordre démagogique.** Bref, le «Grand Remplacement» est une notion fourre-tout qui renvoie, en les masquant, à des réalités liées à l'immigration et qui restent à analyser correctement. **Dénoncer n'est pas connaître.**

Au-delà du caractère polémique de l'expression, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter des bouleversements démographiques en cours et de l'incapacité des Européens à maîtriser le phénomène migratoire?

Bien entendu, car ces inquiétudes sont justifiées, **contrairement à ce qu'une certaine gauche intellectuelle s'efforce de nous faire croire, en niant les faits ou en en sous-estimant l'importance ou la gravité.** Je souligne dans mon livre **la multiplication des microremplacements** observables sur le territoire français. On ne peut qu'être choqué par **le mélange d'angélisme, de moralisme et de mauvaise foi** que l'on trouve **chez certains démographes médiatiques de gauche** se comportant comme des militants politiques atteints de fanatisme aveugle. Ils incarnent **une forme inédite de négationnisme** dans le champ où se nouent questions démographiques et migratoires. **Mais il faut éviter en même temps de sombrer dans le catastrophisme** et se garder d'une mythologisation des vrais problèmes.

Vous renvoyez dos à dos la thèse de la «créolisation» et celle du «Grand Remplacement». Pourtant, seule la seconde thèse suscite la controverse... **L'utopie de la «créolisation du monde»** est l'utopie consolante des partisans du cosmopolitisme et des adeptes de la religion du postnational. Disons qu'elle est **l'idéologie dominante** parce qu'elle est l'idéologie de la caste dominante, politico-intellectuelle, dans les sociétés occidentales contemporaines. Et elle rejoint, au moins sur le plan rhétorique, la thématique du nouveau **messianisme révolutionnaire internationaliste, qui suppose que l'unification et l'émancipation du genre humain impliquent un métissage généralisé, corps, âmes et cultures.** Le mélange et l'hybridation sont érigés en promesse d'un avenir radieux ou en méthode de salut. Il ne faut donc pas s'étonner devant le large consensus, qui va de l'indifférence à l'engagement militant, autour du thème de **la créolisation, qui réunit les élites libérales et les milieux néogauchistes.** Disons, pour employer un cliché journalistique, que **la créolisation n'est pas un thème «clivant», au contraire du «Grand Remplacement».**

La cible de la révolution déconstructionniste espérée n'est autre que la civilisation occidentale, diabolisée, dénoncée et attaquée dans toutes ses composantes et tous ses héritages

Pierre-André Taguieff

Le succès du thème du «Grand Remplacement» est-il le signe d'une droitisation de la société ou est-il lié à l'échec de la politique d'immigration et d'intégration?

L'absence d'une politique claire et ferme d'immigration et d'intégration est l'un des principaux facteurs de la droitisation de l'opinion française. C'est dans l'impuissance à contrôler les flux migratoires et dans ses multiples effets négatifs, à commencer par la surdélinquance des étrangers et la communautarisation séparatiste sur des bases ethniques ou religieuses, processus qui inquiètent légitimement les citoyens français, qu'il faut voir **les causes de ladite droitisation, laquelle pourrait bien n'être qu'un réflexe républicain et patriotique face à la désagrégation de l'unité nationale.**

PIERRE-ANDRÉ
TAGUIEFF

**LE GRAND
REMPACEMENT**

ou la politique du mythe

GÉNÉALOGIE
D'UNE REPRÉSENTATION
POLÉMIQUE

L'Observatoire

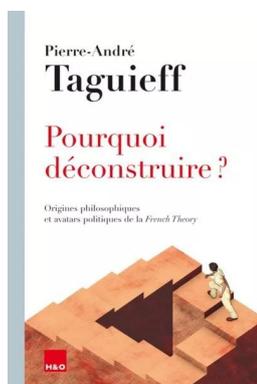
Le Grand Remplacement, de Pierre-André Taguieff, L'Observatoire, 336 p., 23 €.

Dans un autre livre, *Pourquoi déconstruire?*, qui vient également de paraître, vous analysez les différentes théories «déconstructionnistes» dont le but serait de criminaliser l'Occident...

Le déconstructionnisme a une triple origine intellectuelle. En **premier lieu**, la critique démystificatrice de la civilisation occidentale moderne menée par **des penseurs d'extrême gauche plus ou moins marxistes, qui sont passés du tiers-mondisme au postcolonialisme, puis au décolonialisme**. En **deuxième lieu**, une lecture, initiée par Jacques Derrida, des textes du philosophe Martin Heidegger, centrée sur l'idée floue de «déconstruction» de la pensée philosophique européenne, étendue à toutes les notions héritées de la culture occidentale. En **troisième lieu**, la «théorie» du **constructivisme social**, selon laquelle tout, y compris la connaissance scientifique, est socialement construit, ce qui conduit certains à faire disparaître le réel ou le donné, mais aussi la vérité, réduite à n'être qu'une construction sociale parmi d'autres, ce qui ouvre la porte au **relativisme radical**. On en infère le plus souvent que les phénomènes socialement construits étant à la fois contingents et insatisfaisants, il faut les éliminer, les transformer ou les reconstruire. La **déconstruction-destruction** peut ainsi s'inscrire dans le récit progressiste de l'émancipation du genre humain et de la construction d'un «monde meilleur».

Prenons l'exemple de la **rhétorique néoféministe**, qui met la déconstruction au service d'une utopie messianique - «sauver le monde», disent-elles. Les intellectuelles engagées dans le féminisme radical tiennent un discours accusatoire que résume le **slogan «L'hétérosexualité tue»**, fabriqué sur le modèle de «Fumer tue». On en trouve des **variantes telles que «L'hétérosexualité est dangereuse» ou «Le capitalisme hétérosexuel tue»**. La **criminalisation de l'hétérosexualité, cet obstacle à «l'émancipation», est le présupposé de l'argumentation néoféministe**. Pour les activistes néoféministes, il faut donc d'urgence «se libérer de l'hétérosexualité». **Mais ce grand combat libérateur nécessite de déconstruire la «binarité de sexe et de genre» pour faire advenir un «monde postgenre»**. Dans l'imaginaire néorévolutionnaire contemporain, **la société sans sexe ni genre remplace la société sans classes**.

L'idéologie déconstructionniste se réduit à un mot d'ordre: **«Déconstruisez!»**, qui peut être mis à **toutes les sauces politico-intellectuelles**. Disons qu'elle se prête à divers modes d'emploi dans le champ politique, qui tous relèvent du mythe ou de l'utopie, et dont **le trait commun est une orientation «révolutionnaire» affichée**. **La cible de la révolution espérée n'est autre que la civilisation occidentale, diabolisée, dénoncée et attaquée dans toutes ses composantes et tous ses héritages**.



Pourquoi déconstruire?, de Pierre-André Taguieff, H&O, 288 p., 21 €.,

Les manifestations les plus spectaculaires de ces idéologies de la déconstruction, comme la «culture de l'effacement», nourrissent-elles les thèses telles que le «Grand Remplacement» et plus largement un sentiment de dépossession chez nombre de Français?

Les citoyens français les plus conscients perçoivent d'une façon aiguë les menaces qui pèsent sur leur culture, prise dans tous ses aspects. La «cancel culture», produit d'importation venant principalement des États-Unis, s'attaque à tous les symboles de la civilisation française, qu'il s'agisse de grands textes, de grands auteurs ou de monuments. La haine idéologisée de tout ce qui est occidental se traduit, en France comme ailleurs, par une volonté de détruire, d'éradiquer, qui se présente comme une légitime entreprise de purification politique, intellectuelle et morale, en même temps que comme une punition justifiée pour les fautes commises par nos ancêtres, dénoncés comme esclavagistes, colonialistes, racistes et nationalistes. L'Occident est intrinsèquement coupable et mérite de disparaître: tel est le programme global des nouveaux activistes décoloniaux et écoféministes, ces héritiers du déconstructionnisme français (la «French Theory») et du puritanisme anglo-saxon. Comment cette guerre culturelle déclarée et menée par des activistes fanatiques, avec les armes de la criminalisation et de la culpabilisation, ne pourrait-elle pas déclencher des réactions de défense chez les citoyens français qui se sentent ainsi mis en accusation?

Vous reconnaissez que les réactions que l'on stigmatise comme «populistes» ou «identitaires» ont le mérite de nous rappeler que «les humains ne peuvent vivre, sentir, parler et penser en étant de nulle part». Dès lors, faut-il nécessairement combattre ces réactions?

Face à ces réactions, très répandues de haut en bas de l'échelle sociale, qui expriment un sentiment d'aliénation compréhensible et une légitime exigence d'enracinement ou de continuité historique, il faut éviter à la fois la complaisance démagogique ou paternaliste et la stigmatisation rituelle paresseuse, de style antiraciste, antinationaliste ou antipopuliste. La voie est assurément étroite. C'est pourquoi **les gouvernants** doivent faire preuve de courage autant que de lucidité. Le courage est nécessaire pour ne pas se contenter de flatter le peuple ou de lui faire la leçon tout en le condamnant. Entravés par des impératifs contradictoires, ils ne cessent de jouer la carte de l'ambiguïté, oscillant entre l'opportunisme du poisson mort qui nage dans le sens du courant et les promesses intenable de style démagogique. **Ils ne peuvent dès lors que décevoir les citoyens et les faire désespérer de la politique.** Ce qui leur fait défaut, outre le courage, c'est la volonté. Ils la remplacent par des velléités et des postures, pataugeant ainsi dans le marécage de l'impolitique. Passer de l'impolitique à la politique, c'est commencer par se montrer capable de prendre des décisions.

10 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/by-invitation/2022/12/07/a-former-french-ambassador-on-the-paradox-unveiled-by-the-war-in-ukraine>

Russia and Ukraine

A former French ambassador on the paradox unveiled by the war in Ukraine

Michel Duclos explains its significance for the West's liberal order



Dec 7th 2022

The war in Ukraine has unveiled a paradox. On the one hand, it shows that **the Western international order, created after the second world war and rebranded at the end of the cold war, is crumbling.** On the other, **the West has shown itself to be more cohesive and robust in its response than might have been expected.** It is a paradox that Emmanuel Macron and Joe Biden probably discussed when they met in Washington this month.

The war marks the end of the illusion that there is a truly global liberal order. **Many countries in the global South are reluctant to oppose Russia** despite the fact that principles of non-aggression, sovereignty and territorial integrity are at stake. **Resentment towards the West**, aggravated by slow vaccine distribution in the covid-19 pandemic, **is driving this disturbing disaffection for the basic tenets of the un charter.**

At the same time, the war also signals that **epitaphs for the end of the international liberal order were based on illusory assumptions.** The West has shown itself capable both of fighting back and of dominating international financial networks and high-tech exports to Russia. The threat of secondary American sanctions against leading Chinese companies has prevented China from providing Russia with significant military or economic support. And **the superiority of armaments from America, Britain, France and elsewhere, in the hands of Ukraine's highly motivated soldiers, has made all the difference on the battlefield.** American HIMARS launchers and French Caesar howitzers show as much.

Yet Western leaders must harbour no delusions. Most of the conditions which led Vladimir Putin to expect a weak Western response to his invasion will continue to exist. **First, liberal democracy has taken a beating in America and in Europe.** Second, **the relative decline of Western military, diplomatic and political power will continue in relation to China and other rising powers, such as India or Indonesia.** Third, **the economic clout of the G7 countries will shrink further.** And fourth, **the resentment of the global South against developed countries will not disappear.**

Western leaders, starting with the French and American presidents, should draw **one major lesson from the paradox** I have highlighted. **The West will prevail in its de facto confrontation with Mr Putin. But that will not mean a restoration of the old Western-controlled world order.** **The time has come for the West to offer a new vision to its friends elsewhere.**

Restoring a degree of trust between the North and the South should be a priority. The un climate talks last month, at **cop27** in Sharm el-Sheikh, were a **missed opportunity**. The squabbling over funding for the loss and damage caused by climate change (which eventually led to an agreement) distracted attention from other pressing issues, such as the acceleration of decarbonisation efforts. **The West must be able to join with the global South in broad coalitions to tackle climate change, promote health, fight corruption, boost education and aid development more generally.** Mr Macron laid out a possible plan for such co-operation in his recent speech to the un's General Assembly. He challenged attempts to divide the world over the Ukraine war and stated that a **"shared responsibility"** exists to help the most vulnerable, including in Pakistan and Somalia.

The West must also focus more on its relationships with **"middle powers"**, such as **Turkey, Saudi Arabia and, most importantly, India**. The weight they have acquired in a globalised world has allowed them to develop their own economic ties with Russia—without incurring American or European retaliation. Think of oil purchases by India, the hosting of Russian financial capital in Turkey, and Saudi Arabia irking America by supporting the opec+ decision to reduce oil-production quotas. **The three have helped to protract the war by reducing Russia's isolation.** But **they can also be useful intermediaries to the Kremlin**, as seen at the g20 summit in Bali last month. The West should work with middle powers to rein in Mr Putin; those powers must accept their important role in the new geopolitical order.

Western countries should also put their own houses in order. They should seek to restore respect for the principle of non-aggression, as embodied in the un Charter. **Many in the global South tend to tolerate Russia's aggression because they see hypocrisy in the West's outcries (see the military interventions in Iraq, Libya and so on).** America should join France and Britain in being open to **an enlargement of the un Security Council**. The three should commit themselves not to abuse their own veto rights in the way that Russia does routinely.

To signal their new approach, **the leaders of America, Britain, France and other Western countries should release a joint statement clarifying their aims for the war in Ukraine.** They should support Ukraine and its government in its efforts to re-establish its territorial integrity and commit to helping the country preserve its security even after the end of the war. And the West should find ways to make sure that the Russian invasion of Ukraine is properly prosecuted in an international court.

Establishing new forms of principled international co-operation is the only way the West can reconcile the paradox the war has unveiled.

Michel Duclos is a special adviser to the Institut Montaigne, a French think-tank, and was France's ambassador to Syria. He is the author of several books, including "La France dans le Bouleversement du Monde" (2021).

10 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/12/07/china-is-loosening-its-covid-restrictions-at-great-risk>

What is the plan?

China is loosening its covid restrictions, at great risk

The government has not done enough to prepare



Dec 7th 2022

Does china still have covid-19 under control? In keeping with its flawed [recent handling](#) of the virus, the answer is surely that it does not. The official tally of cases is falling, but that is probably because people are being tested less often. Not long ago the aim was to suppress every infection chain. **Today social media suggest that an alarming and rapidly growing number of Chinese people know someone who has caught the disease.**

If the virus is indeed spreading, watch out. Once Omicron gets going, it burns through a population like a forest fire. It may now move especially fast in China, because the virus is transmitted more easily during winter. Next month millions will return to their villages and hometowns to celebrate the lunar new year. Many could take covid with them even if they have no symptoms.

Given that China was already struggling to contain the disease, **this is an odd time to loosen restrictions.** **Other once-isolated places, such as Singapore and Taiwan, prepared for a spike in cases by administering vaccines, stockpiling antiviral drugs and expanding intensive-care units (icus); only then did they gradually open up. China seems to be throwing precaution to the winds.** On December 7th [it eased its controls](#) by, for example, lifting test requirements for most public venues and letting people with mild infections isolate at home rather than in state-run centres. If the government has a plan to avoid the surge of infections and deaths this could bring, nobody can say what it is—indeed, the lack of clarity alone would severely undermine it.

The easing comes amid mounting public pressure, a sign that the government could not indefinitely sustain its excessively harsh zero-covid policy. For two years this let most Chinese enjoy a normal, virus-free existence and kept the economy humming. The spread of Omicron, though, meant that more and more people had become ensnared in the government's controls. The economy was suffering. **Frustration boiled over last month, when protests occurred in cities across the country.**

A more accountable government might have acknowledged its errors while laying out the steps needed to leave zero-covid gradually, when life-saving measures were in place. But Xi Jinping and the Communist Party are rushing ahead, ready or not.

All signs point to not. The country has too few icu beds to handle a big outbreak. It has not trained enough medical staff, nor adopted protocols on which patients to treat and where. Most important, only 40% of those aged over 80 have received three doses of local vaccine, the amount needed to

provide good protection against severe disease and death. A new campaign to jab the old was announced late last month. But it needs time.

Officials and state media have begun telling people that Omicron is fairly harmless, no worse than the common cold. In a country where the government long stoked fear of the virus, this is jarring. It is also disingenuous. Although Omicron is milder than previous variants, it can still be deadly—especially in a population that has not acquired immunity through infection, as Hong Kong discovered when many elderly died during an outbreak in the spring.

This raises the troubling prospect that the party will cover up the true number of covid deaths. It may also blame local officials, who have been handed an impossible task of easing restrictions while managing case numbers. **They, like us, may be asking: is this really the plan?**

10 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/10/445581-benoit-perrin-de-contribuables-associes-les-francais-sont-agonis-dimpots>

Benoît Perrin de Contribuables Associés : « Les Français sont agonis d'impôts »

[Contrepoints](#)

Entretien avec Benoît Perrin, le nouveau directeur de Contribuables Associés, sur la situation fiscale de la France.



Publié le 10 décembre 2022

Contrepoints a pu s'entretenir avec Benoît Perrin, le nouveau directeur de l'[association Contribuables Associés](#), la principale organisation de défense des contribuables de France. C'est l'occasion d'aborder les problèmes liés au **poids de l'État français**.

Contrepoints : Pouvez-vous vous présenter et nous décrire votre parcours professionnel ?

Benoît Perrin : Originaire de Bordeaux, j'ai 42 ans et suis diplômé en droit et de l'ESCP. **Dès mon arrivée à l'université, j'ai vu à l'œuvre la dialectique marxiste des mouvements étudiants et me suis refusé à ce que ce venin contamine l'ensemble de mes camarades. Pas un seul jour ne passait sans que les étudiants n'aient dans leurs mains un tract qui transpirait la haine des entreprises, des entrepreneurs, de l'économie de marché mais aussi de la liberté d'expression.**

Ces syndicats n'avaient qu'une obsession : réduire nos libertés. Pourtant à mes yeux, ce sont elles qui constituent le sel de la vie. J'ai donc trouvé tout naturel de m'engager corps et âme dans le monde associatif pour faire barrage à **ce mouvement révolutionnaire** mais aussi aux nombreux blocages (et donc des dégradations... payées au final par les contribuables) dont les universités faisaient l'objet. J'ai ensuite travaillé 10 ans dans différents cabinets de conseil pour participer à la modernisation et à la baisse des coûts des services rendus aux citoyens.

Il y a 5 ans, inquiet de l'avenir de notre beau pays, j'ai à nouveau rejoint le combat pour les idées en intégrant **l'Institut de Formation Politique (IFP)** comme directeur opérationnel. Fondée en 2004 par l'entrepreneur civique Alexandre Pesey, cette école de l'engagement compte aujourd'hui plus de 2500 jeunes : rien que sur l'année 2022, nous avons identifié, formé et accompagné vers les associations, la politique et les médias plus de 400 nouveaux étudiants. Travailler d'arrache-pied et par tous les moyens au service des contribuables au sein d'une association reconnue pour son travail de qualité est pour moi une suite logique.

Vous êtes désormais directeur de Contribuables Associés, pouvez-vous décrire la mission de cette organisation et les valeurs qu'elle défend ?

Indépendante des pouvoirs publics et uniquement avec le soutien de nos donateurs privés, **Contribuables Associés** est la première association de défense des contribuables avec 350 000 membres. Depuis 1990, notre équipe est au service de tous les contribuables pour exiger des décideurs une gestion saine de notre argent. **L'argent dit « public » ne tombe pas du ciel ! C'est le fruit du travail, ne l'oublions jamais.** Nous sommes la vigie, les porte-paroles et le bras armé des contribuables qui souhaitent un État géré comme l'on gère l'argent d'une famille dont on a la charge, c'est-à-dire de manière économe pour anticiper les éventuelles dépenses non prévues.

Nous luttons aussi contre le matraquage fiscal et son origine principale : les dépenses publiques inutiles ou excessives. Nos membres savent qu'ils peuvent compter sur notre détermination pour **traquer les gaspillages par tous les moyens** : interventions médias, publications d'enquêtes, pression sur les élus, procès contre ceux qui dilapident l'argent public, pétitions remises à l'Élysée...

Grâce à la mobilisation de ses membres, **Contribuables Associés** a par exemple été moteur sur la fin du régime spécial de retraite des députés, la justification obligatoire de leurs dépenses, la fin de la réserve parlementaire, la dénonciation par les médias des gaspillages comme nous l'avons fait le 2 décembre dernier dans *Le Figaro Magazine* qui reprend les informations exclusives dénichées par notre équipe dans notre dernier ouvrage *Le Livre Noir des gaspillages 2022*.

Selon vous, quelle est la plus grande menace pour les contribuables français actuellement ?

Sans hésiter : **l'État tentaculaire, qui, à vouloir tout faire, fait tout très mal.** Je pense notamment aux missions pour lesquelles nous l'attendons tous : **la protection de nos libertés, la défense du droit de propriété et l'assurance de vivre en sécurité. Les missions régaliennes sont elles-mêmes abandonnées au profit de « droits à » dont la liste ne cesse de s'allonger** (droit à un logement, à des prestations sociales, à la naturalisation automatique...).

Les Français sont agonis d'impôts comme jamais « et en même temps » la qualité des services publics s'effondre. Rien n'est plus désagréable que de payer sans avoir de contreparties palpables de qualité. **Nous devons conduire l'État obèse à restreindre son périmètre d'action pour libérer les forces vives nationales.**

Cette volonté doit se traduire, par exemple, par **le gel des embauches de fonctionnaires, la suppression du statut général de la fonction publique** – excepté pour les fonctions régaliennes –, **la mise en place d'une règle constitutionnelle pour contraindre les parlementaires à voter chaque année un budget en équilibre, stopper les subventions aux syndicats....** Notre credo : moins de graisse et plus de muscles !

Quels sont les projets futurs de Contribuables Associés ?

Compte tenu de l'état financier dramatique de la France – que le président de la République actuel a aggravé –, les chantiers devant nous sont très nombreux ! Parmi eux, nous préparons l'édition 2023 de *l'Argus des communes*, un outil en ligne qui permet aux Français de savoir, à partir d'indicateurs financiers, si leur commune est bien gérée ou non.

Face à la spoliation légale dont ils sont victimes (squats à répétition, impôts de succession et de donation, IFI), nous allons aussi nous engager pour protéger les propriétaires. Nous entendons également défendre le pouvoir d'achat de nos concitoyens, abîmé par une écologie politisée qui impose des mesures coûteuses et néfastes. **Et mettre fin à la politique suicidaire du chèque sans provision qui endette les Français sur plusieurs générations.** Dans notre pays, les bureaucrates ont pris le pouvoir. Ils doivent le rendre aux contribuables.

10 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/les-republicains-apres-la-bataille-deux-droites-irreconciliables-09-12-2022-2501038_20.php

Les Républicains : après la bataille, deux droites « irréconciliables » ?

LA LETTRE DU PALAIS. **L'hypothèse d'un résultat serré, dimanche, entre Éric Ciotti et Bruno Retailleau fait planer la menace d'un parti durablement scindé en deux.**

Par [Nathalie Schuck](#)

Publié le 09/12/2022 à 08h52 - Modifié le 09/12/2022 à 11h08

« **L**es Républicains, c'est un peu comme les couples qui ne divorcent pas à cause des enfants. Ils sont coupés en morceaux : une droite conservatrice, une droite populaire et même une droite sociale ! Quelle est la ligne ? » cingle un élu centriste.

À quelques heures du verdict des militants pour la présidence de LR, attendu dimanche 11 décembre au soir, nombre d'élus à droite redoutent que le vote final entre Éric Ciotti et Bruno Retailleau soit si serré que le parti se retrouve durablement fracturé entre deux camps, l'un retranché à l'Assemblée nationale et l'autre au Sénat.

Au terme d'une campagne interne qui ne fut courtoise qu'en façade, et fort venimeuse en coulisses, certains en viennent même à évoquer le spectre redouté de la guerre Fillon-Copé de 2012, il y a tout juste dix ans.

« La semaine va être moche. Les gens ne se rendent pas compte que ce sont deux droites presque irréconciliables. J'ai peur de la suite, peur d'une guerre idéologique permanente. C'est dangereux, car on sera tous dans le même bateau ! Le rassemblement sera difficile, mais il faudra tenter. Je suis moins inquiet sur des départs du parti que sur une ambiance à couteaux tirés », soupirait, en début de semaine, un lieutenant d'Éric Ciotti, arrivé en tête au premier tour ce 4 décembre avec 42,7 % des voix, et donc favori.

Deux droites « irréconciliables » ? Le terme peut sembler excessif. Au travers du match entre Ciotti et Retailleau – peu connus du grand public, car longtemps abonnés aux seconds rôles et jamais nommés ministres –, c'est pourtant la vieille ligne de fracture entre sarkozystes et fillonistes qui se réveille.

Si peu de choses les opposent sur le champ régalien, le clivage est net sur les questions de société. Tous deux sont d'anciens soutiens de la Manif pour tous, mais Ciotti a pris ses distances, regrettant son hostilité passée au mariage gay. Quant à Retailleau, tenant d'une ligne conservatrice, il s'est opposé récemment à l'inscription de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution, tandis que Ciotti cosignait à l'Assemblée un amendement LR allant en ce sens. « En vérité, c'est moins un clivage idéologique qu'un clivage stratégique et culturel », analyse un soutien du Vendéen.

Le précédent Delevoeye

Le danger ? Un résultat étriqué au terme du second tour, dimanche, qui pourrait fragiliser le vainqueur. Dans le camp Ciotti, raisonnablement serein sur ses chances de victoire avec quelque 5 500 voix d'avance au premier tour, on craignait « un 53-47 % » – ou pire – qui laisserait le parti scindé.

Le député des Alpes-Maritimes a longtemps rêvé d'une victoire au premier tour, comme Laurent Wauquiez lorsqu'il avait pris les commandes de la rue de Vaugirard (Paris 15^e) avec 75 % des suffrages en décembre 2017, dans un combat certes sans suspense à l'époque face à l'alors filloniste Florence Portelli et à l'ex-juppéiste Maël de Calan.

« Dans quelques jours, il y aura un chef, on n'en parlera plus ! » veut croire un soutien du patron de la région Auvergne-Rhône-Alpes, qu'Éric Ciotti s'est engagé à adouber dès le début 2023, sans primaire, comme champion du parti pour la prochaine présidentielle. Tandis que Bruno Retailleau l'accuse de vouloir verrouiller le parti et promet de laisser le choix aux adhérents pour 2027 entre un Xavier Bertrand, qui le soutient, ou un David Lisnard.

Si Ciotti gagne dimanche, il faudra bien qu'il vienne devant le groupe au Sénat, qui était à fond derrière Bruno. Bon courage ! *Un fidèle de Retailleau*

Dans le camp Retailleau, on s'accroche encore à l'espoir de créer la surprise, dimanche. Le patron des sénateurs LR est parvenu à faire vaciller le favori en menant une campagne audacieuse et en prenant tous les risques, allant jusqu'à suggérer à Nicolas Sarkozy, fondateur du parti et partisan d'un accord de gouvernement avec Emmanuel Macron, de prendre la porte de sa propre famille politique !

François Fillon, dont Retailleau fut jusqu'au bout le bras droit durant la campagne présidentielle de 2017, lui aurait d'ailleurs rappelé cette semaine un instructif précédent historique : en décembre 1999, l'outsider Michèle Alliot-Marie avait raflé la présidence du RPR en gagnant pas moins de 30 points entre les deux tours, au nez et à la barbe du favori de Jacques Chirac, Jean-Paul Delevoye.

En coulisses, la tension est montée en flèche entre les deux camps après la publication, mercredi 7 décembre, par *Libération*, d'une enquête sur des pratiques douteuses d'adhésion à LR dans les villes de Mandelieu-la-Napoule et du Cannet, au cœur de la puissante fédération ciottiste des Alpes-Maritimes, la première de France en nombre d'adhérents (autour de 9 000).

« Le score de Ciotti au premier tour illustre le poids des clientèles », vilipende sous couvert de « off » un fidèle de Retailleau, qui n'exclut pas formellement de contester les résultats, dimanche soir, si l'écart entre les deux finalistes n'excède pas 1 000 ou 2 000 voix : « Si c'est vraiment très serré et que ça se compte en centaines de voix plus qu'en milliers et qu'on a des remontées de terrain sur des dysfonctionnements, on verra. »

« Si ça se finit par 51 %-49 % en faveur de Ciotti, Retailleau pourrait demander que tout le monde se remette autour de la table... », s'alarme un cadre LR. De quoi réveiller le souvenir de la guerre Fillon-Copé de 2012, quand les deux leaders s'étaient écharpés pour le parti sous les yeux de la fameuse Cocoe (ex-commission de contrôle) et de son patron, feu le doyen Patrice Gélard. Cette semaine, la présidente de LR Annie Genevard, qui quittera son poste dimanche, a donc réuni à déjeuner les représentants des deux impétrants, les appelant à garder leur « sang-froid ».

«Le Titanic, version nucléaire »

Un autre épisode, certes plus anecdotique, a semé le trouble sur de possibles manipulations des cartes, qui avaient déjà donné lieu à une enquête fouillée en février dernier dans *Libération* : *Le Journal du dimanche* a révélé, dans son édition du 4 décembre, avoir fait adhérer et voter deux chattes, sans que les animaux soient repérés par les instances de contrôle de LR.

Selon nos informations, le parti étudie de possibles suites judiciaires. « C'est une escroquerie, en termes juridiques, qui consiste à déclarer sur l'honneur qu'on est une personne physique pour adhérer », précise un dirigeant, « très choqué », qui regrette « un préjudice porté à l'image du mouvement ».

Comment, dès lors, panser les plaies et éviter de nouveaux départs perlés vers les rivages macronistes ? Rarement la coupure au sein de LR aura paru si nette, presque géographique. D'un côté, le groupe des 62 députés LR à l'Assemblée, qui oscillent entre opposition frontale au gouvernement et marchandage sur des mesures ponctuelles – à l'instar de la ristourne à la pompe. Éric Ciotti y est majoritaire.

De l'autre, les 145 sénateurs LR au Palais du Luxembourg, emmenés par Gérard Larcher, tenants d'une ligne plus constructive face à l'exécutif. Bruno Retailleau est leur président, et compte bien le rester. « Si Ciotti gagne dimanche, il faudra bien qu'il vienne devant le groupe au Sénat, qui était à fond derrière Bruno. Bon courage ! Et comment Wauquiez fera campagne avec les députés seulement ? » pique un lieutenant du sénateur de Vendée. Entre les deux groupes, qui se toisaient déjà depuis les législatives, la bagarre du parti n'a rien arrangé.

Une fois encore, les querelles de personnes auront donc éclipsé les questionnements de fond. Quid de la position de LR face aux possibles coupures d'électricité en janvier ou à l'inflation qui dévore le pouvoir d'achat des ménages ? On n'est guère plus avancés, hormis quelques formules incantatoires, sur l'attitude qu'adopteront les parlementaires du parti sur le projet de loi sur l'immigration en janvier ou la future réforme des retraites.

La question est pourtant déterminante : Élisabeth Borne ne disposera plus, après les fêtes, que d'un seul article 49-3 pour faire adopter sans vote ses textes de loi. Le poids de LR pourrait s'avérer déterminant. Sous réserve que le parti se décide enfin à peser, et moins à s'ausculter, au risque de finir dans une trappe de l'histoire. Les élections européennes de 2024, déjà, font craindre le pire. Un cadre LR prédit, funeste : « Face à Marion Maréchal ou Jordan Bardella, ça va être le *Titanic*, version nucléaire... »

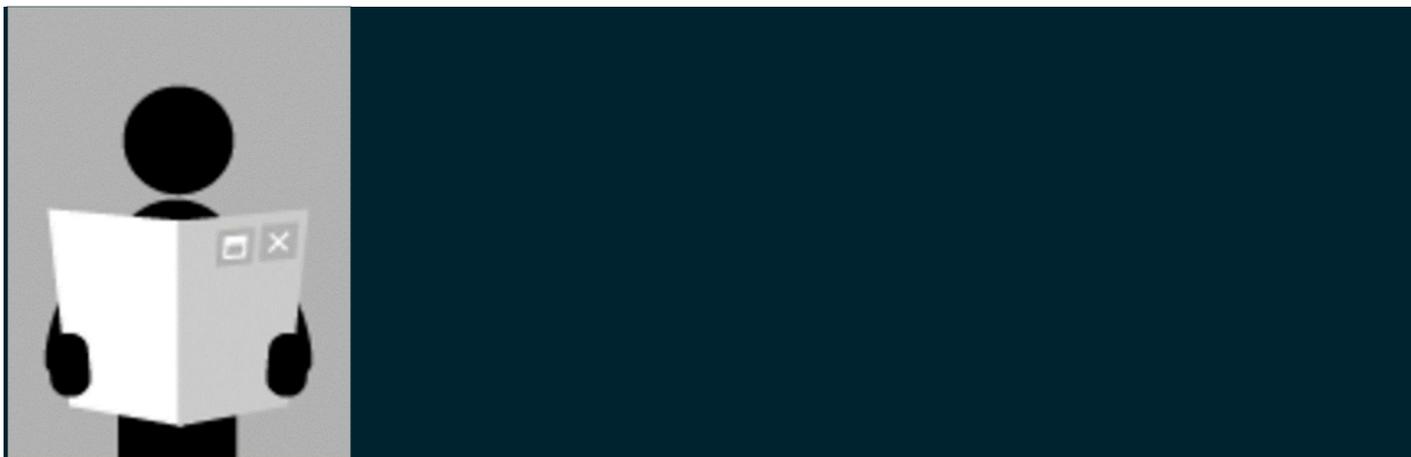
10 décembre (Blogs.Mediapart)

<https://blogs.mediapart.fr/sciencespotardenerve/blog/061222/sciences-po-grenoble-de-retour-dans-l-actualite>

BILLET DE BLOG 6 DÉC. 2022

Sciences Po Grenoble de retour dans l'actualité

De manière cyclique, on assiste à des allers et venues de l'affaire des collages de Sciences Po Grenoble dans l'actualité. Ce mois de décembre, comme le précédent, est témoin d'une nouvelle occurrence de ce thème dans les médias. Retour sur une panique morale qui s'éternise.



Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Depuis l'éclatement de **l'affaire dite de « Sciences Po Grenoble »** début 2021, dévoilée au grand public lorsque les noms de deux professeurs, accusés de fascisme, ont été placardés sur les murs de l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Grenoble, l'établissement est régulièrement replacé dans l'actualité. **Chacun s'en souviendra, l'Institut avait été érigé en modèle (ou en symptôme, selon les interlocuteurs) d'une dérive des sciences sociales, marquées par l'intersectionnalité, le « wokisme » venu d'ailleurs ou le désormais fameux courant islamo-gauchiste. En décembre 2021, il avait effectué un retour sur la scène nationale, au cœur de la polémique consécutive à la suspension de Klaus Kinzler, accusé de fascisme en février, motivée par les « propos diffamatoires » tenus par ce-dernier lors de ses (très) nombreux plateaux, passages en radio et interviews. Un an après le début de l'affaire, en février 2022, il publie un livre : *L'islamogauchisme ne m'a pas tué : Un enseignant défend sa liberté d'expression* (Editions du Rocher, 2022). Ces derniers jours, il a une nouvelle fois été question de l'IEP dans les médias, pour deux raisons : la fin du financement des bourses aux étudiants auparavant accordées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la tenue du procès de dix prévenus pour « menaces de mort » à l'encontre de la directrice d'alors du laboratoire Pacte, **Anne-Laure Amilhat Szary.****

La coupe des subventions régionales à Sciences Po Grenoble avait été décidées en décembre 2021. **Laurent Wauquiez** avait publié sur twitter un message justifiant sa décision, prise car l'IEP serait en proie à « une dérive idéologique et communautariste inacceptable ». **Par cette déclaration, l'élu républicain réagissait à un article du Figaro rapportant la suspension de Klaus Kinzler par la direction au motif de diffamation.** Il faut bien dire que l'interview accordée par ce-dernier le 8 décembre à l'Opinion, **où il affirme que « Sciences Po Grenoble est devenu un camp de rééducation politique »**, n'a pas dû convaincre ses supérieurs hiérarchiques de sa bonne foi, à l'entendre en tout cas.

Cette interview est un condensé de la ligne de victimisation défendue par Klaus Kinzler depuis le début de cette affaire. Il s'y est estimé victime d'une campagne de cyberharcèlement « déchaînée » sur Facebook, en omettant de manière bien pratique que les

échanges tenus entre lui et son interlocutrice Claire M., bien entendus non-anonymisés, ont en fait été rendus publics... par sa personne, sur son propre site. **Sans minimiser la violence en ligne dont le professeur a été la victime, il faut bien souligner sa responsabilité de premier plan dans la suite des évènements.** Il soutient également que la direction l'a « sacrifié comme un pion ». « Elle m'aurait défendu dès le début en disant simplement que j'étais un bon enseignant, elle se serait épargné cette tempête médiatique » relate-t-il.

Difficile, toutefois, pour un Institut en sciences sociales de renommée internationale, de défendre l'agressivité dont a fait preuve le professeur dans les échanges, frôlant parfois l'invective en défendant que l'islamophobie était un concept inventé par des « fous de Dieu », qualifiant les étudiants « d'ayatollah en germe ». Un communiqué de la direction en date du 2 mars 2021 à destination du personnel employé et des étudiants avait affirmé son attachement aux « controverses publiques », au droit « de militer et d'être syndiqué » et soulignait que l'Université n'est « pas le berceau de la radicalisation mais doit en être le rempart ». **Le communiqué rappelait également que « l'usage des mails et des réseaux sociaux doit faire l'objet de retenue ».** Ce (sage) conseil a manifestement été ignoré par Klaus Kinzler.

Dans cette situation, il est raisonnable de concevoir que le motif de diffamation invoqué dans le cas de Klaus Kinzler puisse être justifié. Le 1^{er} décembre 2022, Laurent Wauquiez trouve à y redire et acte la coupure des fonds. Ce processus exclut les nouveaux étudiants à l'IEP des dispositifs de bourses à la mobilité internationale, pourtant obligatoire en deuxième année du cursus à Sciences Po Grenoble. **De leur côté, les élus insoumis dénoncent une décision « injuste » et « discriminatoire » selon un article du Dauphiné Libéré.** Dans un communiqué de la direction adressé le 6 décembre 2022 à la communauté de l'établissement, on apprend que **la perte pour les étudiants est évaluée à 400.000 €**, impactant 300 étudiants pour l'année de mobilité mais également pour les stages réalisés à l'étranger. Sabine Saurugger, directrice, rappelle que 38% des étudiants sont boursiers, exonérés de droit d'inscription. Cela fait autant de situations individuelles dans lesquelles la mobilité hors de nos frontières risquent de constituer une source de stress énorme, voire un risque pour la scolarité, la formation. Le hasard du calendrier fit que, le jour de sortie de l'article du Dauphiné Libéré fut aussi celui de la publication de l'article de **David Perrotin pour Mediapart.** Le papier revient sur **le procès intenté à plusieurs septuagénaires, mais on trouve aussi des prévenus plus jeunes, de 32 ou 56 ans, pour les menaces de mort ou le harcèlement qu'ils ont fait subir à Anne-Laure Amilhat Szary, alors directrice du laboratoire Pacte.** Le laboratoire est une entité de recherche en sciences sociales, née de l'association de l'Université Grenoble-Alpes (UGA), de l'IEP de Grenoble et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). **A elle seule, cette collaboration devrait suffire à démontrer tout le sérieux et la rigueur de l'institution, ce qui n'empêchent ni Praud, qui voit en sa directrice une incarnation d'un « terrorisme intellectuel », ni Fourest, ni Marianne de désigner la chercheuse à la tête du laboratoire comme l'une des principales instigatrice du lynchage vécu par Klaus Kinzler, premier protagoniste à nommer la géographe dans l'affaire.** Comme Claire M., l'interlocutrice du professeur d'allemand lors de l'échange des mails à l'origine de l'affaire, **Anne-Laure Amilhat Szary reçoit immédiatement un flot de menaces de mort. Il faut ici rappeler que, contrairement à Claire M., la professeure n'a pas bénéficié de protection policière.** Chacun jugera à l'aune de la liste de messages lui étant adressés, dressée par Mediapart, du caractère profondément violent de la campagne de cyberharcèlement dont a été victime la chercheuse.

Malgré ces évènements, le soutien institutionnel à l'ancienne directrice de Pacte s'est fait particulièrement discret quand il s'est fait tout court. Dans un article du Monde datant du 2 juillet 2021, la journaliste Soazig Le Nevé souligne déjà le « Grand silence du CNRS », pourtant fondateur de Pacte. **Si Anne-Laure Amilhat Szary a bénéficié du soutien public de nombreux syndicats, de plusieurs chercheurs en sciences sociales tel qu'Éric Fassin dans un tweet du 15 avril 2021,** les institutions pourtant bien concernées par l'affaire se sont montrées avares de communiqués à l'endroit de la directrice de Pacte, alors qu'il aurait sans doute pertinent de défendre une chercheuse attaquée dans le champ médiatique pour être intervenue lors d'un conflit ouvert dans un cadre universitaire, **au cours duquel sa collègue subissait ce qui ressemblait**

davantage à une agression écrite qu'à une critique académique constructive de la part de Klaus Kinzler.

A ce jour, l'IEP de Grenoble n'a publié aucun communiqué au sujet de Anne-Laure Amilhat Szary. Comme le relève l'article du Monde, aucun communiqué institutionnel de la part du CNRS n'a été émis, alors même que fleurissaient déjà les soutiens du monde universitaire, à l'exemple de la motion du soutien adoptée par la section 39 du CNRS en mars 2021. Cités dans l'article du monde, plusieurs directeurs de laboratoire s'inquiétaient pourtant déjà que cette passivité ne revienne à « résumer la situation à une opposition entre deux points de vue » quand il aurait fallu « rappeler qu'une simple opinion ne vaut pas les résultats d'une recherche ». **Comme depuis le début de cette affaire, les institutions, peut-être par conviction réelle qu'il est mauvais que le monde académique se mêle au débat public, jouent la carte de l'apaisement par le silence, au risque d'envenimer une situation déjà à l'origine d'un climat malsain à l'IEP.** Au regard de l'émotion provoquée par la publication des messages reçus par la chercheuse, au regard de leur gravité objective, **il aurait été nécessaire de prendre une position de soutien à la chercheuse, et par là même, à la recherche et aux débats universitaires.**

A croire que, près d'un an après l'appel des directeurs de laboratoire, il n'a toujours pas été entendu. **Près de deux ans après le collage des affiches, le climat de tension subsiste à l'IEP, et ses étudiants subissent aujourd'hui les retombées bien concrètes des prises de paroles ignorantes et médiatiques de journalistes bien en vue.** Quitte à affronter ces difficultés, ne vaudrait-il pas mieux, pour tourner véritablement la page de cette « tempête médiatique », assumer une position de soutien sans faille à la recherche universitaire, assumer une condamnation claire de ce qui la met en péril, y compris une controverse éminemment politique, au risque de froisser quelques élus, quelques éditorialistes qui, de toute manière, ont déjà pris parti contre ces valeurs ?

10 décembre (The Times of Israel)

<https://fr.timesofisrael.com/une-conference-a-sciences-po-qui-nierait-la-presence-du-peuple-juif-en-palestine/>

Une conférence à Sciences Po qui nierait « la présence du peuple juif en ‘Palestine’ »

Le Campus Méditerranée Moyen-Orient du Collège universitaire de Sciences Po Paris organise une conférence accusée par le BNVCA de nier le lien entre les Juifs et la terre d'Israël

Par [TIMES OF ISRAEL STAFF](#) 8 décembre 2022, 11:41



Annnonce de la conférence à SciencesPo Menton accusée de "nier la présence du peuple juif en 'Palestine'". (Crédit : Facebook)

Ce jeudi, à Menton (Alpes-Maritime), le Campus Méditerranée Moyen-Orient du Collège universitaire de Sciences Po Paris organise une conférence (en arabe, traduite en anglais) intitulée « The Plundering of Palestine – Between ‘Biblical Archeology’ and ‘Biblical Myths’ Narratives » (« Le pillage de la Palestine – Entre ‘archéologie biblique’ et les récits des ‘mythes bibliques’ »), avec pour intervenant l’universitaire Ahmed El Dabash, « chercheur en histoire ancienne spécialiste de la remise en question de l’histoire biblique ».

Le Bureau national de vigilance contre l’antisémitisme (BNVCA) a réagi dans un communiqué, condamnant l’organisation de la conférence. L’organisation rapporte que l’intervenant a à son actif un livre, *Palestine From Here Emerged Civilization: From the Paleolithic to the Chalcolithic Age*. Le sujet en est « l’usurpation de la Palestine » par la propagande sioniste, mais aussi la « véritable histoire de Jérusalem » ainsi que la « déconstruction du narratif de la Torah », dit le BNVCA.

L’organisateur de la conférence est le collectif « Sciences Palestine ».

10 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/12/05/des-licences-d-eco-gestion-jugees-trop-eloignees-de-la-realite_6152970_4401467.html

Des licences d'éco-gestion jugées trop éloignées de la réalité

Certains chercheurs et professeurs considèrent ces cursus figés et déconnectés des problématiques sociales. Pourtant, ils restent très recherchés par les étudiants.

Par [Margherita Nasi](#)

Publié le 05 décembre 2022 à 07h00, mis à jour le 05 décembre 2022 à 08h35

Devient-on plus égoïste en étudiant l'économie ? Si elle peut sembler farfelue, cette question mobilise depuis plusieurs décennies les experts en la matière, qui interrogent les effets de leur enseignement sur le comportement des étudiants. Elle s'est à nouveau posée mi-novembre, dans le cadre des [Journées de l'économie](#). Organisé par l'Association française d'économie politique, composée d'économistes hétérodoxes, l'événement a réuni chefs d'entreprise, acteurs sociaux et responsables politiques. Lors de l'ouverture de la conférence sur le pluralisme de cet enseignement, le professeur de sciences économiques Nicolas Eber évoquait la littérature foisonnante sur le sujet.

En 1981 déjà, les sociologues américains Marwell et Ames observent que les étudiants en économie contribuent nettement moins au bien public que d'autres disciplines. Depuis, de nombreuses études ont montré une spécificité de ces étudiants : ils ont tendance à être moins sensibles à l'équité, à moins coopérer, affichent des valeurs plus individualistes et sont plus favorables au marché. Nicolas Eber s'interroge : étudier l'économie fabrique-t-il de mauvais citoyens ? Surtout, peut-on imaginer des cursus plus ouverts ?

Le sujet mobilise les chercheurs et s'invite dans les amphithéâtres. Perçus comme accessibles et professionnalisants, les cursus en économie et gestion sont plébiscités par les étudiants : la licence éco-gestion figurait parmi les plus demandées sur Parcoursup en 2022, avec près de 116 000 vœux. **« Cette licence offre beaucoup de débouchés : banque, finance, gestion, marketing, informatique. C'est une bonne option quand on ne sait pas encore ce qu'on veut faire et qu'on veut laisser des portes ouvertes », explique Sheima Tamssaouete, 19 ans, inscrite en licence éco-gestion à Paris-Est-Créteil. « C'est par ailleurs moins cher qu'une école de commerce, et moins stressant qu'une classe préparatoire », précise son camarade Ayoub Benyahya, 18 ans.**

« Une vision moins néolibérale du monde »

La faculté de sciences économiques et de gestion de Paris-Est-Créteil reçoit de plus en plus de candidatures, constate son administrateur, François Legendre : **« 25 % en plus chaque année depuis le lancement de Parcoursup. On est à plus de 7 500 demandes pour 430 places. »** Le professeur d'économie explique cet engouement par **« le déclin des classes prépa, qui recrutent moins qu'avant », un afflux de candidatures féminines – « avec la réforme du bac, les filles lâchent les filières les plus scientifiques et se tournent vers l'éco-gestion » – et un souci d'insertion professionnelle : « La licence éco-gestion forme aux métiers de demain. Avec la numérisation de la société, les grandes boîtes sont en quête de profils avec une double casquette, capables de faire de la data science tout en ayant une bonne connaissance du monde de l'entreprise. »** Enfin, souligne François Legendre, les étudiants apprécient cette filière qui leur permet de faire face aux défis de la société.

Le professeur organise des débats sur des questions d'actualité : faut-il mettre en place une taxe sur les transactions financières ? Un péage à l'entrée de Paris ? Doit-on faire payer des droits d'inscription à l'université ? Ou encore mettre en place le revenu universel ? **« Depuis la crise de 2008, l'enseignement est devenu plus critique, soutenant une vision moins néolibérale du monde. En introduction à l'économie, on**

parle des discriminations. On se penche également sur la transition écologique, ou encore les crises financières. »

« Ces licences ne permettent pas de comprendre l'économie, les crises, l'inflation. » Arthur Jatteau, maître de conférences en économie et en sociologie à l'université de Lille

Pourtant, si quelques universités font évoluer leur maquette, l'enseignement en licence éco-gestion reste globalement figé. C'est ce que pointe une étude collective réalisée par des enseignants d'économie de l'université de Lille, qui ont examiné les maquettes d'enseignement des 53 licences d'éco-gestion. « *Ajouté aux enseignements de gestion et aux cours sur la méthode de travail universitaire, le triptyque maths-microéconomie- macroéconomie constitue environ 80 % des intitulés. Les cours réflexifs comme l'histoire de la pensée économique ou les cours d'épistémologie constituent à peine 4 % des ECTS [European Credit Transfer and Accumulation System, système européen de transfert et d'accumulation de crédits]* », souligne Arthur Jatteau. Pour le maître de conférences en économie et en sociologie à l'université de Lille, cette absence de pluralisme nuit à la qualité de l'enseignement et à la compréhension économique et sociale du monde : « *Les licences d'éco-gestion sont déconnectées du réel. Elles ne vous permettent pas de comprendre l'économie, les crises, l'inflation.* »

« *Quand est-ce que les modèles qu'on apprend nous permettront de répondre à des problématiques sociétales ?* » Samuel Guérineau, directeur de l'Ecole d'économie de l'université Clermont-Auvergne, entend souvent cette question de la part de ses étudiants. « *On y répond, notamment en master. En licence, ça arrive progressivement à partir de la L2 et surtout en L3.* » Accessible depuis la troisième année de licence, le parcours économie du développement, qui propose une approche sociétale, jouit ainsi d'une « *attractivité internationale, atypique pour les licences d'économie* », poursuit Samuel Guérineau.

Connaissance « très théorisée et mathématisée »

A l'issue de son parcours en économie et gestion à l'université Paris-Dauphine, Jérôme Hambye s'estimait toujours démuné pour comprendre l'économie. « *Le chômage, par exemple, n'est étudié que de manière très théorique, mathématisée et modélisée, en montrant que la mise en place d'un salaire minimum entraîne une baisse de l'emploi, sans interroger ne serait-ce que la précarité qu'il implique. On nous enseigne l'économie de manière prétendument neutre, via l'utilisation de modèles analytiques, mais la réalité, c'est qu'il s'agit d'une discipline très politique.* »

Ce doctorant à l'université de Strasbourg a créé, l'été 2022, [REpanser l'éco Strasbourg](#). Composé d'une vingtaine de personnes, ce groupe milite pour des cursus en éco-gestion davantage pluralistes et critiques. Il fait partie de Rethinking Economics, un réseau international d'étudiants et de jeunes diplômés plaidant en faveur d'une réforme de l'enseignement dans les départements d'économie.

« *Les "rethinkers" d'aujourd'hui ont étudié l'économie après le crash de 2008, dans l'espoir de comprendre pourquoi cela s'était produit : pourquoi le chômage était si élevé ? Pourquoi les services publics ont subi coupure budgétaire sur coupure budgétaire ? Ce que beaucoup d'entre elles-eux ont trouvé était plutôt une concentration étroite et impartiale sur les théories économiques classiques, qui n'offraient aucune réponse aux problèmes très réels qui se posaient dans le monde* », lit-on dans la présentation du réseau.

Stress de l'employabilité

En 2000 déjà, l'association Autisme-économie, composée d'enseignants et d'étudiants de la discipline, demandait un autre enseignement, éloigné des « *modèles décrivant des mondes imaginaires* », sans aucun rapport avec les économies dans lesquelles nous vivons. En 2011, au tour du collectif PEPS-Economie de dénoncer le manque de pluralisme dans l'enseignement de la discipline.

« La façon dont est structuré le système incite à la focalisation sur la technique. » Julien Hallak. Le chargé de mission à l'Institut Veblen

« La colère gronde depuis longtemps », résume Julien Hallak. Le chargé de mission à l'Institut [Veblen, think tank](#) œuvrant pour la transition vers un mode de développement soutenable et une économie socialement juste, salue l'ouverture de masters interdisciplinaires, mais pointe l'inertie au niveau des licences : *« On manque de moyens. Par ailleurs, ce qui intéresse le plus un professeur, c'est d'avoir un étudiant qui produira une thèse prestigieuse, et donc qui sera bon en statistiques. La façon dont est structuré le système incite à la focalisation sur la technique. »* L'ancien membre de PEPS-Economie explique également la léthargie des cursus par des raisons sociologiques : *« Les étudiants en licence éco-gestion sont généralement stressés par l'employabilité. Pour PEPS, j'ai fait des interventions à l'université : les jeunes voyaient tous de quoi on parlait, mais ils n'osaient pas s'emparer du sujet car, de toute façon, ils feraient du management à la sortie. »*

Arthur Jatteau, ancien membre de l'association Autisme-économie, dresse le même constat : *« Il y a généralement deux profils en licence éco-gestion. Ceux qui sont là pour comprendre l'économie, et ceux qui ont une perspective plus utilitaire, et moins contestataire. En revanche, quand j'intervenais en amphithéâtre pour revendiquer une approche critique et pluraliste des théories, jamais un étudiant ne m'a contredit. »*

Une étude portant sur 695 députés et sénateurs américains du Congrès, publiée en 2015 dans la revue de sciences sociales *Kyklos*, montre que le fait d'avoir un diplôme en économie augmente significativement, pour un élu, la probabilité d'avoir des ennuis judiciaires en matière de corruption. **« L'ampleur de l'effet est considérable puisque la probabilité d'être corrompu est à peu près deux fois plus élevée pour les économistes que pour les non-économistes »,** souligne Nicolas Eber, tout en rappelant que les jeunes qui étudient l'économie aujourd'hui sont les décideurs politiques, les banquiers, les dirigeants d'entreprise de demain. Leur formation constitue alors un véritable enjeu, avec des conséquences qui dépassent le cadre des amphis, et s'immiscent dans la vraie vie.

10 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/10/thomas-piketty-l-europe-doit-etre-au-service-du-mieux-disant-social_6153786_3232.html

Thomas Piketty : « L'Europe doit être au service du mieux-disant social »

[Chronique](#)

Thomas Piketty Economiste

Emissions de carbone, dumping fiscal, emplois industriels... L'économiste appelle, dans sa chronique, à repenser le fédéralisme et le protectionnisme pour surmonter la crise actuelle.

Publié le 10 décembre 2022 à 06h01, mis à jour le 10 décembre 2022 à 06h03 Temps de Lecture 4 min.

Fallait-il boycotter la Coupe du monde au Qatar ? Probablement pas. A partir du moment où l'on accepte depuis toujours de participer à des compétitions sportives avec des régimes très éloignés de la démocratie sociale et électorale, à commencer par la Chine (Jeux olympiques de 2008) et la Russie (Coupe du monde de 2018), le boycott du Qatar aurait forcément été interprété comme une nouvelle marque de l'hypocrisie des Occidentaux, toujours prêts à donner des leçons à quelques petits pays quand cela les arrange, tout en continuant à faire des affaires avec tous ceux qui leur rapportent suffisamment.

Pour autant, le fait de ne pas boycotter la Coupe du monde n'implique pas que l'on ne puisse rien faire. Bien au contraire : il faut agir sur le levier commercial, qui est autrement plus efficace que le levier sportif. **Il est temps que chaque pays redéfinisse les conditions des échanges avec les autres territoires, en fonction de critères universels de justice s'appliquant à tous de la même façon. Dans le cas du Qatar, les violations des droits fondamentaux sont avérées, qu'il s'agisse du droit des femmes, du droit des minorités sexuelles ou du droit social et syndical. Faut-il mettre en place des droits de douane de 10 %, de 30 %, de 50 %, faut-il concentrer les sanctions sur certains biens ou sur les transferts de capitaux, de façon à ce que ce soient avant tout les classes fortunées et dirigeantes qui en fassent les frais ? Ce n'est pas à moi de trancher ici : c'est à la délibération démocratique de le faire et de placer le curseur au bon niveau.**

Ce qui est certain, c'est que l'argument selon lequel on ne parviendra jamais à se mettre d'accord, et donc qu'il ne faut rien faire et se contenter d'appliquer le libre-échange absolu à tout le monde, est incroyablement hypocrite, nihiliste et antidémocratique. **Par peur de la démocratie, on se retrouve à sacraliser le libre-échange et la libre circulation des capitaux sans limite, sans même chercher à soumettre ces règles au moindre objectif collectif.** Quand le régime chinois a détruit sous nos yeux le pluralisme électoral à Hongkong en 2019, la seule réaction de l'Union européenne (UE) a été de proposer à Pékin une nouvelle libéralisation des flux d'investissement.

Socle minimal

La deuxième raison poussant à redéfinir le régime commercial est évidemment la crise environnementale. On continue en 2022 à échanger avec la Chine et le reste du monde sans même chercher à **appliquer des droits de douane correspondant aux émissions de carbone liées au transport et à la production de ces biens, en contradiction flagrante avec les objectifs climatiques.** Même chose pour le **dumping fiscal et social** : si un pays exporte des biens sans respecter un socle minimal commun, alors il est non seulement légitime, **mais indispensable de lui imposer des droits de douane permettant de rétablir l'équilibre.**

La troisième raison est liée au fait que **chaque pays a le droit de choisir une spécialisation productive et de protéger les secteurs qui lui semblent stratégiques.** Le meilleur exemple aujourd'hui est celui des **batteries et de la voiture électrique.** Après avoir fait de même pour les panneaux solaires, **la Chine subventionne massivement ses entreprises pour prendre le contrôle du secteur. Les Etats-Unis lui ont**

emboîté le pas. **Seule l'Europe reste à la traîne, à l'image de la prime française de 6 000 euros pour l'achat d'un véhicule électrique, qui s'applique quel que soit le lieu de production, alors que la prime étatsunienne de 7 500 dollars (7 100 euros) est réservée aux batteries et aux véhicules produits aux États-Unis.**

Face à cette **déroute sociale et industrielle annoncée, que peut faire un pays comme la France ?** La seule solution est que **chaque pays fixe ses conditions à la poursuite de l'intégration économique et commerciale**, à la fois en matière de respect des droits fondamentaux, de lutte contre le dumping climatique et fiscal, et de protection des secteurs stratégiques. **Ces conditions doivent notamment comprendre des droits de douane et des subventions dépendant du lieu de production.**

Outil d'émancipation

A ces lignes certains sursauteront : si la France adopte unilatéralement de telles règles, ne s'agit-il pas d'une violation caractérisée des traités européens signés dans le passé ? La réponse est plus complexe. En parallèle à toute action unilatérale, il est indispensable de formuler des propositions ambitieuses pour des mesures collectives, avec à la clé **la mise en place d'une nouvelle forme de social-fédéralisme**. **L'Europe doit être au service du mieux-disant social** : les pays qui le souhaitent doivent pouvoir adopter ensemble les politiques commerciales, sociales et fiscales supplémentaires qui leur semblent adaptées, **mais cela ne doit pas empêcher chaque pays d'adopter ses propres mesures.**

S'agissant des mesures protectrices unilatérales, le droit européen est plus ambivalent qu'il n'y paraît. L'article 3 du traité de Lisbonne indique que l'UE a pour objectif la démocratie, le progrès social et la défense de l'environnement. En quoi le fait de détruire les emplois industriels en important tous les équipements de Chine, sans aucune prise en compte des dégâts sociaux et des émissions de carbone en jeu, sert-il ces objectifs ?

Certains expliqueront que notre prospérité dépend du libre-échange, en oubliant que ce n'est pas grâce à la Chine que le pouvoir d'achat européen a été multiplié par dix depuis un siècle – les échanges chinois ne pèsent au mieux que pour quelques pour cent dans cette progression. **En tout état de cause, le débat doit être politique et non juridique.** Le fait que des gouvernements passés aient signé des traités constitutionnalisant le libre-échange, à une époque où la souveraineté faisait peur en Europe et où les enjeux actuels étaient ignorés, ne peut conduire à lier les mains indéfiniment des générations futures. **Plus que jamais, le droit doit être un outil d'émancipation et non de conservation des positions de pouvoir. C'est en repensant le fédéralisme et le protectionnisme que la crise actuelle pourra être surmontée.**

Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris.

10 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/10/le-parlement-europeen-secoue-par-une-enquete-pour-corruption-au-profit-du-qatar_6153776_3210.html

Le Parlement européen secoué par une enquête pour corruption au profit présumé du Qatar

La socialiste Eva Kaili, vice-présidente grecque de l'assemblée, a notamment été interpellée. Elle est soupçonnée d'avoir reçu de l'argent de l'émirat pour « influencer les décisions économiques et politiques » de l'institution.

Par [Philippe Jacqué\(Bruxelles, bureau européen\)](#) et [Jean-Pierre Stroobants\(Bruxelles, bureau européen\)](#)

Publié le 10 décembre 2022 à 05h30, mis à jour le 10 décembre 2022 à 09h15



L'entrée du Parlement européen à Bruxelles, le 9 décembre 2022. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

C'est un séisme et il pourrait encore connaître quelques répliques : l'annonce par le parquet fédéral belge, vendredi 9 décembre, qu'une quinzaine de perquisitions avaient été menées dans diverses municipalités de Bruxelles, visant des responsables soupçonnés de corruption au profit d'un Etat du Golfe (plusieurs sources concordantes affirment qu'il s'agit du Qatar), a fortement secoué le Parlement européen.

Plusieurs personnes ont été interpellées pour être auditionnées et, éventuellement, mises en examen. **Etaient notamment visés Eva Kaili, 44 ans, vice-présidente grecque de l'assemblée, membre du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), Pier Antonio Panzeri, 67 ans, ancien eurodéputé italien S&D et président de l'ONG Fight Impunity, ainsi que Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (ITUC).**

Francesco Giorgi, un ancien assistant parlementaire de M. Panzeri, compagnon de M^{me} Kaili, a également été interpellé. Le bureau des assistants de deux députés du groupe S&D, les Belges Marc Tarabella et Marie Arena ont par ailleurs été visités par les enquêteurs et placés sous scellés. Un assistant parlementaire du groupe Parti populaire européen (PPE, conservateur) a également été interrogé.

L'enquête de l'Office central pour la corruption de la police fédérale belge a démarré en juillet. Elle est dirigée par le juge d'instruction Michel Claise, un spécialiste des questions financières, de la corruption et du blanchiment, qui a conduit des investigations retentissantes dans le monde de la banque, de la politique ou du football.

« La partie émergée de l'iceberg »

Selon le parquet fédéral, qui a publié un communiqué vendredi midi après des révélations du magazine flamand *Knack* et du quotidien *Le Soir*, **les investigations portent sur « des faits présumés d'organisation criminelle, de corruption et de blanchiment ».** Les enquêteurs, poursuivait le texte, **soupçonnent « un pays**

du Golfe d'influencer les décisions économiques et politiques du Parlement européen, cela en versant des sommes d'argent conséquentes ou en offrant des cadeaux importants à des tiers ayant une position politique et/ou stratégique significative au sein du Parlement européen ».

Le parquet précisait que les perquisitions effectuées **avaient permis de mettre la main sur environ 600 000 euros en liquide**. Du matériel informatique et des téléphones portables ont été saisis. **De quoi créer la sidération au Parlement européen, où certains estiment que cette affaire n'est que « la partie émergée de l'iceberg »**. La réaction officielle a pourtant été laconique : *« Le Parlement ne commente pas les procédures judiciaires. Comme toujours, il coopère pleinement avec les autorités nationales compétentes et il en va de même dans ce cas spécifique. »*

Qu'ambitionnait le Qatar en approchant le milieu européen ? Sans doute de défendre son image et « sa » Coupe du monde de football, alors qu'étaient critiquées la situation des droits humains et les conditions des travailleurs migrants dans le pays. Et, au-delà, d'espérer peser sur les orientations politiques de l'Union.

« On se doutait qu'il y avait un gros travail de lobbying du Qatar »

Objectif atteint ? Vendredi, diverses sources parlementaires se souvenaient en tout cas du vote, le **24 novembre**, d'une résolution qui avait été longuement débattue. Lors de la session plénière à Strasbourg, les eurodéputés avaient décidé de voter un texte concernant le Qatar à l'occasion du Mondial de football. *« Au départ, les S&D ont voté contre le principe même d'une résolution concernant le pays, se rappelle un eurodéputé français. Ils voulaient juste un simple débat, contrairement à tous les autres groupes, en dehors de l'extrême droite. Nous avons alors réclamé un vrai débat interne sur le sujet. Et cela a chauffé. »*

Quand le projet de résolution a finalement été entériné, **« les eurodéputés S&D ont adouci largement le texte en votant contre les amendements les plus durs, rapporte un observateur de ce scrutin. Ils refusaient des amendements condamnant fermement le régime »**. La majorité du groupe a, par exemple, voté contre un amendement qui entendait préciser que le Parlement européen *« condamne le non-respect par le Qatar de sa responsabilité première de protéger les droits de l'homme et les droits des travailleurs migrants sur son territoire lors de la préparation de la Coupe du monde de la FIFA 2022 et d'enquêter sur la mort de milliers de travailleurs migrants, souvent imputée de manière arbitraire à des "causes naturelles" »*.

Sur une demi-douzaine d'amendements supplémentaires qui visaient à durcir le ton vis-à-vis du régime de Doha, les S&D ont voté massivement contre, comme l'essentiel des groupes de droite et d'extrême droite. *« Cette attitude en a étonné beaucoup »*, constate-t-on chez les libéraux démocrates de Renew. **« On se doutait qu'il y avait derrière cela un gros travail de lobbying du Qatar**, affirme un assistant parlementaire. **Mais de là à imaginer une possible corruption... »**

« Consternation » et « tolérance zéro »

Vendredi, le groupe S&D a réagi aux événements et dit sa **« consternation »** et sa **« tolérance zéro »** à l'égard de la corruption. *« Nous sommes les premiers à soutenir une enquête approfondie et une divulgation complète. Nous coopérerons pleinement avec toutes les autorités. Dans cet esprit, nous ne commenterons pas publiquement les procédures judiciaires en cours. Compte tenu de la gravité des allégations, nous demandons la suspension des travaux sur tous les dossiers et votes en plénière concernant les Etats du Golfe, en particulier la délivrance des visas et les visites prévues, jusqu'à ce que les autorités compétentes fournissent des informations et des éclaircissements pertinents. »*

Eva Kaili, membre du groupe S&D, ancienne journaliste de la télévision grecque, avait choqué en déclarant récemment à la tribune : **« Aujourd'hui, la Coupe du monde au Qatar est une preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut réussir la transformation d'un pays (...). Le Qatar est un précurseur en matière de droits du travail. »** Après l'annonce de son interpellation, elle a été exclue du **Pasok**, le parti socialiste grec. La police belge l'a apparemment appréhendée en flagrant délit, ce qui ne lui a pas

permis d'invoquer son immunité parlementaire. Selon la presse belge, des sacs d'argent liquide auraient été trouvés à son domicile.

Son compagnon, Francesco Giorgi, est assistant parlementaire de l'eurodéputé italien Andrea Cozzolino, également du groupe S&D. Il a été auparavant l'assistant de **Pier Antonio Panzeri**, ancien eurodéputé socialiste qui a siégé de 2004 à 2019. **Les deux hommes ont fondé en 2019 l'association Fight Impunity**, qui promeut la lutte contre l'impunité et la justice internationale. Les bureaux de l'organisation, dans le conseil de laquelle siègent des personnalités comme Bernard Cazeneuve, Emma Bonino et Federica Mogherini, ont été perquisitionnés.

Le Qatar, « une référence en matière de droits humains »

« *Extrêmement connu, influent, écouté, notamment sur les droits humains* », d'après l'un de ses anciens collègues, **M. Panzeri**, qui a siégé de 2004 à 2019, était un spécialiste des droits humains et des pays arabes. Membre de la commission des affaires étrangères, il a présidé la sous-commission des droits de l'homme en 2017.

Dans cette fonction, il s'est félicité, lorsque l'Arabie saoudite imposait un blocus au Qatar, que ce dernier établisse des relations plus étroites avec l'Union européenne. **En avril 2019, il déclarait à Doha, lors d'une conférence sur l'impunité, dont a rendu compte le journal Gulf Times, que le Qatar pouvait désormais être considéré comme « une référence en matière de droits humains ».**

En 2017, une enquête de l'Office européen de lutte antifraude avait débouché sur l'obligation, pour l'élu italien, de rembourser quelque 83 000 euros liés à des versements de frais et d'indemnités non justifiés à une association italienne qui l'aurait assisté pendant son premier mandat.

De nombreuses questions se posaient aussi dans les milieux syndicaux européens après la confirmation que **l'Italien Luca Visentini**, 53 ans, était lui aussi dans le collimateur de la justice belge. Il a été élu en novembre **secrétaire général de la Confédération syndicale internationale**, une organisation qui regroupe 332 syndicats dans 163 pays, et revendique 200 millions de membres. **Sharan Burrow**, l'Australienne qui l'avait précédé à ce poste, avait laissé perplexes beaucoup d'observateurs : fervente critique du Qatar, elle avait changé résolument de ton lorsque Doha a signé un accord avec l'Organisation internationale du travail.

Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen) et Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

10 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/le-qatar-soupconne-de-corruption-une-vice-presidente-du-parlement-europeen-interpellee-en-belgique-20221209>

Le Qatar soupçonné de corruption : une vice-présidente du Parlement européen interpellée en Belgique

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 20:37, mis à jour hier à 22:17



Le Parlement européen (photo d'illustration). *doganmesut / stock.adobe.com*

Quatre autres arrestations avaient déjà eu lieu à Bruxelles dans la matinée dans ce même dossier.

Une vice-présidente grecque et un ex-eurodéputé italien arrêtés : le Parlement européen est éclaboussé par des soupçons de corruption impliquant le Qatar qui ont mené à une vaste opération de la police belge vendredi 9 décembre à Bruxelles.

Dans la soirée, l'eurodéputée socialiste grecque Eva Kaili, qui est une des vice-présidentes de l'assemblée, a été interpellée à son domicile à Bruxelles pour être auditionnée, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier, confirmant des informations de presse. Il s'agit de la cinquième interpellation de la journée.

Parlement européen»

Quatre hommes ont été arrêtés dans la matinée; le compagnon de Eva Kaili Francesco Giorgi, qui est assistant parlementaire, ainsi qu'un directeur d'ONG, le dirigeant syndical italien Luca Visentini et l'ancien eurodéputé Pier-Antonio Panzeri qui siégea de 2004 à 2019.

Le parquet fédéral belge a annoncé l'opération de police sans identifier les suspects, ni nommer le «pays du Golfe» sur lequel pèsent ces soupçons de corruption. Mais la même source proche du dossier a confirmé à l'AFP qu'il s'agissait du Qatar, comme l'ont révélé dans une enquête conjointe le journal francophone *Le Soir* et l'hebdomadaire flamand *Knack*.

L'enquête, pilotée depuis quatre mois par un juge financier bruxellois, vise des faits de «*corruption*» et de «*blanchiment d'argent*» en bande organisée, a souligné le parquet fédéral dans un communiqué. Ce pays du Golfe est soupçonné d'«*influencer les décisions économiques et politiques du Parlement européen, en versant des sommes d'argent conséquentes ou en offrant des cadeaux importants*», poursuit-il. Quant aux bénéficiaires, il s'agit de personnalités ayant «*une position politique et/ou stratégique significative*» au sein du Parlement.

Un demi-million en liquide

L'opération de police a donné lieu à seize perquisitions au total dans diverses communes de la capitale belge, où le Parlement européen a son siège. Au cours de l'opération, la police a mis la main sur «*environ 600.000 euros en liquide*», ainsi que «*du matériel informatique et des téléphones portables*» dont les contenus seront analysés. Les cadeaux ou avantages offerts pourraient être liés à la volonté du Qatar d'améliorer sa réputation décriée en matière de droits humains et de traitement des travailleurs étrangers.

Parmi les interpellés, le secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI, ou Ituc en anglais), Luca Visentini, évoquait encore cette semaine la situation des travailleurs au Qatar, dans un entretien diffusé vendredi par l'AFP. Ce responsable italien appelait en particulier à «*continuer de faire pression sur les autorités et les employeurs*» pour de meilleures rémunérations et davantage de mobilité dans le travail.

Dans un message succinct sur son site, la CSI s'est dite «*au courant des informations circulant dans la presse*», mais a refusé tout commentaire «*à ce stade*». **Quant au parti socialiste grec (Pasok-Kinal) dont Eva Kaili était membre, il a annoncé dans la soirée à Athènes qu'elle en était «écartée».**

«Transformation historique»

Cette ancienne présentatrice télé de 44 ans, qui est un des quatorze vice-présidents du Parlement européen, avait rencontré au Qatar peu avant le début du Mondial de football le ministre qatari du Travail Ali bin Samikh Al Marri. L'élue grecque avait salué à cette occasion, au nom de l'UE, l'engagement du Qatar à «*poursuivre les réformes du travail*», selon un tweet de l'ambassadeur de l'Union à Doha Cristian Tudor.

«Aujourd'hui, la Coupe du monde de football au Qatar est une preuve concrète de la façon dont la diplomatie sportive peut aboutir à une transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe», avait aussi déclaré Eva Kaili à la tribune du Parlement européen le 22 novembre. **«Le Qatar est un chef de file en matière de droits du travail»**, avait-elle affirmé.

10 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/die-linke-ist-verwirrt-und-denkfaul-das-muss-sich-aendern-18518905.html?premium>

ZUKUNFT EINER POLITISCHEN IDEE:

Die Linke ist verwirrt und denkfaul. Das muss sich ändern.

VON THOMAS ASSHEUER

-AKTUALISIERT AM 08.12.2022-18:02



Wohin nur? Im September 2010 müssen die überlebensgroßen Skulpturen von Karl Marx und Friedrich Engels wegen des Ausbaus der U-Bahn-Linie U5 in Berlin-Mitte versetzt werden. Bild: picture alliance / dpa

Unter einem Himmel aus Gendersternchen tritt die Linke ratlos auf der Stelle. Nur langsam wird ihr klar, dass kulturelle Reinheitsgebote keine Lösung sind, dafür ist die Lage zu ernst. Ein Gastbeitrag.

Düster waren die Prognosen. Besorgt standen die Ärzte am Krankenbett und fühlten dem Patienten den Puls. Es ging ihm nicht gut; der Angstschweiß rann ihm von der Stirn, sein Zustand verschlechterte sich täglich. Die jüngsten Ereignisse hatten ihm einen schweren Schlag versetzt. Selbst wenn er wieder zu Kräften käme: Er würde nie mehr ganz der Alte sein.

Der Patient – das war die Linke Anfang der Neunzigerjahre. Triumphal hatte der Westen den Kalten Krieg gewonnen und den Kommunismus historisch widerlegt. Alles falsch, von Anfang an, selbst brave Sozialdemokraten traf eine Kontaktschuld. Hell strahlte die Sonne der liberalen kapitalistischen Freiheit, ihr gehörte die Zukunft. Siegesicher vermeldete ein Experte für Blasen und Sphären, der in Karlsruhe weltberühmte Philosoph [Peter Sloterdijk](#), das endgültige Ableben der schon mehrfach totgesagten „Kritischen Theorie“.

Kurzum, die Linke schien blamiert und saß, wenn überhaupt, wie ein steinerner Gast am Katzentisch der Nation. Als die Sozialdemokraten endlich wieder regieren durften, erfand [Gerhard Schröder](#) zusammen mit der Mittelschichtspartei Die Grünen im Rahmen der Agenda 2010 eine neue soziale Klasse, die es, so viel historische Gerechtigkeit muss sein, unter Helmut Kohl niemals gegeben hätte: **die Klasse der Flaschensammler**. Noch heute wühlt sie ganz unten in den Abfalleimern, die die solidarische Nation ganz lieb für sie gefüllt hat. Ganz oben, im Orbit des globalen Kapitalismus, taten deregulierte Finanzmärkte damals das, was sie am besten können – sie verwirklichten sich selbst, bis sie ohne größere Vorwarnung durch Topökonomien oder Spitzenwirtschaftsjournalisten 2008 kollabierten und durch Massen von Steuergeldern künstlich am Leben erhalten werden mussten. Kritiker des Finanzkapitalismus fühlten sich bestätigt. Für sie war der Beinahecrash ein weiterer Beweis dafür, dass Wirtschaftswissenschaftler von einer theologischen Denkfigur besessen sind, vom Glauben an die unsichtbare Hand des göttlichen Marktes, die dafür Sorge, dass die wirtschaftliche

Vernunft den Sieg davonträgt. Doch die **Efficient Market Hypothesis** sei die Glaubenslehre von Geistersehern: **Warum ist die unsichtbare Hand des Marktes unsichtbar? Weil es die gar nicht gibt.**

Das finanzkapitalistische Weltbeben, dessen Schockwellen bis heute zu spüren sind, beflügelte das Comeback der intellektuellen Linken. Studenten lasen wieder **Karl Marx** und inhalierten die Analysen von **Alain Badiou**, Jacques Rancière, Joseph Vogl, Immanuel Wallerstein, Slavoj Žižek und anderen. Der Wirtschaftswissenschaftler **Thomas Piketty** schrieb seinen Bestseller „Das Kapital im 21. Jahrhundert“, und vor drei Jahren erschien Katharina Pistors meisterhafte Studie „Der Code des Kapitals“. Mit unwiderstehlicher Nüchternheit zeigt sie, wie Konzerne mithilfe des Rechts ganz legal, aber zum Schaden der von Ungleichheit zerrissenen Demokratien die Refinanzierung der Gemeinwesen hintertreiben. Pistors Buch ist ein neuerlicher Beweis für die alte Wahrheit, dass in ungerechten Verhältnissen kritischen Geistern der Stoff nicht ausgeht. Auch der intellektuelle Gegner macht es ihnen derzeit leicht. Anders als in den Vereinigten Staaten sind konservative Denkschulen mangels Substanz recht kleinlaut geworden und überlassen das Feld den **radikalen Rechten, die den Liberalismus nicht klug kritisieren, sondern rabiat abschaffen wollen.** Mit einem Wort: **In schlechten Zeiten ist die Lage der Linken glänzend. Oder?**

Mit einem Rest an diagnostischem Anstand

Natürlich nicht. Mag die Theorieerzeugung auch aufregend sein – **die allgemeine Linke befindet sich in einem Zustand, den beklagenswert zu nennen eine Untertreibung ist. Es herrschen Verwirrung, Kleinmut, Muffigkeit, selbst Corona-Leugner, Putin-Fans und Querfrontnarren gelten inzwischen als Linke.** In ihrem Kielwasser schwimmen aalglatte Besserwisser und Dummdreiste, für die jeder Gedanke schon einer zu viel ist. **Die jahrelang eingeübte Theoriefeindlichkeit der Realgrünen, ihr freudloser Protestantismus, das geistige Malenach-Zahlen haben ihre Schleifspuren hinterlassen, man will irgendwas mit „liberal“, irgendwas mit Natur und Identität und viel Gefühl sowieso.** Grob und ungerecht gesagt: Die Linken, viele jedenfalls, haben sich programmatisch verzettelt und irren durchs innere Wimmelbild, das sie in ihrem provinziellen Herrgottswinkel von der äußeren Welt entworfen haben. **Sie finden keine Antwort auf die Krise der liberalen Demokratie, und falls doch – so wie die Betonlinke –, dann ist sie zum Fürchten.** Die Linke ist kein Projekt mehr. Sie hat den roten Faden verloren und tritt unterm Himmel aus Gendersternchen ratlos auf der Stelle.

Woran liegt's? Die erste Ursache ist mit bloßem Auge zu erkennen: **Der Linken ist, wie allen anderen auch, der unmittelbare Adressat abhanden gekommen, die nationale Regierung. Natürlich gibt es den Staat noch, aber er ist klaffertief eingebettet in äußere Verhältnisse, die direktem Regierungshandeln entzogen sind: zum einen in das Flechtwerk der Europäischen Union, zum anderen – um ein großes Wort zu benutzen – in die Weltgesellschaft.** Früher, in den Siebzigerjahren, so lautet eine glückliche Formulierung des Soziologen Wolfgang Streeck, waren Märkte in Staaten eingeschlossen; heute ist es umgekehrt, heute sind Staaten in Märkte eingeschlossen. Hinzu kommt eine rapid wachsende Zahl globaler Krisen, gegen die nationale Regierungen erst einmal machtlos sind – Fluchtbewegungen, Energiekrisen und nun auch noch Putins ungeheurer Krieg. Die neuen Rechten machen es sich leicht, sie verriegeln die Türen und betreiben Nationalegoismus. Linke, die sich einen Rest an diagnostischem Anstand bewahrt haben, können das nicht. Doch an wen sollen sie ihre Forderungen adressieren? An die Weltgesellschaft? An den Weltmarkt? Kennt jemand die Adresse?

Der alte Fortschrittsbegriff liegt in Trümmern

Auch aus einem zweiten Grund fehlt Linken der geschichtliche Rückenwind: Sie, die Erben der Aufklärung, müssen auf einen Verbündeten verzichten, den sie fest an ihrer Seite vermuteten: auf die Natur. **Immanuel Kant** etwa war **überzeugt davon, die Natur meine es gut mit den Menschen und verfolge mit ihnen eine geheime Absicht. Nicht nur der einzelne Mensch, nein die ganze Gattung sei dafür bestimmt, alle inneren Anlagen zur Entfaltung zu bringen, bis sich in nicht allzu ferner Zukunft die Erdbewohner in einer föderalen Weltrepublik als Freie und Gleiche**

gegenübertreten. Was für Kant die Naturabsicht war, das war für **Hegel** der Weltgeist, der im Regiereraum der Geschichte hinter dem Rücken der Zeitgenossen den Fortschritt ins Werk setzt. Oder wie Linke hofften: **den Sozialismus.**

Überflüssig zu sagen, dass schon die erste Schreckensmeldung des **Clubs of Rome 1972** von dieser Hoffnung nichts übrig ließ. Wenn man es damals noch nicht wusste, dann weiß man es heute: Die Natur ist kein Bündnispartner des Fortschritts mehr, im Gegenteil. Sie erscheint als Gegenspielerin einer fossilen, expansiv gierigen Industriemoderne, der es aufgrund ihrer Profit- und Steigerungslogik gelungen ist, in einem Wimperschlag der Weltgeschichte ihre Lebensgrundlage aufs Spiel zu setzen. Der Kapitalismus hat die Gratisgaben der Natur immer gern genommen und war zugleich grandios unfähig, seine Bestandsvoraussetzung zu sichern. **Nun stößt die Zivilisation an ihre Grenzen; mit der Natur kann sie keinen Deal machen, und Zeit kaufen kann sie sich auch nicht.** Für ein Geschichtsdenken in der Traditionslinie von Kant, Hegel und Marx ist das eine Katastrophe. Wenn die Erde fiebert und ein Extremwetterereignis das andere jagt, **liegt der alte Fortschrittsbegriff in Trümmern. Was ist noch Fortschritt?** Wenn die Zukunft nicht schlimmer wird als die Gegenwart. Worin besteht der Sinn der Geschichte? Er besteht darin, ihr drohendes Ende abzuwenden.

Nur noch Vorwärtsverteidiger

Zum ökologischen Desaster kommen die neuen Feindschaftslinien. Die Welt scheint verrückt geworden zu sein und zerfleischt sich im Kampf um Macht- und Einflusszonen. Die rechte Konterrevolution gewinnt an Boden, Amerika ist nach Irakkrieg und CIA-Folter nicht mehr der Statthalter des moralischen Weltgeistes, und russische Panzer überrollen das Völkerrecht. Mit Putins Überfall auf die Ukraine kehrt zurück, was nach 1989 für immer der Vergangenheit angehören sollte: imperialer Landraub und nukleare Bedrohung.

Angesichts dieser Weltlage machen Linke eine ganz neue Erfahrung. Wenn das lineare Fortschrittsdenken der Vergangenheit angehört, können sie nur noch konservativ sein. Anstatt die historische Tendenz zu befördern, müssen sie sie aufhalten; **sie müssen die demokratische Regression intelligent bekämpfen und sich dafür bürgerliche Bündnispartner suchen.** Linke sind **nur noch Vorwärtsverteidiger**, während der politische Enthusiasmus zu den Rechten wandert. Man hat gesehen, wie sich naturbelassene Trump-Wähler aller zivilisatorischen Hemmungen entledigen.

Die Schande der „solidarischen“ Linken

Wenn nicht alles täuscht, war die geschichtliche Generalenttäuschung **für etliche Linke ein Anlass, den Rückzug anzutreten und sich vom Projekt der Moderne zu verabschieden.** Einige gelangten dabei zu der Überzeugung, westliche Ideen seien genetisch auf Gewalt programmiert, auf Unterwerfung und Naturzerstörung: **Der Westen sagt Menschenrechte und will betrügen. Er sagt Freiheit und meint Marktfreiheit. Er sagt Demokratie und führt Krieg im Irak.** Es sind die Postcolonial Studies, die die westliche Schuld- und Gewaltgeschichte nicht nur beklagen, sondern **fünfhundert Jahre zurückverfolgen; sie untersuchen die „weiße Barbarei“ der Welteroerer, die namenlosen Verbrechen christlicher Herrenmenschen bei der Verbreitung ihrer sittlich hochstehenden Zivilisation.**

Diese Studien sind **verdienstvoll und überfällig – und öffnen bei einigen Forschern einen moralischen Abgrund:** Auf der Suche nach den Anfängen des Westens landen sie mit gespenstischer Logik bei den Israeliten und dem Wahrheitsanspruch ihrer Religion. **Israel** ist für sie nicht irgendein Land, sondern jenes Laboratorium der Moderne, in dem alle Todsünden des Westens auf engstem Raum zu besichtigen sind – Siedlungskolonialismus, Apartheid, Kapitalismus, Ausbeutung, Klassengesellschaft, alles. **Aber das ist Antisemitismus, es ist die Schande der „solidarischen“ Linken.** Wer – bei aller Kritik an der israelischen Regierung – nicht mit den Juden solidarisch ist, der ist mit niemandem solidarisch.

Der Universalismus ist tot

Rückzug ist auch, was sich derzeit in der deutschen Splitterpartei „Die Linke“ abspielt, jedenfalls in dem von **Sahra Wagenknecht** beherrschten Lager. Vielleicht glaubt die Politikerin ja ernsthaft, dass die Weltrevolution im russischen Permafrost Winterschlaf hält und nach ihrem Erwachen die Völker vom Kapitalismus erlösen wird. **Und vielleicht glaubt Frau Wagenknecht insgeheim, dass es dem Frieden dienlich ist, wenn die Ukraine vor den russischen „Befreiern“ kapituliert, damit ihren Bürgern das Schicksal erspart bleibt, von „Brüsseler Antidemokraten“ verklavt zu werden.** Auf jeden Fall glaubt die Antifaschistin fest daran, dass Deutschlands Linke den Rückzug antreten und maximal auf Abstand gehen soll zu den Hinterlassenschaften der westlich geprägten Moderne, zur NATO sowieso, von Fall zu Fall auch zu den Vereinten Nationen, unbedingt aber zur Europäischen Union. **Sahra Wagenknecht träumt den Traum von der linksnationalen Wagenburg. Deutschland zuerst. Rest egal.**

Auch die viel geschmähte **Identitätspolitik** hat sich längst in eine Fluchtbewegung verwandelt. Dabei war ihre ursprüngliche Idee genau richtig. **Gerechtigkeit**, lautete sie, darf nicht nur darin bestehen, Güter solidarisch zu verteilen und Hungerlöhne zu bekämpfen. Gerechtigkeit ist mehr, es ist der Kampf um Anerkennung und gegen Diskriminierung, gegen Hetze und Herabsetzung wegen Herkunft, Hautfarbe, Religion oder kultureller Identität. Mit einem Wort: Gerechtigkeit erschöpft sich nicht im Wohlfahrtsstaat, sie ist zugleich ein gesellschaftlich „**wokes**“ Bewusstsein von der Gewalt des Symbolischen – davon, dass Wörter verletzen und alte Wunden aufreißen können. **So weit der vernünftige Teil der Identitätspolitik, doch dabei blieb es nicht. Bald verhärtete sie sich zum Kult, zur zwanghaften Verteidigung des partikularen Gewordenseins, und selbst stockautoritäre Religionsgemeinschaften erschienen in den Augen antiklerikaler Linken plötzlich als schützenswertes Kulturgut. Nicht Gerechtigkeit, sondern die Identität einer Person oder eines Kollektivs galten plötzlich als höchster Wert, übertragen auf die Weltgesellschaft bedeutete dies: Der Universalismus ist tot.** Jede Nation und jede Kultur besitzt eine unhintergehbare, gegen moralische Lernprozesse abgeschottete und sich selbst behauptende Identität.

Dafür ist die Lage zu ernst

Übertrieben? Leider nicht. Nur wenige Wochen bevor nach dem Tod von Mahsa Amini im Iran die Protestwelle losbrach, forderte **die Beirut-Korrespondentin der Berliner „tageszeitung“** die im amerikanischen Exil lebende **Masih Alinejad** dazu auf, endlich mal die Klappe zu halten und iranische Frauen nicht länger zum Ablegen des Kopftuchs aufzufordern, denn damit würden nur westliche Ideologien und Diskurse bedient. **Freiheit als Ideologie?** Das Elaborat zeigte, wie reaktionär die Mischung aus Postkolonialismus und Identitätspolitik ausfallen kann. **Jedenfalls muss in der linken Theoriebildung viel schiefgelaufen sein, wenn erfahrungsarm durchakademisierte Autorinnen und Autoren rechten Kulturrelativismus verbreiten und iranische Klerikalfaschisten weiträumig glücklich machen.**

So langsam allerdings scheint es sich unter deutschen Identitätslinken herumzusprechen, dass ein kulturelles Reinheitsgebot kein abendfüllendes Programm darstellt, denn dafür ist die Lage zu ernst. In England regieren neoliberale Zombies, in den USA unternehmen Trumps rechte Systemsprenger einen zweiten Anlauf, und in Europa schleicht die schwarze Katze des „Postfaschismus“ durch die gute bürgerliche Stube. **Sie ist, auch dank Putins Zufütterung, dick und fett geworden, und nichts lässt sie zufriedener schnurren als eine Linke, der in gelebter intellektueller Insolvenz zur Krise der Demokratie nicht mehr einfällt als ein Regenbogen.**

Weit vor Fridays for Future

Worüber sollten Linke lauter nachdenken? Zunächst natürlich darüber, mit welchen (auch internationalen) Allianzen sie **den demokratischen Rechtsstaat verteidigen** wollen, denn nie wieder dürfen Linke ihn, wie in der Weimarer Republik geschehen, als Agenten des Kapitalismus denunzieren. Dann **müssen sie über die Krise der Freiheit reden, die in Klimakrise, Hyperkapitalismus**

und autoritären Revolten mit Händen zu greifen ist. Es kann nicht schaden, wenn Linke umfassend – und nicht nur mit dürren Sozialstatistiken – erklären könnten, warum es rechten Parteien gelingt, die Bürger mit Gemeinschaftsversprechen in die Falle zu locken. **Hilfreich wäre dabei die Frage, worin genau die Krise der liberalen Freiheit besteht und was sich – rein analytisch – von konservativen Denkern lernen lässt.** Diese hatten dem neuzeitlichen Freiheitsverständnis schon immer vorgeworfen, es legalisiere Willkür und Egoismus, das Tun nach Belieben. **Wie also müsste, so fragt Christoph Menke in seinem neuen Buch „Theorie der Befreiung“ (Suhrkamp Verlag), eine andere Freiheit beschaffen sein – eine Freiheit, die sich nicht als persönliches Eigentum missversteht? Eine Freiheit, die sich an ein gemeinsames Unbedingtes bindet – und dadurch frei wird?**

Allerdings, die Zeit läuft davon. **Aus der Kritik am liberalen Freiheitsbegriff entsteht vorerst kein politisches Programm, und was dringend nottäte, hat derzeit keine Aussicht auf Verwirklichung:** die Entmachtung, sprich Demokratisierung der Techmonopole, eine globale Zusatzbesteuerung für multinationale Konzerne und Superreiche sowie verstärkte Hilfe für die Ärmsten der Armen – Lebensmittel gibt es auf der Welt genug, niemand müsste mehr hungern. Schon eine Steuer von zwei Prozent auf Vermögen von mehr als zehn Millionen Euro, so hat **Thomas Piketty** ausgerechnet, ergibt eine Summe von 1000 Milliarden Euro. Mehr Chancen hat **die Idee, der Natur eigene Rechte zu verleihen**, so wie dem „Whanganui River“ in Neuseeland oder dem spanischen „Mar Menor“, der größten Salzwasserlagune im westlichen Mittelmeer. Flüsse, Wälder, Moore wären dann „Rechtspersonlichkeiten“, sie hätten Rechte an sich selbst, die sie – vertreten durch NGOs und Anwälte – vor Gericht einklagen können.

Der Clou, so erklärt es der Philosoph Tilo Wesche, besteht darin, die Geltungslogik bestehender Eigentumsrechte auf die Natur auszudehnen und damit die Gesellschaft insgesamt zu verändern, ihre Produktionsweisen und ihren Konsum. Bevor Marktromantiker nervös werden: **Es gab einmal einen Bundesverfassungsrichter, der weit vor Fridays for Future ebenfalls eine sozialökologische Transformation der Gesellschaft anmahnte. Er wollte die „unbegrenzte und nahezu unregulierte Ausdehnung des Kapitalismus“ einschränken und die „Akkumulation von Eigentum und Kapital“ begrenzen; Solidarität, schrieb er, wäre dann nicht mehr ein „Reparaturbegriff, um die schädlichen Folgen des Besitzindividualismus abzufangen und auszugleichen“. Sie wäre vielmehr ein „strukturierendes Prinzip des menschlichen Miteinanders“ – mit positiven „Auswirkungen auf die Zuordnung der Bodenschätze und Rohstoffe, auf den Umgang mit den Bedarfsgütern und der Umwelt – Natur, Wasser und Luft.“ Es war der katholische Staatsrechtler Ernst-Wolfgang Böckenförde.**

Jenseits von Wissen und Rechthaberei

Kein Land der Welt wird daran gehindert, seine ökologische Souveränität zu nutzen und eine solche Veränderung in Gang zu setzen, aber keinem Land der Welt wird es gelingen, damit die globale Krise aufzuhalten. Für die nationale Linke ist das eine schmerzhaft Einsicht. Wenn sie nicht im Sektensumpf landen und das Geschäft der AfD betreiben will, **wird sie ihr Verhältnis zur Europäischen Union klären und ihre (zuweilen durchaus begründete) Auffassung korrigieren müssen, die EU sei eine neoliberale Zitadelle, deren Aufgabe einzig und allein darin besteht, die Wirtschaft vor den Begehrlichkeiten des großen Lümmels zu schützen, vor dem Volk.** Warum es die zerrissene, von Rechten dauerattackierte EU dringend braucht? Weil ohne europäische Kooperation ein brutaler Konkurrenznationalismus losbrechen und die europäischen Bevölkerungen gegeneinander ausspielen wird. Er wird soziale Fragen in nationale Fragen umfälschen, und es wird ein Kulturkampf entbrennen, in dessen Geschrei alle Vernunft, vor allem die linke, untergeht.

Letzte Vermutung: Ein Bekenntnis zu Europa wird nicht reichen. Deshalb sollten sich die provinziellen Linken ein Herz fassen und, kein Witz, **Papst Franziskus nacheifern.** Sie sollten wieder das Wort „Menschheit“ in den Mund nehmen, **denn ohne moralischen Universalismus, ohne Protest gegen Unterdrückung und Rechtlosigkeit sind Linke keine Linken, sondern rosarot angemalte Interessenvertreter. Es sind die Frauen im Iran, die in ihrem „Zan, Zendegi, Azadi“ („Frau, Leben, Freiheit“) den Universalismus der Menschenrechte herausschreien und damit jene**

Identitätszyniker Lügen strafen, die uns weismachen wollen, in bestimmten Weltgegenden sei es für Eingeborene ganz natürlich, von ihren Herren unterdrückt zu werden.

Klar, wer angesichts der aktuellen Krisenkaskade von Menschheit redet, ist himmelschreiend naiv, denn die Menschheit ist eine Fiktion und kein Akteur im Singular. **Gleichwohl erwächst den verfeindeten Nationen mit der Erderwärmung eine gemeinsame Bedrohung und zwingt sie zum Handeln.** Ob daraus ein freies planetarisches Bewusstsein entsteht, gar eine Bereitschaft zur Zusammenarbeit, bleibt Spekulation jenseits von Wissen und Rechthaberei. **Weil sich dies weder herstellen noch erzwingen lässt, braucht es das Entgegenkommen des Weltlaufs. Theologen nennen es Gnade. Säkulare Linke nennen es Hoffnung.**

***Thomas Assheuer** ist freier Autor und lebt in Berlin. Er hat Philosophie und Literaturwissenschaft studiert und beschäftigt sich in seinen Artikeln immer wieder mit der Position der Linken und der Intellektuellen in der gesellschaftlichen Auseinandersetzung. Er war mehr als 20 Jahre Redakteur im Feuilleton der „Zeit“ – und davor bei der „Frankfurter Rundschau“.*

10 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/sport/fussball-wm/sportpolitik/fussball-wm-in-qatar-palaestina-flaggen-als-israel-kritik-18519199.html>

ISRAEL-KRITIK IN QATAR:

Warum so viele Palästina-Flaggen in den WM-Stadien zu sehen sind

AKTUALISIERT AM 08.12.2022-12:32



Tunesische Fans auf den Rängen, marokkanische Spieler beim Mannschaftsbild, ein Flitzer auf dem Rasen: Die Farben Palästinas sind bei der Fußball-Weltmeisterschaft in Qatar beinahe omnipräsent.

Im Moment der größten Glückseligkeit zeigten die marokkanischen Nationalspieler Flagge, aber nicht ihre eigene. Noch auf dem Rasen des Education City Stadions westlich von Doha bejubelten Achraf Hakimi und seine Mitspieler den Viertelfinaleinzug mit der schwarz-grün-weiß-roten Fahne Palästinas. Dutzende Kameras klickten, die Weltöffentlichkeit sah zu – und wieder wurde die Fußball-WM in [Qatar](#), die ein Turnier des gesamten arabischen Raums sein soll, zur Bühne für die Solidaritätsbekundung mit den Palästinensern im Konflikt gegen Israel.

„Es gibt eindeutig nicht viel Liebe in der arabischen Welt für Israel“, zitierte die „Washington Post“ Giorgio Cafiero, den Geschäftsführer des Risikoanalyseunternehmens Gulf State Analytics. In Qatar, das offiziell keine diplomatischen Beziehungen zu Israel unterhält, spielten neben Marokko der WM-Gastgeber, Saudi-Arabien und Tunesien mit. Zudem Iran, das Israel als Erzfeind betrachtet. Palästina-Fahnen waren bei etlichen Spielen zu sehen, während der Partie zwischen Tunesien und Frankreich stürmte ein Zuschauer mit Flagge auf den Rasen.

Die Lage der Palästinenser sei ein Thema, das die Menschen in der arabischen Welt eine, sagte Zaha Hassan von der US-Denkfabrik Carnegie. Zwar führte die Unterzeichnung der „Abraham Accords“ zur Aufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen Israel und mehreren arabischen Ländern – darunter Marokko. So gratulierte Israels Verteidigungsminister [Benny Gantz](#) den Marokkanern am Dienstagabend bei Twitter herzlich zum Erfolg in Qatar. Die arabische Bevölkerung sei aber gegen eine Normalisierung der Beziehungen, sagte Hassan. „Die WM hat an dieser Situation nichts geändert.“

Qatar ist ein Hamas-Verbündeter

Israel hatte im Sechstagekrieg 1967 unter anderem den Gazastreifen, das Westjordanland und Ost-Jerusalem erobert. Die Palästinenser wollen die Gebiete für einen eigenen Staat [Palästina](#) – mit Ost-Jerusalem als Hauptstadt. „Gewöhnliche Araber sind gegen diese Besetzung und sehen sie als unmenschlich und inakzeptabel an“, sagte Mahjoob Zweiri, Professor für Geschichte und zeitgenössische Politik an der Universität von Qatar, der „Washington Post“.

Qatar dürfte sich über die Solidaritätsbekundungen eher freuen. Das Golfemirat ist ein Verbündeter der im palästinensischen Gazastreifen herrschenden islamistischen **Hamas**, die sich Israels Vernichtung auf die Fahne geschrieben hat. Jährlich unterstützt Qatar den Küstenstreifen mit Millionenbeträgen – etwa für Hilfsgüter. Aus Israel wird jedoch immer wieder der Vorwurf laut, dass die Qatarischen Gelder auch für Terrorzwecke genutzt werden.



Ein Mannschaftsbild geht um die Welt: die marokkanischen Spieler nach dem Achtelfinal-Sieg in Qatar :Bild: AP

„Die Präsenz Palästinas im Herzen der Fußballweltmeisterschaft 2022 in Qatar bestätigt, dass es das zentrale Thema der Nation ist und in den Herzen von Millionen unserer arabischen Nationen und der freien Völker der Welt präsent ist“, teilte ein Sprecher der von der EU und den USA als Terrororganisation eingestuften Hamas mit.

Der Fußball-Weltverband **FIFA** und die WM-Organisatoren bejubelten zu Turnierbeginn die tatsächlich bedeutende Entwicklung, dass erstmals Direktflüge von Israel nach Qatar angeboten wurden, um israelische und palästinensische Fans zu den Spielen zu bringen. „Fußball hat die Kraft, Menschen zusammenzubringen, er überwindet alle Grenzen und fördert die Einheit wie nichts anderes“, sagte FIFA-Präsident Gianni Infantino gewohnt pathetisch. Die Realität auf den Straßen Dohas sah teilweise anders aus.



Posieren für ein Einzelfoto: Marokkos Abdelhamid Sabiri mit der Palästina-Flagge :Bild: AP

Auf einem Video des öffentlich-rechtlichen Fernsehsenders in Israel war etwa zu sehen, wie ein Reporter wütend angeschrien wird: „Es gibt kein Israel, sondern Palästina. Sie sind hier nicht willkommen, dies ist Qatar, das ist unser Land.“ Ein israelischer Korrespondent vor Ort berichtete der

Deutschen Presse-Agentur, dass insbesondere hebräisch sprechende Korrespondenten deutliche Probleme haben, ihre Arbeit zu machen. Gewalttätig ginge es aber nicht zu. Israels Außenministerium empfahl den Fans, ihre israelische Identität nicht offen zu zeigen. Qatar betonte, dass die Einreiseerlaubnis für Israelis nichts mit einer Normalisierung der Beziehung zu tun habe und lediglich temporär sei.

In Israel selbst ist das Aufhängen und Zeigen von palästinensischen Flaggen zwar nicht verboten, jedoch werden die Flaggen in der Regel von den israelischen Behörden wieder abgehängt. Immer wieder kommt es dabei auch zu Konfrontationen. Bei der WM wertet die FIFA die Fahnen auch auf dem Rasen nicht als politische Botschaft, der palästinensische Verband ist eines der 211 FIFA-Mitglieder. In den vergangenen Jahren wurde der Konflikt mit Israel regelmäßig mit langen Debatten in die Vollversammlungen des Weltverbands getragen. Vorrangig wegen der im Westjordanland ansässigen Vereine.

Generell haben sich in den vergangenen Monaten die Spannungen zwischen [Israel](#) und den Palästinensern noch mal deutlich verschärft. Beinahe täglich kommen Palästinenser bei Konfrontationen mit Israels Militär oder eigenen Anschlägen ums Leben. Der Friedensprozess zwischen Israel und den Palästinensern liegt seit 2014 brach.

10 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/wm-aus-in-katar-deutschland-ist-wie-sein-fussball-ld.1715829>

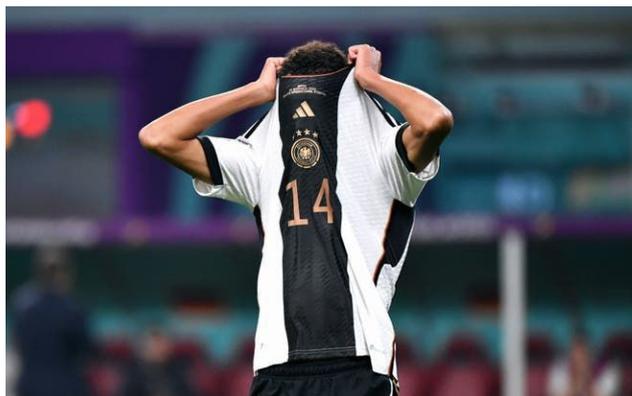
DER ANDERE BLICK

Deutschland ist wie sein Fussball: Selbstgefällig und bequem

2022 ist ein Pleitenjahr für die Bundesrepublik: Hohe Energiepreise, gescheiterte Russlandpolitik und jetzt noch das Aus in Katar. Das Land ist wieder mal ziemlich weit unten angekommen. Aber Deutschland hat einen Trumpf.

Eric Gujer

09.12.2022, 05.30 Uhr



Zweimal hintereinander schied die deutsche Nationalmannschaft bei einer WM in der Vorrunde aus: Im Jahr 2018 in Russland und vergangene Woche in Katar. Uwe Kraft / Imago

Die blamable Vorstellung der deutschen Nationalmannschaft in Katar taugt als Parabel für den Zustand des Landes. Typischerweise durchlaufen Politik und Fussball in Deutschland drei Phasen:

- Phase 1: Erst ist die Bundesrepublik stark, ihre Wirtschaft dominiert die Weltmärkte. Man ist Weltmeister, ob im Export oder im Fussball. Dann wird das Land selbstgefällig.
- Phase 2: Spätestens wenn sich das Land als «Modell Deutschland» feiert, ist unübersehbar: Es geht bergab. Die Anstrengungen lassen nach, der Abstieg beginnt.
- Phase 3: Irgendwann wird der Leidensdruck so hoch, dass sich Deutschland auf seine Qualitäten besinnt. Konsequenter packt es dann die Probleme an und löst sie mit einer Gründlichkeit, die manchmal schwindlig macht. Dann beginnt der Wiederaufstieg und damit eine neue Runde im ewigen Schweinezyklus.

So war es in den neunziger Jahren, als Deutschland nach der Wiedervereinigung in Schockstarre verfiel. Das Land galt bald als kranker Mann Europas und landete im Wirtschaftsvergleich in der EU auf einem der letzten Plätze. Auch die Nationalmannschaft fuhr nach dem WM-Titel 1990 vor allem Misserfolge ein. Deutschland, ziemlich weit unten.

Stellvertretend für den vorausschauenden Teil des Volkes verlangte Bundespräsident Roman Herzog, durch Deutschland müsse ein Ruck gehen. Der Deutsche Fussballbund verbesserte Jugendförderung und Trainingsmethoden. Jürgen Klinsmann liess modernen Fussball spielen und verzauberte Deutschland schliesslich mit dem Sommermärchen.

[Gerhard Schröder](#) nahm in Angriff, wozu seinem Vorgänger Helmut Kohl die Kraft gefehlt hatte. Er verschrieb dem Land eine Rosskur. Seine Sozialreformen trugen ihren Teil zur raschen wirtschaftlichen Genesung bei. Eine Leistung – ausgerechnet von einem Sozialdemokraten –, so unwahrscheinlich wie das 7:1 über Brasilien in Belo Horizonte.

Zu viele Ausländer erhalten Sozialhilfe

Deutschland zehrt bis heute vom Mut eines Kanzlers, der die Krise seiner Partei und eine Wahniederlage in Kauf nahm. Hierfür verdient Schröder noch immer ein Denkmal, auch wenn er der Erste wäre, der es mit seinem Verhalten wieder einreisst.

Seither hat das Land allerdings wenig unternommen, um seine Wettbewerbsfähigkeit zu erhalten oder sogar zu steigern. Wie der Fussballweltmeister von 2014 ruht es sich auf den Lorbeeren aus. Angela Merkel nutzte die sechzehn Jahre nicht, um auf Schröders Fundament aufzubauen. Stattdessen erhielt jede Gruppe ein Subventiönchen: Rentnerinnen, junge Eltern, Autofahrer, Bauherren und Hoteliers.

Merkel wurde zum Jogi Löw der deutschen Politik. Sie klebte an der Trainerbank in einer endlosen Nachspielzeit. Der Abpfiff war eine Erlösung. Ihr Team, die CDU, stieg ab. Es ist inhaltlich und personell noch weit von einem Aufstieg in die Regierungsliga entfernt.

Der Deutsche Fussballbund ernannte [Hansi Flick](#), Löws früheren Assistenten, zum Bundestrainer. Bloss keine Veränderungen, kein frischer Wind und keine unkonventionellen Ideen.

Die deutschen Wähler waren klüger und schickten vor einem Jahr eine neue Mannschaft aufs Spielfeld. Diese ist allerdings [schnell in den alten Trott verfallen](#). **Im Bereich Wirtschaft und Soziales kann sie nach einem Jahr nur eine Reform vorweisen. Das Bürgergeld dient auch dazu, mit dem Hartz-Trauma der SPD fertigzuwerden. Mehrkosten von fünf Milliarden Euro sind recht viel Geld für sozialdemokratische Vergangenheitsbewältigung.**

Zugleich kümmert sich die Reform nicht um den Elefanten im Raum des Wohlfahrtsstaats: 40 Prozent der Bezieher von Sozialhilfe sind Migranten. Im Jahr 2010 lag ihr Anteil noch bei 20 Prozent. Ukraine-Flüchtlinge sind dabei nicht eingerechnet.

Sämtliche Regierungen seit dem Ende der Ära Kohl versuchten, den Anteil der Sozialstaats-Einwanderer zu senken und die Zahl qualifizierter Migranten zu erhöhen. Geschehen ist das Gegenteil. In Deutschland erhalten Asylbewerber im Vergleich zu anderen europäischen Ländern frühzeitig umfangreiche Leistungen, auch wenn sie zu einem hohen Prozentsatz keine Aussicht auf Anerkennung haben.

Der Staat dehnt sich immer weiter aus

Der Sozialstaat tut sich mit Veränderungen schwer. «Reformen» beschränken sich wie zu Merkels Zeiten hauptsächlich darauf, mehr Geld ins System zu pumpen.

Echte Strukturreformen wie Schröders Agenda 2010 gibt es ebenso wenig wie ordnungspolitische Reformen. In den nuller Jahren herrschte Aufbruchstimmung, und der Staat veränderte sich unter dem Eindruck des Zeitgeistes.

Manches gelang dauerhaft wie die grosse Reform der Unternehmensbesteuerung, die zur Auflösung der «Deutschland AG» führte. Manches blieb Stückwerk, so die Föderalismusreform und die Reform der Alterssicherung; und manches wird seither sukzessive verwässert, darunter die Agenda 2010.

Anstelle von Dynamik herrschen inzwischen Bequemlichkeit und Stagnation. Man gibt sich mit Durchschnitt zufrieden. Es ist wie im Fussball. Bei der Europameisterschaft 2021 schied Deutschland bereits im Achtelfinal aus. Ein Warnschuss, doch der Ruck blieb aus. Die Quittung ist schmerzhaft. Nach Russland 2018 flog das Team in Katar zum zweiten Mal in Folge bei einer WM in der Vorrunde raus. So etwas gab es in den letzten sechzig Jahren nicht.

Auch in der Politik bewegt sich nicht viel. Das Steuersystem ist nach wie vor eines der kompliziertesten der Welt. Das unflexible Arbeitsrecht lässt es in vielen Fällen attraktiver erscheinen, einen Arbeitnehmer in der Schweiz anzustellen als in Deutschland.

Der Subventionsabbau, vor einigen Jahren noch ein Lieblingsthema in Sonntagsreden, ist nicht nur zum Erliegen gekommen. Mit Pandemie-Hilfen und allen Programmen zur Verbilligung der Energie [geht die Entwicklung rasant in die Gegenrichtung](#). Weniger Staat und mehr Freiraum für Privatinitiative? Das ist so ausgeschlossen wie zuletzt ein Treffer von Thomas Müller im Nationaltrikot. Im Gegenteil, in der Pandemie verhängten Kanzlerin und Ministerpräsidenten Freiheitsbeschränkungen, wie man sie zuvor nur mit Diktaturen in Verbindung gebracht hätte.

Politiker und Journalisten klopfen einander auf die Schulter, weil man die Pandemie zunächst besser bewältigte als Italien und Frankreich. Modell Deutschland. Am Ende lag die Mortalitätsrate jedoch nicht niedriger als in der Schweiz, aber zu wesentlich höheren Kosten und mit erheblich mehr Restriktionen.

Die Politik verbreitete zugleich ein Menschenbild, das im Bürger nur eine Gefahrenquelle sieht: als Virenschleuder, bald einmal als CO₂-Emittent. Es erfordert keine grosse Phantasie, um sich vorzustellen, dass das in der Pandemie geschaffene Instrumentarium eines Tages dazu dient, die Bürger zu einem klimaschonenden Verhalten zu zwingen.

Strukturreformen sind dringender denn je

Die Ampelkoalition nimmt für sich in Anspruch, sie sei völlig damit ausgelastet, die Folgen von Energiekrise und Inflation abzumildern. Das stimmt, aber die dabei angewandten Mittel verschlimmern die Probleme.

Die Regierung greift zur Giesskanne, um die Bürger zu entlasten. Wieder einmal soll viel Geld richten, dass man zu strukturellen Verbesserungen nicht willens ist.

Es fehlt eine Idee, wie der Exportweltmeister seine Wettbewerbsfähigkeit erhöhen kann in einer Zeit, in der die stärkste Branche, der Automobilbau, unter den Druck der regulierungswütigen EU wie der asiatischen Hersteller von Elektrofahrzeugen kommt.

Deutschland wird zudem vom Ukraine-Krieg wirtschaftlich härter getroffen als andere westeuropäische Länder. Das ist der Preis für seinen faustischen Pakt mit Putin. Energieintensive Unternehmen spielen mit dem Gedanken, Deutschland zu verlassen. Oder sie verzichten auf Investitionen und bauen lieber neue Produktionsstandorte im Ausland. Die BASF errichtet ein riesiges Chemiewerk in China. Zugleich kündigt ihr CEO Martin Brudermüller an, man werde die Aktivitäten in Europa so schnell wie möglich und dauerhaft reduzieren. Das dürfte am stärksten den Stammsitz in Ludwigshafen in Mitleidenschaft ziehen.

Umso wichtiger wären Strukturreformen, um die Position in Europa und in der Welt zu sichern. Das ist anstrengend. Noch steckt man daher lieber den Kopf in den Sand. Deutschland spielt im Moment wirklich den Fussball, der zu seiner Politik passt.

[Aber der Leidensdruck nimmt zu](#), zudem ist die Fähigkeit zur Selbstkritik in Deutschland ausgeprägt. Deshalb wird man irgendwann Reformen in Angriff nehmen. Im Fussball scheint dieser Punkt erreicht, immerhin musste Oliver Bierhoff zurücktreten. In der Politik dauert es wohl noch, bis es wieder nach oben geht. Dann beginnt auch dort die nächste Runde des Schweinezyklus.

10 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/12/08/in-moscow-all-dissent-is-muzzled>

The silence of the Russians

In Moscow, all dissent is muzzled

As in Soviet times, Russians are embracing **doublethink**



Dec 8th 2022 | MOSCOW

“Have the dogs turned up yet?” asked 75-year-old Larisa Solodovnikova. The former space engineer is one of a small crowd queuing to hear **Ilya Yashin**, an opposition politician, make a final plea at Moscow’s Meshchansky court. **The criminal trial is the most prominent of several dozen being conducted against the few Russians who have dared to challenge the wartime censorship machine.** Mr Yashin was accused of spreading “fake news” on YouTube about the Russian army’s actions in Bucha, a suburb north of Kyiv where many people died brutal deaths under its brief occupation. Within 40 minutes of the start, a bomb squad had arrived with sniffer dogs to evacuate the courtroom because of a supposed bomb threat, manhandling the unresisting crowd and Ms Solodovnikova onto the frosty street. **Mr Yashin faces a nine-year prison sentence.**

The world order has been upturned since Vladimir Putin’s unprovoked invasion of Ukraine. But if you were to visit the country’s capital, you would be forgiven for not noticing it.

Moscow is, as it always is, a challenge to the senses: a mix of brutalism and conspicuous consumption; neo-Soviet and high-tech; Switzerland and North Korea. A few buildings are emblazoned with war murals or the “z” sign, the brand of Mr Putin’s war. Squares in front of stations and the bus terminals in southern Moscow, where minibuses arrive from Crimea, are peppered with grim-faced soldiers, some of them missing arms or legs. Fewer cars are on the road, a reflection of the hundreds of thousands of mobile Russians who have fled. **But in the main, the visual changes are unremarkable, helped by a degree of economic stability that comes from high hydrocarbon profits.** **The government has been largely successful in isolating the capital from the war.**

The heart of that isolation is information. The Kremlin once tolerated niche media. Since February it has built great walls around the truth, **closing some 260 publications.** Twitter, Facebook and Instagram are now blocked, accessible only via **vpn proxies.** Laws ban discrediting the Russian army (punishable by fines) or publishing “fake news” (punishable by prison). **A list, updated on December 1st, criminalises any discussion of over 60 sensitive subjects, from the numbers of Russians killed in action to the country’s mobilisation campaign.** Anyone who wants an alternative view has to search hard for it. **It is difficult to find a vpn that the security services haven’t already blocked.** The Russian media simply serve up tales of the army “defending” the people of the Donbas.

According to Lev Gudkov, who heads the Levada Centre, Russia's most trustworthy pollsters—considered “foreign agents” by the Kremlin—**only about one in five Russians now consume news beyond state propaganda.** That figure broadly corresponds to those who are strongly against the war. **But there is a spectrum of ignorance.** There are the true believers in the war and those who believe it to be an outrage. **Most Russians, Mr Gudkov says, are in the middle, choosing to distance themselves and retreat into family life.**

As in Soviet times, people are embracing doublethink. Levada's more recent polls have detected a shift in feeling, with a majority now in favour of peace talks. Few respondents feel any responsibility for the war. **“People don't want war, but they submissively agree to it because it would cause a serious internal dissonance with their inner self, which still identifies strongly with the state,”** Mr Gudkov says.

That is an answer those looking on from Ukraine would find infuriating. Yury Saprykin, a prominent Russian editor and journalist, **sympathises with Ukrainian frustration.** Russian society, he says, never consolidated as Ukrainian society was able to. Now it finds itself atomised and collectively depressed, and in some part reliant on the state. **“Totalitarianism makes people very weak. When you add tanks and rockets into the mix, society never stood a chance”**, he says. Maria Eismont, a lawyer and formerly a journalist for the now-neutered *Vedomosti* newspaper, who is representing Ilya Yashin in the trial, says the Kremlin had long worked to destroy horizontal links. **“Treason, set-ups, prison, intimidation, creating divisions and buying loyalty, the authorities did everything to ensure there was no self-organisation.”**

In his final statement in court on December 5th, her client **Mr Yashin called on his supporters to resist.** **“Stand up for each other,”** he asked them. **“There are many more of us than it seems.”** Whatever the truth of that assertion, Mr Yashin's strong public stand against the war is for the moment very much a fringe concern. Those Russians who do protest against it are doing so only privately.

The mix of repression and relative economic resilience means that the Kremlin's manufactured consensus is likely to hold for some time to come. “Russians are hostages,” said Ms Eismont. “It shouldn't be a surprise that many of them are ready to negotiate with the terrorists.”